



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Circulaire n° 5352 du 23/07/2015

Circulaire générale relative à l'Organisation de l'enseignement secondaire ordinaire et à la Sanction des études – Cette circulaire abroge la circulaire n°4925 du 7 juillet 2014

Tome 1 : Directives pour l'année scolaire 2015-2016 – Organisation, structures et encadrement

Tome 2 : Sanction des études - Organisation de l'année scolaire 2015-2016

Réseaux et niveaux concernés	Destinataires de la circulaire
<input checked="" type="checkbox"/> Fédération Wallonie- Bruxelles	<ul style="list-style-type: none">- A Madame la Ministre- Aux Pouvoirs organisateurs des établissements de l'Enseignement secondaire subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles- Aux Chefs d'établissement des établissements de l'Enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles <p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none">- Aux Vérificateurs- Aux Inspecteurs- Aux Coordonnateurs de CEFA- Aux Syndicats- Aux Associations de Parents
<input checked="" type="checkbox"/> Libre subventionné <ul style="list-style-type: none"><input checked="" type="checkbox"/> libre confessionnel<input checked="" type="checkbox"/> libre non confessionnel	
<input checked="" type="checkbox"/> Officiel subventionné	
<input checked="" type="checkbox"/> Niveau : Secondaire ordinaire de plein exercice	
Type de circulaire	
<input checked="" type="checkbox"/> Circulaire administrative	
<input type="checkbox"/> Circulaire informative	
Période de validité	
<input type="checkbox"/> A partir du	
<input checked="" type="checkbox"/> Du 01/09/2015 au 31/08/2016	
Documents à renvoyer	
<input checked="" type="checkbox"/> Oui	
<input type="checkbox"/> Date limite :	
<input checked="" type="checkbox"/> Voir dates figurant dans la circulaire	
Mots-clés :	
Secondaire – Directives – Organisation – Structures – Encadrement - Sanction des études	

Signataire
Ministre / Administration : Administration générale de l'Enseignement Direction générale de l'enseignement obligatoire Madame Lise-Anne Hanse, Directrice générale
Personnes de contact
Service ou Association : Service général de l'enseignement secondaire ordinaire et des Centres Psycho-Médico-Sociaux
Gestionnaire : Monsieur Fabrice Aerts-Bancken, Directeur général adjoint
Le nom et les coordonnées des différents correspondants sont communiqués dans l'introduction générale à la présente circulaire.

Madame, Monsieur,

Cette circulaire présente aux Chefs d'établissement et à tous les acteurs du monde scolaire concernés diverses matières essentielles à la bonne organisation des établissements d'enseignement secondaire. Elle abroge la circulaire n°4925 du 7 juillet 2014.

La circulaire se divise en deux tomes. Le premier est consacré aux Directives pour l'année scolaire 2015-2016 relatives à l'organisation, aux structures et à l'encadrement des établissements scolaires. Le deuxième expose les matières propres à la sanction des études.

Le lecteur trouvera ci-dessous le nom et les coordonnées des correspondants spécialisés dans les différentes matières abordées.

Je vous en souhaite bonne lecture.

La Directrice générale

Lise-Anne HANSE

Nom et coordonnées des différents correspondants

Pour le tome 1 - Directives pour l'année scolaire 2015-2016 relatives à l'organisation, aux structures et à l'encadrement des établissements scolaires

Gestionnaire: Direction de l'organisation des établissements d'enseignement secondaire ordinaire organisés et subventionnés par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Monsieur Vincent Winkin, chargé de mission, responsable de Direction - 02/690.86.06 - vincent.winkin@cfwb.be

<i>Nom et prénom</i>	<i>Téléphone</i>	<i>Courriel</i>
M. Miguel Magerat	02/690.84.51	miguel.magerat@cfwb.be
M. François Farvacque	02/690 84 95	francois.farvacque@cfwb.be
Mme Béatrice van de Put	02/690 88 94	beatrice.vandeput@cfwb.be

Enseignement subventionné

<i>Nom et prénom</i>	<i>Téléphone</i>	<i>Courriel</i>
Mme Frédérique Litt	02/690 85 46	frederique.litt@cfwb.be
M. Philippe Plun	02/690.84.63	philippe.plun@cfwb.be

Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles

<i>Nom et prénom</i>	<i>Téléphone</i>	<i>Courriel</i>
M. Géry De Cafmeyer	02/690.84.03	gery.decafmeier@cfwb.be
M. Michel Dury	02/690.84.55	michel.dury@cfwb.be

Pour le tome 2 – Sanction des études

Gestionnaire : Direction des affaires générales, de la sanction des études et des C.P.M.S.,
Madame Anne Hellemans, Directrice ff. – 02/690.84.71 – anne.hellemans@cfwb.be

<i>Nom et prénom</i>	<i>Téléphone</i>	<i>Courriel</i>
Mme Pascale Coenen	02/690.82.49	pascale.coenen@cfwb.be
M. Julien Louis	02/690.85.04	julien.louis@cfwb.be
M. David Brancaleoni	02/690.84.75	david.brancaleoni@cfwb.be

TOME 1

DIRECTIVES POUR
L'ANNEE SCOLAIRE
2015-2016

ORGANISATION,
STRUCTURES ET
ENCADREMENT

Table des matières

TITRE I : Partie commune à tous les réseaux

CHAPITRE 1: Grilles-horaires	17
I. GRILLES-HORAIRES AU PREMIER DEGRÉ	17
I.1. NOUVELLES DISPOSITIONS	19
I.1.A. Organisation des 1 ^{ère} et 2 ^{ème} années communes (1 ^{ère} et 2 ^{ème} C)	19
I.1.B. Organisation des années du premier degré différencié (1 ^{ère} année D, 2 ^{ème} année D)	26
I.1.C. Organisation de l'année supplémentaire au terme du premier degré (2S)	28
I.1.D. Organisation d'un projet d'orientation positif au bénéfice de tous les élèves du 1 ^{er} degré	28
I.2. ANCIENNES DISPOSITIONS	29
I.2.A. Organisation de la 2 ^{ème} année commune (2 ^{ème} C)	29
I.2.B. Organisation des années complémentaires au sein du premier degré :1 ^{ère} S (Complémentaire) et 2 ^{ème} S (Complémentaire))	34
I.2.C. Organisation des années du premier degré différencié (2 ^{ème} année D/DS)	36
II. GRILLE-HORAIRE DE 3 ^{ÈME} ANNÉE DE DIFFÉRENCIATION ET D'ORIENTATION (3 ^{ÈME} S-DO) AU SEIN DU DEUXIÈME DEGRÉ	38
III. GRILLES-HORAIRES AU DEUXIÈME DEGRÉ DE TRANSITION	39
III.1. GRILLES APPLICABLES EN 3 ^{ÈME} ET 4 ^{ÈME} ANNÉES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL, TECHNIQUE ET ARTISTIQUE DE TRANSITION	39
III.2. COMMENTAIRES POUR LE DEUXIÈME DEGRÉ DE TRANSITION	42
III.3. VOLUME HORAIRE HEBDOMADAIRE MINIMUM ET MAXIMUM DES GRILLES AU DEUXIÈME DEGRÉ	45
IV. GRILLES-HORAIRES AU TROISIÈME DEGRÉ DE TRANSITION	46
IV.1. 5 ^{ÈME} ET 6 ^{ÈME} ANNÉES DE L'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL	46
IV.1.A. Formations à dominantes intégrées	46
IV.1.A.1°. Orientation à dominante scientifique	47
IV.1.A.2°. Orientation à dominante classique	48
IV.1.A.3°. Orientation à dominante langues modernes	49
IV.1.A.4°. Orientation à dominante économique	50
IV.1.A.5°. Orientation à dominante sciences humaines	51
IV.1.A.6°. Orientation à dominante artistique	52
IV.1.A.7°. Orientation à dominante éducation physique	53
IV.1.B. Formation à Combinaison d'options	54
IV.2. 5 ^{ÈME} ET 6 ^{ÈME} ANNÉES DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET ARTISTIQUE DE TRANSITION	56
IV.3. COMMENTAIRES POUR LE TROISIÈME DEGRÉ DE TRANSITION	59
IV.4. LISTE DES OPTIONS DE BASE SIMPLES	62
IV.5. LISTE DES ACTIVITÉS AU CHOIX	62
IV.6. COMMENTAIRES POUR LA LISTE DES OPTIONS DE BASE SIMPLES ET LA LISTE DES ACTIVITÉS AU CHOIX	63
IV.7. VOLUME HORAIRE HEBDOMADAIRE MINIMUM ET MAXIMUM DES GRILLES AU TROISIÈME DEGRÉ	64
V. MODALITÉS PROPRES À L'ENSEIGNEMENT DES COURS DE SCIENCES	65
V.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX	65
V.1.A. Au premier degré	65
V.1.B. Au deuxième degré de l'enseignement de transition	65
V.1.C. Au troisième degré de l'enseignement de transition	66
V.2. NTPP	67
V.3. PROGRAMMATION	67
V.3.A. Au deuxième degré	67
V.3.B. Au troisième degré	67
V.4. LES ANNÉES PRÉPARATOIRES	68

V.4.A.	7 ^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur « Mathématiques » (7PES « Mathématiques »)	68
V.4.B.	7 ^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur « Sciences » (7PES « Sciences »)	69
V.4.C.	7 ^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur « Langues modernes » (7PES « Langues modernes »)	70
V.4.D.	7 ^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur des arts du spectacle et des techniques de diffusion	70
V.4.E.	Droit d'inscription en 7 ^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur	70
VI.	GRILLES-HORAIRES DES 2 ^{ÈME} ET 3 ^{ÈME} DEGRÉS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET ARTISTIQUE DE QUALIFICATION	71
VI.1.	DEUXIÈME DEGRÉ TECHNIQUE ET ARTISTIQUE DE QUALIFICATION	71
VI.2.	5 ^{ÈME} ET 6 ^{ÈME} ANNÉES DU TROISIÈME DEGRÉ TECHNIQUE ET ARTISTIQUE DE QUALIFICATION	74
VI.3.	7 ^{ÈME} ANNÉE DU 3 ^{ÈME} DEGRÉ TECHNIQUE DE QUALIFICATION	76
VII.	GRILLES HORAIRES DES 2 ^{ÈME} ET 3 ^{ÈME} DEGRÉS DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	77
VII.1.	DEUXIÈME DEGRÉ PROFESSIONNEL	78
VII.2.	5 ^{ÈME} ET 6 ^{ÈME} ANNÉES DU TROISIÈME DEGRÉ PROFESSIONNEL	80
VII.3.	7 ^{ÈME} ANNÉE PROFESSIONNELLE DE TYPE B (7PB)	82
VII.3.A.	Nouvelles dispositions :	82
VII.3.B.	Anciennes dispositions :	84
VII.4.	7 ^{ÈME} ANNÉE PROFESSIONNELLE DE TYPE C (7PC)	86
VII.4.A.	Nouvelles dispositions	86
VII.4.B.	Anciennes dispositions :	87
VII.5.	L'ANNÉE COMPLÉMENTAIRE ORGANISÉE, EN CPU, AU 3 ^{ÈME} DEGRÉ (C3 D)	89
CHAPITRE 2: Dispositions relatives à l'organisation de certains cours		91
I.	POSSIBILITÉS DE REGROUPEMENT	91
II.	COURS D'ÉDUCATION PHYSIQUE	91
III.	COURS DE LANGUE MODERNE	92
III.1.	LANGUE MODERNE I	92
III.2.	LANGUE MODERNE II	92
III.3.	LANGUE MODERNE III	92
IV.	COURS DE RELIGION ET DE MORALE	92
V.	ACTIVITÉS DE REMÉDIATION AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME DEGRÉS	96
VI.	POSSIBILITÉS D'AMÉNAGEMENT DES HORAIRES	96
CHAPITRE 3: Programmation, normes de création, répertoire des options de base		97
I.	RÈGLES DE PROGRAMMATION	97
II.	NOUVELLES RÈGLES POUR L'ENSEIGNEMENT QUALIFIANT	98
III.	NORMES DE CRÉATION	100
III.1.	NORMES DE CRÉATION APPLICABLES LORS DE L'OUVERTURE D'UN DEGRÉ DANS UNE FORME ET UNE SECTION D'ENSEIGNEMENT	100
III.2.	NORMES DE CRÉATION APPLICABLES AUX OPTIONS DE BASE (À L'EXCEPTION DES LANGUES MODERNES) ET À CERTAINES ANNÉES D'ÉTUDES DE PLEIN EXERCICE	101
III.3.	NORMES DE CRÉATION APPLICABLES AUX LANGUES MODERNES (APPLICABLES DANS L'ANNÉE D'OUVERTURE)	102
III.4.	REMARQUES GÉNÉRALES	102
III.5.	ORGANISATION DE LA 4 ^{ÈME} ANNÉE DE RÉORIENTATION (4REO)	104
IV.	LISTE DES OPTIONS DE BASE SIMPLES	105
V.	LISTE DES OPTIONS DE BASE GROUPEES	105
V.1.	TABLEAU DES SECTEURS ET DES GROUPES	106
V.2.	OPTIONS DE BASE GROUPEES DE L'ENSEIGNEMENT DE TRANSITION	107
V.3.	OPTIONS GROUPEES DE L'ENSEIGNEMENT DE QUALIFICATION	108
V.4.	RÉPERTOIRE DES 7 ^{ÈME} ANNÉES	108

CHAPITRE 4: Normes de maintien	109
I. ENSEIGNEMENT DE TYPE I	109
II. ENSEIGNEMENT DE TYPE II	111
III. MODALITÉS D'APPLICATION	111
III.1. SITUATIONS RELATIVES AUX « MAINTIENS »	111
III.2. DÉROGATIONS	113
III.3. REMARQUES	113
CHAPITRE 5: Création, fusion, restructuration, rationalisation et octroi d'incitants	115
I. CRÉATION D'ÉTABLISSEMENT	115
II. RATIONALISATION	116
II.1. PRINCIPE GÉNÉRAL	116
II.2. NORMES DE RATIONALISATION RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT DE TYPE I	116
II.3. NORMES DE RATIONALISATIONS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT DE TYPE II	117
II.4. UN SYSTÈME DE MAINTIEN PLURIANNUEL	118
II.5. SITUATIONS POSSIBLES, AU 1 ^{ER} SEPTEMBRE 2016, POUR LES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS EN « MAINTIEN 3 » AU 1 ^{ER} OCTOBRE 2015	119
III. FUSION :	121
III.1. DÉFINITION	121
III.2. CARACTÉRISTIQUES ET CONSÉQUENCES D'UNE FUSION	121
IV. RESTRUCTURATION :	122
IV.1. RESTRUCTURATION DE PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS : CRITÈRES ET INDICATEURS	123
IV.2. IMPLANTATION DES DEGRÉS D'OBSERVATION AUTONOMES (DOA)	123
V. OCTROI D'INCITANTS	125
V.1. CATÉGORIES D'INCITANTS	125
V.2. INCITANTS NTPP	125
V.3. INCITANTS CONCERNANT CERTAINES FONCTIONS DU PERSONNEL NON CHARGÉ DE COURS	126
V.3.A. Cadre d'extinction	126
V.3.B. Emplois supplémentaires de proviseur et de sous-directeur ou de surveillant-éducateur	128
V.3.B.1°. Création	128
V.3.B.2°. Suppression	128
V.3.B.3°. Maintien	129
CHAPITRE 6: Encadrement	131
I. NOMBRE TOTAL DE PÉRIODES-PROFESSEURS (NTPP)	131
I.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX	131
I.1.A. Base réglementaire	131
I.1.B. Fondements du calcul	131
I.1.C. Encadrement minimum de base	132
I.1.D. Modalités pratiques du calcul	133
I.2. COMPTAGE DES ÉLÈVES : POPULATION SCOLAIRE ET DATES DE RÉFÉRENCE	133
I.2.A. Le 15 janvier	133
I.2.B. Le 1 ^{er} octobre	135
I.3. DISPOSITIONS PROPRES AUX ÉTABLISSEMENTS CRÉÉS PAR ANNÉE OU PAR DEGRÉ CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6 DU DÉCRET DU 29 JUILLET 1992	136
I.4. DISPOSITIONS PROPRES AUX ÉTABLISSEMENTS QUI FUSIONNENT OU SE RESTRUCTURENT	137
I.5. DISPOSITIONS PROPRES AUX ÉTABLISSEMENTS CONTIGUS DE MÊME CARACTÈRE - GLOBALISATION TOTALE DU COMPTAGE	137
I.6. DISPOSITIONS VISANT DES ÉTABLISSEMENTS DE MÊME CARACTÈRE DISTANTS DE MOINS DE 200 MÈTRES - GLOBALISATION DU COMPTAGE AU 1 ^{ER} DEGRÉ	137
I.7. DÉROGATION À LA GLOBALISATION TOTALE OU PARTIELLE (1 ^{ER} DEGRÉ) DU COMPTAGE	138

I.8.	UTILISATION DU NTPP	138
I.8.A.	Transferts de périodes-professeurs entre catégories de comptage	138
I.8.B.	Transferts de périodes-professeurs entre établissements	139
I.8.C.	Utilisation du NTPP pour des activités autres que des cours	140
I.8.D.	Encadrement supplémentaire en « surveillant-éducateur », « assistant social » ou « logopède » sur périodes-professeurs	145
I.8.E.	Emplois complémentaires de proviseur, sous-directeur.	146
II.	PÉRIODES COMPLÉMENTAIRES AU 1 ^{ER} DEGRÉ	147
II.1.	MODE DE CALCUL	147
II.2.	UTILISATION	147
III.	PÉRIODES SUPPLÉMENTAIRES AU 1 ^{ER} DEGRÉ	148
IV.	PÉRIODES-PROFESSEURS OCTROYÉES EN APPLICATION D'UNE RÉGLEMENTATION PARTICULIÈRE	148
V.	PÉRIODES ORGANISABLES POUR LES COURS DE RELIGION ET DE MORALE NON CONFESSIONNELLE (RLMO)	152
VI.	COORDINATION PÉDAGOGIQUE HORS-NTPP	154
VII.	CADRE ORGANIQUE DU PERSONNEL NON CHARGÉ DE COURS	154
VII.1.	PERSONNEL AUXILIAIRE D'ÉDUCATION ET PERSONNEL ADMINISTRATIF	154
VII.1.A.	Population scolaire de référence et date de comptage	154
VII.1.B.	Calcul du nombre d'emplois : règle générale	156
VII.1.B.1°.	Ancienne dévolution.	156
VII.1.B.2°.	Nouvelle dévolution (applicable depuis le 1 ^{er} septembre 2009).	156
VII.1.C.	Dispositions applicables aux établissements ou implantations bénéficiant de l'encadrement différencié des classes 2 et 3	157
VII.1.C.1°.	Ancienne dévolution.	157
VII.1.C.2°.	Nouvelle dévolution (applicable depuis le 1 ^{er} septembre 2009).	158
VII.1.D.	Dispositions applicables aux établissements ou implantations bénéficiant de l'encadrement différencié de classe 1	159
VII.1.D.1°.	Ancienne dévolution.	159
VII.1.D.2°.	Nouvelle dévolution (applicable depuis le 1 ^{er} septembre 2009).	159
VII.1.E.	Dispositions concernant les établissements issus d'une fusion	160
VII.2.	EMPLOIS DE PROVISEUR ET DE SOUS-DIRECTEUR	161
VII.3.	EMPLOIS DE CHEF D'ATELIER ET DE CHEF DE TRAVAUX D'ATELIER	162
VII.4.	EMPLOIS DE PROFESSEUR DE PRATIQUE PROFESSIONNELLE SANS ÉLÈVES	165
CHAPITRE 7: Normes régissant la taille des classes		167
I.	INTRODUCTION	167
II.	NORMES APPLICABLES AU 1 ^{ER} DEGRÉ	169
III.	NORMES APPLICABLES AU 2 ^{ÈME} ET AU 3 ^{ÈME} DEGRÉ	169
IV.	DÉPASSEMENTS DES NOMBRES MAXIMA DE « TAILLE DES CLASSES »	172
V.	DEMANDE DE PÉRIODES COMPLÉMENTAIRES SUITE AU RESPECT DES NORMES DE TAILLE MAXIMALE DES CLASSES	176
CHAPITRE 8: Calendrier scolaire, suspension des cours, organisation des épreuves d'évaluation sommative		177
I.	CALENDRIER SCOLAIRE 2015-2016	177
II.	SUSPENSION DES COURS	177
III.	ORGANISATION DES ÉPREUVES D'ÉVALUATION SOMMATIVE	179
III.1.	LA NOTION DE SUSPENSION DE COURS EN LIEN AVEC LES ÉPREUVES D'ÉVALUATION SOMMATIVE	179
III.2.	DURÉE DES ÉPREUVES D'ÉVALUATION SOMMATIVE	180
A)	AU COURS DE L'ANNÉE SCOLAIRE À L'EXCEPTION DES ÉPREUVES DE JUIN ET DE SEPTEMBRE	180
B)	LES ÉPREUVES ORGANISÉES AU MOIS DE JUIN	180
C)	PROCÉDURE DE RECOURS	181
D)	LES EXAMENS DE PASSAGE ORGANISÉS EN SEPTEMBRE	181

III.3.	RÉUNION DE PARENTS ET CONSEILS DE CLASSE EN COURS D'ANNÉE SCOLAIRE	181
III.4.	MODALITÉS PARTICULIÈRES LIÉES À L'ORGANISATION DES STAGES	181
III.5.	PLANIFICATION DES ÉPREUVES D'ÉVALUATION SOMMATIVE	182
III.6.	AVERTISSEMENT	182

CHAPITRE 9: Intégration d'élèves issus de l'enseignement spécialisé **183**

I.	REMARQUES PRÉALABLES	183
II.	DÉFINITIONS	183
III.	LE PROTOCOLE D'INTÉGRATION	183
IV.	VÉRIFICATION DE LA POPULATION SCOLAIRE ET ÉLÈVE INTÉGRÉ	184
V.	RÉCAPITULATIF DES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT	184
VI.	SOURCES COMPLÉMENTAIRES DE RENSEIGNEMENTS	189

TITRE II : Partie propre à chaque réseau

Préambule **193**

CHAPITRE 10: Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles **195**

I.	GRILLES-HORAIRES	195
I.1.	GRILLES-HORAIRES DES 2 ^{ÈME} ET 3 ^{ÈME} DEGRÉS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DE QUALIFICATION	195
I.1.A.	Deuxième degré technique de qualification	195
I.1.B.	Troisième degré technique de qualification	196
I.1.C.	Commentaires	197
I.1.D.	7 ^{ème} année technique	198
I.1.E.	Epreuves de qualification	198
I.2.	GRILLES-HORAIRES DES 2 ^{ÈME} ET 3 ^{ÈME} DEGRÉS DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	199
I.2.A.	Deuxième degré professionnel	199
I.2.B.	Troisième degré professionnel	199
I.2.C.	Commentaires	200
I.2.D.	7 ^{èmes} années professionnelles de type B et C	201
I.2.E.	Epreuves de qualification	201

CHAPITRE 11: Enseignement subventionné **203**

I.	GRILLES-HORAIRES DES 2 ^{ÈME} ET 3 ^{ÈME} DEGRÉS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET ARTISTIQUE DE QUALIFICATION	203
I.1.	DEUXIÈME DEGRÉ TECHNIQUE ET ARTISTIQUE DE QUALIFICATION	203
I.2.	COMMENTAIRES LIÉS AU DEUXIÈME DEGRÉ	204
I.3.	TROISIÈME DEGRÉ TECHNIQUE ET ARTISTIQUE DE QUALIFICATION	205
I.4.	7 ^{ÈME} ANNÉE TECHNIQUE	205
I.5.	COMMENTAIRES LIÉS AU TROISIÈME DEGRÉ	206
II.	GRILLES-HORAIRES DES 2 ^{ÈME} ET 3 ^{ÈME} DEGRÉS DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	207
II.1.	DEUXIÈME DEGRÉ PROFESSIONNEL	207
II.2.	COMMENTAIRES	207
II.3.	TROISIÈME DEGRÉ PROFESSIONNEL	208
II.4.	COMMENTAIRES	208
II.5.	7 ^{ÈMES} ANNÉES PROFESSIONNELLES DE TYPE B ET C	209

Madame, Monsieur,

Le présent tome remplace le tome 1 de la circulaire n° 4925 du 7 juillet 2014 « Circulaire générale relative à l'organisation de l'enseignement secondaire ordinaire et à la sanction des études – année scolaire 2014-2015 ».

J'attire particulièrement votre attention sur les points suivants :

- Le décret du 5 décembre 2013 *modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4* renforce la part de la formation générale qui est indispensable à l'élève, tant pour acquérir des compétences et savoirs en matière de citoyenneté et de poursuite éventuelle des études supérieures que pour sa formation qualifiante. Les nouvelles dispositions en matière de grilles-horaires sont développées au Chapitre 1, points VI et VII. J'attire votre attention sur le fait que la dérogation à l'application des nouvelles grilles horaire est étendue à l'année scolaire 2015-2016.
- L'affinement de la lecture des règles présidant au calcul de l'encadrement CACTA (chef d'atelier et chef de travaux d'atelier) et au calcul du nombre d'emplois de proviseur et sous-directeur, y compris en cas de fusion/restructuration débouchant sur la création d'un nouvel établissement (voir chapitre 5, point V et chapitre 6, point VII).
- Le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté, en date du 14 juillet 2015, un décret *instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française*. Ce décret donne la possibilité aux élèves mineurs, à la demande de leurs parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, et aux élèves majeurs, inscrits dans les établissements de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et dans les établissements de l'enseignement officiel subventionné, d'être dispensés de suivre un cours de religion ou de morale.

La dispense doit être demandée pour le 15 septembre 2015 et doit être compensée par un encadrement pédagogique alternatif (EPA) pour un nombre équivalent de périodes, au plus tard le 1 janvier 2016.

Une présentation de l'EPA, dans le cadre prévu par le décret mais en tenant compte des spécificités décidées par le Pouvoir Organisateur ou le Chef d'établissement doit être remise avec le formulaire de choix aux parents ou à l'élève s'il est majeur.

Dans l'attente de la mise en œuvre de l'EPA, les élèves concernés par la dispense sont pris en charge selon les modalités prévues par le Pouvoir Organisateur ou le Chef d'établissement. L'EPA fait, au même titre que le cours de religion et de morale, l'objet d'une évaluation certificative selon les modalités prévues par le Pouvoir Organisateur ou le Chef d'établissement.

Les modalités d'organisation de l'EPA, ainsi que le calcul et l'attribution particulière des périodes d'encadrement pour les cours de religion, de morale non confessionnelle et pour l'EPA sont développés respectivement aux chapitres 2, IV et 6, V du Tome 1 de la présente circulaire.

En ce qui concerne la déclaration relative à l'utilisation des périodes RLMO, mes services communiqueront aux établissements concernés les consignes d'encodage, via la messagerie de l'application « gestion-élèves », pour les établissements de l'enseignement organisé par la Fédération

Wallonie-Bruxelles, ou via la circulaire « Informatisation des dossiers annuels », pour les établissements de l'enseignement officiel subventionné. Par ailleurs, j'insiste sur le fait que tout document officiel, toute communication aux élèves, aux professeurs, aux parents doit respecter strictement les dispositions du présent tome. En particulier :

- 1° dans les grilles proposées, sous quelque forme que ce soit, les cours de la formation commune doivent apparaître tels quels, avec le nombre de périodes figurant dans les grilles de référence; les autres activités doivent figurer séparément après l'ensemble de la formation commune;
- 2° la présentation doit indiquer clairement le nombre total de périodes que l'élève pourra suivre.

La Directrice générale

Lise-Anne HANSE

TITRE I : Partie commune à tous les réseaux



CHAPITRE 1: Grilles-horaires

I. Grilles-horaires au premier degré

Ce point est divisé en 2 parties.

La première partie développe les nouvelles dispositions applicables depuis le 1^{er} septembre 2014. Ces nouvelles dispositions étaient applicables dès l'année scolaire 2014-2015 pour les années d'études suivantes : 1^{ère} année Commune, 1^{ère} année Différenciée et 3^{ème} SDO. Au 1^{er} septembre 2015, elles sont applicables pour les années d'études suivantes : 2^{ème} année Commune, 2^{ème} année Différenciée.

Pour les établissements qui ont appliqué les nouvelles dispositions dès le 1^{er} septembre 2014, le 1^{er} degré est donc organisé selon le phasage suivant :

<u>Obligatoire à partir du 1^{er} septembre 2014</u>	Nouvelles dispositions	Anciennes dispositions
Pour mémoire : 2014-2015	1C, 1D, 3SDO	1S 2C, 2S (Complémentaire), 2D, 2DS
2015-2016	1C, 1D, 3SDO 2C, 2D,	2S (Complémentaire), 2DS
2016-2017	1C, 1D, 3SDO 2C, 2D 2S (Supplémentaire)	-

La seconde partie reprend les anciennes dispositions.

Pour les pouvoirs organisateurs qui ont fait le choix de maintenir les anciennes dispositions, pendant l'année scolaire 2014-2015, et qui adopteront le nouveau régime au 1^{er} septembre 2015, le 1^{er} degré est organisé selon le phasage suivant :

<u>Par dérogation</u>	Nouvelles dispositions	Anciennes dispositions
Pour mémoire : 2014-2015	-	1C, 2C 1S, 2S (Complémentaire), 1D, 2D 2DS, 3S-DO
2015-2016	1C, 1D, 3SDO	1S 2C, 2S (Complémentaire),, 2D, 2DS
2016-2017	1C, 1D, 3SDO 2C, 2D,	2S (Complémentaire),, 2DS
2017-2018	1C, 1D, 3SDO 2C, 2D 2S (Supplémentaire)	

Au 1^{er} septembre 2015, les nouvelles dispositions doivent donc être obligatoirement appliquées dans tous les établissements pour les années d'études suivantes : 1C, 1D et 3SDO.

NB : dans les grilles-horaires du premier degré, l'intitulé Education artistique est remplacé par l'intitulé Education plastique et/ou musicale, sous réserve de l'adoption prochaine par le Gouvernement d'un décret *portant diverses dispositions urgentes en matière d'enseignement*.

Nouvelles dispositions

- Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire tel que modifié par le décret du 11 avril 2014 modifiant notamment le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire.

Ce décret concerne l'entièreté de la formation du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, à savoir :

- la 1^{ère} et la 2^{ème} année commune (1^{ère} C et 2^{ème} C)
- la 1^{ère} et la 2^{ème} année différenciée (1^{ère} D et 2^{ème} D)
- l'année supplémentaire organisée au terme du degré (2S)

A l'issue du premier degré de l'enseignement secondaire, une année spécifique de différenciation et d'orientation (3 S-DO) peut être organisée au sein du 2^{ème} degré. Les informations relatives à cette année sont reprises au point II.

I.1.A. Organisation des 1^{ère} et 2^{ème} années communes (1^{ère} et 2^{ème} C)¹

L'horaire se décompose obligatoirement entre²

1. de la formation commune (28 périodes)
2. des activités complémentaires (2 à 4 périodes)

Total obligatoire : 30 à 32 périodes (voir commentaire 8)

1. Formation commune : ³

	1 ^{ère} C	2 ^{ème} C	Commentaires
Religion ou morale	2	2	
Français	6	5	
Formation mathématique	4	5	
Formation historique et géographique	4	4	(1)
Langue moderne I	4	4	(2)
Initiation scientifique	3	3	(3)
Education physique	3	3	
Education par la technologie	1	1	
Education plastique et/ou musicale	1	1	(4)
Total	28	28	

2. Activités complémentaires : ⁴

	2 à 4	(5)
--	--------------	------------

3. Remédiation :

	1 ou 2	(7)
--	---------------	------------

¹ Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, art. 7 à 10

² Ibidem, art. 7 §1^{er}

³ Ibidem, art. 8

⁴ Ibidem, art. 7, § 1^{er}

4. Commentaires :

(1) Y compris la formation à la vie sociale et économique⁵. *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, on organisera 2 périodes d'histoire et 2 périodes de géographie.*

(2) En application de l'article 12 de la loi du 30 juillet 1963 relative au régime linguistique dans l'enseignement, les élèves qui obtiennent une dispense de la langue moderne I sont tenus néanmoins de suivre 30 à 32 périodes hebdomadaires. Les 4 périodes sont remplacées soit par 4 périodes d'activités complémentaires, soit par 4 périodes de remédiation, soit par un mélange d'activités complémentaires et de remédiation.

En application de l'article 9 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré, l'élève poursuit au 1^{er} degré l'apprentissage de la langue moderne I entamé dans l'enseignement primaire, sans préjudice des dispositions prévues par la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement. Toutefois, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent, après avoir pris l'avis du chef d'établissement lors de l'inscription en 1^{ère} année, choisir un cours de langue moderne I différent du cours suivi dans l'enseignement primaire.

(3) Ce cours forme un ensemble pédagogique cohérent qui débouche sur une seule évaluation pour l'élève. *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, il sera attribué à un seul professeur.*

(4) Le cours d'éducation plastique et/ou musicale sera organisé de manière à rencontrer les compétences qui relèvent de l'éducation musicale et de l'éducation plastique, telles que prévues dans les socles.

Pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, un même temps doit être consacré à chacune de ces composantes sur l'ensemble du degré. La répartition sur le degré de ces deux composantes relève du choix du chef d'établissement.

5. Organisation des activités complémentaires :

(5.1.) Principe général

Les activités complémentaires sont consacrées au soutien des compétences visées au travers de la formation commune, par des approches diversifiées. Elles permettent aussi de faciliter le développement personnel et social des élèves ainsi que d'accroître leur motivation, notamment en soutenant les démarches d'orientation scolaire. Elles sont organisées dans tous les établissements à raison de 2 à 4 périodes hebdomadaires obligatoires. Elles ne constituent en aucun cas un prérequis à l'admission dans une orientation d'étude aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire⁶.

Sept domaines ont été définis pour ces activités complémentaires : ⁷

- domaine du français;
- domaine de la langue moderne (la même que celle choisie dans la formation commune);
- domaine des sciences et des mathématiques ;
- domaine des sciences humaines ;
- domaine des activités artistiques ;
- domaine des activités techniques ;
- domaine des activités physiques.

⁵ Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, art. 8, 4°

⁶ Ibidem, art. 10, §2, 1°

⁷ Ibidem, art. 10, §2, 2°

Les activités complémentaires se présentent comme suit :

Domaines	Sphères d'activités	Nombre maximum de périodes hebdomadaires organisables par activité
D1 Français	Initiation au latin en ce compris éventuellement initiation à la culture antique, théâtre et expression dramatique, activités d'expression poétique, ateliers d'écriture ou ateliers de lecture.	4
D2 Langue moderne (identique à celle suivie en formation commune)	Ateliers de conversation ou d'expression dramatique, initiation à des éléments culturels spécifiques aux pays, régions ou communautés où la langue étudiée est la langue vernaculaire	2
D3 Sciences et Mathématiques	Activités mathématiques, activités technoscientifiques, activités logiques, informatique	2
D4 Sciences humaines	Initiation à la vie économique et/ou sociale, initiation aux principes de la vie citoyenne, éducation au respect de l'environnement	2
D5 Activités plastiques et/ou musicales	Activités visant à développer les aptitudes travaillées dans les cours d'éducation artistique	2
D6 Activités techniques	Activités visant à développer les aptitudes travaillées dans le cours d'éducation par la technologie	2
D7 Activités physiques	Initiation à la pratique d'autres sports, éducation à la coopération et à la citoyenneté par le jeu sportif	2

L'intitulé des cours organisés en activités complémentaires devra être clairement défini dans les grilles-horaires afin que le Service de l'Inspection et l'Administration puissent déterminer avec précision si les activités s'inscrivent bien dans les domaines et les sphères d'activités prévus par le décret.

Pour ce qui est des intitulés de cours des activités complémentaires, chaque établissement scolaire veillera à se référer aux cadres de référence pour l'enseignement subventionné et à la liste des activités

complémentaires autorisées pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles approuvés et communiqués par son réseau.

Soulignons que l'organisation des activités complémentaires et leur volume horaire doivent faire l'objet d'un avis préalable et concerté avec les organisations syndicales représentatives⁸.

(5.2.) Organisation ⁹

Les activités complémentaires sont organisées dans tous les établissements à raison de 2 à 4 périodes hebdomadaires, dans un ou plusieurs des domaines susmentionnés :

En outre, les établissements devront veiller à respecter les dispositions particulières suivantes :

- A.** Quand un établissement propose une grille comportant 3 ou 4 périodes d'un même domaine d'activités complémentaires, il doit également proposer au moins une grille comportant des périodes d'activités relevant de deux ou de trois des sept domaines prévus. ¹⁰

Exemple n°1

Si Grille n°1	Alors au moins une autre grille
3 ou 4 périodes d'un même domaine d'activités (ex : D1)	2 à 4 périodes relevant de deux ou de trois des sept domaines d'activités (à choisir dans D1, D2, D3, D4, D5, D6, D7)

NB : si une grille contient 3 périodes de cours appartenant à un premier domaine d'activité (par exemple D1) et 1 période de cours appartenant à un deuxième domaine d'activité (par exemple D2), il n'est pas nécessaire de proposer une autre grille comportant des périodes d'activités relevant de deux ou de trois des sept domaines prévus.

Exemple n°2

Si Grille n°1	Et / ou grille n°2	Alors au moins une autre grille
3 ou 4 périodes d'un même domaine d'activités (ex : D1)	3 ou 4 périodes d'un même domaine d'activités (ex : D2)	2 à 4 périodes relevant de deux ou de trois des sept domaines d'activités (à choisir dans D1, D2, D3, D4, D5, D6, D7)

Remarque : il est autorisé, pour un établissement scolaire, de n'organiser seulement qu'une grille composée de 2 ou 3 domaines pour l'ensemble des élèves d'une même année d'études au 1^{er} degré.

⁸ Ibidem, art. 12

⁹ Ibidem, art. 10, §2, 3°

¹⁰ Ibidem, art. 10, §2, 4°

- B.** Quand les activités complémentaires relèvent des sphères d'activités du D2 au D7, un maximum de 2 périodes hebdomadaires peut être consacré à chacune de celles-ci. ¹¹

Exemple

Grilles relevant des sphères d'activités portant sur les compétences du D2 au D7		
Grille n°1	Grille n°2	Grille n°3
2 périodes d'une première sphère d'activités 2 périodes d'une seconde sphère d'activités	2 périodes d'une première sphère d'activités 1 période d'une seconde sphère d'activités 1 période d'une troisième sphère d'activités	1 période d'une première sphère d'activités 1 période d'une seconde sphère d'activités 1 période d'une troisième sphère d'activités 1 période d'une quatrième sphère d'activités

Par ailleurs, une certaine souplesse caractérise ce 1^{er} degré commun puisque :

- C.** Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement garde la possibilité d'inclure des périodes communes à toutes les grilles dans la définition des activités complémentaires qu'il propose.

Exemple n°1

Grille n°1	Grille n° 2	Grille n° 3	Grille n° 4	Grille n°5
1 période d'activités mathématiques	1 période d'activités mathématiques	2 périodes d'activités mathématiques	1 période d'activités mathématiques	1 période d'activités mathématiques
3 périodes d'initiation au latin	2 périodes d'informatique	2 périodes d'atelier de conversation en langue moderne	2 périodes d'initiation à la vie économique et/ou sociale	2 périodes de sports
	1 période d'atelier de lecture en français		1 période de sports	

Exemple n°2

Grille n° 1	Grille n° 2	Grille n° 3
1 période d'atelier de conversation en langue moderne	2 périodes d'atelier de conversation en langue moderne	1 période d'atelier de conversation en langue moderne
3 périodes d'atelier d'écriture en français	2 périodes d'initiation au latin	2 périodes d'activités plastiques et/ou musicales
		1 période de sport

- D.** Les activités complémentaires proposées par l'école peuvent être différentes entre la 1^{ère} année et la 2^{ème} année. D'un point de vue organisationnel, il n'y a donc pas d'obligation pour l'école de proposer une continuité dans les activités complémentaires proposées aux élèves de 1^{ère} et 2^{ème} année. Toutefois, il est important de bien préciser aux parents les différences éventuelles dans l'offre d'activités complémentaires entre la 1^{ère} et la 2^{ème} année.

- E.** Les élèves peuvent librement changer d'activités complémentaires entre la 1^{ère} et la 2^{ème} année.

¹¹ Ibidem, art. 10, §2. 2°

F. Dans le but d'organiser les activités complémentaires dans les meilleures conditions, un établissement peut conclure des conventions avec un ou plusieurs autres établissements¹².

(5.3.) Activités complémentaires : programmation

La création dans un établissement d'activités complémentaires n'est pas soumise à la procédure de programmation et ce, même si un élève devait choisir 4 périodes de la même activité complémentaire.

(5.5.) Remplacement des activités complémentaires

Les activités complémentaires peuvent, en tout ou en partie, être remplacées : ¹³

- en ce qui concerne les élèves « sportifs de haut niveau, espoirs sportifs et partenaires d'entraînement », par les périodes d'entraînement visées à l'article 1^{er}, §3, 2^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité;
- par un programme spécifique établi dans le cadre du Plan Individualisé d'Apprentissage (PIA) qui prévoit des activités spécifiques de remédiation, de remise à niveau ou de structuration des acquis et de construction d'un projet scolaire. Le PIA devra permettre aux élèves de combler les lacunes constatées et à les aider à s'approprier des stratégies d'apprentissage plus efficaces.

Les périodes-professeurs nécessaires à ces activités spécifiques doivent être prévues, dès le début de l'année scolaire, lors de la dévolution du NTPP.

6. Activités PIA

Le PIA est conçu comme un outil permettant de mettre en place des parcours adaptés, différenciés et accompagnés.

Un PIA peut être attribué à tout élève qui éprouve des difficultés dès que le conseil de classe en détecte le besoin ou que la demande émane d'un parent, ou de la personne investie de l'autorité parentale ou du CPMS (voir Tome 2).

La mise en œuvre du PIA implique la possibilité, entre autres, de modifier, en cours d'année, et pour une période déterminée la grille-horaire de l'élève, d'une part au niveau des activités complémentaires, d'autre part, au niveau de la formation commune en vue d'organiser des modalités de remédiation, sans préjudice de l'équilibre global de la formation sur le cycle.

Dans ce cas, le document PIA complète la grille-horaire figurant dans le dossier administratif de l'élève. Le document présentant la grille-horaire établie pour l'année en cours n'est donc pas modifié.

Le PIA permet donc de prévoir un parcours partiellement adapté, différencié et accompagné tout en maintenant l'élève concerné dans le groupe classe.

La grille-horaire hebdomadaire des élèves bénéficiant d'un PIA peut donc être adaptée. Cette grille doit comprendre de 30 à 32 périodes hebdomadaires, dont obligatoirement 2 périodes de religion ou de morale et au moins 2 périodes consacrées à l'éducation physique. De plus, 1 ou 2 périodes supplémentaires de remédiation peuvent être organisées au-delà de l'horaire prévu.

7. La remédiation

Tout établissement peut organiser une ou deux périodes supplémentaires de remédiation.

¹² Ibidem, art. 10, §2, 4^o

¹³ Ibidem, art. 10, §3

La remédiation peut concerner tant les disciplines de la formation commune que la prise en compte des difficultés ou troubles d'apprentissage des élèves. Dans ce dernier cas, la remédiation s'inscrit dans le cadre des activités complémentaires et ne s'ajoute donc pas à l'horaire prévu, comme c'est le cas pour la remédiation concernant les disciplines de la formation commune.

8. Volume horaire hebdomadaire.

L'horaire se compose de 30 à 32 périodes hebdomadaires¹⁴, auxquelles peuvent s'ajouter 1 ou 2 périodes de remédiation et ce, aux conditions prévues au point (7).

Même dans le cas où l'horaire hebdomadaire des élèves se compose des 28 périodes de la formation commune et de 2 ou 3 périodes d'activités complémentaires, le nombre total de périodes-professeur promérité pour le 1^{er} degré reste affecté à des activités pédagogiques organisées au 1^{er} degré en présence d'élèves (par exemple : classe confiée à deux enseignants dans la cadre de la modulation d'une classe en deux sous-groupes, organisation d'une ou deux périodes de certains cours en demi-classe, tutorat des élèves porteurs d'un PIA, ...).

¹⁴ Ibidem, art. 7, §1^{er}

I.1.B. Organisation des années du premier degré différencié (1^{ère} année D, 2^{ème} année D)¹⁵

Le premier degré différencié est accessible uniquement aux élèves qui ne sont pas titulaires du CEB et qui, soit ont suivi la sixième année de l'enseignement primaire ou qui soit sont âgés de douze ans au moins avant le 31 décembre de l'année scolaire qui suit sans avoir fréquenté la sixième année de l'enseignement primaire¹⁶.

Le décret du **30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire** prévoit que :

Tout établissement scolaire peut organiser le premier degré différencié aux deux conditions suivantes¹⁷ :

- accueillir au moins un élève entrant dans l'enseignement secondaire sans CEB;
- atteindre les minima¹⁸ de population en première et deuxième année commune, être en maintien, ou avoir obtenu une dérogation à la norme de maintien pour le premier degré commun. Néanmoins, cette dernière condition ne s'applique pas aux établissements qui organisent l'année de leur création ou l'année qui suit celle-ci une première commune ou un premier degré commun.

Par dérogation à cette deuxième condition, les établissements qui n'organisent pas de 1^{er} degré commun et qui organisent, depuis le 01/09/2008, soit une première année différenciée ou une deuxième année différenciée soit les deux années du 1^{er} degré différencié, doivent établir une convention avec un ou plusieurs établissements d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles de la même zone ou dans une zone contiguë¹⁹, garantissant à l'élève l'ensemble des possibilités de parcours du premier degré. Cette convention porte sur la continuité pédagogique dont bénéficiera l'élève, qui après avoir fréquenté le premier degré différencié et avoir obtenu son Certificat d'Etudes de base, intégrera le premier degré commun²⁰.

La grille-horaire d'un élève inscrit au premier degré différencié sera conforme au tableau ci-dessous. A noter que la répartition des volumes-horaire de la grille de 1D et de 2D reste inchangée par rapport aux anciennes dispositions.

Remarque : l'organisation du 1^{er} degré différencié fait l'objet d'un avis préalable et concerté avec les organisations syndicales représentatives.

¹⁵ Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, art. 16

¹⁶ Ibidem, art. 16, §1^{er}

¹⁷ Ibidem, art. 16, §2 et 2/1

¹⁸ Ces minima sont détaillés dans le chapitre 4 de la présente circulaire

¹⁹ Dans ce cas, la distance entre les établissements concernés est au maximum de 10 kilomètres.

²⁰ Ibidem, art. 16, §3

<u>Grille-horaire</u> ²¹		Commentaires
Religion/Morale	2	(1)
Français : <i>français</i>	6 à 12	(2)
<i>formation historique et géographique comprenant la vie sociale et économique</i>	2	
Mathématique : <i>Mathématique</i>	4 à 9	(2)
<i>Initiation scientifique</i>	2	
Langue moderne I	2 à 4	(3)
Education physique	3 à 5	(4)
Education plastique et/ou musicale	1 à 5	
Education par la technologie	2 à 9	(5)
Total	32	

- (1) Religion et morale (voir : Titre I – Chapitre 2).
- (2) Les périodes de formation historique et géographique et d’initiation scientifique sont comprises respectivement dans les périodes de français (8 à 14) et de mathématique (6 à 11).
- (3) En application de l’article 9 du décret du 30 juin 2006 relatif à l’organisation pédagogique du 1^{er} degré, l’élève poursuit au 1^{er} degré l’apprentissage de la langue moderne I entamé dans l’enseignement primaire, sans préjudice des dispositions prévues par la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l’enseignement. Toutefois, les parents ou la personne investie de l’autorité parentale peuvent, après avoir pris l’avis du chef d’établissement lors de l’inscription en 1^{ère} année, choisir un cours de langue moderne I différent du cours suivi dans l’enseignement primaire.
- (4) Education Physique (voir : Titre I – Chapitre 2).
- (5) Education par la technologie : un maximum de 3 périodes hebdomadaires sera consacré à chacune des sphères d’activités suivantes : l’initiation à l’informatique, le dessin technique, l’agronomie, le travail du métal, le travail du bois, l’initiation à l’électricité, la construction ou les services²².

NB : La grille-horaire des élèves de deuxième année différenciée ayant réussi certaines parties de l’épreuve externe commune (CEB) peut comporter des cours de 1C, 2C ou de 2S²³.

La grille-horaire hebdomadaire des élèves bénéficiant d’un PIA peut être adaptée pour répondre à des difficultés particulières d’apprentissage ou à des besoins spécifiques. Outre les deux périodes de religion ou de morale, elle comprend de 28 à 30 périodes dont au moins 2 périodes consacrées à l’éducation physique²⁴.

²¹ Ibidem, art. 17

²² Ibidem, art. 17, al. 1, 6° et art. 10, §2, 2° c

²³ Ibidem, art 17, §2

²⁴ Ibidem, art 7bis, §5

I.1.C Organisation de l'année supplémentaire au terme du premier degré (2S)²⁵

L'année supplémentaire au terme du premier degré est organisée :

- a) Au bénéfice des élèves qui, au terme de la 2^{ème} année commune, éprouvent des difficultés telles qu'une année supplémentaire au premier degré s'avère indispensable pour leur permettre d'atteindre la maîtrise des socles de compétences visées à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique, conformément à l'article 16, §1^{er} du « décret Missions ».
- b) Au bénéfice des élèves, titulaires ou non du Certificat d'Etudes de base qui, au terme de la deuxième année différenciée, éprouvent des difficultés telles qu'une année supplémentaire s'avère indispensable pour leur permettre d'atteindre la maîtrise des socles de compétences visées à la fin du deuxième et/ou de la troisième étape du continuum pédagogique, conformément à l'article 16, §1^{er} du « décret Missions ».

Tout établissement doit organiser l'année supplémentaire pour ses élèves, dès lors que le conseil de classe a pris la décision de les y orienter.

Cette année supplémentaire ne peut en aucun cas constituer un redoublement de l'année antérieure.

Pour tout élève orienté vers l'année supplémentaire au terme du 1^{er} degré, le Conseil de classe rédige un plan individuel d'apprentissage qui définit, notamment, la grille-horaire hebdomadaire suivie par l'élève.

La grille-horaire comprendra de 28 à 30 périodes hebdomadaires dont 2 périodes de religion ou de morale et au moins 2 périodes consacrées à l'éducation physique.

Cette grille-horaire peut être individualisée en fonction des difficultés particulières d'apprentissage ou des besoins spécifiques de l'élève. Elle doit aussi favoriser le développement des compétences qui ne présentent pas de difficultés et la construction d'un projet d'orientation scolaire positive (voir point ci-après).

La grille-horaire peut comprendre la participation à des cours organisés au bénéfice des élèves de deuxième année commune, de deuxième année différenciée ou de troisième année.

I.1.D. Organisation d'un projet d'orientation positif au bénéfice de tous les élèves du 1^{er} degré

Dans le cadre de la construction d'un projet d'orientation positif au cours du 1^{er} degré, au bénéfice de tous les élèves, chaque établissement, en collaboration avec l'équipe du Centre psycho médicosocial devra organiser obligatoirement, pendant au moins l'équivalent de 3 journées, des activités de maturation de leur choix personnel et par conséquent des projets de vie, des projets d'étude et des projets professionnels qui en résultent²⁶.

En outre, dans le cadre du projet d'établissement, les écoles organiseront à concurrence d'un maximum de 4 semaines réparties sur le premier degré des visites et/ou des stages d'observation et d'initiation²⁷, y compris dans une/des écoles partenaire(s) de même caractère organisant des sections de transition ou de qualification, conformément à l'article 23 du décret « Missions » du 24/07/1997.

²⁵ Ibidem, art.13 à 15

²⁶ Ibidem, art. 7, §2

²⁷ Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 7bis, §5

Anciennes dispositions

- Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire

I.1.E. Organisation de la 1^{ère} et de 2^{ème} année commune (1^{ère} et 2^{ème} C)²⁸

ATTENTION : pour les établissements qui ont adopté les nouvelles dispositions au 01/09/2014, la grille-horaire de la 1^{ère} année commune (anciennes dispositions) n'est plus organisable au 01/09/2015

L'horaire se décompose obligatoirement entre²⁹

1. de la formation commune (28 périodes)
 2. des activités complémentaires (4 périodes)
- Total obligatoire : 32 périodes

1. Formation commune : ³⁰

	1 ^{ème} C	2 ^{ème} C	Commentaires
Religion ou morale	2	2	
Français	6	5	
Formation mathématique	4	5	
Formation historique et géographique	4	4	(1)
Langue moderne I	4	4	(2)
Initiation scientifique	3	3	(3)
Education physique	3	3	
Education par la technologie	1	1	
Education plastique et/ou musicale	1	1	(4)
Total	28	28	

2. Activités complémentaires : ³¹

	4	(5)
--	---	-----

3. Remédiation :

	1 ou 2	(6)
--	--------	-----

4. Commentaires :

(1) Y compris la formation à la vie sociale et économique³². Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, on organisera 2 périodes d'histoire et 2 périodes de géographie.

(2) En application de l'article 12 de la loi du 30 juillet 1963 relative au régime linguistique dans l'enseignement, les élèves qui obtiennent une dispense de la langue moderne I sont tenus néanmoins

²⁸ Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, art. 7 à 10

²⁹ Ibidem, art. 7 §1^{er}

³⁰ Ibidem, art. 8

³¹ Ibidem, art. 7, § 1^{er}

³² Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, art. 8, 4^o

de suivre 32 périodes hebdomadaires. Les 4 périodes sont remplacées soit par 4 périodes d'activités complémentaires, soit par 4 périodes de remédiation, soit par un mélange d'activités complémentaires et de remédiation.

En application de l'article 9 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré, l'élève poursuit au 1^{er} degré l'apprentissage de la langue moderne I entamé dans l'enseignement primaire, sans préjudice des dispositions prévues par la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement. Toutefois, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent, après avoir pris l'avis du chef d'établissement lors de l'inscription en 1^{ère} année, choisir un cours de langue moderne I différent du cours suivi dans l'enseignement primaire.

(3) Ce cours forme un ensemble pédagogique cohérent qui débouche sur une seule évaluation pour l'élève. *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles*, il sera attribué à un seul professeur.

(4) Le cours d'éducation plastique et/ou musicale sera organisé de manière à rencontrer les compétences qui relèvent de l'éducation musicale et de l'éducation plastique, telles que prévues dans les socles.

Pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, un même temps doit être consacré à chacune de ces composantes sur l'ensemble du degré. La répartition sur le degré de ces deux composantes relève du choix du chef d'établissement.

(5) Organisation des activités complémentaires :

(5.1.) Principe général

Les activités complémentaires sont consacrées au soutien des compétences visées au travers de la formation commune. Elles sont portées dans tous les établissements à 4 périodes hebdomadaires obligatoires. Elles ne constituent en aucun cas un prérequis pour quelque option que ce soit aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire³³.

Quatre domaines ont été définis pour ces activités complémentaires : ³⁴

- le français;
- une langue moderne (la même que celle choisie dans la formation commune);
- les sciences, les mathématiques, la formation à la vie sociale et économique et l'éducation par la technologie;
- les activités sportives ou artistiques.

³³ Ibidem, art. 10, §2, 1^o

³⁴ Ibidem, art. 10, §2, 2^o

Les activités complémentaires se présentent comme suit :

Domaines	D1 Français	D2 Langue moderne identique à celle choisie en F.C.	D3 Sciences, mathématiques, formation à la vie sociale et économique et éducation par la technologie	D4 Activités sportives ou artistiques
Sphères d'activités	Théâtre et expression dramatique, latin, initiation à la culture antique, expression poétique, ateliers d'écriture ou de lecture	Ateliers de conversation, Initiation à des éléments culturels, aux pays, régions ou communautés où la langue étudiée est la langue vernaculaire	Sciences, mathématiques, formation à la vie économique et sociale. Pour l'éducation par la technologie, les sphères sont : initiation à l'informatique, dessin technique, agronomie, travail du métal, travail du bois, initiation à l'électricité, construction, habillement, alimentation, coiffure, services sociaux.	Approche spécifique d'un domaine artistique, initiation à la pratique d'un sport

L'intitulé des cours organisés en activités complémentaires devra être clairement défini dans les grilles-horaires afin que le Service de l'Inspection et l'Administration puissent déterminer avec précision si les activités s'inscrivent bien dans les domaines et les sphères d'activités prévus par le décret.

Pour ce qui est des intitulés de cours des activités complémentaires, chaque établissement scolaire veillera à se référer aux cadres de référence pour l'enseignement subventionné et à la liste des activités complémentaires autorisées pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles approuvés et communiqués par son réseau.

Soulignons que l'organisation des activités complémentaires doit faire l'objet d'un avis préalable et concerté avec les organisations syndicales représentatives³⁵.

³⁵

Ibidem, art. 12

(5.2.) Organisation

Les activités complémentaires peuvent s'organiser de la manière suivante : ³⁶

- soit 4 périodes hebdomadaires relevant d'un seul des quatre domaines;
- soit 4 périodes hebdomadaires relevant de deux ou trois domaines différents choisis parmi les quatre domaines prévus.

Il en résulte qu'un horaire d'élève ne peut comporter 1 période de chaque domaine.

En outre, les établissements devront veiller à respecter les dispositions particulières suivantes :

- A.** Quand un établissement propose une grille comportant 4 périodes d'un même domaine d'activités, il doit également proposer au moins une grille comportant des périodes d'activités relevant de deux ou de trois des quatre domaines prévus. ³⁷

Exemple n°1

Si Grille n°1	Alors au moins une autre grille
4 périodes d'un même domaine d'activités (ex : D1)	4 périodes relevant de deux ou de trois des quatre domaines d'activités (à choisir dans D1, D2, D3, D4)

Exemple n°2

Si Grille n°1	Et/ ou grille n°2	Alors au moins une autre grille
4 périodes d'un même domaine d'activités (ex : D1)	4 périodes d'un même domaine d'activités (ex : D2)	4 périodes relevant de deux ou de trois des quatre domaines d'activités (à choisir dans D1, D2, D3, D4)

Remarque : il est autorisé, pour un établissement scolaire, de n'organiser seulement qu'une grille composée de 2 ou 3 domaines pour l'ensemble des élèves d'une même année d'études au 1^{er} degré.

- B.** Quand les activités complémentaires relèvent des sphères d'activités du domaine n°3, un maximum de 2 périodes hebdomadaires peut être consacré à chacune de celles-ci. ³⁸

Exemple

Grilles relevant des sphères d'activités portant sur les compétences du D3		
Grille n°1	Grille n°2	Grille n°3
2 périodes d'une première sphère d'activités 2 périodes d'une seconde sphère d'activités	2 périodes d'une première sphère d'activités 1 période d'une seconde sphère d'activités 1 période d'une troisième sphère d'activités	1 période d'une première sphère d'activités 1 période d'une seconde sphère d'activités 1 période d'une troisième sphère d'activités 1 période d'une quatrième sphère d'activités

³⁶ Ibidem, art. 10, §2, 3°

³⁷ Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, art. 10, §2, 4°

³⁸ Ibidem, art. 10, §2, 5°

Par ailleurs, une certaine souplesse caractérise ce 1^{er} degré commun puisque :

- C. Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement garde la possibilité d'inclure des périodes communes à toutes les grilles dans la définition des activités complémentaires qu'il propose.

Exemple n°1

Grille n°1	Grille n° 2	Grille n° 3	Grille n° 4	Grille n°5
1 période d'éducation artistique	1 période d'éducation artistique	2 périodes d'éducation artistique	1 période d'éducation artistique	1 période d'éducation artistique
3 périodes d'initiation au latin	2 périodes d'éducation par la technologie	2 périodes d'une langue moderne I	2 périodes de mathématique	3 périodes d'activités sportives
	1 période d'activités liées au français		1 période de sciences	

Exemple n°2

Grille n° 1	Grille n° 2	Grille n° 3	Grille n° 4
1 période de langue moderne I	2 périodes de langue moderne I	1 période de langue moderne I	1 période de langue moderne I
3 périodes d'activités de français	2 périodes d'initiation au latin	3 périodes d'éducation artistique	3 périodes des sphères définies dans l'éducation par la technologie

- D. Les activités complémentaires proposées par l'école peuvent être différentes entre la 1^{ère} année et la 2^{ème} année. D'un point de vue organisationnel, il n'y a donc pas d'obligation pour l'école de proposer une continuité dans les activités complémentaires proposées aux élèves de 1^{ère} et 2^{ème} année. Toutefois, il est important de bien préciser aux parents les différences éventuelles dans l'offre d'activités complémentaires entre la 1^{ère} et la 2^{ème} année.

E. Les élèves peuvent librement changer d'activités complémentaires entre la 1^{ère} et la 2^{ème} année.

(5.3.) Activités complémentaires : programmation

La création dans un établissement d'activités complémentaires n'est pas soumise à la procédure de programmation et ce, même si un élève devait choisir 4 périodes de la même activité complémentaire.

(5.4.) Remplacement des activités complémentaires

Les activités complémentaires peuvent, en tout ou en partie, être remplacées : ³⁹

- -

- en ce qui concerne les « Sportifs de haut niveau, espoirs sportifs et partenaires d'entraînement », par les périodes d'entraînement sportif visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, 2^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité;

- par un programme spécifique destiné à permettre à l'élève d'atteindre la maîtrise des socles de compétences visés à 14 ans⁴⁰. Ce programme ne peut concerner que les compétences relevant du

³⁹ Ibidem, art. 10, §3

français, de la formation mathématique et de la langue moderne I et consiste en des activités spécifiques de remédiation, de remise à niveau ou de restructuration des acquis.

Le remplacement des activités complémentaires par ce programme spécifique est subordonné à l'avis favorable du conseil de classe et à l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale.

Les périodes-professeurs nécessaires à ces activités spécifiques doivent être prévues, dès le début de l'année scolaire, lors de la dévolution du NTPP.

(6) La remédiation

Tout établissement peut organiser une ou deux périodes supplémentaires de remédiation.

Cette remédiation sera obligatoirement consacrée au français, à la formation mathématique et/ou à la langue moderne I.

La décision de faire bénéficier l'élève d'1 ou 2 périodes supplémentaires à l'horaire normal (32 périodes) sera prise par le conseil de classe. Les parents seront informés de la décision⁴¹.

(7) L'horaire se compose de 32 périodes hebdomadaires⁴², auxquelles peuvent s'ajouter 1 ou 2 périodes de remédiation et ce, aux conditions prévues au point (6).

I.1.F. Organisation des années complémentaires au sein du premier degré : 1^{ère}S (Complémentaire) et 2^{ème} S (Complémentaire)

➤ Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire.

L'année complémentaire est celle qui prend en compte les besoins spécifiques de l'élève concerné, et notamment ceux liés à son rythme d'apprentissage. L'organisation de cette année complémentaire vise à l'amener à résoudre les difficultés rencontrées dans la maîtrise de compétences, notamment en comblant les lacunes constatées et à l'aider à s'approprier des stratégies d'apprentissage plus efficaces tout en favorisant chez cet élève le développement des socles de compétences qui ne présentent pas de difficulté pour lui.⁴³

Tout établissement doit organiser l'année complémentaire pour ses élèves, dès lors que le conseil de classe a pris la décision de les y orienter⁴⁴. L'année complémentaire ne peut être organisée que dans les établissements qui organisent un 1^{er} degré commun. Pour les établissements qui n'organisent que le 1^{er} degré différencié, l'année complémentaire doit être organisée au sein d'au moins un des établissements avec lequel une convention a été établie (voir point I.3.)⁴⁵.

⁴⁰ Socles de compétences tels que définis par le décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visées à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et organisant une procédure de dérogation limitée

⁴¹ Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, art. 7, §3.

⁴² Ibidem, art. 7, §1^{er}

⁴³ Ibidem, art. 13, al.2

⁴⁴ Ibidem, art. 15, §5

⁴⁵ Ibidem, art. 16, §3

Pour tout élève orienté vers une année complémentaire, le Conseil de Guidance⁴⁶ rédige un plan individuel d'apprentissage qui comprend, notamment, l'horaire hebdomadaire suivi par l'élève.

La grille-horaire de l'élève inscrit dans une des années complémentaires comprendra 32 périodes hebdomadaires dont 2 périodes de religion ou de morale et 3 périodes d'éducation physique.

Cette grille est établie en fonction des besoins de l'élève et peut comprendre, pour partie, la participation à des cours organisés au bénéfice des élèves de première ou de deuxième année commune⁴⁷.

Dès lors, **l'ensemble des cours** de l'élève orienté vers une année complémentaire ne peuvent être regroupés avec ceux d'un élève inscrit dans une 1^{ère} ou une 2^{ème} année commune.

Par conséquent, l'année complémentaire ne peut en aucun cas se confondre avec un redoublement de l'année antérieure⁴⁸.

⁴⁶ Conseil de guidance : le conseil présidé par le chef d'établissement, réunissant les membres du conseil de classe de la classe fréquentée par l'élève concerné et, selon le cas un représentant au moins du conseil de classe d'une des années complémentaires et/ou d'une des années différenciées et/ou de l'année de différenciation et d'orientation. Le Centre psycho-médico-social compétent peut, de plein droit, y participer

⁴⁷ Ibidem, art. 15, §2

⁴⁸ Ibidem, art. 13, al.3

I.1.G. Organisation des années du premier degré différencié (1^{ère} et 2^{ème} années D/DS)⁴⁹

La 1D, la 2D et la 2DS sont accessibles uniquement aux élèves qui ne sont pas titulaires du CEB et qui, soit ont suivi la sixième année de l'enseignement primaire ou qui soit sont âgés de douze ans au moins avant le 31 décembre de l'année scolaire qui suit sans avoir fréquenté la sixième année de l'enseignement primaire⁵⁰.

Le décret du **30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire** prévoit que :

Tout établissement scolaire peut organiser le premier degré différencié aux deux conditions suivantes⁵¹ :

- accueillir au moins un élève entrant dans l'enseignement secondaire sans CEB;
- atteindre les minima⁵² de population en première et deuxième année commune, être en maintien, ou avoir obtenu une dérogation à la norme de maintien pour le premier degré commun.

Par dérogation à cette deuxième condition, les établissements qui, au 1^{er} octobre 2007, n'organisaient pas de 1^{er} degré commun et qui organisaient une 1^{ère} année B et/ou une 2^{ème} année P, peuvent établir une convention avec un ou plusieurs établissements d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles de la même zone ou dans une zone contiguë⁵³, garantissant à l'élève l'ensemble des possibilités de parcours du premier degré⁵⁴.

La grille-horaire d'un élève inscrit en deuxième année différenciée sera conforme au tableau ci-dessous.

Grille-horaire⁵⁵		Commentaires
Religion/Morale	2	(1)
Français : <i>français</i>	6 à 12	(2)
<i>formation historique et géographique comprenant la vie sociale et économique</i>	2	
Mathématique : <i>Mathématique</i>	4 à 9	(2)
<i>Initiation scientifique</i>	2	
Langue moderne I	2 à 4	(3)
Education physique	3 à 5	(4)
Education plastique et/ou musicale	1 à 5	
Education par la technologie	2 à 9	(5)
Total	32	

- (1) Religion et morale (voir : Titre I – Chapitre 2).
- (2) Les périodes de formation historique et géographique et d'initiation scientifique sont comprises respectivement dans les périodes de français (8 à 14) et de mathématique (6 à 11).

⁴⁹ Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, art. 16

⁵⁰ Ibidem, art. 16, §1^{er}

⁵¹ Ibidem, art. 16, §2

⁵² Ces minima sont détaillés dans le chapitre 4 de la présente circulaire

⁵³ Dans ce cas, la distance entre les établissements concernés est au maximum de 10 kilomètres

⁵⁴ Ibidem, art. 16, §3

⁵⁵ Ibidem, art. 17

- (3) En application de l'article 9 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré, l'élève poursuit au 1^{er} degré l'apprentissage de la langue moderne I entamé dans l'enseignement primaire, sans préjudice des dispositions prévues par la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement. Toutefois, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent, après avoir pris l'avis du chef d'établissement lors de l'inscription en 1^{ère} année, choisir un cours de langue moderne I différent du cours suivi dans l'enseignement primaire.
- (4) Education Physique (voir : Titre I – Chapitre 2).
- (5) Education par la technologie : un maximum de 3 périodes hebdomadaires sera consacré à chacune des sphères d'activités suivantes : l'initiation à l'informatique, le dessin technique, l'agronomie, le travail du métal, le travail du bois, l'initiation à l'électricité, la construction, l'habillement, l'alimentation, la coiffure ou les services sociaux⁵⁶.

⁵⁶ Ibidem, art. 17, al. 1, 6° et art. 10, §2, 2° c.

II . Grille-horaire de 3^{ème} année de différenciation et d'orientation (3^{ème} S-DO) au sein du deuxième degré⁵⁷

- **Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire tel que modifié par le décret du 11 avril 2014 modifiant notamment le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1er degré de l'enseignement secondaire.**

➤ NB : dans la grille-horaire, l'intitulé Education artistique est remplacé par l'intitulé Education plastique et/ou musicale, sous réserve de l'adoption prochaine par le Gouvernement d'un décret portant diverses dispositions urgentes en matière d'enseignement.

Au sein du deuxième degré, une troisième année de différenciation et d'orientation peut être organisée au bénéfice des élèves qui, à l'issue du premier degré parcouru en trois ans, n'ont pas acquis la maîtrise des socles de compétences visées à la fin du premier degré. Au cours de cette année, les besoins spécifiques de l'élève et les difficultés particulières d'apprentissage qu'il rencontre sont pris en compte pour l'aider à poursuivre le développement des compétences entamé afin d'atteindre le niveau de maîtrise évoqué ci-avant.

Le PIA proposé par le Conseil de classe définit la grille-horaire de l'élève : elle peut être individualisée en fonction de ses difficultés particulières d'apprentissage ou de ses besoins spécifiques.

La grille-horaire d'un élève inscrit en 3 S-DO sera conforme au tableau ci-dessous.

<u>Grille-horaire</u> ⁵⁸			Commentaires
Religion/Morale	2		(1)
Français	<i>français</i>	6 à 11 7 à 12	(2)
	<i>formation historique et géographique</i>	3 2	
Mathématique	<i>formation mathématique</i>	3 à 8 4 à 9	(2)
	<i>initiation scientifique</i>	3 2	
Langue moderne I	2 à 4		
Education physique	2 ou 3		(3)
Education plastique et/ou musicale	1 à 5		
Module de formation intégrée	Minimum 6		(4)
Total	34		

- (1) Religion et morale (voir : Titre I – Chapitre 2).
- (2) Les périodes de formation historique et géographique et d'initiation scientifique sont comprises respectivement dans les périodes de français (9 à 14) et de mathématique (6 à 11).
- (3) Education Physique (voir : Titre I – Chapitre 2).
- (4) Un maximum de deux tiers de périodes réservées à ce module peut être consacré à la participation à des cours techniques ou de pratique professionnelle d'options groupées relevant d'un ou plusieurs secteurs organisés en troisième année. Le module a pour but de faire appréhender concrètement par l'élève le monde professionnel, les formations, les diplômes qui y mènent et d'élaborer avec lui un projet de vie en lien avec une orientation tant dans l'enseignement de transition que de qualification. Les établissements peuvent conclure des conventions avec un ou plusieurs autres établissements pour assurer les activités dans les meilleures conditions⁵⁹.

⁵⁷ Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, art. 19, 20 et 21

⁵⁸ Ibidem, art. 21, §3

⁵⁹ Ibidem, art. 21, §3, al.1,6° et al.2

III . Grilles horaires au deuxième degré de transition

- Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4bis, §3 et 4ter, §2.
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, art.1^{er}.
- Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice.

Grilles applicables en 3^{ème} et 4^{ème} années d'enseignement général, technique et artistique de transition

1. Formation commune

(1)

	Enseignement officiel et libre non confessionnel	Enseignement libre confessionnel	Commentaires
Religion/ Morale	2	2	
Français	5	5	
Formation historique et géographique	3	4	(2)
Mathématique	5	5	
Mathématique ⁶⁰ (enseignement artistique de transition)	4 ou 5		
Sciences	3 ou 5	3 ou 5	(3) et cf. V.1.B.
Éducation scientifique (enseignement artistique et technique de transition)	2	2	cf. V.1.B.
Langue moderne I ⁶¹	4	4	(4)
Education physique	2 ou 3	2	(5)

⁶⁰ Loi du 19 juillet 1971, art. 4ter, §2, 3°

⁶¹ Option de base simple, conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, art. 1^{er}

2. Formation au choix

2.1. Formation optionnelle

Au moins une option de base parmi les suivantes :

(3)

a) Options de base simples⁶²

Code	Intitulé	Périodes	Commentaires
2119	Langue moderne II	4	(4)
2120	- Allemand		
2121	- Anglais		
2122	- Néerlandais		
2123	- Italien		
2125	- Espagnol		
2126	- Arabe		
2126	- Chinois		
2652	Sciences économiques	4	
2664	Sciences sociales	4	(6)
2814	Latin	4	
2926	Grec	2 ou 4	(7)
4001	Education physique Garçons	4	(8)
4002	Education physique Filles	4	(8)
1379	Education artistique ou	4	(9)
1384	Education artistique : arts d'expression		
1453	Education technique et technologique	4	

b) Options de base groupées de l'enseignement technique de transition

(10)

		Commentaires
Secteur 1. Agronomie		7 à 11 périodes
1107	Sciences agronomiques	
Secteur 2. Industrie		
2309	Scientifique industrielle : électromécanique	
2205	Electronique informatique R	
Secteur 3. Construction		
3206	Scientifique industrielle : construction et travaux publics	
Secteur 6. Arts appliqués		
6303	Audiovisuel	
6101	Arts	
6201	Arts graphiques R	
Secteur 7. Economie		
7127	Sciences économiques appliquées	
Secteur 8. Services aux personnes		
8107	Sciences sociales et éducatives	
8401	Education physique	
8404	Sport - Etudes R	

⁶² Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, art. 1^{er}

Secteur 9. Sciences appliquées		7 à 11 périodes	
9107	Sciences appliquées		
9102	Biotechnique		
9113	Informatique		

Secteur 10. Beaux-Arts⁶³ (non soumis à la programmation)		7 à 11 périodes	(15)
9405	Humanités artistiques : Transdisciplinaire		
9406	Humanités artistiques : Danse		
9407	Humanités artistiques : Musique		
9408	Humanités artistiques : Théâtre et Art de la parole		

c) Options de base groupées de l'enseignement artistique de transition (10)

		7 à 11 périodes	Commentaires
9410	Arts - Sciences		
9411	Danse		(14)

2.2. Activités au choix (11)

		Commentaires
Education artistique	2	
Activités de français	1 ou 2	
Activités mathématiques	1 ou 2	(11)
Activités complémentaires de communication et d'expression	2	
Education technologique	2	
Initiation à la culture antique	2	
Initiation à la culture grecque	2	
Renforcement de la pratique de laboratoire	1 ou 2	Cf. V.1.B.
Géographie physique	1 ou 2	
Travaux dirigés d'économie appliquée	1 ou 2	(11)
Traitement de texte ou dactylographie	1 ou 2	
Initiation à l'informatique	1 ou 2	
Education physique : sports	1, 2 ou 3	
Activités liées aux projets spécifiques de l'établissement	1, 2 ou 3	(13)
Remédiation	2 au maximum	(12)
TOTAL		Voir point III.3. ci-après

⁶³ AR 29 juin 1984, article 5, §7, alinéa 2 (sous réserve de l'adoption, par le Parlement de la Communauté française d'un décret portant diverses dispositions urgentes en matière d'Enseignement).

Commentaires pour le deuxième degré de transition

Au 2^{ème} degré, dans l'enseignement général, l'orientation d'études est déterminée par chacune des options de base simples à minimum 4 périodes hebdomadaires faisant partie du répertoire. Dans ce cadre, le cours de sciences à 5 périodes est considéré comme une option de base simple pour l'élève qui n'en suit pas d'autre. Dans l'enseignement technique et artistique de transition, l'orientation d'études est déterminée par l'option de base groupée faisant partie du répertoire.

- (1) Sans déroger au volume horaire minimum de 28 périodes, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire une ou plusieurs disciplines de la formation obligatoire à la grille-horaire des élèves qui suivent une option de base simple ou groupée dont le programme comprend cette ou ces disciplines de la formation obligatoire⁶⁴.
- (2) *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles*, le cours de formation historique et géographique comprend un cours d'histoire à 2 périodes et un cours de géographie à 1 période. Dans l'enseignement libre confessionnel, ce cours comprend un cours d'histoire à 2 périodes et un cours de géographie à 2 périodes.
- (3) Le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ou le Pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, peut autoriser des grilles ne comportant pas d'option de base simple pour les élèves qui suivent le cours de sciences à 5 périodes⁶⁵.
- (4) Le cours de langue moderne I comporte 4 périodes hebdomadaires⁶⁶.

Toutefois, en raison de la situation spécifique de la région de Bruxelles-Capitale, le cours de langue moderne I peut y être suivi à raison de 2 périodes hebdomadaires dès le second degré, sous réserve de suivre un cours de langue moderne II à 4 périodes⁶⁷. L'élève se trouvant dans cette situation n'est pas tenu de suivre une option de base simple supplémentaire. Les obligations relatives à l'étude du néerlandais contenues dans les lois linguistiques de 1963⁶⁸ doivent évidemment être respectées.

Dans le reste de la Fédération Wallonie-Bruxelles, sur avis favorable du Conseil de classe et après approbation par le Comité de concertation du caractère dont relève leur établissement, les élèves peuvent être autorisés, à ne plus suivre le cours de langue moderne I⁶⁹. Ils sont tenus dans ce cas de suivre le cours de langue moderne II en remplacement du cours de langue moderne I et, s'ils ne suivent pas le cours de sciences à 5 périodes, une autre option de base simple à 4 périodes. Il ressort de ces réserves que le choix ne comportant pas un cours de langue moderne I ne peut être présenté comme une grille prévue d'office dans l'éventail proposé par l'établissement.

Par ailleurs, l'article 12 de la loi du 30 juillet 1963 relative au régime linguistique dans l'enseignement prévoit qu'à la demande du chef de famille, les élèves de nationalité étrangère sont dispensés de l'étude de la langue moderne I, lorsque le chef de famille fait partie d'une organisation de droit des gens, d'une ambassade, d'une légation ou d'un consulat ou lorsque le chef de famille ne réside pas en Belgique. Cette dispense ne vaut toutefois que pour le cours de langue moderne I et non pour le cours de langue moderne II. L'élève exempté du cours de langue moderne I en application de l'article 12 précité doit suivre un cours de langue moderne II en

⁶⁴ Loi du 19 juillet 1971 précitée, art. 4ter, §2, al. 4

⁶⁵ Loi du 19 juillet 1971 précitée, art. 4ter, §2, al.2

⁶⁶ Ibidem, art.4bis, §3, al.1^{er}

⁶⁷ Ibidem, art. 4bis, §3, al.2

⁶⁸ Loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement.

⁶⁹ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 précité, art.1^{er}

remplacement du cours de langue moderne I⁷⁰ et, s'il ne suit pas le cours de sciences à 5 périodes, une autre option de base simple à 4 périodes.

(5) *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, le cours d'éducation physique est toujours à 3 périodes sauf pour les élèves qui suivent :*

- 1° à la fois les sciences à 5 périodes, deux cours de langue moderne à 4 périodes et une autre option de base simple;
- 2° ou à la fois une option groupée et deux cours de langue moderne à 4 périodes hebdomadaires;
- 3° ou une option groupée qui comporte au moins 8 périodes hebdomadaires;
- 4° ou deux cours de langues anciennes constituant des options de base simples ainsi que deux cours de langue moderne à 4 périodes;
- 5° ou, dans la région de Bruxelles-Capitale:
 - à la fois un cours de langue moderne I à 2 périodes, un cours de langue moderne II à 4 périodes et deux cours de langues anciennes à 4 périodes hebdomadaires;
 - à la fois sciences à 5 périodes, un cours de langue moderne I à 2 périodes, un cours de langue moderne II à 4 périodes et une autre option de base simple.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les chefs d'établissement qui souhaitent organiser dans le cadre du cours d'éducation physique (formation commune) des activités non prévues au point 3.4.2. du programme 71/2000/240, voudront bien appliquer les dispositions de la circulaire n°424 du 5 novembre 2002 (autorisation accordée par le Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles sur la base d'un dossier motivé introduit par l'établissement concerné).

Dans l'enseignement officiel et libre non confessionnel subventionnés, ce cours est à 2 ou 3 périodes.

« Les élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement reconnus comme tels par le Ministre des Sports peuvent également remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par des périodes d'entraînement sportif⁷¹. »

(6) *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'option de base simple "Sciences sociales" est un cours intégré. Les 4 périodes doivent être attribuées à un même professeur dans le respect des titres requis sans causer préjudice aux professeurs nommés qui auraient assuré les cours avant le 31 août 2001.*

(7) Le choix de l'option « Grec » à 2 périodes hebdomadaires ne suffit pas à remplir la condition de suivre au moins une option de base.⁷²

(8) *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles :*

Education physique A = Orientation Education physique et corporelle

Education physique B = Orientation Sport – Etudes

(9) *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'option de base simple "Education artistique" sera organisée à raison :*

- de 2 périodes d'éducation plastique et de deux périodes d'éducation musicale;
- ou de 4 périodes d'éducation plastique;
- ou de 4 périodes d'éducation musicale.

⁷⁰ Loi du 19 juillet 1971 précitée, art. 4bis, §3, al.4

⁷¹ Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire telle que modifiée, art. 4ter, §2, alinéa 5

⁷² Ibidem, art. 4ter, §2, al.2

- (10) La liste reprise ici est extraite de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993, tel qu'il a été modifié, fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire.

Sous réserve de l'autorisation du Ministre ou de son délégué, les élèves de l'enseignement général et technique de transition reconnus en tant que sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement par le Ministre des Sports peuvent remplacer une ou plusieurs options de base simple(s) ou une option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif. ⁷³

Sous réserve de l'autorisation du Ministre ou de son délégué, les élèves de l'enseignement général et technique de transition inscrits dans un conservatoire après avoir réussi une épreuve d'admission peuvent remplacer une ou plusieurs options de base simple(s) ou une option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'enseignement dans le domaine de la Musique. ⁷⁴

- (11) Les activités au choix ne sont soumises ni à la programmation ni à la norme de création.

Elles ne peuvent en aucun cas et sous quelque forme que ce soit :

- créer la possibilité d'un apprentissage d'une langue moderne III au deuxième degré;
- créer 2 niveaux différents de formation dans les cours repris en formation commune ou en formation optionnelle; à cet égard, il est rappelé que la sanction des études ne peut se fonder que sur le programme des cours tel qu'il est prévu pour ces différentes disciplines de la formation commune et de la formation optionnelle de base.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'activité au choix « Activités mathématiques » est souhaitable pour les élèves motivés par des activités mathématiques davantage centrées sur certains aspects tels que déduction et démonstration, techniques algébriques plus pointues et résolutions de problèmes plus ardues. Elle ne peut en aucun cas viser à créer deux niveaux de formation en mathématique mais bien à permettre aux élèves de mieux se situer par rapport à une mathématique plus exigeante et de les aider ainsi dans leur choix au troisième degré.

Les travaux dirigés d'économie appliquée ne peuvent être organisés qu'en complément de l'option de base simple "Sciences économiques".

- (12) Des activités de remédiation individualisées peuvent être organisées hors du nombre maximum de périodes hebdomadaires⁷⁵.
- (13) Pour les établissements de l'enseignement subventionné, les composantes de cette activité seront obligatoirement répertoriées au document 2, selon un intitulé correspondant à l'activité organisée.
- (14) Dans l'enseignement artistique de transition, les élèves qui suivent des périodes d'enseignement artistique "Danse" sont dispensés du cours d'éducation physique de la formation commune qui est obligatoirement remplacé par 2 ou 3 périodes de cours de danse.
- (15) Les élèves qui suivent l'option de base groupée « Humanités artistiques : Danse » sont dispensés du cours d'éducation physique de la formation commune qui est obligatoirement remplacé par 2 ou 3 périodes de cours de danse.

⁷³ Loi du 19 juillet 1971, art. 4ter, §2, alinéa 5

⁷⁴ Ibidem, art. 4ter, alinéa 6

⁷⁵ Arrêté royal du 29 juin 1984 précité, art. 4, §1er, 1°

Volume horaire hebdomadaire minimum et maximum des grilles au deuxième degré

La grille-horaire doit au moins comporter **28 périodes** hebdomadaires⁷⁶.

Pour l'enseignement général, le maximum est de **32 périodes** hebdomadaires⁷⁷. Cependant, ce maximum peut être porté à **34 périodes** pour les élèves qui suivent soit⁷⁸ :

- 2 cours de langue moderne à 4 périodes;
- 2 cours de langue ancienne à 4 périodes;
- 1 cours de langue ancienne à 4 périodes + 1 cours de langue moderne à 4 périodes;
- 1 cours de langue moderne à 4 périodes + 2 options de base simples à 4 périodes;
- 1 cours de sciences à 5 périodes.

Pour l'enseignement technique de transition, le maximum est de **34 périodes** hebdomadaires⁷⁹. Cependant, ce maximum peut-être porté à :

36 périodes pour les élèves qui, au-delà de l'option de base groupée, suivent soit⁸⁰ :

- 2 cours de langue moderne à 4 périodes;
- 1 cours de sciences à 5 périodes.

Pour l'enseignement artistique de transition, le maximum est de **36 périodes** hebdomadaires.

⁷⁶ Ibidem, art. 1^{er}, al.1^{er}

⁷⁷ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §1^{er}, al.2

⁷⁸ Ibidem, art. 2, §3.

⁷⁹ Ibidem, art. 2, §2

⁸⁰ Ibidem, art. 2, §3

IV. Grilles-horaires au troisième degré de transition

- Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4bis, §4 et 4ter, §3.
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 organisant certains aspects du programme d'études dans l'enseignement secondaire.
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, art. 2, §1^{er}.
- Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice.

5^{ème} et 6^{ème} années de l'enseignement général

Deux possibilités sont offertes :

- LES FORMATIONS À DOMINANTES INTÉGRÉES
- LES FORMATIONS À COMBINAISON D'OPTIONS

IV.1.A. Formations à dominantes intégrées⁸¹

1. Formation commune ⁸²

Pour l'ensemble des formations à dominantes intégrées : voir commentaire (1)

	Enseignement officiel et libre non confessionnel	Enseignement libre confessionnel	Commentaires
Religion/ Morale	2	2	
Français	5	4	
Formation historique et géographique	3	4	(2)
Education physique	2 ou 3	2	(3)
Langue moderne I	4		Obligatoire dans l'orientation à dominante « Langues modernes »
<u>ou</u>			
Langue moderne I et	2		Non applicable dans l'orientation à dominante « Langues modernes » - voir plus loin
Langue moderne II ou III	4		

⁸¹ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 organisant certains aspects du programme d'études dans l'enseignement secondaire, art. 3

⁸² Loi du 19 juillet 1971 précitée, art. 4ter, §3, al.1^{er}

IV.1.A.1°. Orientation à dominante scientifique

2. Formation optionnelle obligatoire

		Commentaires
Mathématique	4 ou 6	
Sciences	6	cf. V.1.C.

3. Formation au choix : Formation optionnelle et/ou Activité(s) au choix

(Sous réserve de ne pas dépasser les maxima)

		Commentaires
Une autre langue moderne II ou III	4	(4)
Une ou deux autre(s) option(s) de base simple(s) à l'exception des langues modernes et de l'option éducation physique (l'élève qui choisit l'option "éducation physique" suit la dominante éducation physique)	4	Page 58
Une ou plusieurs activités au choix (dont la préparation aux études supérieures)		Page 58
Activités de physique (Fédération Wallonie-Bruxelles)	1	cf. V.1.C.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les élèves qui suivent le cours de sciences générales à 6 périodes sont tenus de suivre 1 période de physique en complément du cours de sciences. Il est donc recommandé que le projet d'établissement fasse état de cette particularité.

Ces 3 périodes de physique attribuées à un même professeur doivent faire l'objet d'une seule cote au bulletin.

IV.1.A.2°. Orientation à dominante classique

2. Formation optionnelle obligatoire

		Commentaires
Mathématique	2, 4 ou 6	
Sciences	3 ou 6	cf. V.1.C.
Latin	4	
et/ou		
Grec	2 ou 4	(5)

3. Formation au choix : Formation optionnelle et/ou Activité(s) au choix

(Sous réserve de ne pas dépasser les maxima)

		Commentaires
Une autre langue moderne II ou III	4	(4)
Une autre option de base simple à l'exception des langues modernes	4	Voir IV. 6
Une ou plusieurs activités au choix		Voir IV. 6
Activités de physique (Fédération Wallonie-Bruxelles)	1	cf. V.1.C.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les élèves qui suivent le cours de sciences générales à 6 périodes sont tenus de suivre 1 période de physique en complément du cours de sciences. Il est donc recommandé que le projet d'établissement fasse état de cette particularité.

Ces 3 périodes de physique attribuées à un même professeur doivent faire l'objet d'une seule cote au bulletin.

IV.1.A.3°. Orientation à dominante langues modernes

2. Formation optionnelle obligatoire

		Commentaires
Mathématique	2, 4 ou 6	
Sciences	3 ou 6	cf. V.1.C.
Langue moderne II	4	(4)
Langue moderne III	4	(4)

3. Formation au choix : Formation optionnelle et/ou Activité(s) au choix

(Sous réserve de ne pas dépasser les maxima)

		Commentaires
Une autre option de base simple à l'exception des langues modernes	4	Voir IV. 6
Une ou plusieurs activités au choix		Voir IV. 6
Activités de physique (Fédération Wallonie-Bruxelles)	1	cf. V.1.C.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les élèves qui suivent le cours de sciences générales à 6 périodes sont tenus de suivre 1 période de physique en complément du cours de sciences. Il est donc recommandé que le projet d'établissement fasse état de cette particularité.

Ces 3 périodes de physique attribuées à un même professeur doivent faire l'objet d'une seule cote au bulletin.

IV.1.A.4°. Orientation à dominante économique

2. Formation optionnelle obligatoire

		Commentaires
Mathématique	2, 4 ou 6	(Voir IV.3
Sciences	3	cf. V.1.C.
Sciences économiques	4	

3. Formation au choix : Formation optionnelle et/ou Activité(s) au choix

(Sous réserve de ne pas dépasser les maxima)

		Commentaires
Une autre langue moderne II ou III	4	(4)
Une autre option de base simple à l'exception des langues modernes	4	Voir IV. 6
Une ou plusieurs activités au choix		Voir IV. 6

IV.1.A.5°. Orientation à dominante sciences humaines

2. Formation optionnelle obligatoire

		Commentaires
Mathématique	2, 4 ou 6	(8)
Sciences	3	cf. V.1.C.
Deux cours au choix parmi		
Histoire	4	
Géographie	4	
Sciences sociales	4	(9)
Education artistique ou Education artistique : arts d'expression	4	(10)
Langue moderne II ou III (autre cours que celui suivi sous 2)	4	(4)

3. Formation au choix : Formation optionnelle et/ou Activité(s) au choix

(Sous réserve de ne pas dépasser les maxima)

		Commentaires
Une autre langue moderne II ou III	4	(4)
Une autre option de base simple à l'exception des langues modernes	4	Voir IV. 6
Une ou plusieurs activités au choix		Voir IV. 6

IV.1.A.6°. Orientation à dominante artistique

2. Formation optionnelle obligatoire

		Commentaires
Mathématique	2, 4 ou 6	(11)
Sciences	3	cf. V.1.C.
Education artistique ou Education artistique : arts d'expression	4	(10)
Un cours au choix parmi		
Histoire de l'art	4	
Histoire de l'art et infographie	4	

3. Formation au choix : Formation optionnelle et/ou Activité(s) au choix

(Sous réserve de ne pas dépasser les maxima)

		Commentaires
Une autre langue moderne II ou III	4	(4)
Une autre option de base simple à l'exception des langues modernes	4	Voir IV. 6
Une ou plusieurs activités au choix		Voir IV. 6

IV.1.A.7°. Orientation à dominante éducation physique

2. Formation optionnelle obligatoire

		Commentaires
Mathématique	2, 4 ou 6	(7)
Sciences	3 ou 6	cf. V.1.C.
Education physique	4	

3. Formation au choix : Formation optionnelle et/ou Activité(s) au choix

(Sous réserve de ne pas dépasser les maxima)

		Commentaires
Une autre langue moderne II ou III	4	(4)
Une autre option de base simple à l'exception des langues modernes	4	Voir IV. 6
Une ou plusieurs activités au choix		Voir IV. 6
Activités de physique (Fédération Wallonie-Bruxelles)	1	cf. V.1.C.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les élèves qui suivent le cours de sciences générales à 6 périodes sont tenus de suivre 1 période de physique en complément du cours de sciences. Il est donc recommandé que le projet d'établissement fasse état de cette particularité.

Ces 3 périodes de physique attribuées à un même professeur doivent faire l'objet d'une seule cote au bulletin.

IV.1.B. Formation à Combinaison d'options

La possibilité est laissée aux établissements de combiner des éléments des différentes orientations reprises au point A⁸³ sous réserve de respecter les principes qui suivent :

1. Toute grille doit comporter la formation commune définie ci-après⁸⁴.
2. Toute grille doit comporter un cours de langue moderne à 4 périodes hebdomadaires⁸⁵.
3. Toute grille doit comporter une formation en mathématique et une formation en sciences⁸⁶.
4. Toute grille doit comporter, indépendamment du cours de langue moderne visé sous 2., deux options de base simples (l'option de base simple "Grec 2 P" n'est pas comptabilisable dans ce calcul, mais les options de base simples « Mathématique 6 P » et « Sciences générales 6 P » sont comptabilisables dans ce calcul).

Toutefois, les élèves qui suivent, indépendamment du cours de langue moderne visé sous 2, le cours de mathématique comprenant 4 périodes, sont autorisés à ne suivre qu'une autre option de base simple⁸⁷.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'organisation d'une grille à combinaison d'options est soumise à l'approbation du Service général de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et ne pourra être approuvée que pour faire face à une situation particulière d'un élève. Les grilles à approuver doivent être envoyées l'adresse suivante : Service général de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, A l'attention de Monsieur le Directeur général adjoint Didier Leturcq, City Center I, Boulevard du Jardin Botanique 20-22 à 1000 Bruxelles.

Les grilles peuvent également être préalablement validées (mais pas approuvées) par la Direction générale de l'enseignement obligatoire. Les demandes de validation doivent être introduites à l'adresse suivante : Direction générale de l'enseignement obligatoire, A l'attention de Monsieur Géry De Cafmeyer, bureau 1F1115, rue A. Lavallée, 1 à 1080 Bruxelles.

1°. Formation commune

Voir commentaire (1)

	Enseignement officiel et libre non confessionnel	Enseignement Libre confessionnel	Commentaires
Religion/ Morale	2	2	
Français	5	4	
Formation historique et géographique	3	4	(2)
Education physique	2 ou 3	2	(3)
Langue moderne I	4		(4)
ou			
Langue moderne I et	2		(4)
Langue moderne II ou III	4		

⁸³ Loi du 19 juillet 1971 précitée, art. 4^{ter}, §3, al.5.

⁸⁴ Ibidem, art. 4^{ter}, §3, al.1^{er}

⁸⁵ Ibidem, art. 4^{bis}, §4, 1°

⁸⁶ Ibidem, art. 4^{ter}, §3, al.2

⁸⁷ Ibidem, art. 4^{ter}, §3, al.6

2°. Formation optionnelle obligatoire

		Commentaires
Mathématique	2, 4 ou 6	
Sciences	3 ou 6	cf. V.1.C.

3°. Formation au choix : Formation optionnelle et/ou Activité(s) au choix

(Sous réserve de ne pas dépasser les maxima)

		Commentaires
Une autre langue moderne II et/ou III	4	(4)
Une ou plusieurs options de base simples à l'exception des langues modernes	4	Voir IV. 6
Une ou plusieurs activités au choix (dont la préparation aux études supérieures)		Voir IV. 6
Activités de physique (Fédération Wallonie-Bruxelles)	1	cf. V.1.C.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les élèves qui suivent le cours de sciences générales à 6 périodes sont tenus de suivre 1 période de physique en complément du cours de sciences. Il est donc recommandé que le projet d'établissement fasse état de cette particularité.

Ces 3 périodes de physique attribuées à un même professeur doivent faire l'objet d'une seule cote au bulletin.

5^{ème} et 6^{ème} années de l'enseignement technique et artistique de transition

Toute grille doit comporter, indépendamment du cours de langue moderne, une option de base groupée.

1°. Formation commune

Voir commentaire (1)

	Enseignement officiel et libre non confessionnel	Enseignement libre confessionnel	Commentaires
Religion/ Morale	2	2	
Français	5	4	
Formation historique et géographique	3	4	(2)
Education physique	2 ou 3	2	(3) et (12)
Langue moderne I	4		(4)
ou			
Langue moderne I et	2		(4)
Langue moderne II ou III	4		

3°. Formation optionnelle obligatoire

		Commentaires
Mathématique	2, 4 ou 6	
Sciences ou Education scientifique	3 ou 6 2	cf. V.1.C.

Une option groupée parmi :

a) Dans l'enseignement technique

		Commentaires
Secteur 1. Agronomie		
1107	Sciences agronomiques	
Secteur 2. Industrie		
2309	Scientifique industrielle : électromécanique	
2205	Electronique informatique R	
Secteur 3. Construction		
3206	Scientifique industrielle : construction et travaux publics	
Secteur 6. Arts appliqués		
6303	Audiovisuel	
6101	Arts	
6201	Arts graphiques R	
Secteur 7. Economie		
7127	Sciences économiques appliquées	
Secteur 8. Services aux personnes		
8107	Sciences sociales et éducatives	
8208	Sciences paramédicales	(1)
8401	Education physique	
8404	Sport - Etudes R	
Secteur 9. Sciences appliquées		
9107	Sciences appliquées	(1)
9113	Informatique	
9307	Chimie industrielle	
9102	Biotechnique	(1)
Secteur 10. Beaux-Arts⁸⁸ (non soumis à la programmation)		
9405	Humanités Artistiques : Transdisciplinaire	
9406	Humanités Artistiques : Danse	(15)
9407	Humanités Artistiques : Musique	
9408	Humanités Artistiques : Théâtre et Art de la Parole	

7 à 11 périodes

b) Dans l'enseignement artistique

		Commentaires
9410	Arts-sciences	
9411	Danse	(14)

⁸⁸ AR 29 juin 1984, article 5, §7, alinéa 2 (sous réserve de l'adoption, par le Parlement de la Communauté française d'un décret portant diverses dispositions urgentes en matière d'Enseignement).

3°. Formation au choix : Formation optionnelle et/ou Activité(s) au choix

(Sous réserve de ne pas dépasser les maxima)

		Commentaires
Une autre langue moderne II ou III	4	<u>(4)</u>
Une ou plusieurs activités au choix		Voir IV. 6
Activités de physique (Fédération Wallonie-Bruxelles)	1	cf. V.1.C.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les élèves qui suivent le cours de sciences générales à 6 périodes sont tenus de suivre 1 période de physique en complément du cours de sciences. Il est donc recommandé que le projet d'établissement fasse état de cette particularité.

Ces 3 périodes de physique attribuées à un même professeur doivent faire l'objet d'une seule cote au bulletin.

Commentaires pour le troisième degré de transition

Au 3^{ème} degré, dans l'enseignement général, l'orientation d'études est déterminée par chacune des options de base simples à minimum 4 périodes hebdomadaires faisant partie du répertoire. Dans ce cadre, le cours de mathématique à 4 périodes doit être considéré comme une option de base simple. Dans l'enseignement technique et artistique de transition, l'orientation d'études est déterminée par l'option de base groupée faisant partie du répertoire.

- (1) Sans déroger au volume horaire minimum de 28 périodes, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire une ou plusieurs disciplines de la formation obligatoire à la grille-horaire des élèves qui suivent une option de base simple ou groupée dont le programme comprend cette ou ces disciplines de la formation obligatoire⁸⁹

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles,

Les élèves du 3^{ème} degré technique de transition inscrits dans les options de base groupées "Biotechnique", "Sciences paramédicales" ou "Sciences appliquées" bénéficient, depuis 2003-2004, de la dispense du cours de science de base ou du cours d'éducation scientifique. Il ne peut résulter de cette dispense que l'horaire des élèves concernés puisse descendre sous le seuil des 28 périodes hebdomadaires.

- (2) *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles,* le cours de formation historique et géographique comprend un cours d'histoire à 2 périodes et un cours de géographie à 1 période.

Dans l'enseignement libre confessionnel, le cours de formation historique et le cours de formation géographique et sociale comprennent chacun deux périodes hebdomadaires.

- (3) *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles,* le cours d'éducation physique est toujours à 3 périodes sauf pour les élèves qui suivent:

- Les sciences à 6+1 périodes et deux cours de langue moderne à 4 périodes;
- Les sciences à 6+1 périodes et un cours de langue moderne à 4 périodes et un cours de langue ancienne à 4 périodes;
- 3 cours de langue moderne à 4 périodes, le cours de mathématique à 4 périodes et 1 cours de langue ancienne à 4 périodes;
- 2 cours de langue moderne à 4 périodes et 1 cours de langues anciennes à 4 périodes.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les chefs d'établissement qui souhaitent organiser dans le cadre du cours d'éducation physique (formation commune) des activités non prévues au point 3.4.2. du programme 71/2000/240, voudront bien appliquer les dispositions de la circulaire n°424 du 5 novembre 2002 (autorisation accordée par le Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles sur la base d'un dossier motivé introduit par l'établissement concerné).

Dans l'enseignement officiel et libre non confessionnel subventionnés, le cours d'éducation physique est à 2 ou 3 périodes.

« Les élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement reconnus comme tels par le Ministre ayant le Sport dans ses attributions peuvent remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par des périodes d'entraînement sportif⁹⁰. »

⁸⁹ Loi du 19 juillet 1971 précitée, art. 4ter, §3, al. 7

⁹⁰ Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement, art. 4ter, §3, alinéa 8, 1°

- (4) Le cours de langue moderne I ne peut être abandonné que sur avis favorable du Conseil de classe⁹¹ et uniquement si l'élève suit une autre langue moderne à 4 périodes hebdomadaires. Il ressort de ces réserves que le choix ne comportant pas un cours de langue moderne I ne peut être présenté comme une grille prévue d'office dans l'éventail proposé par l'établissement.

Le cours de langue moderne I ne peut être suivi à raison de 2 périodes que par les élèves qui suivent un autre cours de langue moderne à 4 périodes.

Dans la région de Bruxelles-Capitale, les obligations relatives à l'étude du néerlandais contenues dans les lois linguistiques de 1963 doivent évidemment être respectées : le cours de langue moderne I néerlandais est obligatoire.

Par ailleurs, l'article 12 de la loi du 30 juillet 1963 relative au régime linguistique dans l'enseignement prévoit qu'à la demande du chef de famille, les élèves de nationalité étrangère sont dispensés de l'étude de la langue moderne I, lorsque le chef de famille fait partie d'une organisation de droit des gens, d'une ambassade, d'une légation ou d'un consulat ou lorsque le chef de famille ne réside pas en Belgique. Cette dispense ne vaut que pour le cours de langue moderne I et non pour le cours de langue moderne II et le cours de langue moderne III. L'élève exempté du cours de langue moderne I en application de l'article 12 précité doit suivre un cours de langue moderne II ou un cours de langue moderne III à 4 périodes hebdomadaires.

- (5) Les élèves de l'orientation à **dominante classique** qui ne suivent pas l'option « Grec » 4 périodes doivent suivre, outre un cours de langue moderne à 4 périodes et le cours de latin à 4 périodes, une autre option de base simple. Pour l'application de cette disposition, le cours de mathématique à 4 périodes est considéré comme une option de base⁹².
- (6) Les élèves de l'orientation à **dominante économique** qui ne suivent pas le cours de mathématique à 6 périodes hebdomadaires sont tenus de suivre soit deux cours de langue moderne à 4 périodes hebdomadaires, soit un cours de langue moderne à 4 périodes et l'option de base « sciences sociales ».
- (7) Les élèves de l'orientation à **dominante éducation physique** qui ne suivent pas le cours de mathématique à 6 ou à 4 périodes hebdomadaires sont tenus de suivre une autre option de base simple.
- (8) Les élèves de l'orientation à **dominante sciences humaines** qui suivent un cours de mathématique à 6 périodes et deux options de base choisies parmi : histoire, géographie, sciences sociales et éducation artistique, suivent le cours d'éducation physique à 2 périodes hebdomadaires.
- (9) *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles*, l'option de base simple "Sciences sociales" est un cours intégré et doit être attribué à un seul professeur dans le respect des titres requis et sans causer préjudice aux professeurs nommés qui auraient assuré ce cours avant le 31 août 2001.
- (10) *Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles*, l'option de base simple "Education artistique" sera organisée à raison :
- de 2 périodes d'éducation plastique et de 2 périodes d'éducation musicale
 - ou** de 4 périodes d'éducation plastique;
 - ou** de 4 périodes d'éducation musicale.
- (11) Les élèves de l'orientation à **dominante artistique** qui suivent un cours de mathématique à 4 ou 2 périodes et deux options de base choisies parmi : histoire de l'art, histoire de l'art et infographie et éducation artistique, suivent le cours d'éducation physique à 2 périodes hebdomadaires et le cours de sciences de base à 3 périodes.
- (12) Les élèves de l'enseignement technique de transition dont la formation optionnelle obligatoire comporte au moins 18 périodes hebdomadaires peuvent suivre le cours d'éducation physique à 2 périodes hebdomadaires.

⁹¹ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 précité, art. 1^{er}, al.2

⁹² Loi du 19 juillet 1971 précitée, art. 4^{ter}, §3, al.6

« Les élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement reconnus comme tels par le Ministre ayant le Sport dans ses attributions peuvent remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par des périodes d'entraînement sportif⁹³. »

- (13) La liste reprise ici est extraite de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire.

Sous réserve de l'autorisation du Ministre ou de son délégué, les élèves de l'enseignement général et technique de transition reconnus en tant que sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement par le Ministre des Sports peuvent remplacer une ou plusieurs options de base simple(s) ou une option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif. Cette possibilité ne concerne ni les cours de la formation commune (à l'exception du cours d'éducation physique), ni le cours de langue moderne à 4 périodes obligatoire, ni les cours de la formation optionnelle obligatoire (mathématiques et sciences)⁹⁴.

Sous réserve de l'autorisation du Ministre ou de son délégué, les élèves de l'enseignement général et technique de transition inscrits dans un conservatoire après avoir réussi une épreuve d'admission peuvent remplacer une ou plusieurs options de base simple(s) ou une option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'enseignement dans le domaine de la Musique.

- (14) Dans l'enseignement artistique de transition, les élèves qui suivent des périodes d'enseignement artistique "Danse" sont dispensés du cours d'éducation physique de la formation commune qui est obligatoirement remplacé par 2 ou 3 périodes de cours de danse.
- (15) Les élèves qui suivent l'option de base groupée « Humanités artistiques : Danse » sont dispensés du cours d'éducation physique de la formation commune qui est obligatoirement remplacé par 2 ou 3 périodes de cours de danse.

⁹³ Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire telle que modifiée, art. 4ter, §3, alinéa 8

⁹⁴ Loi du 19 juillet 1971 précitée, telle que modifiée, art. 4ter, §3, alinéa 9.

Liste des options de base simples⁹⁵

Au troisième degré de l'enseignement de transition, peuvent être organisées les options de base simples suivantes :

Code	Intitulé	Périodes	Commentaires	
3101	Mathématique	6		
6101	Sciences générales	6		
2814	Latin	4		
2926	Grec	2 ou 4		
2006 2007 2008	Langue moderne I - Allemand - Anglais - Néerlandais	4	(1)	
2119 2120 2121 2122 2123 2125 2126	Langue moderne II - Allemand - Anglais - Néerlandais - Italien - Espagnol - Arabe - Chinois	4		
2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216	Langue moderne III - Allemand - Anglais - Néerlandais - Italien - Espagnol - Russe - Arabe - Chinois	4		
5201	Histoire	4		
5101	Géographie	4		
2652	Sciences économiques	4		
2664	Sciences sociales	4		
4001/4002	Education physique garçons ou filles	4		(2)
1379 1384	Education artistique ou Education artistique : arts d'expression	4		
1453	Education technique et technologique	4		
1655	Histoire de l'art	4		
1658	Histoire de l'art et infographie	4		

Liste des activités au choix

		Commentaires
Activités complémentaires de préparation aux études supérieures	1 ou 2	
Education artistique	2	
Activités de français	1 ou 2	
Initiation à la culture grecque	2	
Initiation à la culture antique	2	

⁹⁵ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, art. 2, §1^{er}, al.1^{er}

Activités complémentaires de communication et d'expression	1 ou 2	
Langue moderne I	2	
Langue moderne	2	(3)
Traitement de texte ou dactylographie	1 ou 2	
Complément de sciences économiques	1 ou 2	(4)
Informatique de gestion	2	
Informatique	1 ou 2	
Renforcement de la pratique de laboratoire	1 ou 2	
Géographie physique	1 ou 2	
Dessin scientifique	1 ou 2	
Education technologique	2	
Education physique : sports	1, 2 ou 3	
Activités liées aux projets spécifiques de l'établissement	1, 2 ou 3	(5)
Activités de physique	1	

Commentaires pour la liste des options de base simples et la liste des activités au choix

- (1) L'option de base simple « Grec » à 2 périodes hebdomadaires n'est pas considérée comme une option de base permettant d'atteindre le minimum de formation optionnelle.
- (2) *Pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les élèves des options "Education physique A (garçons)" et "Education physique A (filles)" ou "Education physique B (garçons)" et "Education physique B (filles)" peuvent être groupés⁹⁶. Ce regroupement ne permet pas de déroger aux normes de création et de maintien qui doivent être calculées séparément pour les options Education physique 'filles' et Education physique 'garçons'.*
Education physique A= Orientation Education physique et corporelle;
Education physique B = Orientation Sport - Etudes.
- (3) Ce cours a pour objectif prioritaire la compréhension à la lecture et à l'audition de la langue.
- (4) Cette activité au choix ne peut être organisée qu'en complément à l'option de base simple "Sciences économiques".
- (5) Pour les établissements de l'enseignement subventionné, les composantes de cette activité seront obligatoirement répertoriées au document 2, selon un intitulé correspondant à l'activité organisée.

⁹⁶ Ibidem, art. 2, §1^{er}, al.2

Volume horaire hebdomadaire minimum et maximum des grilles au troisième degré

La grille-horaire doit au moins comporter **28 périodes**⁹⁷ hebdomadaires.

Pour l'enseignement général, le maximum est de **32 périodes** hebdomadaires⁹⁸. Cependant, ce maximum peut être porté à :

34 périodes pour les élèves qui suivent soit⁹⁹ :

- 2 cours de langue moderne à 4 périodes;
- 2 cours de langue ancienne à 4 périodes;
- 1 cours de langue ancienne à 4 périodes + 1 cours de langue moderne à 4 périodes;
- 1 cours de langue moderne à 4 périodes + 1 cours de sciences économiques à 4 périodes + 1 cours de sciences sociales à 4 périodes;
- l'activité complémentaire de préparation aux études supérieures à 1 ou 2 périodes.

35 périodes pour les élèves qui suivent soit :

- 1 cours de mathématique à 4 ou 6 périodes + 1 cours de sciences générales à 6 périodes + 1 cours « activité complémentaire : physique » à 1 période, si celle-ci est imposée à l'ensemble des élèves qui suivent « sciences générales » à 6 périodes¹⁰⁰;

36 périodes pour les élèves qui suivent

- 1 cours de langue ancienne à 4 périodes + 2 cours de langue moderne à 4 périodes¹⁰¹.

Pour l'enseignement technique de transition, le maximum est de **34 périodes** hebdomadaires¹⁰². Cependant, ce maximum peut être porté à :

36 périodes pour les élèves qui suivent soit¹⁰³ :

- 2 cours de langue moderne à 4 périodes;
- 1 cours de langue moderne à 4 périodes + 1 cours de sciences économiques à 4 périodes + 1 cours de sciences sociales à 4 périodes;
- l'activité complémentaire de préparation aux études supérieures à 1 ou 2 périodes.

37 périodes pour les élèves qui suivent 1 cours de mathématique à 4 ou 6 périodes + 1 cours de sciences générales à 6+1 périodes¹⁰⁴.

Pour l'enseignement artistique de transition, le maximum est de **36 périodes** hebdomadaires.

⁹⁷ Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 1^{er}, al.1^{er}

⁹⁸ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §1^{er}, al.2

⁹⁹ Ibidem, art. 2, §3

¹⁰⁰ Ibidem, art. 2, §3bis

¹⁰¹ Ibidem, art. 2, §3ter

¹⁰² Ibidem, art. 2, §2

¹⁰³ Ibidem, art. 2, §3

¹⁰⁴ Ibidem, art. 2, §3bis

V. Modalités propres à l'enseignement des cours de sciences

Principes généraux

V.1.A. Au premier degré

Le cours « initiation scientifique » à 3 périodes forme un ensemble pédagogique cohérent qui débouche sur une seule évaluation pour l'élève.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, il sera attribué à un seul professeur, qui peut être un professeur de cours généraux, soit « Sciences –géographie », soit « Mathématique – physique », soit « Sciences : Biologie – Chimie - Physique ».

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, si cette pratique se révèle impossible, une demande de dérogation, dûment motivée, peut être introduite auprès du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

V.1.B. Au deuxième degré de l'enseignement de transition

La formation scientifique est organisée selon deux niveaux

à 3 périodes

ou

à 5 périodes

Dans l'enseignement artistique et technique de transition, un cours dénommé « **éducation scientifique** » à **2 périodes** peut remplacer les formations reprises ci-dessus¹⁰⁵.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles :

	Sciences 5 périodes		Sciences 3 périodes	
	3 ^e année	4 ^e année	3 ^e année	4 ^e année
Biologie	2	1	1	1
Chimie	1	2	1	1
Physique	2	2	1	1

Le cours de chimie à 1 période est organisé en commun pour les options « sciences 5 périodes » et « sciences 3 périodes ».

Pratique de laboratoire :

- a) Le cours à 5 périodes/semaine peut être augmenté d'une à deux périodes de renforcement de la pratique de laboratoire organisée(s) dans le cadre des activités au choix.
- b) Seules les composantes scientifiques à 2 périodes hebdomadaires peuvent générer des activités de renforcement de la pratique de laboratoire. Cela implique :
 - qu'en 3^{ème} année, les activités de laboratoire seront réparties entre les cours de biologie et de physique
 - qu'en 4^{ème} année, les activités de laboratoire seront réparties entre les cours de chimie et de physique

¹⁰⁵

Loi du 19 juillet 1971 précitée, art. 4^{ter}, §2, 4^o

Dans l'enseignement libre confessionnel subventionné,

La formation scientifique à 3 périodes est rencontrée par l'organisation d'un cours de sciences à 3 périodes.

La formation scientifique à 5 périodes est rencontrée par l'organisation d'un cours de sciences à 5 périodes.

Le cours de sciences à 5 périodes peut être augmenté d'1 ou 2 périodes de renforcement de la pratique de laboratoire.

Dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés,

La formation scientifique à 3 périodes est rencontrée par l'organisation :

- soit d'un cours de sciences à 3 périodes;
- soit d'un cours de physique, d'un cours de chimie et d'un cours de biologie, chacun à raison d'une seule période.

La formation scientifique à 5 périodes est rencontrée par l'organisation :

- soit d'un cours de sciences à 5 périodes;
- soit d'un cours de physique à 2 périodes, d'un cours de chimie à 1 ou 2 périodes et d'un cours de biologie à 2 ou 1 périodes.

V.1.C. Au troisième degré de l'enseignement de transition

La formation scientifique est organisée selon deux niveaux :

- à 3 périodes, pour le cours dénommé « **sciences de base** » ou
- à 6 périodes, pour le cours dénommé « **sciences générales** »

Dans l'enseignement artistique et technique de transition, un cours dénommé « **éducation scientifique** » à **2 périodes** peut remplacer les formations reprises ci-dessus.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles,

Le cours de sciences de base à 3 périodes comprend un cours dans chacune des disciplines suivantes : biologie, chimie et physique à raison de 1 période par discipline.

Le cours de sciences générales à 6 périodes comprend un cours dans chacune des disciplines suivantes : biologie, chimie et physique à raison de 2 périodes par discipline.

L'apprentissage de la physique, discipline particulièrement déterminante pour la réussite en première année de beaucoup d'études supérieures scientifiques, est centré sur l'acquisition des compétences. Il doit éviter un niveau d'utilisation de la formation mathématique qui interdise la réussite du cours par des élèves qui suivent le cours de mathématique à 4 périodes hebdomadaires. Il tient compte de la diversité des intérêts des élèves inscrits dans l'orientation sciences générales (élèves intéressés plutôt aux sciences naturelles ou plutôt aux sciences de l'ingénieur).

Dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés,

La formation scientifique à 3 périodes est rencontrée par l'organisation :

- soit d'un cours de sciences à 3 périodes;
- soit d'un cours de physique, d'un cours de chimie et d'un cours de biologie, chacun à raison d'une seule période.

La formation scientifique à 6 périodes est rencontrée par l'organisation :

- soit d'un cours de sciences à 6 périodes;
- soit d'un cours de physique, d'un cours de chimie et d'un cours de biologie, chacun à raison de 2 périodes.

Dans l'enseignement libre confessionnel subventionné,

La formation scientifique à 3 périodes est rencontrée par l'organisation d'un cours de sciences à 3 périodes;

La formation scientifique à 6 périodes est rencontrée par l'organisation d'un cours de sciences à 6 périodes.

Pour l'ensemble des réseaux, là où le cours de « sciences générales » à 6 périodes est organisé, une période d'activité complémentaire « activité de physique » sera organisée, si

a. Cette disposition est prise dans le cadre du projet d'établissement;

b. Tous les élèves inscrits au cours de « sciences générales » à 6 périodes suivent cette période consacrée à la « physique ».

L'horaire des élèves peut atteindre 35 périodes pour ceux qui suivent en plus le cours de mathématique à 6 périodes.

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, cette période d'activité complémentaire de physique est obligatoire pour les élèves qui choisissent les sciences générales.

NTPP

Les élèves qui suivent un cours de sciences à 5 périodes au 2^{ème} degré ou à 6 périodes au 3^{ème} degré sont considérés comme suivant 2 périodes hebdomadaires de cours de « pratique de laboratoire » pour le calcul du NTPP.

Dans l'enseignement technique de transition, les élèves qui suivent un cours de sciences à 5 périodes au 2^{ème} degré ou à 6 périodes au 3^{ème} degré dans le cadre des options de base groupées des groupes « 91. Sciences appliquées » ou « 84. Education physique » sont considérés comme suivant 3 périodes hebdomadaires de cours de « pratique de laboratoire » pour le calcul du NTPP¹⁰⁶.

Programmation

V.1.D. Au deuxième degré

Le cours de « sciences » à 5 périodes, étant un cours de la formation commune, ne nécessite donc pas de programmation.

Il ne peut non plus faire l'objet d'une restriction via une AOB à l'issue de la 3^e année.

V.1.E. Au troisième degré

L'organisation du cours de « sciences générales » est soumise aux règles de la programmation.

¹⁰⁶ Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art.10, alinéa 8, et arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art.4, §1^{er}, 3^o, a) et art. 4, §2, 3^o, a)

Les années préparatoires

V.1.F. 7^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur « Mathématique »
(7PES « Mathématiques »)

1. Formation au choix

(1)

Formation optionnelle

		Commentaires
Mathématique	18 à 22	
Sciences + laboratoire	2 à 8	(2)
Dessin scientifique ou Descriptive	0 ou 2	
Laboratoire d'informatique	2 ou 4	(4)

2. Activités au choix

		Commentaires
Langues modernes	6 au maximum	(3)
TOTAL	28 à 32	

COMMENTAIRES

- (1) L'organisation de cette forme est soumise aux règles de la programmation et à la norme de création (voir chapitre 3, au point « Règles de programmation »).
- (2) La moitié des périodes des cours de sciences peut être consacrée à des laboratoires.
- (3) Parmi les langues modernes peut figurer le français.
Par langue :
 - 2 périodes au minimum
 - 4 périodes au maximum
- (4) Les cours de laboratoire d'informatique et de langues modernes sont organisés en commun pour les élèves qui suivent les cours de la forme A et ceux qui suivent les cours de la forme B.

V.1.G. 7^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur « Sciences » (7PES
« Sciences »)

1. Formation au choix

(1)

Formation optionnelle

		Commentaires
Mathématique	10 à 16	
Sciences + laboratoire	10 à 16	(2)
Laboratoire d'informatique	2 ou 4	(4)

2. Activités au choix

		Commentaires
Langues modernes	6 au maximum	(3)

TOTAL	28 à 32
--------------	----------------

COMMENTAIRES

- (1) L'organisation de cette forme est soumise aux règles de la programmation et à la norme de création (voir chapitre 3, au point « Règles de programmation »).
- (2) La moitié des périodes des cours de sciences peut être consacrée à des laboratoires.
- (3) Parmi les langues modernes peut figurer le français.
Par langue : - 2 périodes au minimum
- 4 périodes au maximum
- (4) Les cours de laboratoire d'informatique et de langue moderne sont organisés en commun pour les élèves qui suivent les cours de la forme A et ceux qui suivent les cours de la forme B.

V.1.H. 7^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur « Langues modernes » (7PES « Langues modernes »)

1. Formation commune

(1)

Français	4
----------	---

2. Formation au choix

2.1. Formation optionnelle

		Commentaires
Langue moderne	4 ou 8	
Langue moderne	4 ou 8	
Langue moderne	4 ou 8	
Renforcement débutant	0, 2 ou 4	(2)
Perfectionnement	0, 2 ou 4	(2)
Total	24	

2.2. Activités au choix

Bureautique	2 à 4
Notions de comptabilité, de statistiques et de gestion	2 à 4
Civilisation, culture, institutions	2 à 4
Français	2 à 4
Autres options	2 à 4
Total	0 à 4

TOTAL	28 à 32
--------------	----------------

COMMENTAIRES

- (1) L'organisation de chacune des deux formes est soumise aux règles de la programmation et à la norme de création (voir chapitre 3, au point « Règles de programmation »).
- (2) Il est possible de suivre "renforcement" au premier semestre et "perfectionnement" au second semestre.

V.1.I. 7^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur des arts du spectacle et des techniques de diffusion

Il est à noter que peut également être organisé comme option réservée, une 7^{ème} préparatoire à l'enseignement supérieur des Arts du Spectacle et des Techniques de diffusion.

V.1.J. Droit d'inscription en 7^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur

Pour l'ensemble des 7^{èmes} années préparatoires à l'enseignement supérieur, les élèves doivent acquitter un droit d'inscription de 124 euros¹⁰⁷. Ce montant est ramené à 62 euros pour les bénéficiaires d'allocations d'études. Le montant du droit d'inscription perçu ne sera pas remboursé en cas de départ ou d'abandon volontaire de l'élève. Cette disposition sera communiquée à l'élève au moment de l'inscription.

¹⁰⁷ Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, art. 12, §1bis

VI . Grilles-horaires des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement technique et artistique de qualification

Le décret du 5 décembre 2013 *modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4* renforce la part de la formation générale qui est indispensable à l'élève tant pour acquérir des compétences et savoirs en matière de citoyenneté et de poursuite éventuelle des études supérieures que pour sa formation qualifiante. Les nouvelles dispositions en matière de grilles-horaires sont développées ci-après. Celles-ci entrent en vigueur, en 3^{ème} et 5^{ème} année de l'enseignement technique et artistique de qualification, au 1^{er} septembre 2015.

Disposition transitoire¹⁰⁸ :

Par dérogation, les Pouvoirs organisateurs peuvent maintenir les anciennes dispositions relatives aux grilles-horaires pendant l'année scolaire 2015-2016. Ces anciennes dispositions sont reprises à la Partie 2 du présent tome. Les Pouvoirs organisateurs informeront l'administration de leur décision, le cas échéant via leur organe de représentation et de coordination, pour le 15 septembre 2015, à l'adresse suivante : DGEO, Direction de l'organisation des établissements d'enseignement secondaire ordinaire – Bureau 1F106 – rue Adolphe Lavallée, 1 à 1080 Bruxelles.

Deuxième degré technique et artistique de qualification

- **Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4^{quater}, §1^{er}, tel que modifié**

1. Formation commune :

		Commentaires
Religion / Morale	2	
Français	4	
Formation Historique	1	(1)
Formation Géographique	1	(1)
Formation mathématique	2	(4) (5)
Formation scientifique	2	(4)
Langue moderne	2	(4) (6)
Education physique	2	(7)
Total	16	

2. Formation au choix:

2.1. Formation optionnelle

		Commentaires
1 option de base groupée	14 minimum – 18 maximum	Voir annexe 3.1

¹⁰⁸ Article 18, §2 du Décret du 05 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4 tel que modifié

2.2 Activités au choix

		Commentaires
TOTAL	2 maximum	(8)

3. Renforcements

Renforcement du nombre de périodes consacrées aux disciplines de la formation commune (sauf éducation physique)	0 à 6	(2)
Renforcement spécifique en français	2 à 4	(3)

		Commentaires
Total	30 à 36¹⁰⁹	
Remédiation	2 au maximum	

COMMENTAIRES

- (1) Les formations historique et géographique peuvent être regroupées à condition de respecter le volume horaire de chacune d'entre elles.
- (2) Un maximum de 6 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique. Ces périodes de renforcement visent principalement à permettre à chaque élève d'arriver à la maîtrise des acquis d'apprentissage requis.
- (3) Pour tous les élèves qui ne maîtrisent pas le français, la formation commune peut comprendre également de 2 à 4 périodes hebdomadaires de renforcement spécifique en français conçu comme un cours de français de scolarisation.
- (4) Lorsque le programme d'étude de l'option de base groupée comprend soit la formation mathématique, soit la formation en langue moderne, soit la formation scientifique, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille-horaire des élèves concernés. Et ceci, dans le respect des référentiels suivants :
 - 1° les compétences terminales et les savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la section de qualification débouchant sur la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur;
 - 2° les compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage des mathématiques figure au programme d'études;
 - 3° les acquis d'apprentissage minimaux dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de qualification.

¹⁰⁹ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

- (5) La formation mathématique est portée à 4 périodes hebdomadaires dans les options de base groupées suivantes ¹¹⁰:

Secteur 2

- Electromécanique
- Mécanique automobile
- Microtechnique

Secteur 3

- Industrie du bois
- Construction

Secteur 9 :

- Techniques sciences

- (6) La formation en langue moderne est portée à 3 ou 4 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur, dans les options de base groupées suivantes ¹¹¹:

- Secrétariat-tourisme

- (7) Les élèves du 2^{ème} degré de l'enseignement technique de qualification qui ont le statut d'espoir sportif, sportif de haut niveau ou partenaire d'entraînement peuvent remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif.

- (8) 2 périodes hebdomadaires maximum, au choix du Pouvoir organisateur, peuvent être consacrées à la mise en place des activités d'orientation ou de motivation des élèves dans le cadre de leur parcours scolaire soit à développer des compétences de la formation commune par des approches diversifiées.

¹¹⁰ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 portant sur les options de base groupées pour lesquelles est imposée une formation spécifique en mathématiques ou en langue moderne.

¹¹¹ Idem

5^{ème} et 6^{ème} années du troisième degré technique et artistique de qualification

- **Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4^{quater}, §2, tel que modifié**

1. Formation commune :

		Commentaires
Religion / Morale	2	
Français	4	
Formation Historique	1	(1)
Formation Géographique	1	(1)
Formation sociale et économique	2	(1) (3)
Formation mathématique	2	(3) (4)
Formation scientifique	2	(3)
Langue moderne	2	(3) (5)
Education physique	2	(6)
Total	18	

2. Formation au choix:

2.1. Formation optionnelle

		Commentaires
1 option de base groupée	16 minimum - 18 maximum	Voir annexe 3.1

2.2 Activités au choix

		Commentaires
TOTAL	2 maximum	(7)

3. Renforcements

	2 maximum	(2)
--	-----------	-----

		Commentaires
Total	34 à 36¹¹²	

COMMENTAIRES

- (1) Les formations historique, géographique et « sociale et économique » peuvent être regroupées, en tout ou en partie, à condition de respecter le volume horaire de chacune d'entre elles.
- (2) Un maximum de 2 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique. Ces périodes de renforcement visent principalement à permettre à chaque élève d'arriver à la maîtrise des acquis d'apprentissage requis.

¹¹² Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

- (3) Lorsque le programme d'étude de l'option de base groupée comprend soit la formation sociale et économique, soit la formation mathématique, soit la formation en langue moderne, soit la formation scientifique, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille-horaire des élèves concernés. Et ceci, dans le respect des référentiels suivants :

1° les compétences terminales et les savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la section de qualification débouchant sur la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur;

2° les compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage des mathématiques figure au programme d'études;

3° les acquis d'apprentissage minimaux dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de qualification.

- (4) La formation mathématique est portée à 4 périodes hebdomadaires dans les options de base groupées suivantes¹¹³ :

Secteur 2 :

- Technicien / Technicienne en informatique
- Technicien / Technicienne en électronique
- Technicien / Technicienne en usinage
- Électricien automatique / Électricienne automatique
- Mécanicien automatique / Mécanicienne automatique
- Technicien / Technicienne en microtechnique
- Technicien / Technicienne du froid
- Mécanicien polyvalent / Mécanicienne polyvalente Automobile

Secteur 3 :

- Dessinateur / Dessinatrice en construction
- Technicien / Technicienne des industries du bois
- Technicien / Technicienne en construction et travaux publics
- Technicien / Technicienne en équipements thermiques

Secteur 9 :

- Technicien / Technicienne chimiste

- (5) Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, la formation en langue moderne est portée à 3 ou 4 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur. Le Gouvernement n'a déterminé aucune option de base groupée concernée pour l'année scolaire 2015-2014.
- (6) Les élèves de 5^{ème} et 6^{ème} année de l'enseignement technique de qualification qui ont le statut d'espoir sportif, sportif de haut niveau ou partenaire d'entraînement peuvent remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif.
- (7) 2 périodes hebdomadaires maximum, au choix du Pouvoir organisateur, peuvent être consacrées à la mise en place des activités d'orientation ou de motivation des élèves dans le cadre de leur parcours scolaire soit à développer des compétences de la formation commune par des approches diversifiées.

¹¹³ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 portant sur les options de base groupées pour lesquelles est imposée une formation spécifique en mathématiques ou en langue moderne.

7^{ème} année du 3^{ème} degré technique de qualification

- Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4, §1^{er}, 4^o et art. 18, 1^o, 2^o et 3^o.
- Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice.

Les dispositions concernant les règles de programmation et les normes de création des 7^{èmes} années sont reprises au chapitre 3, au point « Règles de programmation ».

1. Formation commune

(1)

Religion/ Morale	2
Français	2
Education physique	2
Total	6

2. Formation au choix

2.1. Formation optionnelle

(1)

1 option de base groupée	20 à 26
Voir annexe 3.2	

2.2. Activités au choix

(2)

8 au maximum

3. Renforcement

4 au maximum

TOTAL	28 à 36¹¹⁴
Remédiation	2 au maximum

COMMENTAIRES

(1) La 7^{ème} année technique qualifiante conduit à la délivrance d'un CQ7¹¹⁵ et du certificat d'études de 7^{ème} année (CE7T).

La 7^{ème} année technique complémentaire conduit à la délivrance d'une attestation de compétences complémentaires au CQ¹¹⁶ qui en a permis l'accès et du certificat d'études de 7^{ème} année (CE7T).

Les élèves de 7^{ème} TQ qui ont le statut d'espoir sportif, sportif de haut niveau ou partenaire d'entraînement peuvent remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif.

¹¹⁴ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

¹¹⁵ Si l'option de base groupée suivie correspond ou non à un profil de certification (basé sur le PF du SFMQ) ou, à défaut, à un profil de formation (CCPQ)

¹¹⁶ Si l'option de base groupée suivie ne correspond pas à un profil de certification (ou à défaut à un profil de formation)

- (2) Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, si à l'entrée de la 7^{ème} année, un élève n'est pas encore titulaire du certificat relatif aux connaissances de gestion de base, il pourra obtenir ce titre à condition de suivre avec fruit un cours de connaissances de gestion à raison d'au moins 4 périodes hebdomadaires.

VII . Grilles-horaires des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement professionnel

Le décret du 5 décembre 2013 *modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4* renforce la part de la formation générale qui est indispensable à l'élève tant pour acquérir des compétences et savoirs en matière de citoyenneté et de poursuite éventuelle des études supérieures que pour sa formation qualifiante. Les nouvelles dispositions en matière de grilles-horaires sont développées ci-après. Celles-ci entrent en vigueur, en 3^{ème}, 5^{ème} et 7^{ème} années de l'enseignement professionnel, au 1^{er} septembre 2015.

Disposition transitoire :

Par dérogation¹¹⁷, les Pouvoirs organisateurs peuvent maintenir les anciennes dispositions relatives aux grilles-horaires pendant l'année scolaire 2015-2016. Pour les 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années, les anciennes dispositions sont reprises à la Partie 2 du présent tome. Les Pouvoirs organisateurs informeront l'administration de leur décision, le cas échéant via leur organe de représentation et de coordination, pour 15 septembre 2015, à l'adresse suivante : DGEO, Direction de l'organisation des établissements d'enseignement secondaire ordinaire – Bureau 1F106 – rue Adolphe Lavallée, 1 à 1080 Bruxelles.

¹¹⁷ Article 18, §2 du Décret du 05 décembre 2013 précité

Deuxième degré professionnel

- **Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4quinquies, §1^{er}, tel que modifié**

1. Formation commune :

		Commentaires
Religion / Morale	2	
Français	3	
Formation Historique	1	(1)
Formation Géographique	1	(1)
Formation mathématique	2	(4) (5)
Formation scientifique	2	(4)
Langue moderne	2	(4) (6)
Education physique	2	(7)
Total	15	

2. Formation au choix:

2.1. Formation optionnelle

		Commentaires
1 option de base groupée	16 minimum – 20 maximum	Voir annexe 3.1

2.2 Activités au choix

		Commentaires
TOTAL	2 maximum	(8)

3. Renforcements

Renforcement des disciplines de la formation commune (sauf éducation physique)	0 à 5	(2)
Renforcement spécifique en français	2 à 4	(3)

		Commentaires
Total	31 à 36¹¹⁸	

COMMENTAIRES

- (1) Les formations historique et géographique peuvent être regroupées à condition de respecter le volume horaire de chacune d'entre elles.
- (2) Un maximum de 5 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique. Ces périodes de renforcement visent principalement à permettre à chaque élève d'arriver à la maîtrise des acquis d'apprentissage requis.

¹¹⁸ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

- (3) Pour tous les élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment le français, la formation commune peut comprendre également de 2 à 4 périodes hebdomadaires de renforcement spécifique en français conçu comme un cours de français de scolarisation.
- (4) Lorsque le programme d'étude de l'option de base groupée comprend soit la formation mathématique, soit la formation en langue moderne, soit la formation scientifique, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille-horaire des élèves concernés. Et ceci, dans le respect des référentiels suivants :
- 1° les compétences terminales et les savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la section de qualification débouchant sur la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur;
- 2° les compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage des mathématiques figure au programme d'études;
- 3° les acquis d'apprentissage minimaux dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de qualification.
- (5) Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, la formation mathématique est portée à 4 périodes hebdomadaires. Le Gouvernement n'a déterminé aucune option de base groupée concernée pour l'année scolaire 2015-2016.
- (6) Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, la formation en langue moderne est portée à 3 ou 4 périodes hebdomadaires, au choix du Pouvoir organisateur. Le Gouvernement n'a déterminé aucune option de base groupée concernée pour l'année scolaire 2015-2016.
- (7) Les élèves du 2^{ème} degré de l'enseignement professionnel qui ont le statut d'espoir sportif, sportif de haut niveau ou partenaire d'entraînement peuvent remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif
- (8) 2 périodes hebdomadaires maximum, au choix du Pouvoir organisateur, peuvent être consacrées à la mise en place des activités d'orientation ou de motivation des élèves dans le cadre de leur parcours scolaire soit à développer des compétences de la formation commune par des approches diversifiées.

5^{ème} et 6^{ème} années du troisième degré professionnel

- **Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4quinquies, §2, tel que modifié**

1. Formation commune:

		Commentaires
Religion / Morale	2	
Français	3	(1)
Formation Historique	1	(1)
Formation Géographique	1	(1)
Formation sociale et économique	2	(3)
Formation scientifique	2	(3)
Langue moderne	0 ou 2	(4)
Mathématique	0 ou 2	(5)
Education physique	2	(6)
Total	13 ou 15 ou 17	

2. Formation au choix:

2.1. Formation optionnelle

		Commentaires
1 option de base groupée	18 minimum - 22 maximum	Voir annexe 3.1

2.2 Activités au choix

		Commentaires
TOTAL	4 maximum	(7)

3. Renforcements

Renforcement du nombre de périodes consacrées aux disciplines de la formation commune (sauf éducation physique)	5 maximum	(2)
---	-----------	-----

		Commentaires
Total	34 à 36¹¹⁹	

COMMENTAIRES

- (1) Le français, la formation historique et la formation géographique peuvent être regroupés, en tout ou en partie, à condition de respecter le volume horaire de chacune de ces disciplines.
- (2) Un maximum de 5 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique. Ces périodes de renforcement visent principalement à permettre à chaque élève d'arriver à la maîtrise des acquis d'apprentissage requis.

¹¹⁹ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

- (3) Lorsque le programme d'étude de l'option de base groupée comprend soit la formation sociale et économique, soit la formation scientifique, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille-horaire des élèves concernés. Et ceci, dans le respect des référentiels suivants :

1° les compétences terminales et les savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la section de qualification débouchant sur la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur;

2° les compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage des mathématiques figure au programme d'études;

3° les acquis d'apprentissage minimaux dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de qualification.

- (4) La formation commune comprend un apprentissage en langue moderne dans les options de base groupées suivantes¹²⁰ :

Secteur 4 :

- Restaurateur / Restauratrice

Secteur 7 :

- Vendeur / Vendeuse
- Auxiliaire administratif/Auxiliaire administrative et d'accueil

Le Pouvoir organisateur reste libre d'organiser de sa propre initiative une formation en langue moderne de 2 périodes hebdomadaires dans le cadre de la formation commune pour les options non concernées par cette obligation.

- (5) La formation commune comprend une formation mathématique à raison de 2 périodes hebdomadaires dans les options de base groupées suivantes¹²¹ :

Secteur 2 :

- Électricien installateur en résidentiel / Électricienne installatrice en résidentiel
- Électricien installateur industriel / Électricienne installatrice industrielle
- Assistant / Assistante de maintenance PC-réseaux
- Mécanicien / Mécanicienne d'entretien
- Métallier-soudeur/ Métallièrè soudeuse
- Mécanicien / Mécanicienne d'entretien automobile

Le Pouvoir organisateur reste libre d'organiser de sa propre initiative une formation en mathématique de 2 périodes hebdomadaires dans le cadre de la formation commune pour les options non concernées par cette obligation.

- (6) Les élèves de 5^{ème} et 6^{ème} année de l'enseignement professionnel qui ont le statut d'espoir sportif, sportif de haut niveau ou partenaire d'entraînement peuvent remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif
- (7) 4 périodes hebdomadaires maximum, au choix du Pouvoir organisateur, peuvent être organisées.

¹²⁰ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 portant sur les options de base groupées pour lesquelles est imposée une formation spécifique en mathématiques ou en langue moderne.

¹²¹ Idem

7^{ème} année professionnelle de type B (7PB)

- Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4, §1^{er}, 5°, art. 18, 1°, 2° et 3°.
- Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice.
- Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4^{quinquies}, §3, tel que modifié

Les dispositions concernant les règles de programmation et les normes de création des 7^{èmes} années sont reprises au chapitre 3, au point « Règles de programmation ».

Remarque : sont concernées les 7^{ème}PB qualifiantes et complémentaires.

VII.1.A. Nouvelles dispositions :

Dispositions applicables au 1^{er} septembre 2014, sauf dérogation (voir disposition transitoire ci-avant).

1. Formation commune

		Commentaires
Religion/ Morale	2	
Français	4	
Formation sociale et économique	2	(2)
Formation scientifique	2	
Langue moderne	0 ou 2 ou voir commentaire (3)	(3)
Mathématique	0 ou 2	(4)
Education physique	2	(5)
Total	12	

2. Formation au choix

2.1. Formation optionnelle (1)

1 option de base groupée	18 à 22	Voir annexe 3.2
--------------------------	---------	-----------------

2.2. Activités au choix

	4 maximum	(6)
--	-----------	-----

3. Renforcement

Renforcement du nombre de périodes consacrées aux disciplines de la formation commune (sauf éducation physique)	6 maximum	(1)
---	-----------	-----

TOTAL	30 à 36 ¹²²	
--------------	-------------------------------	--

¹²² Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

COMMENTAIRES

- (1) Un maximum de 6 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique. Ces périodes de renforcement visent principalement à permettre à chaque élève d'arriver à la maîtrise des acquis d'apprentissage requis.
- (2) Lorsque le programme d'étude de l'option de base groupée comprend soit la formation sociale et économique, soit la formation scientifique, les établissements ne sont pas tenus d'inscrire, en tout ou en partie, cette partie de la formation commune à la grille-horaire des élèves concernés.
- (3) Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, la formation commune comprend un apprentissage en langue moderne. La méthodologie choisie pour atteindre les compétences et savoirs relève du ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné. Elle peut consister en cours inscrits à la grille-horaire, stages en entreprises ou mobilité hors Communauté française, cours de promotion sociale ou d'un opérateur public de formation. Les modalités d'application de cette disposition n'ont pas encore été fixées par le Gouvernement.

Le Pouvoir organisateur reste cependant libre d'organiser de sa propre initiative une formation en langue moderne de 2 périodes hebdomadaires dans le cadre de la formation commune pour les options non concernées par cette obligation.

- (4) Pour les options de base groupées que le Gouvernement détermine, la formation commune comprend une formation mathématique à raison de 2 périodes hebdomadaires.

Le Pouvoir organisateur reste cependant libre d'organiser de sa propre initiative une formation mathématique de 2 périodes hebdomadaires dans le cadre de la formation commune pour les options non concernées par cette obligation.

- (5) Les élèves qui ont le statut d'espoir sportif, sportif de haut niveau ou partenaire d'entraînement peuvent remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif.
- (6) 4 périodes hebdomadaires maximum, au choix du Pouvoir organisateur, peuvent être organisées.

COMMENTAIRES

- (1) La 7^{ème} année professionnelle de type B conduit à la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) et
 - du certificat de qualification de 7^{ème} année de l'enseignement professionnel (CQ7) si l'option de base choisie est classée qualifiante;
 - d'une attestation de compétences complémentaires au CQ qui en a permis l'accès si l'option de base choisie est classée complémentaire.

Remarque : La 7^{ème} année professionnelle qualifiante Puériculteur/trice conduit à la délivrance du certificat de qualification (CQ7) à la condition d'avoir obtenu au préalable le CESS¹²³.

- (2) Si à l'entrée de la 7^{ème} année, un élève n'est pas encore titulaire du certificat relatif aux connaissances de gestion de base, il pourra obtenir ce titre à condition de suivre avec fruit un cours de connaissances de gestion à raison d'au moins 4 périodes hebdomadaires. Toutefois, le certificat relatif aux connaissances de

¹²³ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 06 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante en nursing » du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice, art. 5, §1^{er}, 2^o

gestion de base est délivré aux élèves de la 7^{ème} année professionnelle de type B « Gestionnaire de très petites entreprises » qui ont satisfait aux exigences du programme des connaissances de gestion rencontrées au travers de l'ensemble des cours de la grille-horaire de référence de l'option de base groupée.

VII.1.B. Anciennes dispositions :

Applicables en 2015-2016, par dérogation

1. Formation commune

(1)

		Commentaires
Religion/ Morale	2	
Français	2 minimum	(2)
Formation humaine, sociale et économique - Formation historique et géographique - Histoire - Géographie - Sciences humaines - Education économique et sociale	2 minimum	(3)
Formation scientifique et technologique - Formation scientifique : mathématique - Education scientifique - Education scientifique et technologique - Sciences et technologies	2 minimum	(4)
Education physique	2	
Total	10 au minimum	

2. Formation au choix

2.1. Formation optionnelle (1)

1 option de base groupée	18 au minimum	(5)
--------------------------	---------------	-----

2.2. Activités au choix

	de 0 à 8	(6)
--	----------	-----

3. Renforcement de l'option de base groupée

	de 0 à 4
--	----------

TOTAL	28 à 36 ¹²⁴
--------------	-------------------------------

¹²⁴ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

COMMENTAIRES

- (1) La 7^{ème} année professionnelle de type B conduit à la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) et
- du certificat de qualification de 7^{ème} année de l'enseignement professionnel (CQ7) si l'option de base choisie est classée qualifiante;
 - d'une attestation de compétences complémentaires au CQ qui en a permis l'accès si l'option de base choisie est classée complémentaire.

Remarque : La 7^{ème} année professionnelle qualifiante Puériculteur/trice conduit à la délivrance du certificat de qualification (CQ7) à la condition d'avoir obtenu au préalable le CESS¹²⁵.

- (2) Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, le cours de français est organisé à raison de 3 périodes.

Dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés, le cours de français est organisé à raison de 4 périodes.

- (3) Le pôle de la formation humaine, sociale et économique est rencontré :

- dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, par les intitulés :

Formation historique et géographique : Histoire à raison d'1 période et

Formation historique et géographique : Géographie à raison d'1 période;

- dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés, par les intitulés « Sciences humaines » et « Education économique et sociale » ou « Sciences humaines ». Le cours de « Sciences humaines » peut être remplacé par les cours d'« Histoire » et « Géographie »;
- dans l'enseignement libre confessionnel subventionné, par l'intitulé « Sciences humaines ».

- (4) Le pôle de la formation scientifique et technologique est rencontré :

- dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, par les intitulés : « Formation scientifique : mathématique » et « Education scientifique » à raison chacun d'1 période minimum;
- dans les enseignements officiel et libre non-confessionnel subventionnés, par l'intitulé « Education scientifique et technologique »;
- dans l'enseignement libre confessionnel subventionné, par l'intitulé « Sciences et technologies ».

- (5) Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, le volume de l'option de base groupée est d'au moins 18 périodes

- (6) Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles,

- les activités au choix sont soumises à l'approbation du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles hormis les activités suivantes : mathématique, éducation scientifique, éducation sociale et économique, langue moderne et connaissance de gestion.
- si à l'entrée de la 7^{ème} année, un élève n'est pas encore titulaire du certificat relatif aux connaissances de gestion de base, il pourra obtenir ce titre à condition de suivre avec fruit un cours de connaissances de gestion à raison d'au moins 4 périodes hebdomadaires. Toutefois, le certificat relatif aux connaissances de gestion de base est délivré aux élèves de la 7^{ème} année professionnelle de type B « Gestionnaire de très petites entreprises » qui ont satisfait aux exigences du programme des connaissances de gestion rencontrées au travers de l'ensemble des cours de la grille-horaire de référence de l'option de base groupée.

¹²⁵ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 06 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante en nursing » du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice, art. 5, §1^{er}, 2^o

7^{ème} année professionnelle de type C (7PC)

- Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4, §1^{er}, 6^o, art. 18, 1^o, 2^o et 3^o.
- Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice.
- Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4quinquies, §4, tel que modifié

Les dispositions concernant les règles de programmation et les normes de création des 7^{èmes} années sont reprises au chapitre 3, au point « Règles de programmation ».

VII.1.C. Nouvelles dispositions

Dispositions applicables au 1^{er} septembre 2014, sauf dérogation (voir disposition transitoire ci-avant).

1. Formation commune

		Commentaires
Religion/ Morale	2	
Français	4	
Formation sociale et économique	2	
Formation mathématique	2	
Formation scientifique	2	
Formation historique et/ou formation géographique	0 à 4	(2)
Education physique	2	(3)
Total	14 à 18	

2. Formation au choix du Pouvoir organisateur

2.1. Formation générale et / ou optionnelle

Formation générale et / ou optionnelle pouvant relever de plusieurs secteurs	14 à 18	
--	---------	--

2.2. Activités au choix

	4 maximum	
--	-----------	--

3. Renforcement

Renforcement du nombre de périodes consacrées aux disciplines de la formation commune (sauf éducation physique)	6 maximum	(1)
---	-----------	-----

TOTAL		28 à 36 ¹²⁶
--------------	--	-------------------------------

¹²⁶ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

COMMENTAIRES

- (1) Un maximum de 6 périodes hebdomadaires peut être consacré au renforcement du nombre de périodes consacrées à chacune des disciplines de la formation commune à l'exception de l'éducation physique.
- (2) La formation commune peut également comprendre 1 ou 2 période(s) de formation historique et/ou 1 ou 2 période(s) de formation géographique, au choix du Pouvoir organisateur. Les périodes de formation historique et de formation géographique peuvent être regroupées.
- (3) Les élèves qui ont le statut d'espoir sportif, sportif de haut niveau ou partenaire d'entraînement peuvent remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif

COMMENTAIRES

- (1) La 7^{ème} année professionnelle de type C conduit à la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) ;
- (2) Si à l'entrée de la 7^{ème} année, un élève n'est pas encore titulaire du certificat relatif aux connaissances de gestion, il pourra obtenir ce titre à condition de suivre avec fruit un cours de connaissances de gestion à raison d'au moins 4 périodes hebdomadaires.

VII.1.D. Anciennes dispositions

Applicables en 2015-2016, par dérogation

1. Formation commune

(1)

		Commentaires
Religion/ Morale	2	
Français	4	
Formation humaine, sociale et économique - Formation historique et géographique - Histoire - Géographie - Sciences humaines - Education économique et sociale	2 minimum	(2)
Formation scientifique et technologique - Formation scientifique : mathématique - Education scientifique - Education scientifique et technologique - Sciences et technologies - Mathématique	4 minimum	(3)
Education physique	2	
Total	14 au minimum	

2. FORMATION AU CHOIX

2.1. Formation optionnelle

8 à 16 périodes de cours pouvant couvrir plusieurs secteurs

2.2. Activités au choix

	0 à 8	(4)
TOTAL	28 à 36¹²⁷	

COMMENTAIRES

- (1) La 7^{ème} année professionnelle de type C conduit à la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS)
- (2) Le pôle de la formation humaine, sociale et économique est rencontré :
- Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, par les cours Formation historique et géographique : Histoire à raison d'1 période et Formation historique et géographique : Géographie à raison d'1 période;
 - Dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés, par les intitulés « Sciences humaines » et « Education économique et sociale » ou « Sciences humaines ». Le cours de « Sciences humaines » peut être remplacé par les cours d' « Histoire » et « Géographie »;
 - Dans l'enseignement libre confessionnel subventionné, par l'intitulé « Sciences humaines ».
- (3) Le pôle de la formation scientifique et technologique est rencontré :
- dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, par les intitulés « Formation scientifique : mathématique » et « Education scientifique » (chacun à raison de 2 périodes minimum);
 - dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés, par les intitulés "Mathématique" et "Education scientifique et technologique" (chacun à raison de 2 périodes minimum);
 - dans l'enseignement libre confessionnel subventionné, par les intitulés "Sciences et technologies" et "Mathématique" (chacun à raison de 2h minimum).
- (4) Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles,
- les activités au choix sont soumises à l'approbation du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles hormis les activités suivantes : mathématique, éducation scientifique, éducation sociale et économique, langue moderne et connaissance de gestion.
 - Si à l'entrée de la 7^{ème} année, un élève n'est pas encore titulaire du certificat relatif aux connaissances de gestion, il pourra obtenir ce titre à condition de suivre avec fruit un cours de connaissances de gestion à raison d'au moins 4 périodes hebdomadaires.

Dans l'enseignement officiel subventionné, les activités au choix comportent obligatoirement un cours de langue moderne à 4 périodes.

¹²⁷ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

L'année complémentaire organisée, en CPU, au 3^{ème} degré (C3 D)

- **Décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire, art. 3, §6.**
- **Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, article 2, 20°, art. 4, §1^{er}, 7.**
- **Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art. 15/1.**

Dans le régime de la CPU, une année complémentaire peut être organisée au troisième degré de la section de qualification, en abrégé, C3D.

Elle est organisée en plein exercice ou en alternance pour les élèves réguliers ou libres (voir Tome 2) qui n'ont pas obtenu une ou plusieurs des certifications suivantes : certificat de qualification, certificat d'enseignement secondaire supérieur ou certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel.

Les cours et activités dans cette année complémentaire sont organisés en fonction des besoins des élèves tels qu'identifiés dans le programme d'apprentissages complémentaires. Il s'agit d'un document définissant les activités à accomplir par l'élève en vue de l'obtention d'un ou plusieurs des certificats suivants : certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, certificat d'enseignement secondaire supérieur, certificat de qualification.

Ce programme est établi par le Conseil de classe, en fonction des besoins de l'élève et peut comprendre :

- a) des cours et activités de cinquième, de sixième et/ou de septième année;
- b) des cours et activités de formation suivis dans un CEFA et en entreprise;
- c) des activités spécifiques de remédiation organisées dans l'établissement;
- d) des formations dans un Centre de Technologies avancées;
- e) des formations organisées dans un Centre de Compétence, dans le cadre de l'accord de coopération conclu le 14 juillet 2006 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant;
- f) des formations organisées dans un Centre de Référence dans le cadre de l'accord de coopération conclu le 1^{er} février 2007 entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de référence professionnelle;
- g) des stages en entreprises;
- h) pour les élèves qui n'ont pas obtenu le Certificat de qualification à l'issue de la 6^{ème} TQ ou de la 6^{ème} Professionnelle, des cours de 7^{ème} année suivis en élèves libres.

L'ensemble des cours et activités formatives de cette année complémentaire comporte, au minimum, l'équivalent de 20 périodes de cinquante minutes par semaine.

CHAPITRE 2: Dispositions relatives à l'organisation de certains cours

I. Possibilités de regroupement¹²⁸

1.1. Un établissement d'enseignement secondaire peut autoriser un élève à suivre un ou plusieurs des cours suivants dans un autre établissement :

- les cours de langue ancienne;
- les cours de langue moderne.

Pour la comptabilisation de l'élève, voir chapitre 4, III, 3.2.

1.2. Au sein d'un même établissement, lorsque les programmes sont identiques ou compatibles, des élèves d'années d'études ou d'options différentes peuvent être groupés horizontalement ou verticalement.

II. Cours d'éducation physique

Les cours d'éducation physique sont organisés séparément pour les filles et pour les garçons.

Toutefois, au 3^{ème} degré de transition, les élèves des options de base simples "Education physique (filles)" et "Education physique (garçons)" peuvent être groupés¹²⁹. Il en est de même pour les élèves inscrits dans l'option de base groupée "Education physique", ainsi que pour les cours d'éducation physique éventuellement inclus dans les options groupées "Techniques sociales et d'animation" et "Animateur / Animatrice" des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement technique de transition et de qualification, ainsi que l'option de base groupée "Animateur socio-sportif / Animatrice socio-sportive" de la 7^{ème} année technique.

Dans le cadre de certaines séquences ou de certains modules, les cours d'éducation physique de la formation commune peuvent être organisés en mixité afin de mener à bien un projet pédagogique particulier. Ce projet devra être intégré dans le projet d'établissement et sera tenu à la disposition du Service d'Inspection ainsi que des services de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Si ce projet porte sur l'année scolaire entière, l'avis favorable de l'Inspection est requis au préalable. Cet avis doit être sollicité, à l'aide du formulaire repris à l'annexe 2.1, avant le début de l'année scolaire considérée et ne vaut que pour cette année scolaire-là. Le Service d'Inspection appréciera si les objectifs généraux et particuliers du Décret « Missions » sont poursuivis et si le projet pédagogique particulier est pertinent.

Une mission d'évaluation et de contrôle du niveau des études tel que précisée aux articles 20, 31 et 55 du décret « Missions » pourrait, le cas échéant, être menée l'année de la mise en œuvre de ce projet.

¹²⁸ Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art. 21

¹²⁹ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, art. 1, al. 2

III . Cours de langue moderne

Les dispositions qui suivent concernent l'ensemble des cours de langue moderne I, II et III, quel que soit le cadre de formation à l'intérieur duquel ces cours sont organisés (formation commune, option de base simple, option de base groupée, activité au choix ...).

LANGUE MODERNE I ¹³⁰

Pour l'application des lois linguistiques, le cours de 2^{ème} langue est le cours de langue moderne I.

La langue moderne I est :

- le néerlandais dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- l'allemand, l'anglais ou le néerlandais dans la région de langue française.

N.B. : Au 3^{ème} degré, un élève dispensé du cours de langue moderne I doit la remplacer par une langue moderne II ou III. Il n'est donc pas possible de l'intégrer dans une dominante "langues modernes".

LANGUE MODERNE II ¹³¹

La langue moderne II est :

- l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol, le chinois ou l'arabe dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- le néerlandais, l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol, le chinois ou l'arabe dans la région de langue française.

LANGUE MODERNE III ¹³²

Le choix peut porter sur une des langues visées au point III.2 ainsi que sur le russe.

IV . Cours de religion et de morale

Dans l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'exception toutefois des 7^{èmes} années préparatoires à l'enseignement supérieur, l'horaire hebdomadaire comprend au moins 2 périodes de religion ou de morale¹³³.

Dans l'enseignement officiel, le choix du responsable de l'élève ou de l'élève lui-même s'il a atteint l'âge de 18 ans lors de l'inscription, peut porter sur l'un des cours suivants¹³⁴ :

- morale non confessionnelle
- religion catholique
- religion protestante
- religion israélite
- religion islamique
- religion orthodoxe

¹³⁰ Loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, art. 9, 10 et 11

¹³¹ Circulaires A/N.G./7.09/41 du 7 septembre 1976 « Conditions d'organisation des groupes applicables à titre expérimental dans l'enseignement secondaire de type I » et I/JD/MJD/83/1039 du 24 juin 1983 « Organisation de l'enseignement secondaire de l'Etat pour l'année scolaire 1983/1984 »

¹³² Ibidem

¹³³ Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement, art. 8, al.1^{er}.

¹³⁴ Ibidem, art. 8, al.3

Dans l'enseignement libre confessionnel, le choix ne peut porter que sur le cours de religion lié à la confession dont relève l'établissement¹³⁵.

Dans l'enseignement libre non confessionnel, l'établissement peut proposer le cours de morale uniquement, mais il peut également proposer le choix des cours de religion précités.

Le choix d'un des cours de religion ou de morale non confessionnelle se fait au moment de l'inscription et ne peut pas être modifié au cours de la même année scolaire; ce choix ne pourra être modifié qu'entre le 1^{er} et le 15 septembre de l'année scolaire suivante, une seule fois par année scolaire¹³⁶.

L'élève qui change d'établissement après le 15 septembre suit le cours de religion ou de morale non confessionnelle qu'il suivait dans son établissement précédent. Toutefois, si le nouvel établissement est un établissement libre subventionné se réclamant d'un caractère confessionnel, l'élève est tenu de suivre 2 périodes de la religion correspondant au caractère de l'enseignement. De même, si le nouvel établissement libre subventionné ne propose que le cours de morale non confessionnelle, l'élève est tenu de suivre 2 périodes de morale. Par contre, si ce nouvel établissement organise également certains autres cours de religion, et si son inscription est enregistrée après le 1^{er} octobre, l'élève doit choisir entre le cours de morale non confessionnelle et l'un des cours de religion organisé par l'établissement.

Les regroupements horizontaux et verticaux d'élèves ayant fait le même choix de cours philosophique sont autorisés. Il est toutefois conseillé de privilégier, pour les regroupements verticaux, que ceux-ci s'opèrent au sein d'un même degré ou sur deux années consécutives (2^{ème} et 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème}).

Les nouvelles dispositions suivantes concernent uniquement l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et l'enseignement officiel subventionné.

Modalités de l'encadrement pédagogique alternatif (EPA) pour les élèves dispensés du cours de religion et de morale non confessionnelle en application de l'article 8 de *la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement* tel que modifié :

- L'encadrement pédagogique alternatif est organisé à raison de deux périodes hebdomadaires de 50 minutes. Les élèves dispensés d'un cours de religion ou de morale non confessionnelle y participent obligatoirement.
- L'organisation de l'encadrement pédagogique alternatif est obligatoire à partir de la date fixée par le Pouvoir organisateur. Cette date doit se situer entre le 15 septembre 2015 et le 1^{er} janvier 2016 au plus tard. Elle est communiquée aux parents avant le 15 septembre 2015, ainsi qu'à l'administration par courriel à l'adresse structures.secondaire.ordi@cfwb.be.
- Jusqu'à la mise en œuvre effective de l'encadrement pédagogique alternatif, le Pouvoir organisateur doit assurer, sous sa responsabilité et selon les modalités éventuelles qu'il fixe, la prise en charge des élèves durant les deux périodes hebdomadaires concernées.
- Le choix, par le responsable légal de l'élève mineur ou par l'élève majeur, entre les différents cours philosophique ou bien celui concernant la dispense peut être modifié entre le 1^{er} et le 15 septembre.
- L'encadrement pédagogique alternatif vise le développement par l'élève de prestations personnelles ou collectives visant à l'éveiller à la citoyenneté et au questionnement philosophique. Les prestations et activités s'inscrivent donc dans une ou plusieurs des thématiques suivantes, sans pour autant viser à l'exhaustivité :

1° l'éducation à la démocratie qui a pour objectif :

- a) de sensibiliser aux fondements de la démocratie, de son histoire, de son système, de ses différents pouvoirs et des droits fondamentaux, de l'organisation de ses

¹³⁵ Ibidem, art. 8, al.2

¹³⁶ Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, art. 79, §1^{er}, al.3

institutions ; à la citoyenneté politique, sociale, économique et culturelle ; aux grands enjeux de la société contemporaine dont celui du développement durable ;

- b) de développer la capacité de vivre ensemble de manière harmonieuse et respectueuse dans une société démocratique et interculturelle, de s’y insérer et de s’y impliquer activement ; la capacité de se développer comme citoyen, sujet de droits et de devoirs, solidaire, libre, autonome, tolérant et capable d’esprit critique via notamment le déploiement d’attitudes renforçant le sens collectif, le sens de la responsabilité, le respect de l’autre et de sa différence, le respect des règles, le dialogue, et la civilité ;
- c) de développer l’esprit et l’analyse critiques à l’égard de la communication et des différents médias et moyens d’information.

2° L’éducation au questionnement, à la méthode et à la pensée philosophiques qui a pour objectif :

- a) d’appréhender les religions, les courants de pensée et philosophies et leurs histoires respectives ;
- b) de développer une pensée propre, un discernement éthique et des questionnements philosophiques ;
- c) de développer l’argumentation, l’accès, le traitement et l’organisation de la connaissance.

3° L’éducation au bien-être et à la connaissance de soi et des autres qui a pour objectif :

- a) de développer la compréhension de la psychologie et des relations humaines ;
- b) de développer la maîtrise de soi, la gestion des conflits et l’éducation aux relations affectives ;
- c) d’acquérir les comportements de prévention en matière de santé et de sécurité pour soi et autrui.

- L’encadrement pédagogique alternatif est défini par chaque établissement pour l’enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et par chaque Pouvoir organisateur pour l’enseignement officiel subventionné dans le cadre de son autonomie pédagogique en ce qui concerne :

- a) les contenus des programmes d’activités et les méthodes ;
- b) les modalités d’accompagnement et de prise en charge des élèves ;
- c) les modalités d’évaluation.

- L’encadrement pédagogique alternatif comprend au minimum, pour les élèves concernés :

- i. le dépôt d’une ou plusieurs contribution(s) écrite(s) et l’exposé d’une ou plusieurs présentation(s) orale(s) relative(s) à une ou plusieurs des thématiques décrites ci-avant préparée(s) pendant les périodes d’encadrement ;
- ii. la lecture, durant les périodes d’encadrement, de livres, articles ou documents relevant des thématiques décrites ci-avant et la réponse par écrit ou oralement à des questionnaires relatifs à leur compréhension et aux débats posés.

L’encadrement peut, en outre, comprendre des initiatives citoyennes librement décidées par le Pouvoir organisateur de l’établissement telles que la vision de reportages, documentaires, films, ou émissions suivis de questionnaires; la participation à des activités ou initiatives citoyennes ou solidaires dans l’établissement scolaire ou à l’extérieur de l’établissement; la participation à des activités communes avec d’autres classes ou groupes d’élèves; la participation, avec l’accord des parents, à des activités communes avec les élèves relevant des cours de religion ou morale non confessionnelle de l’établissement; la participation à des activités pédagogiques de volontariat au sein de l’école ou en dehors de l’école.

- La participation et les travaux réalisés par l'élève dans le cadre de l'encadrement pédagogique alternatif sont évalués selon un dispositif prévu par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française et par le Gouvernement dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Ce dispositif tient compte des modalités concrètes de l'encadrement offert aux élèves. L'évaluation de l'encadrement pédagogique alternatif est prise en considération par le conseil de classe en vue de la certification globale de l'année suivie par l'élève. Les résultats obtenus seront pris en compte au même titre que les autres cours dans la délibération du conseil de classe.
- Des modalités organisationnelles flexibles sont prévues : groupes de maximum 30 élèves, possibilité de regroupement horizontal par année d'études, vertical en mélangeant plusieurs années, ou d'élèves provenant d'implantations différentes d'un même établissement.
- L'encadrement pédagogique alternatif ne peut générer aucun frais supplémentaire à charge des parents.
- Une note d'information présentant l'information générale et les modalités d'organisation relatives à l'encadrement pédagogique alternatif est remise aux parents à la rentrée scolaire par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné et par le Chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette note ne peut contenir d'éléments visant à influencer directement ou indirectement le choix des parents. Cette note est transmise à l'administration par courriel à l'adresse structures.secondaire.ordi@cfwb.be. Elle comprendra ou sera complétée, le cas échéant, dans un second temps, avant la date fixée pour la mise en œuvre effective de l'encadrement pédagogique alternatif, par une explication transmise aux parents du contenu et des activités proposées dans l'établissement, dans le cadre de l'encadrement pédagogique alternatif.
- Les enseignants porteurs d'un titre pédagogique sont compétents pour la définition du contenu de l'encadrement pédagogique alternatif, son évaluation ainsi que l'accompagnement et la surveillance des élèves.

Par contre, les enseignants ne disposant pas d'un titre pédagogique, le personnel auxiliaire d'éducation ou toute personne qui serait désignée par le Pouvoir organisateur ne sont compétents que pour l'accompagnement et la surveillance des élèves.

V. Activités de remédiation aux deuxième et troisième degrés¹³⁷

Les élèves ayant des lacunes à combler peuvent dépasser de deux périodes maximum le nombre de périodes hebdomadaires autorisé.

Les notions de remédiation peuvent donner lieu à des activités dans des disciplines estimées opportunes par le conseil de classe suivant les besoins des élèves.

La possibilité de suivre deux périodes d'activités de remédiation doit être considérée comme une moyenne à ne pas dépasser sur la totalité de l'année scolaire. Un élève peut, suivant les circonstances, être amené à suivre temporairement la dite activité pendant plus de deux périodes hebdomadaires.

VI. Possibilités d'aménagement des horaires

La Fédération Wallonie-Bruxelles, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné, peuvent autoriser les établissements qu'ils organisent, dans le cadre de leur projet d'établissement, à aménager l'horaire hebdomadaire de façon à mettre en œuvre des activités, par discipline ou pour un ensemble de disciplines, permettant d'atteindre les objectifs généraux de l'enseignement secondaire¹³⁸.

A l'exception des cours de religion et de morale non confessionnelle et d'éducation physique, les cours qui comptent un volume horaire de moins de trois périodes hebdomadaires peuvent être regroupés sur une année du degré ou sur un semestre par année. L'organisation de l'horaire hebdomadaire est adaptée en conséquence¹³⁹.

Aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement secondaire, chaque établissement peut, dans le cadre de son projet, répartir les volumes horaires réservés à une, plusieurs, ou toutes les disciplines, qu'il s'agisse des cours généraux ou de la formation qualifiante, dans des ensembles fonctionnels d'études s'étendant sur plusieurs semaines.

Il peut aussi regrouper le temps réservé à plusieurs disciplines pour organiser des activités interdisciplinaires ou culturelles. La seule obligation de l'établissement, lorsqu'il fait appel à cette disposition, est d'indiquer comment les procédures particulières qu'il met en œuvre, sont de nature à atteindre :

- les objectifs généraux visés à l'article 6 du décret « Missions » du 24 juillet 1997;
- dans l'enseignement de transition, les compétences et savoirs visés aux articles 25 et 26 du même décret, dans le cadre des programmes d'études adoptés par son pouvoir organisateur;
- dans l'enseignement de qualification, la formation globale visée à l'article 35 du même décret, ainsi que les compétences définies dans les profils de formation visés aux articles 39, 44, 45, 46, 47 et 49, dans le cadre des programmes d'études adoptés par son pouvoir organisateur¹⁴⁰.

¹³⁷ Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4, §1^{er}, 1^o et arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §5

¹³⁸ Décret du 24 juillet 1997 précité, art. 7

¹³⁹ Ibidem, art. 30, al.2

¹⁴⁰ Ibidem, art. 54

CHAPITRE 3: Programmation, normes de création, répertoire des options de base

I. Règles de programmation

Les règles fondamentales en matière de programmation découlent des articles 24 et 25 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et de son arrêté d'application du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère.

Est subordonnée à l'avis favorable issu de la concertation visée à l'article 24, alinéa 1^{er}, 3^o du décret précité, l'organisation ou l'admission aux subventions de nouvelles options de base simples ou groupées.

Si un pouvoir organisateur outrepassé un avis défavorable, il perd le bénéfice des crédits ou des subventions pour l'ensemble de l'établissement où l'option ou l'activité en cause est organisée pendant les années scolaires où elle est organisée.

Le fait pour un pouvoir organisateur de ne pas solliciter l'avis de l'organe de concertation visé à l'article 24 précité est assimilé au fait d'outrepasser un avis défavorable.

L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice a été modifié par un arrêté du Gouvernement du 24 avril 2014.

L'article 24 de l'arrêté du 15 mars 1993 précité a ainsi été réformé de manière à mieux encadrer la création d'options, en tenant compte notamment de la mise en place des bassins EFE, et à limiter les dérogations aux normes de maintien. A cet égard, il convient de se référer à la circulaire 5186 du 4 mars 2015 « Propositions de structures pour l'année scolaire 2015-2016 » ainsi qu'à la prochaine circulaire relative à la même matière.

REMARQUES :

1° Chaque conseil de zone peut formuler, à l'intention des différents pouvoirs organisateurs qui le composent, des avis en matière d'harmonisation de l'offre d'enseignement de son caractère sur son territoire.

2° Pour toute option de base groupée créée, un rapport doit être établi au cours de la première année de création par l'inspection compétente et communiqué au Ministre.

Pour l'enseignement subventionné, le rapport établit si les conditions fixées à l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont respectées.

Pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, tout rapport négatif de l'inspection est soumis au Ministre qui peut décider de la suppression de l'option.

II . Nouvelles règles pour l'enseignement qualifiant

Les directives qui suivent sont extraites de la circulaire 5186 du 04 mars 2015 intitulée « Propositions de structures pour l'année scolaire 2015-2016 »

Des bassins Enseignement qualifiant Formation Emploi (E-F-E) se mettent en place. L'APIEQ, instance de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant, devient chambre de l'enseignement du bassin.

La Chambre de l'enseignement du bassin (APIEQ) réunit des représentants des conseils de zone confessionnels et non confessionnels, des syndicats, de la chambre sub-régionale de l'emploi et de la formation ainsi que le Forem (et Actiris à Bruxelles) ; elle est chargée de définir un plan de redéploiement de l'offre du qualifiant de sa zone.

Les options de base groupées sont soit classées dans une des thématiques communes ou hors thématiques. Leur programmation relève de conditions différentes.

La création d'une OBG, hors des thématiques des bassins, c'est-à-dire qui ne fait pas partie du plan de redéploiement de l'APIEQ, sera soumise à une condition supplémentaire : si elle est organisée en au moins deux exemplaires, elle doit avoir rassemblé, dans la zone, en moyenne lors des deux années scolaires précédant l'année scolaire de la demande au moins 2 fois le nombre d'élèves requis pour une création. Cette nouvelle règle est elle-même soumise à dérogation sur base de critères géographiques et/ou d'équilibre entre les caractères.

« Si l'option de base groupée est organisée en au moins 2 exemplaires en plein exercice dans la zone au 1^{er} octobre de l'année de la demande de programmation (01/10/2014 pour une demande introduite en 2014-2015), une nouvelle programmation n'est autorisée que si l'option de base groupée a rassemblé, dans la zone concernée, en moyenne lors des deux années scolaires précédant l'année scolaire de la demande (2012-2013 et 2013-2014) au moins 2 fois le nombre d'élèves requis pour une création.

Pour calculer cette moyenne, il sera pris en compte uniquement les élèves réguliers de 5^e année inscrits au 15 janvier de l'année scolaire visée dans l'option de base groupée organisée en plein exercice dans la zone concernée et les élèves réguliers de 5^e année inscrits au 15 janvier de l'année scolaire visée dans l'option de base groupée organisée en alternance dans la zone concernée si l'établissement dans lequel ils sont inscrits organise l'option de base groupée à la fois en plein exercice et en alternance. Il sera également pris en compte uniquement les établissements qui scolarisent au moins un des élèves de l'enseignement de plein exercice ou en alternance. Pour établir la moyenne annuelle, la somme des élèves est divisée par le nombre d'établissements.

La moyenne sur deux années scolaires consécutives est la moyenne des deux moyennes annuelles. » ¹⁴¹

Cette nouvelle règle est elle-même soumise à dérogation sur base de critères géographiques et/ou d'équilibre entre les caractères et/ou de pression démographique. Cette dérogation est octroyée par le Gouvernement sur la base d'un avis rendu par le Conseil général de Concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire.

La création d'une option de base groupée au deuxième degré implique **obligatoirement** dans les 3 ans la

¹⁴¹ 24 AVRIL 2014. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 *fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice*, § 3, *Moniteur belge*, 25 novembre 2014, 2014029516

création d'une option du même secteur au troisième degré (ou la modification de la proposition d'une option existante sur avis du comité de concertation et du Conseil général de concertation) afin d'assurer une continuité logique à l'offre d'enseignement. Toutefois, si cette OBG ne fait pas partie des thématiques communes des bassins E-F-E, elle devra répondre à la condition décrite ci-avant. Dans ce cadre aussi, la programmation d'une 7^ePB organisée pour compléter une option du troisième degré se verra aider par une norme de création plus favorable à condition d'obtenir un avis conforme du Conseil général de concertation.

Les 7^e sans normes (SN) de création nécessitent également une programmation et font l'objet d'une demande d'admission aux subventions, comme toute OBG, pour les établissements subventionnés.

Les thématiques communes du bassin E-F-E n'étant pas disponibles actuellement, celles-ci **sont remplacées par le plan de redéploiement adopté par l'instance de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ)** en application du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, tel que modifié.

L'administration fera rapport annuel sur les créations d'options, de telle manière à informer le Gouvernement de l'application des normes et le Conseil général fera rapport tous les trois ans sur les options de base groupées dont il s'indique de favoriser la création.

III . Normes de création

- Arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II.

Les normes de création doivent être atteintes au 1er octobre de l'année de la création.

Normes de création applicables lors de l'ouverture d'un degré dans une forme et une section d'enseignement¹⁴²

Les normes applicables dans chaque cas de figure sont reprises au tableau suivant :

	<u>Règle générale</u>	<u>Même caractère : + de 8 km si R ou S + de 12 km si N</u> ¹⁴³ (1)	<u>à + de 20 km</u> ¹⁴⁴ (1)
1 ^{ère} C	27 (21 si pas de D 2 G)	21	18
3 ^{ème} G 3 ^{ème} G + TTr	24	18	15
3 ^{ème} TTr / Art.Tr seule	12 / 15	12	10
3 ^{ème} TQual / Art.Qual	15	12	10
3 ^{ème} P	15	12	10
5 ^{ème} G 5 ^{ème} G + TTr	21	18	15
5 ^{ème} TTr / Art.Tr seule	9 / 12	9	8
5 ^{ème} TQual / Art.Qual	12	9	8
5 ^{ème} P	12	9	8

- (1) Les distances de 8 et 12 km indiquent l'éloignement par rapport à l'établissement de même caractère le plus proche organisant le même degré dans la même forme d'enseignement¹⁴⁵.

La distance 20 km indique l'éloignement par rapport à l'établissement de même caractère le plus proche.

R = rural : moins de 125 habitants au km²;

S = semi-rural : moins de 250 habitants au km²;

N = ordinaire : au moins 250 habitants au km².

¹⁴² Arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 précité, art.6

¹⁴³ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 18, al.1, 1°, b)

¹⁴⁴ Ibidem, art. 18, al. 3

¹⁴⁵ Ibidem, art 18

Normes de création applicables aux options de base (à l'exception des langues modernes) et à certaines années d'études de plein exercice

NB : BEFE = option appartenant à une thématique commune définie par un Bassin Enseignement qualifiant Formation Emploi

2 ^{ème} DEGRÉ	Nouvelles normes	Anciennes normes
3 ^{ème} G par option	12	10
3 ^{ème} Ttr/Atr par option	12	10
3 ^{ème} Tqual/Aqual par option	12	10
3 ^{ème} P par option	12	10
3 ^{ème} DEGRÉ		
5 ^{ème} G par option	10	8
5 ^{ème} Ttr/Atr par option	10	8
5 ^{ème} Tqual/Aqual par option	10	8
5 ^{ème} P par option	10	8
5 ^{ème} Tqual/Aqual si BEFE	8	8
5 ^{ème} P si BEFE	8	8
7 ^{ème} préparatoire enseignement supérieur	8	8
7 ^{ème} P de type B par option		
si groupement 1/3 des cours	10	<u>8</u>
si groupement 2/3 des cours	8	6
si groupement de tous les cours	5	4
7 ^{ème} P de type C au total	2	1
	8	<u>8</u>
7 ^{ème} P de type B * sur avis conforme du CGC pour compléter une offre de formation de 5 ^e et 6 ^e ou si relève des thématiques BEFE	8	8
si groupement 1/3 des cours	6	6
si groupement 2/3 des cours	4	4
si groupement de tous les cours	1	1
7 ^{ème} Tqual par option	10	<u>8</u>
si groupement 1/3 des cours	8	6
si groupement 2/3 des cours	5	4
si groupement de tous les cours	2	1

Si l'option de base groupée fait l'objet d'un incitatif IPIEQ, elle peut être ouverte avec 60% de la norme de création.

* Les thématiques communes B-E-F-E n'étant pas disponibles au 1^{er} octobre 2014, elles sont actuellement remplacées par les plans de redéploiement des IPIEQ approuvés par le Gouvernement. Concrètement, une norme de création de facto plus favorable est d'application.

En cas de création d'un degré et d'une ou plusieurs options au sein de ce degré, il convient de vérifier si les normes définies pour le degré sont atteintes avant de vérifier les normes des options.

Si une option est programmée à la fois en plein exercice et en alternance, les normes du plein exercice prévalent.

Activités au choix :

Pas de norme de création, sauf pour les activités aux choix de langue moderne I à 2 périodes (voir ci-dessous, après le point III.3 ci-après).

Normes de création applicables aux langues modernes (applicables dans l'année d'ouverture)

LANGUE MODERNE I

Néerlandais, anglais, allemand (4 périodes) :
1^{ère} C/1^{ère} année du 2^{ème} degré/1^{ère} année du 3^{ème} degré 5

Néerlandais, anglais, allemand (2 périodes) :
1^{ère} année du 2^{ème} degré/ 1^{ère} année du 3^{ème} degré 8

LANGUE MODERNE II

Néerlandais, anglais, allemand (4 périodes)

1^{ère} année du 2^{ème} degré / 1^{ère} année du 3^{ème} degré 5

Italien, espagnol, arabe, chinois (4 périodes) :
1^{ère} année du 2^{ème} degré / 1^{ère} année du 3^{ème} degré 8

LANGUE MODERNE III

Néerlandais, anglais, allemand (4 périodes) :
1^{ère} année du 3^{ème} degré : 5

Italien, espagnol, arabe, russe, chinois (4 périodes) :
1^{ère} année du 3^{ème} degré : 8

REMARQUES GENERALES

- (1) Dans un établissement en voie de passage du type II au type I, l'option comportant le nombre de périodes le plus proche de celui du cours semblable organisé l'année précédente dans une section du type II n'est pas soumise aux règles de la programmation.
- (2) Lors de la création d'une option dans un degré en phase de création, il faut respecter la norme de création du degré et la norme de création de l'option.

Exemple 1 : Un établissement organisant le 2^{ème} degré sous la seule forme générale souhaite créer un 2^{ème} degré, dans la forme technique et la section de qualification. Il programme également la création d'une OBG dans cette forme et cette section.

En date du 1^{er} octobre 2015, le 2^e degré pourra donc être ouvert si 15 élèves au moins fréquentent l'option programmée. Dans ce cas, la norme de création de l'option (12 élèves) ne suffit donc pas.

Si l'établissement a programmé plus d'une option, pour ouvrir le 2^{ème} degré Technique de Qualification, il doit atteindre la norme de création du degré de 15 élèves, toutes options confondues. De plus, chacune des options, devra compter au minimum 12 élèves.

Exemple 2 : Un établissement organisant uniquement le 3^{ème} degré d'enseignement général souhaite créer un 3^{ème} degré, dans la forme technique et la section de transition. Le 3^e degré d'enseignement général compte 50 élèves en date du 1^{er} octobre 2015. Cet établissement a des normes de création soumises à la règle générale.

Partant du principe qu'il atteint déjà la norme de création du 3^{ème} degré de transition fixée à 21 élèves, la règle générale est applicable. Il doit simplement veiller à atteindre la norme de création de l'OBG de l'enseignement technique de transition qu'il a programmée, à savoir 12 élèves.

- (3) Les règles de la programmation s'appliquent dans l'année d'études où l'option apparaît pour la première fois dans le degré. Un établissement ne peut donc créer en quatrième année une option qui n'est pas organisée en troisième année.
- (4) Toute option ou année d'études dont la création a été autorisée doit satisfaire à la norme de création au 1^{er} octobre. Cette norme de création est également applicable à une option de la 5^{ème} année du 3^{ème} degré qui constitue la seule possibilité de poursuivre dans le même établissement la formation entamée au 2^{ème} degré.
- (5) Les normes ne s'appliquent pas aux options de base groupées de 7^e année qui figurent au répertoire des options de base de l'enseignement secondaire et qui sont mentionnées sans normes : SN (qui, pour rappel, doivent également être programmées).
- (6) Ne sont pas concernés par la norme de création
 - ♣ le 1^{er} degré différencié et chacune des années constitutives (1^{ère} D, 2^{ème} D/DS) ;
 - ♣ les années complémentaires au sein du 1^{er} degré commun (1S et 2S) ;
 - ♣ la 3^{ème} année spécifique de différenciation et d'orientation (3 SDO) ;
 - ♣ la 4^{ème} année de réorientation (les élèves sont considérés comme inscrits en technique de transition si leur OBG compte maximum 12 périodes hebdomadaires ou en qualification technique, si leur OBG compte plus de 12 périodes hebdomadaires) ;
 - ♣ les activités complémentaires ou activités au choix, à l'exception de l'activité au choix « langues modernes I à 2 périodes » ;
 - ♣ les cours qui ne portent pas le statut d'OBS ou d'OBG (à l'exception du cours de langue moderne I à 2 périodes), ainsi par exemple les cours de mathématique à 2 ou à 4 périodes dans l'enseignement de transition (G ou T) ;
 - ♣ le renforcement ;
 - ♣ pour les OBG de 7^e qui figurent au répertoire des OBG de l'enseignement secondaire cours SN (sans normes), aucun minimum de population n'est exigé¹⁴⁶ tant pour la norme de création que pour la norme de maintien.

¹⁴⁶ Dernier alinéa de l'article 18 du décret du 29 juillet 1992, *portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*, complété par D. 03-04-2014 et en vigueur au 01 septembre 2015

Organisation de la 4^{ème} année de réorientation (4REO)

L'article 4, §1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, stipule qu'une année de réorientation peut être organisée au niveau de la quatrième année en vue de répondre à des besoins spécifiques.

Une 4^{ème} année de réorientation peut être organisée sans obligation de programmation et sans normes imposées dans toutes les orientations d'études en vue du passage :

- a. en 5^{ème} année d'enseignement technique de qualification ou de transition des élèves qui ont terminé avec fruit la 4^{ème} année d'enseignement technique de qualification.
- b. en 5^{ème} année d'enseignement technique de qualification ou de transition des élèves venant d'une 3^{ème} année ou d'une 4^{ème} année d'enseignement général et qui ont terminé la 3^{ème} année avec fruit.
- c. en 5^{ème} année du 3^{ème} degré de l'enseignement professionnel des élèves qui ont terminé avec fruit la 4^{ème} année de l'enseignement professionnel.

Pour ouvrir une 4^{ème} année de réorientation, l'établissement doit comprendre :

- dans les cas a et b : un 2^{ème} degré d'enseignement technique de transition et, au 3^{ème} degré, l'orientation d'études correspondant à la réorientation prévue
- dans le cas c : au 3^{ème} degré de l'enseignement professionnel, l'orientation d'études correspondant à la réorientation prévue. Les élèves inscrits dans la quatrième année de réorientation sont considérés comme :

1° inscrits dans le deuxième degré de l'enseignement technique de transition s'ils suivent une option de base groupée qui compte au maximum 12 périodes hebdomadaires;

2° inscrits dans le deuxième degré de l'enseignement technique de qualification s'ils suivent une option de base groupée qui compte plus de 12 périodes hebdomadaires¹⁴⁷.

Remarque :

Si, à l'issue d'une 3^{ème} année, un élève reçoit une attestation d'orientation B interdisant la poursuite des études dans une subdivision de l'enseignement technique, il convient de préciser, dans la colonne "subdivision", si cette interdiction vaut aussi pour la 4^{ème} année de réorientation¹⁴⁸.

¹⁴⁷ Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 précité, article 6bis

¹⁴⁸ Voir circulaire n° 2741 du 5 juin 2009 « Attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice, 3.3.5, p12

IV. Liste des options de base simples

(Chapitre 1, IV.2 (2^{ème} degré de transition) et Chapitre 1, IV.4 (3^{ème} degré de transition))

V. Liste des options de base groupées

Les intitulés des options groupées organisées aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement technique et professionnel doivent être strictement conformes aux intitulés fixés aux annexes I et II de l'arrêté du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, et aux intitulés repris à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2003 fixant le répertoire des 7^{èmes} années complémentaires, tels que modifiés (voir annexes 3.1 et 3.2)¹⁴⁹.

Dans le cadre de la CPU, de nouvelles options de base groupées liées à un profil de certification ont été déterminées par le Gouvernement et confirmées par le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ces options sont organisées exclusivement en CPU à partir de l'année scolaire 2014-2015.

Organisable obligatoirement en 5 ^{ème} et en 6 ^{ème} année au 1 ^{er} septembre 2014 – profil de référence SFMQ		Anciens intitulés, pour mémoire - ancien profil CCPQ	
Degré	Intitulé de l'option de base groupée	Degré	Intitulé de l'option de base groupée
D3P	Coiffeur/coiffeuse	D3P	Coiffeur/coiffeuse
D3P	Mécanicien/mécanicienne d'entretien automobile	D3P	Mécanicien/mécanicienne automobile
D3TQ	Esthéticien/esthéticienne	D3TQ	Esthéticien/esthéticienne
D3TQ	Mécanicien polyvalent/mécanicienne polyvalente automobile	D3TQ	Technicien/technicienne de l'automobile

Organisable au 1 ^{er} septembre 2015 sous réserve de l'adoption d'un Arrêté du Gouvernement		Anciens intitulés remplacés (sous réserve) - basés sur l'ancien profil CCPQ	
Degré	Intitulé de l'option de base groupée	Degré	Intitulé de l'option de base groupée
D3P 5,6 et 7	Couvreur-Etancheur/Couvreuse-Etancheuse	D3P D3P	Couvreur/Couvreuse Etancheur/Etancheuse (7PB)

¹⁴⁹ Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice, art. 24, al.1

Tableau des secteurs et des groupes

Les options groupées sont classées à l'intérieur des secteurs et des groupes suivants¹⁵⁰ :

<u>Secteurs</u>	<u>Groupes</u>
1. Agronomie	11. Agriculture 12. Horticulture 13. Sylviculture 14. Equitation
2. Industrie	21. Electricité 22. Electronique 23. Mécanique 24. Automation 25. Mécanique des moteurs 26. Mécanique appliquée 27. Métal 28. Froid – chaud
3. Construction	31. Bois 32. Construction 33. Gros œuvre 34. Equipement du bâtiment 35. Parachèvement du bâtiment
4. Hôtellerie-Alimentation	41. Hôtellerie 42. Boucherie – charcuterie 43. Boulangerie – pâtisserie 44. Cuisine de collectivité
5. Habillement et textile	51. Industrie textile 52. Confection 53. Ameublement
6. Arts appliqués	61. Arts décoratifs 62. Arts graphiques 63. Audiovisuel 64. Orfèvrerie
7. Economie	71. Gestion 72. Secrétariat 73. Langues 74. Tourisme
8. Services aux personnes	81. Services sociaux et familiaux 82. Services paramédicaux 83. Soins de beauté 84. Education physique
9. Sciences appliquées	91. Sciences appliquées 92. Optique, acoustique et prothèse dentaire 93. Chimie
10. Beaux-Arts	101. Arts-Sciences 102. Arts plastiques 103. Danse

¹⁵⁰ Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art. 13, §1^{er}

Options de base groupées de l'enseignement de transition

Enseignement technique :

SECTEUR	D2	D3
1. Agronomie	11. Sciences agronomiques	11. Sciences agronomiques
2. Industrie	22. Electronique informatique R 23. Scientifique industrielle : électromécanique	22. Electronique informatique R 23. Scientifique industrielle : électromécanique
3. Construction	32. Scientifique industrielle : construction et travaux publics	32. Scientifique industrielle : construction et travaux publics
6. Arts appliqués	61. Arts 62. Arts graphiques R 63. Audiovisuel	61. Arts 62. Arts graphiques R 63. Audiovisuel
7. Economie	71. Sciences économiques appliquées	71. Sciences économiques appliquées
8. Services aux personnes	81. Sciences sociales et éducatives 84. Education physique 84. Sport-Etudes R	81. Sciences sociales et éducatives 82. Sciences paramédicales 84. Education physique 84. Sport-Etudes R
9. Sciences appliquées	91. Sciences appliquées 91. Biotechnique 91. Informatique	91. Sciences appliquées 91. Informatique 91. Biotechnique 93. Chimie industrielle

NB : Constituent des options réservées les options dont la création est subordonnée à l'avis favorable du Conseil de zone visé à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice, ainsi qu'à l'avis favorable du Comité de concertation visé à l'article 6 du même arrêté¹⁵¹. Les options réservées sont celles dont la dénomination est suivie de la lettre R.

¹⁵¹ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, art. 5

Enseignement artistique :

SECTEUR	D2	D3
10. Beaux-Arts	Arts-Sciences Danse	Arts-Sciences Danse

Options groupées de l'enseignement de qualification

Voir Annexe 3.1 de la présente circulaire

NB :

- Constituent des options strictement réservées les options dont la création est subordonnée à l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire¹⁵². Dans l'annexe 3.1, les options strictement réservées sont celles dont la dénomination est suivie de la mention R².
- Dans l'annexe 3.1, les options non programmables sont celles dont la dénomination est suivie de la mention NP.
- le 4^{ème} degré de l'enseignement professionnel -section soins infirmiers (EPSC), la 7^{ème} année préparatoire au 4^{ème} degré de l'enseignement professionnel - section soins infirmiers (EPSC) et la 7^{ème} année préparatoire à l'enseignement supérieur paramédical ne sont pas programmables¹⁵³.

Répertoire des 7^{ème} années

Voir Annexe 3.2 de la présente circulaire

¹⁵² Ibidem, art. 6

¹⁵³ Arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissement ainsi que certains emplois du personnel des établissements, art. 8

CHAPITRE 4: Normes de maintien

Les tableaux repris ci-après déterminent les nombres d'élèves à atteindre au 15 janvier.

I . Enseignement de type I¹⁵⁴

	Règle générale	Même caractère : + de 8 km si R ou S + de 12 km si N (1)	à + de 20 km ¹⁵⁵ (1)	Rural sans la condition de 8 km ¹⁵⁶ (1)
1 ^{ère} C + 2 ^{ème} C + 1S + 2S	45 (35 si pas de D2 G)	35	30	45 (35 si pas de D2 G)
2 ^{ème} degré G et 2 ^{ème} degré G+Ttr (2)	40 et 12 par option	30 et 9 par option	25 et 8 par option	40 et 9 par option
2 ^{ème} degré Ttr seul	20 et 12 par option	20 et 9 par option	15 et 8 par option	20 et 9 par option
2 ^{ème} degré Atr seul	25 et 12 par option	20 et 9 par option	15 et 8 par option	25 et 9 par option
2 ^{ème} degré Tqual	25 et 12 par option	20 et 9 par option	15 et 8 par option	25 et 9 par option
2 ^{ème} degré Aqual	25 et 12 par option	20 et 9 par option	15 et 8 par option	25 et 9 par option
2 ^{ème} degré Prof.	25 et 12 par option	20 et 9 par option	15 et 8 par option	25 et 9 par option
3 ^{ème} degré G et 3 ^{ème} degré G+Ttr (2)	35 et 10 par option	30 et 8 par option	25 et 6 par option	35 et 8 par option
3 ^{ème} degré Ttr seul (3)	15 et 6 par option en 5e	15 et 4 par option en 5e	12 et 4 par option en 5e	15 et 4 par option en 5e
3 ^{ème} degré Atr seul	20 et 6 par option en 5e	15 et 4 par option en 5e	12 et 4 par option en 5e	20 et 4 par option en 5e
3 ^{ème} degré Tqual	20 et 6 par option en 5e	15 et 4 par option en 5e	12 et 4 par option en 5e	20 et 4 par option en 5e
3 ^{ème} degré Aqual	20 et 6 par option en 5e	15 et 4 par option en 5e	12 et 4 par option en 5e	20 et 4 par option en 5e
3 ^{ème} degré P	20 et 6 par option en 5e	15 et 4 par option en 5e	12 et 4 par option en 5e	20 et 4 par option en 5e
7 ^{ème} G	7	6	6	6

¹⁵⁴ Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 *exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*, art. 12, §1^{er} à 7

¹⁵⁵ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 18, al.3.

¹⁵⁶ Ibidem, art. 18, 2^o, al.2.

7 ^{ème} TQ	6 par option	4 par option	4 par option	4 par option
7 ^{ème} P (A, B, C)	6 pour l'ensemble des options	4 pour l'ensemble des options	4 pour l'ensemble des options	4 pour l'ensemble des options
<u>Norme applicable à l'ensemble des établissements</u>				
7 ^{ème} P prépa. ens. Supérieur paramédical ¹⁵⁷	10			
7 ^{ème} P préparatoire à l'EPSC ¹⁵⁸	10			
4 ^{ème} degré EPSC soins infirmiers ¹⁵⁹	45			

NB : la population scolaire au 15 janvier peut être modifiée sur la base des rapports des vérificateurs, mais également suite au départ d'élèves exclus.

COMMENTAIRES :

Il n'y a pas de normes de maintien pour le 1^{er} degré différencié.

Il n'y a pas de normes de maintien pour les langues modernes I, II et III.

La norme de maintien s'applique distinctement pour l'option de base simple « éducation physique filles » et « éducation physique garçons ».

Pour l'application des normes de maintien des options, un élève inscrit dans l'enseignement secondaire en alternance est pris en compte de manière égale à un élève du plein exercice.

- (1) Les distances de 8 et 12 km indiquent l'éloignement par rapport à l'établissement de même caractère le plus proche organisant le même degré ou la même année d'études dans la même forme d'enseignement. La distance de 20 km indique l'éloignement par rapport à l'établissement de même caractère le plus proche.
R = rural : moins de 125 habitants au km²;
S = semi-rural : moins de 250 habitants au Km²;
N = ordinaire : au moins 250 habitants au Km² ¹⁶⁰.
- (2) Si dans une même commune¹⁶¹, aucun des établissements d'un réseau n'atteint la norme de maintien pour les options de base simples "LATIN" et/ou "GREC", chacune de celles-ci peut être maintenue sans condition de norme dans un seul établissement du réseau¹⁶².
- (3) Les minima de population par degré et par option du troisième degré de l'enseignement technique de transition ne comprenant que l'option de base groupée Scientifique industrielle : Electromécanique sont de 8 élèves pour l'ensemble du degré¹⁶³.
- (4) Pour les OBG de 7^e qui figurent au répertoire des OBG de l'enseignement secondaire cours SN (sans normes) : aucun minimum de population n'est exigé¹⁶⁴, tant pour la norme de création que pour la norme de maintien.

¹⁵⁷ Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art. 12, §7, al.2

¹⁵⁸ Ibidem, art. 12, §7, al.3

¹⁵⁹ Ibidem, art. 12, §7, al.1, 1^o

¹⁶⁰ Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art. 18

¹⁶¹ Seules les communes reconnues après « la fusion des communes » sont prises en compte

¹⁶² Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art. 12, §2

¹⁶³ Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art. 18, al. 4

¹⁶⁴ Dernier alinéa de l'article 18 du décret du 29 juillet 1992, *portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, complété par D. 03-04-2014 et en vigueur au 01 septembre 2015*

II . Enseignement de type II ¹⁶⁵

	<u>Règle générale</u>	<u>Règle particulière (Libre choix)</u> + de 8 km si R ou S + de 12 Km si N (1)
Ens. général - cycle inférieur	50 pour l'ensemble	37 pour l'ensemble
Ens. général - cycle supérieur	45 pour l'ensemble	33 pour l'ensemble

COMMENTAIRES :

- (1) Voir Type I

III . Modalités d'application

Situations relatives aux « maintiens »

Le tableau ci-après présente l'ensemble des situations relatives aux maintiens qu'un établissement scolaire est susceptible de rencontrer lors de l'année scolaire 2015-2016.

Sigles utilisés :

M1 : option ou année d'études ou degré n'atteignant pas pour la première fois la norme de maintien requise au comptage de mi-janvier.

M2 : option ou année d'études ou degré n'atteignant pas pour la deuxième fois consécutive la norme de maintien requise au comptage de mi-janvier.

S1 : suspension pour la première fois de l'organisation d'une option.

S2 : suspension pour la deuxième fois consécutive de l'organisation d'une option.

	2013-2014	2014-2015	2015-2016
<u>1^{ère} situation</u>	M1 au 15/01/2014	Norme de maintien à nouveau atteinte au 15/01/2015	Organisation sans condition de norme au 01/10/2015.
<u>2^{ème} situation</u>	M1 au 15/01/2014	M2 au 15/01/2015	3 possibilités : 1. <u>Fermeture</u> (celle-ci ne peut en aucun cas être considérée comme une suspension. La réorganisation ultérieure implique la programmation). 2. <u>Poursuite de l'organisation</u> après avoir introduit une demande de programmation et avoir obtenu l'autorisation de création. La norme de création doit en outre être atteinte au 01/10/2015. 3. <u>Poursuite de l'organisation</u> si dérogation demandée et accordée sur base, selon le cas, de l'article 19, §§ 2 ou §3 du décret du 29 juillet 1992 ¹⁶⁶ .

¹⁶⁵ Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art. 12, §3

¹⁶⁶ Voir circulaire annuelle « Demandes de dérogations relatives aux structures et à l'encadrement »

<u>3^{ème} situation</u>	M1 au 15/01/2014	S1	<u>2 possibilités :</u> 1. <u>S2</u> . 2. <u>Réorganisation</u> NB : l'option conserve le statut M1 acquis le 15/01/2014.
<u>4^{ème} situation</u>	Norme de maintien atteinte au 15/01/2014	M1 au 15/01/2015	<u>2 possibilités :</u> 1. <u>Poursuite de l'organisation</u> sans condition de norme au 01/10/2015. 2. <u>S1</u> .
<u>5^{ème} situation</u>	S1	S2	<u>2 possibilités :</u> 1. <u>Fermeture de l'option</u> (la réorganisation ultérieure implique la programmation). 2. <u>Réorganisation de l'option</u> . Attention : l'option conserve le statut de maintien qu'elle avait acquis le 15/01/2013.
<u>6^{ème} situation</u>	S1 d'une option qui était en maintien 1 au 15/01/2013	Réorganisation de l'option (et norme de maintien atteinte au 15/01/2015)	<u>Poursuite de l'organisation.</u>
<u>7^{ème} situation</u>	S1 d'une option qui était en maintien 1 au 15/01/2013	Réorganisation de l'option (et norme de maintien non atteinte au 15/01/2015) M2	<u>3 possibilités :</u> 1. <u>Fermeture de l'option</u> (la réorganisation ultérieure implique la programmation). 2. <u>Recréation de l'option</u> après avoir introduit une demande de programmation et avoir obtenu l'autorisation de création. La norme de création doit être atteinte au 01/10/2015. 3. <u>Poursuite de l'organisation</u> si dérogation demandée et accordée sur base, selon le cas, de l'article 19, §§ 2 ou §3 du décret du 29 juillet 1992.

Ces exemples concernent uniquement les différentes situations que l'on peut rencontrer au début de l'année scolaire 2015-2016.

Les normes de maintien s'appliquent de manière distincte à l'option, à l'année, au degré. Toutefois, il faut être attentif au fait que la suspension ne vise que les options (et non les degrés - voir article 19, §5 du décret du 29 juillet 1992 précité).

La fermeture n'a été envisagée, dans le tableau ci-dessus, que lorsqu'elle est imposée par la réglementation¹⁶⁷.

Lorsque l'on crée (ou réorganise) un degré ou une option au 2^{ème} ou au 3^{ème} degré, la norme de maintien (15/01) est appliquée, pour la première fois, quand le degré a été complètement mis en œuvre.

Une option peut être suspendue même si elle ne se trouve pas en situation M1.

A chaque fois qu'un établissement décide de suspendre ou de fermer une option, il est demandé au chef d'établissement ou au Pouvoir organisateur d'en avvertir l'Administration pour le 12 octobre 2015 au plus tard (voir formulaire en annexe 4.2).

Aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés, une suspension ne peut concerner que la première année du degré. Le fait de ne pas organiser dans la seconde année du 2^{ème} ou du 3^{ème} degré une option qui reste organisée dans la première année du degré, ne peut en aucun cas être considéré comme une suspension.

¹⁶⁷ Un pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné ou le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, peut, de sa propre initiative, et dans le respect des procédures réglementaires, décider la fermeture d'un ou de plusieurs degrés, d'une ou plusieurs options

Lorsqu'une option du plein exercice est simultanément organisée en alternance (« article 49 »), l'élève du CEFA est pris en compte de manière égale à un élève du plein exercice¹⁶⁸.

Dérogations

1. Sur avis du Conseil général de Concertation, le Gouvernement peut déroger à l'obligation de **fermer une option de base simple ou groupée, une année ou un degré** qui n'ont pas atteint la norme de maintien pendant deux années scolaires consécutives¹⁶⁹,

ATTENTION : Aucune dérogation n'est octroyée pour les OPTIONS des 2^e et 3^e degrés dont la moyenne de fréquentation par des élèves réguliers au 15 janvier des deux années scolaires antérieures à la demande de dérogation a été inférieure à la moitié de la norme de maintien telle que définie à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 4 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.L'année d'études, le degré ou l'option ayant fait l'objet de la dérogation n'intervient pas pour l'octroi de l'encadrement minimum de base¹⁷⁰.

2. Les options, années ou degrés maintenus suite à une dérogation ne peuvent pas non plus bénéficier de l'encadrement minimum de base sauf pour les établissements dont au moins une implantation bénéficie de l'encadrement différencié¹⁷¹.
3. Les demandes de dérogation seront introduites auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire sur la base de la circulaire « Demandes de dérogation relatives aux structures et à l'encadrement pour l'année scolaire 2016-2017 » (décembre 2015).
4. Une option en situation M2 ou en dérogation au 15 janvier 2015, pour laquelle une dérogation a été accordée pour l'année scolaire 2015-2016 ne peut pas être suspendue en 2015-2016. Si cette option n'est pas organisée au 1^{er} octobre 2015, elle est fermée et ne peut donc être réorganisée au 1^{er} septembre 2016 qu'en suivant la procédure de programmation¹⁷².
5. Un degré en situation M2 ou en dérogation au 15 janvier 2015, pour lequel une dérogation a été accordée pour l'année scolaire 2015-2016, dont la 1^{ère} année n'est pas organisée en 2015-2016, est fermé, année par année, à partir de 2015-2016 et ne peut donc être réorganisé au 1^{er} septembre 2016 qu'en suivant la procédure de programmation.

Remarques

1. La densité de population indiquée dans les tableaux qui précèdent est celle déterminée au terme du dernier recensement publié au Moniteur belge (M.B. du 1^{er} octobre 2001).
2. Lorsqu'un élève, en application de l'article 21, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du 31 août 1992 (arrêté d'exécution du décret du 29 juillet 1992), suit un cours de langue moderne ou un cours de langue ancienne dans un autre établissement parce que ces cours ne sont pas organisés dans l'établissement où il est inscrit:
 - 1° l'élève est comptabilisé, pour les calculs d'encadrement, dans l'établissement où il est inscrit ;
 - 2° l'élève peut être ajouté à ceux de l'établissement où il suit le cours pour atteindre le minimum de population fixé pour ce cours, **sous réserve de déclaration préalable à la Direction générale de l'enseignement obligatoire, bureau 1F115, rue A. Lavallée 1 à 1080 Bruxelles.**

¹⁶⁸ Décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, art. 2^{quinquies}, §1^{er}, al. 2

¹⁶⁹ Décret du 29 juillet 1992 précité, art.19, §2

¹⁷⁰ Ibidem, art.19, §4

¹⁷¹ Ibidem, art. 19, §3

¹⁷² Cette disposition découle de la lecture du §1^{er} et du §5 de l'article 19 du décret du 29 juillet 1992 précité

CHAPITRE 5: Création, fusion, restructuration, rationalisation et octroi d'incitants

Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, tel que modifié par le décret du 19 juillet 2011 modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire (1), art. 1^{er} à 6.

I. Création d'établissement

L'article 6, §1^{er} du décret du 29 juillet 1992 prévoit qu'un nouvel établissement d'enseignement secondaire ne peut être créé ou subventionné s'il ne compte pas 450 élèves au 1^{er} octobre de l'année de sa création.

Cependant, compte tenu de la croissance démographique, l'article 6, §2 du même décret vise à modaliser les créations d'établissements pour les favoriser, dans la mesure où la nécessité s'en fait jour.

Ainsi, sur la base d'une analyse des données disponibles concernant, zone par zone, la démographie et les besoins prévisibles en terme de nombre de places, par degré et par année, dans certaines zones ou parties de zones qu'il aura désignées, le Gouvernement détermine le nombre d'établissements à créer en fonction du nombre de places nécessaires.

En fonction du nombre d'établissements nécessaires, le Gouvernement sollicite, par zone ou partie de zone, l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire sur les candidatures qui lui sont parvenues pour la création de nouveaux établissements.

Dans ces zones ou parties de zones désignées par le Gouvernement et pour les projets qui auront été retenus :

- il sera possible de créer un établissement année par année ou degré par degré ;
- la norme de création sera adaptée au type d'établissement (un, deux ou trois degrés) ;
- la norme de création ne devra être atteinte qu'au terme d'un nombre d'années fixé par le Gouvernement.

La demande de création d'établissement devra obligatoirement mentionner la forme définitive que revêtira le nouvel établissement (établissement à un, deux ou trois degrés).

Concrètement, pour les établissements créés ou dont la création aura été autorisée par le Gouvernement au 1^{er} septembre 2015, la norme de création à atteindre, selon le délai fixé par le Gouvernement, est reprise dans le tableau suivant :

	Norme de création	Quand ?	Durée du processus fixée par le Gouvernement
	60	<u>au 1^{er} octobre 2015</u>	
Etablissement organisant <u>1 degré</u>	340	au 1 ^{er} octobre 2018 <u>ou</u> au 1 ^{er} octobre 2019	3 à 4 ans
Etablissement organisant <u>2 degrés</u>	395	au 1 ^{er} octobre 2020 <u>ou</u> au 1 ^{er} octobre 2021	5 à 6 ans
Etablissement organisant <u>3 degrés</u>	450	au 1 ^{er} octobre 2022 <u>ou</u> au 1 ^{er} octobre 2023	7 à 8 ans

NB : ces normes d'appliquent également aux établissements, dits de « libre choix », créés en application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Si la norme n'est pas atteinte au 1^{er} octobre, l'établissement n'est plus organisé ni subventionné au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

II . Rationalisation

Principe général

Si la création d'un établissement nécessite d'atteindre une norme particulière, l'organisation d'un établissement ne peut être poursuivie que dans le respect d'une norme de maintien, dite de « rationalisation ». Les normes à atteindre pour chaque établissement, en fonction de sa structure et de sa situation géographique, sont synthétisées dans les tableaux II.2 et II.3 ci-après :

Normes de rationalisation relatives à l'enseignement de type I

Structure de l'établissement	Norme à atteindre	Condition de densité de population	Autres conditions	Condition de distance ¹⁷³	Décret du 29/7/1992
1^{er} degré seul	300 élèves	-	-	-	art. 4 - 2°
	250 élèves	-	Encadrement différencié (1)	-	art. 4 - 8°
	250 élèves	-	Seul établissement du caractère concerné dans la commune, organisant le 1 ^{er} degré	à + de 8 km d'un établ. de même caractère organisant le 1 ^{er} degré	art. 4 - 5°
	200 élèves	< 250	Seul établissement du caractère concerné dans la commune	à + de 8 km de tout établ. de même caractère	art. 4 - 12°
	150 élèves	< 125	Seul établissement du caractère concerné dans la commune	à + de 12 km de tout établ. de même caractère	art. 4 - 13°
	150 élèves	-	Seul établissement du caractère concerné dans la commune	à + de 20 km de tout établ. de même caractère	art. 4 - 14°
2 degrés (1^{er} + 2^{ème}) ou (2^{ème} + 3^{ème})	350 élèves	-	-	-	art. 4 - 1°
	250 élèves	-	Encadrement différencié (1)	-	art. 4 - 8°
	300 élèves	-	Seul établ. du caractère concerné dans la commune organisant uniquement les 2 ^{ème} et 3 ^{ème} G	à + de 8 km d'un établ. de même caractère organisant aussi les 2 ^{ème} et 3 ^{ème} degrés G	art. 4 - 3°
	250 élèves	-	Seul établissement du caractère concerné dans la commune organisant uniquement les 2 ^{ème} et 3 ^{ème} degrés T et/ou P (2)	à + de 8 km d'un établ. de même caractère organisant aussi les 2 ^{ème} et 3 ^{ème} degrés T et/ou P	art. 4 - 6°
	250 élèves	-	Tous les établissements organisant les 2 ^{ème} et 3 ^{ème} degrés T et/ou P dans 2 secteurs maximum (2)	-	art. 4 - 7°
	200 élèves	<250	Seul établissement du caractère concerné dans la commune	à + de 8 km de tout établ. de même caractère	art. 4 - 12°
	150 élèves	<125	Seul établissement du caractère concerné dans la commune	à + de 12 km de tout établ. de même caractère	art. 4 - 13°
	150 élèves	-	Seul établissement du caractère concerné dans la commune	à + de 20 km de tout établ. de même caractère	art. 4 - 14°

¹⁷³ Les distances sont mesurées sur la partie de la voie publique aménagée pour la circulation des véhicules en général

Structure de l'établissement	Norme à atteindre	Condition de densité de population	Autres conditions	Condition de distance	Décret du 29/7/1992
3 degrés (1 ^{er} + 2 ^{ème} + 3 ^{ème}) ou 4 degrés (1 ^{er} + 2 ^{ème} + 3 ^{ème} + EPSC)	400 élèves	-	-	-	art. 3
	250 élèves	-	Encadrement différencié (1)	-	art. 4 - 8°
	250 élèves	<250	Seul établissement du caractère concerné dans la commune	à + de 8 km de tout établ. de même caractère	art. 4 - 9°
3 degrés (2 ^{ème} + 3 ^{ème} + 4 ^e deg. EPSC)	200 élèves	<125	Seul établissement du caractère concerné dans la commune	à + de 12 km de tout établ. de même caractère	art. 4 - 11°
	200 élèves	-	-	à + de 20 km de tout établ. de même caractère	art. 4 - 10°
3 degrés (2 ^{ème} + 3 ^{ème} + 4 ^e deg. EPSC)	350 élèves	-	Etablissement n'organisant que les 2 ^{ème} et 3 ^{ème} degrés T et/ou P, ainsi que le 4 ^{ème} degré de l'EPSC	-	art. 4 - 17°
4^{ème} degré EPSC (avec ou sans année préparatoire)	250 élèves	-	-	-	art. 4 - 15°
Enseignement artistique seul	250 élèves	-	Etablissement n'organisant que la forme artistique	-	art. 4 - 16°

(1) Encadrement différencié : établissements bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 1 (toutes implantations)¹⁷⁴.

(2) Dans les établissements n'organisant que les 2^{ème} et 3^{ème} degrés ainsi que la 1^{ère} année D et/ou la 2^{ème} D/DS, la norme de rationalisation est maintenue à 250.

N.B.: Les élèves inscrits dans un CEFA interviennent pour moitié dans le calcul des normes de rationalisation des établissements là où ils suivent la majorité des périodes de pratique professionnelle¹⁷⁵.

Normes de rationalisations relatives à l'enseignement de type II

Un établissement organisant le **cycle inférieur + le cycle supérieur** doit atteindre la norme de **400 élèves**.¹⁷⁶

N.B.: Les élèves inscrits dans un CEFA interviennent pour moitié dans le calcul des normes de rationalisation des établissements là où ils suivent la majorité des périodes de pratique professionnelle¹⁷⁷.

¹⁷⁴ Décret du 29 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, article 22

¹⁷⁵ Décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, art. 18, al.4

¹⁷⁶ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 3

¹⁷⁷ Décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, art. 18, al.4

Un système de maintien pluriannuel

Introduction

Les nouvelles dispositions instaurent, pour les établissements tombés sous la norme de maintien d'établissement, un système de maintien pluriannuel (sur trois années scolaires).

L'objectif est de donner aux Pouvoirs organisateurs du temps pour retrouver la norme ou pour se réorganiser (par fusion ou restructuration – voir plus loin), sans tomber immédiatement sous la menace d'une fermeture au 1^{er} septembre suivant. Dans le but d'encourager les fusions et restructurations, les nouvelles dispositions prévoient par ailleurs l'octroi d'incitants en ce qui concerne le NTPP et certaines fonctions du personnel non chargé de cours (voir point V).

Classement

Tout établissement qui n'atteint pas au 1^{er} octobre les normes fixées aux articles 3 et 4 du décret du 29 juillet 1992 précité, alors qu'il les atteignait le 1^{er} octobre de l'année scolaire précédente est classé en « maintien 1 »¹⁷⁸.

Tout établissement qui n'atteint pas au 1^{er} octobre les normes fixées aux articles 3 et 4, alors qu'il était classé en « maintien 1 » l'année scolaire précédente, est classé en « maintien 2 »¹⁷⁹.

Tout établissement qui n'atteint pas au 1^{er} octobre les normes fixées aux articles 3 et 4, alors qu'il était classé en « maintien 2 » l'année scolaire précédente, est classé en « maintien 3 »¹⁸⁰.

La Direction générale de l'Enseignement obligatoire communiquera aux établissements concernés la situation dans laquelle ils se trouvent, avant le 31 décembre 2014

Tout établissement classé en « maintien 3 » au 1^{er} octobre d'une année scolaire, n'est plus organisé ou subventionné au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante¹⁸¹. Toutefois, sur avis du conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire, le Gouvernement peut déroger à cette disposition¹⁸².

NB : les incitants (voir point V) octroyés dans le cadre d'une fusion ou d'une restructuration particulière sont plus importants lorsqu'aucun des établissements concernés n'est classé en « maintien 2 » ni en « maintien 3 » et ne sont pas octroyés lorsqu'ils impliquent un établissement bénéficiant d'une dérogation.

NB : Cette disposition s'applique également aux établissements dits de « libre choix », créés en application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement¹⁸³.

¹⁷⁸ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 5bis, §1^{er}, al. 1

¹⁷⁹ Ibidem, art. 5bis, §1^{er}, al. 2

¹⁸⁰ Ibidem, art. 5bis, §1^{er}, al. 3

¹⁸¹ Ibidem, art. 5bis, §2, al. 1

¹⁸² Ibidem, art. 5quinquies, al. 1

¹⁸³ Ibidem, art. 5bis, §2, al. 2

Situations possibles, au 1^{er} septembre 2016, pour les établissements classés en « maintien 3 » au 1^{er} octobre 2015

- a) L'établissement scolaire, classé en « maintien 3 », est fermé¹⁸⁴. Son numéro FASE et son matricule ECOS disparaissent.
- b) L'établissement scolaire est restructuré avec plusieurs établissements, et, suite à cette restructuration, l'établissement est fermé. Son numéro FASE et son matricule ECOS disparaissent.
- c) L'établissement scolaire est fusionné à l'initiative de son Pouvoir organisateur avec un ou plusieurs établissements (voir point III).
- d) L'établissement scolaire, classé en « maintien 3 », bénéficie d'une dérogation¹⁸⁵. Son matricule est conservé.

Dans ce cas, l'article 5sexties du décret du 29 juillet 1992 précité prévoit que le Gouvernement fonde sa décision notamment sur l'évolution de la population scolaire totale, par degré ou par option et les spécificités des projets pédagogiques et éducatifs de l'établissement concerné ou encore l'offre d'enseignement au sein de la Zone dans laquelle se trouve celui-ci.

La liste des indicateurs précisant les critères généraux visés au paragraphe précédent est la suivante¹⁸⁶ :

Critères du décret du 29 juillet 1992 (article 5 sexties)	Indicateurs
L'évolution de la population scolaire totale par degré ou par option	- l'évolution de la population est positive et permet d'espérer un rattrapage de la norme, la population actuelle atteignant au minimum 90% de la norme. - la fusion ou la restructuration envisagée est retardée au 1er septembre suivant pour des raisons exceptionnelles.
Les spécificités des projets pédagogiques et éducatifs de l'établissement concerné	L'établissement est le seul de son genre dans la zone à proposer tel ou tel projet pédagogique ou éducatif.
L'offre d'enseignement au sein de la zone dans laquelle se trouve celui-ci	Il n'existe pas de possibilité de fusion ou de restructuration dans la zone ou à une distance raisonnable.

L'établissement qui sollicite une dérogation aux normes de rationalisation accompagne sa demande d'une justification par rapport aux critères et indicateurs dont il est question aux points précédents et d'un plan de gestion visant soit au rattrapage progressif de la norme de maintien soit à la fusion ou la restructuration de l'établissement.

¹⁸⁴ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 5bis, §2

¹⁸⁵ Ibidem, art. 5quinquies

¹⁸⁶ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2013 fixant les listes des indicateurs permettant au Gouvernement d'autoriser plusieurs établissements à se restructurer ou à octroyer des dérogations à l'implantation des degrés d'observation autonomes, aux délocalisations, aux normes de maintien d'établissement, ainsi qu'aux normes de maintien par année, degré et option, article 4

Pour un traitement efficace des demandes de dérogation aux normes fixées aux articles 3 et 4 du décret du 29 juillet 1992 précité, le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, transmet la demande de dérogation pour le 5 février 2016. Celle-ci, accompagnée des informations visées au paragraphe précédent, sera adressée,

pour les établissements d'enseignement libre confessionnel, à
Monsieur Eric DAUBIE
Fédération de l'Enseignement Secondaire Catholique (FESEC)
Avenue E. Mounier, 100
1200 BRUXELLES

pour les établissements d'enseignement subventionné indépendant, à
Monsieur Michel BETTENS
Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants (FELSI)
Château Duden, avenue Victor Rousseau 75
1190 BRUXELLES

pour les établissements d'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, à
Monsieur Didier LETURCQ
Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles
Boulevard du Jardin Botanique, 20-22
1000 BRUXELLES

pour les établissements d'enseignement officiel subventionné, à
Monsieur Roberto GALLUCCIO
Conseil des Pouvoirs organisateurs de
l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné (CPEONS)
Rue des Minimes, 87-89
1000 BRUXELLES

pour les établissements non affiliés à un organe de représentation et de coordination à la
Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Bureau 1F106
Rue Adolphe Lavallée 1
1080 BRUXELLES

Le comité de concertation transmet la liste des demandes de dérogation, pour avis, au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire et, pour information, à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, rue A. Lavallée 1, 1080 Bruxelles, bureau 1F106, et ce pour le 15 mars 2016 au plus tard.

III . Fusion¹⁸⁷ :

Tout établissement peut être fusionné à l'initiative de son pouvoir organisateur avec un ou plusieurs établissements¹⁸⁸.

Une fusion peut ainsi résulter d'un projet particulier, et ne s'opère pas uniquement pour les établissements qui sont en difficulté avec la norme de rationalisation.

Définition

Par fusion, il faut entendre¹⁸⁹ :

- Soit la réunion, en un seul établissement de plusieurs établissements qui disparaissent simultanément (fusion égalitaire). Dans ce cas, un nouveau numéro FASE et un nouveau matricule ECOS sont attribués à l'établissement issu de la fusion ;
- Soit la réunion de plusieurs établissements dont l'un continue à exister et absorbe l'autre ou les autres (fusion par absorption). Dans ce cas, le numéro FASE et le matricule ECOS du (des) établissement(s) absorbé(s) disparaissent.

NB : les matricules FASE et ECOS sont attribués pour les matières spécifiques aux structures de l'établissement, à ne pas confondre avec le matricule ECOT, spécifiques à la gestion des personnels.

Caractéristiques et conséquences d'une fusion

- (1) La fusion s'opère en un temps au 1^{er} septembre¹⁹⁰.
- (2) Une fusion d'établissements ne peut s'opérer qu'entre établissements appartenant au même type d'enseignement. Toutefois, une fusion peut s'opérer entre établissements de types d'enseignement différents, à condition que la transformation en un enseignement de type I soit entamée au plus tard à la date de la fusion¹⁹¹.
- (3) A l'issue de la fusion, l'établissement n'a qu'un seul pouvoir organisateur, un seul chef d'établissement et un seul éducateur-économiste ou un seul comptable.
- (4) Par dérogation à l'article 24, § 2, 8^o, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, un établissement résultant de la fusion de plusieurs établissements peut être implanté en différents endroits. L'établissement principal forme avec ses diverses implantations une unité pédagogique et administrative¹⁹².
- (5) Le nombre d'élèves pris en compte pour le calcul du NTPP au 1^{er} septembre est la somme, par année, degrés et formes des élèves des différents établissements fusionnés au 15 janvier de l'année scolaire qui précède la fusion, considérés comme inscrits dans l'établissement résultant de la fusion. Le NTPP de l'établissement issu de la fusion n'est donc pas la somme des NTPP des établissements pris séparément !
- (6) Des incitants peuvent être octroyés dans certains cas (voir point V octroi d'incitants).

Les propositions de fusion doivent être soumises, pour avis, aux conseils de zone, et pour approbation, au comité de concertation du caractère d'enseignement concerné. Le comité de concertation transmet les

¹⁸⁷ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 5ter

¹⁸⁸ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 5ter, §1^{er}, alinéa 1

¹⁸⁹ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 5ter, §2

¹⁹⁰ Ibidem, art. 5ter, §3

¹⁹¹ Ibidem, art. 5ter, §4

¹⁹² Ibidem, art 5ter, §5

propositions approuvées à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, rue A. Lavallée 1, 1080 Bruxelles, bureau 1F106, qui vérifie le respect des dispositions légales et réglementaires¹⁹³.

IV. Restructuration :

a) Par restructuration, il faut entendre la reprise, par un établissement d'une ou plusieurs options, années d'études ou formes d'enseignement d'un autre établissement d'enseignement de même caractère¹⁹⁴.

b) Une restructuration peut s'opérer entre plusieurs établissements. Elle peut entraîner la fermeture de l'un d'eux. Des incitants sont octroyés dans ce cas (voir point V)¹⁹⁵. La restructuration peut s'opérer sur le mode de la fusion égalitaire ou sur le mode de la fusion par absorption.

c) La restructuration de deux ou plusieurs établissements peut également amener à l'émergence d'un établissement n'organisant que le 1^{er} degré (DOA). Des incitants sont également octroyés dans ce cas (voir point V)¹⁶² pour autant que l'établissement n'organisant que le 1^{er} degré soit organisé dans une seule implantation, n'accueillant aucun autre établissement d'enseignement secondaire que l'établissement organisant le 1^{er} degré et aucun autre niveau, type ou forme d'enseignement secondaire sur le même site. Une dérogation à cette disposition (une seule implantation) peut être octroyée par le Gouvernement (voir point II.2). Par ailleurs, l'établissement n'organisant que le 1^{er} degré ne peut pas être organisé ni subventionné s'il ne compte pas 340 élèves au 1^{er} octobre de l'année de la restructuration.

Ce type de restructuration peut entraîner la création d'un établissement supplémentaire (DOA). Ainsi, deux établissements organisant trois degrés, A(D1-D2-D3) et B(D1-D2-D3) pourraient se restructurer en un établissement organisant un 1^{er} degré et deux établissements organisant les deuxième et troisième degrés : A(D2-D3), B(D2-D3) et C(DOA).

NB : Les restructurations doivent être approuvées par le Gouvernement, sur avis du Conseil général de concertation¹⁹⁶.

¹⁹³ Ibidem, art 5ter, §6

¹⁹⁴ Ibidem, art 5quater, §1^{er}, al 2

¹⁹⁵ Ibidem, art 5quater, §1^{er}, al 5

¹⁹⁶ Ibidem, art. 5 quater, §1^{er}, al. 1

Restructuration de plusieurs établissements : critères et indicateurs¹⁹⁷

Les dispositions qui suivent sont applicables aux restructurations de type a et b.

L'article 5sexties du décret du 29 juillet 1992 précité prévoit que le Gouvernement fonde sa décision notamment sur l'évolution de la population scolaire totale, par degré ou par option et les spécificités des projets pédagogiques et éducatifs de l'établissement concerné ou encore l'offre d'enseignement au sein de la Zone dans laquelle se trouve celui-ci.

La liste des indicateurs précisant les critères généraux visés au paragraphe précédent est la suivante¹⁹⁸ :

Critères du décret du 29 juillet 1992 (article 5 sexties)	Indicateurs
L'évolution de la population scolaire totale par degré ou par option	A1. La restructuration permet d'avoir une population scolaire assurant une garantie de viabilité dans l'(les) établissement(s) restructuré(s).
Les spécificités des projets pédagogiques et éducatifs de l'établissement concerné	B1. La restructuration permet de sauvegarder un projet éducatif et pédagogique particulier.
L'offre d'enseignement au sein de la zone dans laquelle se trouve celui-ci	C1. La restructuration ne modifie pas l'offre globale dans la zone ou dans les zones concernées, en cas de restructuration d'établissements appartenant à des zones contiguës.

Les indicateurs A1 et B1 ne sont pas cumulatifs.

Par contre, l'indicateur C1 est une condition nécessaire mais non suffisante à l'octroi de la dérogation.

Implantation des Degrés d'Observation Autonomes (DOA) ¹⁹⁹

Dans le cas d'une restructuration de plusieurs établissements amenant à l'émergence d'un 1^{er} degré autonome (type c), l'article 5sexties du décret du 29 juillet 1992 précité prévoit que le Gouvernement fonde sa décision notamment sur l'évolution de la population scolaire totale, par degré ou par option et les spécificités des projets pédagogiques et éducatifs de l'établissement concerné ou encore l'offre d'enseignement au sein de la Zone dans laquelle se trouve celui-ci.

La liste des indicateurs précisant les critères généraux visés au paragraphe précédent est la suivante²⁰⁰ :

Critères du décret du 29 juillet 1992 (article 5 sexties)	Indicateurs
L'évolution de la population scolaire totale par degré ou par option	A1. la restructuration permet d'avoir une population scolaire assurant une garantie de viabilité dans l'(les) établissement(s) restructuré(s).
Les spécificités des projets pédagogiques et éducatifs de l'établissement concerné	B1. La restructuration permet de sauvegarder un projet éducatif et pédagogique particulier. B2. Le projet de DOA correspond aux finalités telles qu'exprimées dans les commentaires du décret du 19 juillet 2011
L'offre d'enseignement au sein de la zone dans laquelle se trouve celui-ci	C1. La restructuration ne modifie pas l'offre globale dans la zone ou dans les zones concernées, en cas de restructuration d'établissements appartenant à des zones contiguës.

Les indicateurs A1 et B1 ne sont pas cumulatifs, il suffit d'en rencontrer un des deux.

Par contre, les indicateurs B2 et C1 sont des conditions nécessaires mais non suffisantes à l'octroi de la dérogation.

¹⁹⁷ Ibidem, art. 5quater, §1^{er} et 5sexties

¹⁹⁸ AGCF du 16 mai 2013 précité, article 1^{er}

¹⁹⁹ Ibidem, art. 5quater, §1^{er} et 5sexties

²⁰⁰ AGCF du 16 mai 2013 précité, article 2

Le Gouvernement peut, en raison de circonstances particulières liées à l'éloignement, aux transports ou à la configuration des bâtiments, accorder les incitants aux établissements concernés par une restructuration lorsque l'établissement n'organisant que le 1^{er} degré est organisé sur une implantation accueillant d'autres établissements d'enseignement secondaire ou plusieurs implantations (dérogation au principe du « lieu unique »).

Critères du décret du 29 juillet 1992 (article 5 quater, §1 ^{er} , alinéa 4)	Indicateurs (sous réserve - voir plus haut)
L'éloignement	A1-B1. La distance entre les 2 implantations est telle qu'il n'est pas possible de regrouper le DOA sur l'une d'elles, notamment en raison de la durée de déplacement qui serait imposée aux élèves
Les transports	
La configuration des bâtiments	C1. Aucune des implantations concernées ne permet d'accueillir dans des conditions normales l'ensemble des élèves du DOA. C2. La configuration des bâtiments permet d'isoler les élèves du DOA dans un ou plusieurs bâtiments même si un établissement organise un 2 ^{ème} et/ou 3 ^{ème} degré dans un bâtiment voisin(*).

Les indicateurs A1-B1 d'une part et C1 d'autre part ne sont pas cumulatifs.

Par contre, l'indicateur C2 est une condition nécessaire mais non suffisante à l'octroi de la dérogation.

(*) Autrement dit : si deux établissements de 600 élèves (200 élèves par degré dans chaque établissement) décident de se restructurer en créant un DOA, il sera possible de regrouper les élèves du DOA dans une implantation (400 élèves) mais impossible de regrouper les autres élèves dans l'autre implantation (800 élèves).

L'article 4quater, §1^{er}, alinéa 4 du décret du 29 juillet 1992 *portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice* précise que « le Gouvernement fixe les modalités d'introduction des demandes visant à l'émergence d'un établissement n'organisant que le 1er degré. Ces modalités ont été arrêtées dans un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 et seront précisées dans la circulaire « Demande de dérogation relative aux structures et à l'encadrement pour l'année scolaire 2016-2017 ».

V. Octroi d'incitants

Catégories d'incitants²⁰¹

En vue de favoriser :

- les fusions d'établissements,
- les restructurations entre plusieurs établissements amenant à la fermeture de l'un d'eux,
- les restructurations amenant à l'émergence d'un établissement n'organisant que le 1^{er} degré,

des incitants sont octroyés à l'établissement issu de la fusion ou aux établissements issus d'une restructuration, en ce qui concerne le NTPP et certaines fonctions du personnel non chargé de cours.

Ces incitants sont classés, pour le NTPP, en 3 catégories :

	<u>Au 1^{er} octobre 2015</u>
Catégorie 1	Aucun des établissements concernés n'est classé en maintien 2 ou en maintien 3
Catégorie 2	Aucun des établissements concernés n'est classé en maintien 3 et un de ceux-ci au moins est classé en maintien 2
Catégorie 3	Au moins un des établissements concernés est classé en maintien 3

NB : aucun incitant n'est octroyé dans le cadre d'une fusion ou restructuration concernant un établissement qui a obtenu une dérogation à l'issue d'un « maintien 3 ».

Incitants NTPP

En ce qui concerne le NTPP, un incitant est octroyé pendant l'année de la fusion ou de la restructuration amenant à la fermeture d'un établissement ou à l'émergence d'un établissement n'organisant que le premier degré (DOA), et les 5 années qui suivent, soit pour une période de 6 ans.

Le calcul de l'incitant se base sur les éléments suivants ²⁰²:

- NTPP A calculé pour l'établissement issu de la fusion ou pour les établissements issus d'une restructuration, pour les années, degrés, formes, sections, options, ou cours qui existaient déjà dans les établissements entrés dans la fusion ou la restructuration, au 15 janvier de l'année scolaire qui précède l'année de la fusion ou de la restructuration.
Concrètement, pour un établissement issu d'une fusion au 1^{er} septembre 2016, la population prise en compte pour le calcul du NTPP A est le nombre d'élèves réguliers au 15 janvier 2016.
- NTPP B = somme des NTPP de chacun des établissements, pris séparément, entrés dans la fusion ou la restructuration en attribuant les élèves de l'établissement issu de la fusion à l'un ou l'autre des établissements tels qu'organisés avant la fusion ou la restructuration en fonction des années, degrés, formes, sections, options ou cours organisés par chacun avant la fusion ou la restructuration. Au cas où les mêmes années, degrés, formes, sections, options ou cours étaient organisés dans plus d'un établissement avant la fusion ou la restructuration, une répartition de la population est effectuée au prorata des populations totales de chaque établissement avant la fusion ou la restructuration.

²⁰¹ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 5ter, §7

²⁰² Ibidem, art. 5ter, §8

NB :

- pour le calcul du NTPP B et du NTPP A, la structure des établissements prise en compte est celle qui existait au 1^{er} octobre de **l'avant-dernière année scolaire** qui précède la fusion ou la restructuration.

Concrètement, pour un établissement issu d'une fusion au 1^{er} septembre 2016 :

- la structure prise en compte est celle qui existait au 1^{er} octobre 2014 et qui est toujours présente en 2016-2017,
 - la population prise en compte est le nombre d'élèves réguliers au 15 janvier 2016 dans cette structure.
- pour les établissements qui font l'objet d'un comptage « globalisé » en application de l'article 22, §1^{er}, alinéa 6 du décret du 29 juillet 1992 précité, le calcul du NTPP B s'effectue sur la base d'un calcul séparé des NTPP.

La différence, si celle-ci est positive, entre le NTPP B et le NTPP A sert de base au calcul de l'incitant. Cet incitant évolue selon les modalités suivantes ²⁰³:

<i>Fusion :</i> <i>année scolaire N-N+1</i>	<u>Catégorie 1</u> <i>NTPP B – NTPP A à</i>	<u>Catégorie 2</u> <i>NTPP B – NTPP A à</i>	<u>Catégorie 3</u> <i>NTPP B – NTPP A à</i>
Année N-N+1	100%	75%	50%
Année N+1-N+2	100%	75%	50%
Année N+2-N+3	100%	75%	50%
Année N+3-N+4	75%	50%	25%
Année N+4-N+5	50%	25%	10%
Année N+5-N+6	25%	10%	5%

Dans le cas d'une fusion entre établissements, cet incitant est ajouté au NTPP de l'établissement issu de la fusion.

Dans le cas d'une restructuration de deux ou plusieurs établissements amenant à l'émergence d'un établissement n'organisant que le 1^{er} degré (DOA) ou à la fermeture de l'un d'eux, cet incitant est réparti au prorata des NTPP de chacun des établissements issus de la restructuration tels que calculés chaque année.

Incitants concernant certaines fonctions du personnel non chargé de cours²⁰⁴

NB :

1. pour rappel, ces incitants ne font pas l'objet d'une catégorisation similaire à celle prévue au point V.2.
2. pour le réseau de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles, il faut entendre par « éducateur économiste » : « éducateur économiste » ou « comptable »²⁰⁵.

V.1.A. Cadre d'extinction

Il est créé, en cadre d'extinction, un nombre d'emplois de chefs d'établissement adjoints, de proviseurs adjoints ou de sous-directeurs adjoints, d'éducateurs-économistes adjoints, de chefs de travaux d'atelier adjoints et de chefs d'atelier adjoints correspondant au nombre d'emplois excédentaires de chefs d'établissement, de proviseurs ou de sous-directeurs, d'éducateurs-économistes, de chefs de travaux d'atelier et de chefs d'atelier **nommés ou engagés à titre définitif** dans les établissements autonomes préexistants à la fusion ou la restructuration.

Sans préjudice des règles applicables en matière de mise en disponibilité par défaut d'emploi et de réaffectation, les membres du personnel définitif qui, en application des modalités de fusion ou de restructuration, n'occuperont plus les emplois de chefs d'établissement, de proviseurs ou de sous-directeurs, d'éducateurs-économistes, de chefs de travaux d'atelier et de chefs d'atelier de l'établissement fusionné sont rappelés à l'activité ou remis au travail, dans les emplois de chefs

²⁰³ Ibidem, art. 5ter, §9

²⁰⁴ Ibidem, art. 5ter, §10

²⁰⁵ Décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion

d'établissement-adjoints, de proviseurs-adjoints ou de sous-directeurs adjoints, d'éducateurs-économistes adjoints, de chefs de travaux d'atelier adjoints et de chefs d'atelier adjoints visés à l'alinéa 1er.

Chaque emploi visé à l'alinéa 1er est supprimé du cadre d'extinction lorsque son titulaire quitte définitivement sa fonction.

Exemple 1 :

En partant de la situation initiale où les titulaires, nommés ou engagés à titre définitif dans des emplois du PNCC faisant l'objet d'incitants, ne quittent pas définitivement la fonction au 1er septembre de l'année de la fusion :

	<u>Cadre du PNCC</u>			<u>Cadre d'extinction</u>
	<u>Etablissement E1 :</u>	<u>Etablissement E2 :</u>	<u>Etablissement fusionné :</u>	
	620 élèves	550 élèves	1170 élèves	
Chef d'établissement	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>
Proviseur / sous-directeur	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>
Educateur-économiste	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>
Chef de travaux d'atelier	<u>1</u>		<u>1</u>	
Chef d'atelier	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>

NB : nombre calculé en vue de fixer les emplois de Chef d'atelier et de Chef de travaux d'atelier : avant fusion : E1 : 455 et E2 : 152 et après fusion : 607.

Exemple 2 : au 1er septembre 2016, un établissement est issu de la fusion entre deux établissements dont l'un compte deux emplois de chefs d'atelier, et l'autre, un emploi de chef d'atelier. S'il atteint la norme de 540 sur la base du nombre d'élèves réguliers au 15 janvier 2015, le cadre du personnel non chargé de cours comprendra 3 emplois : deux chefs d'atelier et un chef de travaux d'atelier. Un emploi de chef d'atelier pourra être versé dans un cadre d'extinction si les conditions de l'alinéa 2 du présent point sont remplies.

	<u>Ancienne situation</u>		<u>Etablissement fusionné</u>	
	<u>E1</u>	<u>E2</u>		<u>Cadre d'extinction</u>
	<u>15/01/2016</u>		<u>01/09/2016</u>	
Chef d'atelier	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>
Chef de travaux d'atelier			<u>1</u>	

Exemple 3: au 1^{er} septembre 2016, un établissement est issu de la fusion entre deux établissements dont l'un compte deux emplois de chefs d'atelier, et l'autre, un emploi de chef d'atelier.

S'il n'atteint pas la norme de 540 sur la base du nombre d'élèves réguliers au 15 janvier 2015, le cadre du personnel non chargé de cours comprendra 2 emplois : deux chefs d'atelier.

Un emploi de chef d'atelier pourra être versé dans un cadre d'extinction si les conditions de l'alinéa 2 du présent point sont remplies.

	<u>Ancienne situation</u>		<u>Etablissement fusionné</u>	
	<u>E1</u>	<u>E2</u>		<u>Cadre d'extinction</u>
	<u>15/01/2016</u>		<u>01/09/2016</u>	
Chef d'atelier	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>

V.1.B. Emplois supplémentaires de proviseur et de sous-directeur ou de surveillant-éducateur

V.1.B.1°. Création

A partir du premier jour du mois qui suit l'extinction d'un emploi de chef d'établissement adjoint du cadre d'extinction, l'établissement concerné bénéficie d'un emploi de proviseur ou de sous-directeur supplémentaire par dérogation à l'article 21quater du décret du 29 juillet 1992 précité.

A partir du premier jour du mois qui suit l'extinction d'un emploi d'éducateur-économiste adjoint visé à l'alinéa 1^{er}, l'établissement concerné bénéficie d'un emploi de surveillant-éducateur supplémentaire par dérogation aux articles 3 à 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire.

Lorsque la fusion ou la restructuration de deux ou plusieurs établissements amenant à l'émergence d'un établissement n'organisant que le 1^{er} degré (DOA) ou à la fermeture de l'un d'eux n'entraîne pas de cadre d'extinction pour un des emplois de chef d'établissement ou d'éducateur-économiste, l'établissement concerné bénéficie, à partir du 1^{er} octobre qui suit la fusion ou la restructuration visée, d'un emploi de proviseur ou de sous-directeur supplémentaire par emploi de chef d'établissement supprimé et d'un emploi de surveillant-éducateur supplémentaire par emploi d'éducateur-économiste supprimé.

V.1.B.2°. Suppression

L'emploi supplémentaire de proviseur ou de sous-directeur visé au point IV.3.B.1° est supprimé au 1^{er} septembre lorsque, au 1^{er} octobre de l'année précédente, le nombre d'élèves de l'établissement issu de la fusion ou de la restructuration de deux ou plusieurs établissements amenant à l'émergence d'un établissement n'organisant que le 1^{er} degré (DOA) ou à la fermeture de l'un d'eux est inférieur de plus de 10 % au nombre d'élèves obtenu par l'addition des populations scolaires, calculées au 1^{er} octobre de l'année précédant la fusion ou la restructuration visée, de chacun des établissements préexistant à la fusion ou à la restructuration.

L'emploi supplémentaire de surveillant-éducateur visé aux points IV.3.B.1° est supprimé au 1^{er} septembre lorsque, au 1^{er} octobre de l'année précédente, le nombre d'élèves de l'établissement issu de la fusion ou de la restructuration visée est inférieur de plus de 10 % au nombre d'élèves obtenu par l'addition des populations scolaires, calculées au 1^{er} octobre de l'année précédant la fusion ou la restructuration visée, de chacun des établissements préexistant à la fusion ou à la restructuration visée.

V.1.B.3°. Maintien

Par dérogation à l'article 21quater, 28 périodes supplémentaires au maximum peuvent être imputées au NTPP en vue de maintenir tout ou partie de l'emploi de proviseur ou de sous-directeur supprimé en application de la disposition reprise au point IV.3.B.2° après avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

Par dérogation à l'article 20, § 5, alinéa 1er, un maximum de 24 périodes supplémentaires peuvent être imputées au NTPP en vue de maintenir, en tout ou en partie, l'emploi de surveillant-éducateur supprimé en application de la disposition reprise au point IV.3.B.2° ci-avant.

CHAPITRE 6: Encadrement

I. Nombre Total de Périodes-Professeurs (NTPP)

Principes généraux

I.1.A. Base réglementaire

Les règles relatives au calcul du NTPP sont définies par le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice (tel que modifié) et son arrêté d'exécution du 31 août 1992 (tel que modifié).

Le NTPP est d'application pour l'ensemble des établissements organisant de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice, y compris l'enseignement artistique et l'enseignement professionnel secondaire complémentaire (EPSC).

I.1.B. Fondements du calcul

Le nombre total de périodes-professeurs est la somme des périodes-professeurs calculées séparément pour les catégories d'années suivantes ²⁰⁶:

- Type I :
1. le 1^{er} degré commun (y compris les années complémentaires)
 2. la 1^{ère} année D
 3. la 2^{ème} année D, y compris l'année différenciée supplémentaire (2^{ème} année DS)
 4. le 2^{ème} degré de transition
 5. le 3^{ème} degré de transition
 6. le 2^{ème} degré technique ou artistique de qualification
 7. le 3^{ème} degré technique ou artistique de qualification
 8. le 2^{ème} degré professionnel
 9. le 3^{ème} degré professionnel
 10. les 7^{èmes} années préparatoires à l'enseignement supérieur
 11. la 7^{ème} année technique
 12. la 7^{ème} année professionnelle B
 13. la 7^{ème} année professionnelle C
 14. l'année préparatoire à l'enseignement supérieur paramédical
 15. l'année préparatoire à l'EPSC
 16. le 4^{ème} degré de l'EPSC
 17. la 3^{ème} année de différenciation et d'orientation (3 S-DO)

NB1 : -les DASPA font l'objet d'un calcul particulier, indépendant du comptage du 15 janvier, et dont les modalités sont prévues à l'article 11 du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et à l'article 6 de son arrêté d'application du 8 novembre 2012.

NB2 : les élèves fréquentant la CE3D ne génèrent pas de NTPP.

- Type II :
1. les 3^{ème} et 4^{ème} années de l'enseignement général
 2. les 5^{ème} et 6^{ème} années de l'enseignement général

²⁰⁶ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 7, al.5

Dans chaque catégorie, le nombre de périodes-professeurs organisables est la somme de nombres intermédiaires de périodes-professeurs, calculés sur base des nombres d'élèves réguliers à la date du comptage respectivement pour²⁰⁷ :

1. la formation commune
2. les langues modernes comme outil de communication
3. les formations optionnelles
4. la différenciation des rythmes d'apprentissage et la lutte contre l'échec scolaire

En règle générale, le calcul des nombres intermédiaires de périodes consiste à multiplier chaque nombre d'élèves par un nombre fixe (équivalent au nombre correspondant de périodes de cours dans la grille-horaire), et à appliquer ensuite un diviseur variable par tranches de population scolaire.

A titre d'exemple, le nombre de périodes-professeurs pour la formation commune au 1er degré commun est obtenu en multipliant le nombre total d'élèves de ce degré par 20, et en divisant ce produit par 16 pour une première tranche de 40 élèves, par 18 pour une deuxième tranche de 40 élèves, par 22 pour une troisième tranche de 40 élèves, et par 24 pour les élèves suivants.

Le nombre intermédiaire est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5, à l'unité inférieure dans les autres cas²⁰⁸.

Dans l'enseignement technique et professionnel, en ce qui concerne la formation optionnelle, un comptage séparé est prévu pour certaines options groupées en fonction du secteur ou du groupe dans lesquels elles ont été classées.

Soulignons que les élèves issus du 1er degré différencié inscrits dans le 1er degré commun génèrent un NTPP équivalent à celui d'un élève inscrit en 1^{ère} année D.

I.1.C. Encadrement minimum de base ²⁰⁹

Dans chaque catégorie de comptage de l'enseignement de type I (à l'exception des 7^{èmes} années) le nombre de périodes-professeurs obtenu par le calcul sera éventuellement augmenté, de manière à atteindre un minimum déterminé.

Des minima spécifiques sont prévus pour les établissements situés en zone rurale ou situés à + de 12 km de tout autre établissement de même caractère ou dans des communes dont la densité de population est inférieure à 125 habitants au km² et qui comptent:

- 1° moins de 450 élèves s'ils organisent les trois degrés;
- 2° moins de 350 élèves s'ils n'organisent que les deux premiers degrés;
- 3° moins de 300 élèves s'ils organisent uniquement le deuxième et le troisième degré ou le seul premier degré;
- 4° moins de 550 élèves s'ils organisent les trois degrés et les trois formes d'enseignement au second et au troisième degré;
- 5° moins de 350 élèves s'ils organisent uniquement le second et le troisième degré et les trois formes d'enseignement dans ces deux degrés.

Le présent paragraphe n'est pas applicable lorsque la population scolaire totale des établissements de même réseau situés sur le territoire de la même commune est supérieure à 1200 élèves²¹⁰.

L'encadrement minimum n'est toutefois pas applicable pendant les 2 premières années de création ou de réouverture d'une option, d'une année ou d'un degré, à l'exception des premiers degrés commun

²⁰⁷ Ibidem, art. 7, al.2

²⁰⁸ Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, art.9

²⁰⁹ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 17

²¹⁰ Ibidem, art. 15, §1^{er} et Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 précité, art. 11, §2

ou différencié, des années constitutives de ceux-ci et de l'année de différenciation et d'orientation (3 S-DO)²¹¹.

Les options, années ou degrés maintenus suite à une dérogation ne peuvent pas non plus bénéficier de l'encadrement minimum de base, sauf pour les établissements dont au moins une implantation est bénéficiaire de l'encadrement différencié²¹².

I.1.D. Modalités pratiques du calcul

Tous les calculs sont effectués par l'administration sur la base des populations scolaires communiquées par les établissements aux dates de référence, compte tenu des rapports des vérificateurs.

Pour les établissements subventionnés, la transmission des informations se fait par le renvoi à l'administration du document « POPI » dûment complété, dans les délais fixés lors de son expédition dans les établissements.

Pour les établissements organisés par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les calculs sont opérés sur base des données de l'application « Gestion-élèves ». Le fichier des élèves doit donc être mis à jour tout au long de l'année, avec une attention particulière à l'approche des dates de référence.

Comptage des élèves : population scolaire et dates de référence

I.1.E. Le 15 janvier

La population scolaire à prendre en considération pour le calcul du NTPP relatif à une année scolaire donnée est constituée exclusivement du nombre d'élèves réguliers inscrits le 15 janvier à 16 h de l'année scolaire précédente²¹³ (sauf exceptions – voir point B.). Si le 15 janvier correspond à un jour non ouvrable, la référence est fixée au jour ouvrable suivant (première heure de cours).

Seuls les élèves réguliers sont pris en considération. La perte du statut d'élève régulier après le 15 janvier n'a pas d'incidence sur sa prise en compte pour le calcul du NTPP.

Soulignons que n'est plus considéré comme élève régulier au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement qui l'a exclu, l'élève qui fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive à un moment quelconque de cette année, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette décision²¹⁴.

A partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire, l'élève qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée perd la qualité d'élève régulier sauf dérogation accordée par la Ministre en raison de circonstances exceptionnelles²¹⁵.

Les élèves mineurs séjournant illégalement en Belgique sont comptabilisés aux mêmes conditions que les autres élèves²¹⁶.

La condition de minorité doit être remplie à la date d'inscription dans l'établissement scolaire. Le fait que l'élève soit majeur à la date du 15 janvier n'a aucune incidence.

Pour la date d'inscription dans l'établissement scolaire, il y a lieu de considérer 3 cas :

²¹¹ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 17

²¹² Ibidem, art. 19,§3

²¹³ Ibidem, art. 22, §1^{er}, al.1^{er}

²¹⁴ Ibidem, art. 22, §1^{er}, al.2, tel que modifié par l'article 6 du décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire

²¹⁵ Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, art. 85 et 93, tel que modifié par le décret du 12 décembre 2008 précité

²¹⁶ Décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives tel que modifié par le décret du 12 décembre 2008 favorisant l'organisation du premier degré et prenant diverses mesures en matière d'enseignement, art.41

1° lorsque l'élève était déjà inscrit dans l'établissement l'année précédente et qu'il ne doit pas se réinscrire, la date de référence sera le premier jour de l'année scolaire;

2° lorsque l'élève s'inscrit avant le début de l'année scolaire, la date de référence sera le premier jour de l'année scolaire;

3° lorsque l'élève s'inscrit en cours d'année scolaire, la date de référence sera la date d'inscription.

Lorsqu'il devient majeur, l'élève séjournant illégalement en Belgique (et qui a été comptabilisé précédemment comme élève mineur) est pris en considération pour le calcul de l'encadrement, des subventions ou des dotations au sein de cet établissement, ou s'il le quitte, de tout autre établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles où il est inscrit, sous réserve qu'il remplisse les conditions pour être élève régulier au moment du comptage²¹⁷.

²¹⁷ Décret du 30 juin 1998 précité, art. 42*bis*, tel que modifié par l'article 16 du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente

I.1.F. Le 1^{er} octobre ²¹⁸

Les règles de comptabilisation des élèves au 1^{er} octobre sont les mêmes que pour le comptage au 15 janvier (cf. supra).

Lorsqu'il existe une différence positive ou négative de plus de 10 % entre le nombre total d'élèves réguliers inscrits au 1^{er} octobre et le nombre total d'élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente (sans tenir compte des élèves inscrits en 3 S-DO et en DASPA²¹⁹), le NTPP applicable à partir du mois d'octobre est le résultat de la moyenne arithmétique entre le NTPP calculé au 15 janvier et le NTPP calculé sur base du nombre d'élèves inscrits le 1^{er} octobre. Cette disposition ne vise que les élèves réguliers inscrits dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice.

L'écart de 10 % est constaté par établissement pour l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et l'enseignement subventionné libre, par ensemble d'établissements organisés par le même pouvoir organisateur sur le territoire d'une même commune pour l'enseignement subventionné officiel.

Même en cas de recalcul global au 1^{er} octobre, les périodes professeurs organisables au mois de septembre sont fixées sur base du calcul au 15 janvier.

Soulignons que les élèves inscrits en 3 S-DO sont comptabilisés à la date du 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours.

Par ailleurs, en cas d'ouverture progressive du premier degré différencié, le nombre d'élèves réguliers est comptabilisé au 1^{er} octobre. Par exemple,

- pour les établissements qui ouvrent une 1D en 15-16, le nombre d'élèves réguliers en 1D est comptabilisé au 1^{er} octobre 2015,
- pour les établissements qui ont ouvert une 1D en 14-15, et qui ouvrent une 2D en 15-16, le nombre d'élèves réguliers en 2D est comptabilisé au 1^{er} octobre 2015²²⁰.

Dans ces situations, le NTPP calculé sur cette base est applicable au 1^{er} septembre pour l'(les) année(s) concernée(s) nouvellement créées.

Toutefois, en cas d'ouverture progressive du premier degré différencié, la population à prendre en compte pour la mesure de l'écart est, d'une part le nombre total d'élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente augmenté du nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre inscrits dans l'année du 1^{er} degré différencié (1D ou 2D) qui est créée au 1^{er} octobre à l'exception de la 3SDO et, le cas échéant, du DASPA et, d'autre part, le nombre total d'élèves réguliers inscrits au 1^{er} octobre, à l'exception de la 3^{ème} SDO et, le cas échéant, du DASPA.

Dans l'hypothèse d'un recalcul du NTPP applicable à l'établissement à partir du 1^{er} octobre, la moyenne arithmétique ne s'applique pas aux années du 1^{er} degré différencié (1D ou 2D) qui sont créées au 1^{er} septembre 2015.

NB : un recalcul du NTPP au 1^{er} octobre n'est pas d'application pour les établissements bénéficiant, pour la première année, des incitants suite à une fusion ou une restructuration. Concrètement, un recalcul du NTPP au 1^{er} octobre 2015 ne s'applique pas pour un établissement, dans les cas suivants²²¹ :

- s'il est issu d'une fusion au 1^{er} septembre 2015 ;
- s'il est issu d'une restructuration entre plusieurs établissements amenant à la fermeture de l'un deux au 1^{er} septembre 2015 ;
- s'il est issu d'une restructuration entre plusieurs établissements amenant à l'émergence d'un DOA au 1^{er} septembre 2015.

²¹⁸ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 23.

²¹⁹ Ibidem, tel que modifié par le décret du 12 décembre 2008 favorisant l'organisation du premier degré et prenant diverses mesures en matière d'enseignement, art. 16

²²⁰ Décret du 29 juillet 1992, art. 22, §1^{er}, al.1

²²¹ Décret du 29 juillet 1992, art. 23, alinéa 3

Exemple 1:

Un établissement crée, en 2015-2016, une 1^{ère} année D. La base du calcul du NTPP, pour cet établissement, sera la suivante :

- pour la 1^{ère} année D : le nombre d'élèves réguliers au 01/10/2015;
- pour la 3^{ème} SDO éventuelle : le nombre d'élèves réguliers au 01/10/2015 ;
- pour les autres années d'études : le nombre d'élèves réguliers au 15/01/2015.

Dans cette situation, le nombre d'élèves réguliers en 1^{ère} année D au 01/10/2015 sera ajouté au nombre total d'élèves réguliers au 15/01/2015 (hors 3SDO) pour effectuer la mesure de l'écart avec le nombre total d'élèves réguliers de l'établissement au 01/10/2015 (hors 3SDO). Si cet écart mesuré est strictement supérieur à 10%, le calcul du NTPP s'effectuera sur la base d'une moyenne arithmétique pour toutes les catégories, sauf pour la 1^{ère} année D.

Exemple 2 :

Un établissement organise, en 2015-2016, une 1^{ère} année D qu'il a créée antérieurement et crée une 2^{ème} année D/DS. L'écart (hors 3SDO) entre le nombre total d'élèves réguliers au 1^{er} octobre 2015 et le nombre total d'élèves réguliers au 15 janvier 2015 augmenté du nombre total d'élèves réguliers en 2^{ème} année D/DS au 1^{er} octobre 2015 est de 12%.

La base de calcul du NTPP, pour cet établissement, sera la suivante :

- pour la 3 SDO éventuelle: le nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre 2015,
- pour la 2^{ème} année D/DS : le nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre 2015,
- pour les autres années d'études : le nombre d'élèves réguliers au 15 janvier 2015 et au 1^{er} octobre 2015.

Le calcul du NTPP s'effectuera sur base d'une moyenne arithmétique pour toutes les catégories, y compris la 1^{ère} année D, sauf pour la 2^{ème} année D/DS.

Dispositions propres aux établissements créés par année ou par degré conformément à l'article 6 du décret du 29 juillet 1992

Pour les établissements créés par année ou par degré conformément à l'article 6 du décret du 29 juillet 1992, le nombre d'élèves pris en considération pour le calcul du NTPP est le nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours.

A partir de l'année scolaire au cours de laquelle l'établissement organise l'entièreté des années et degrés prévus, le nombre d'élèves pris en considération pour le calcul du NTPP de l'année scolaire suivante est le nombre d'élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Concrètement, pour l'établissement dont la création par année ou par degré a été autorisée par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au 1^{er} septembre 2015, le calcul du NTPP, applicable au 1^{er} septembre 2015, sera effectué sur la base du nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre 2015.

Pour l'établissement, créé au 1^{er} septembre 2015, qui, à terme, organisera les 3 degrés au bout de 6 années, soit à partir de l'année scolaire 2020-2021, le nombre d'élèves pris en considération pour le calcul du NTPP de l'année scolaire 2021-2022 est le nombre d'élèves réguliers au 15 janvier 2021.

Dispositions propres aux établissements qui fusionnent ou se restructurent

En cas de fusion ou de restructuration entre établissements, le nombre d'élèves pris en compte pour le calcul du NTPP est la somme, par année, degrés et formes, des élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente des différents établissements fusionnés ou restructurés, considérés comme inscrits dans l'établissement résultant de la fusion ou de la restructuration²²².

LES ÉLÈVES INSCRITS EN 1^{ÈRE} ANNÉE C, EN 2^{ÈME} ANNÉE C ET DANS LES ANNÉES COMPLÉMENTAIRES AU SEIN DU 1^{ER} DEGRÉ DANS UN ÉTABLISSEMENT RÉSULTANT D'UNE FUSION INTERVENUE APRÈS LE 30 JUIN 1994 SONT CEPENDANT COMPTABILISÉS SÉPARÉMENT SI :

- 1° ils sont au moins 26;
- 2° ils suivent les cours dans une implantation située à plus de 12 km de tout établissement d'enseignement et de toute implantation d'établissement de même caractère
- 3° la densité de la commune de l'implantation est inférieure à 75 habitants au km² (T = très rural).

L'implantation concernée bénéficiera, le cas échéant, de l'encadrement minimum de base prévu par le décret du 29 juillet 1992²²³.

Dispositions propres aux établissements contigus de même caractère – Globalisation totale du comptage²²⁴

Les élèves inscrits dans des établissements de même caractère dont les sièges administratifs sont contigus ou ont des implantations contiguës, sont considérés, pour l'ensemble du calcul NTPP, comme des élèves d'un seul et même établissement. Les périodes-professeurs sont ensuite réparties, pour chaque nombre intermédiaire, proportionnellement au nombre d'élèves de la catégorie concernée de chaque établissement.

Dispositions visant des établissements de même caractère distants de moins de 200 mètres – Globalisation du comptage au 1^{er} degré²²⁵

Les élèves qui suivent les cours de 1^{ère} année C ou de 2^{ème} année C de l'enseignement secondaire de type I dans des établissements de même caractère dont les sièges administratifs ou certaines implantations sont distants, à vol d'oiseau, de limite de propriété à limite de propriété, de moins de 200 mètres, sont considérés, pour le calcul du nombre de périodes-professeurs de cette catégorie de comptage, comme des élèves d'un seul établissement. Les périodes-professeurs sont ensuite réparties, pour chaque nombre intermédiaire, proportionnellement au nombre d'élèves de la catégorie concernée de chaque établissement.

Cette disposition ne s'applique toutefois pas :

- 1° à l'établissement non contigu à un autre de même caractère qui compte au moins 400 élèves en 1^{ère} année C et 2^{ème} année C.
- 2° à l'établissement qui organise également un deuxième degré où ne figure pas l'enseignement général.
- 3° à tout établissement dont au moins une implantation bénéficie de l'encadrement différencié.

La globalisation du comptage n'est applicable qu'aux deux établissements les plus proches lorsque ceux-ci totalisent ensemble 400 élèves en 1^{ère} année C et en 2^{ème} année C.

²²² Décret du 29 juillet 1992, art. 22, §2

²²³ Ibidem, art. 22, §1^{er}, al.3 et 4

²²⁴ Ibidem, art. 22, §1^{er}, al.6

²²⁵ Ibidem, art. 22, §1^{er}, al.7 et suivants

Dérogation à la globalisation totale ou partielle (1^{er} degré) du comptage ²²⁶

Sur avis favorable du Conseil général de Concertation de l'enseignement secondaire, le Gouvernement peut déroger aux dispositions des points I.5 et I.6. La dérogation est valable pour une période de 5 années consécutives.

Utilisation du NTPP

I.1.G. Transferts de périodes-professeurs entre catégories de comptage

a) Règle générale ²²⁷

Dans le respect des normes de sécurité pour la constitution des groupes d'élèves, le NTPP peut être utilisé librement par le chef d'établissement après consultation du personnel enseignant ainsi que, pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du conseil de participation. Il convient dès lors de communiquer à ceux-ci le détail, par catégorie, du calcul NTPP.

Mises à part les limites mentionnées aux points b), c) et d) ci-après, les transferts de périodes entre catégories de comptage au sein d'un même établissement sont donc autorisés.

b) Limites aux transferts de périodes du 1^{er} degré vers les autres degrés ²²⁸

Les transferts de périodes-professeurs attribuées au premier degré vers les autres degrés sont **interdits**.

Toutefois, le Gouvernement, sur base d'une demande motivée des chefs d'établissement dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et des Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné incluant l'avis des organes de concertation, peut autoriser un transfert de périodes-professeurs de 5% maximum:

1° si chacune des classes comporte au maximum 24 élèves (sauf dépassement imposé par la CIRI);

2° si la remédiation, notamment au travers de l'année complémentaire (1S/2S), est organisée au profit des élèves du 1^{er} degré.

3° si ce transfert contribue au respect de la taille des classes aux autres degrés (voir chapitre 7).

Ces trois conditions **sont cumulatives**.

Les périodes-professeurs générées au 15 janvier de l'année scolaire précédente peuvent être transférées aux autres degrés de l'établissement scolaire concerné dans les cas particuliers suivants :

- fermeture définitive du premier degré commun, lorsqu'il s'agit du seul premier degré organisé par l'établissement;
- fermeture définitive d'un premier degré différencié, lorsqu'il s'agit du seul premier degré organisé par l'établissement;
- fermeture définitive du premier degré commun et du premier degré différencié.

La demande de dérogation, accompagnée de l'avis signé de l'organe de concertation local, devra être introduite à l'aide de l'annexe 6.1. Celle-ci devra parvenir avant le **31 octobre 2015** à l'adresse suivante :

Service général de l'Enseignement secondaire et des CPMS
Direction de l'organisation des établissements d'enseignement secondaire ordinaire
Bureau 1F106 - Rue A. Lavallée, 1 - 1080 Bruxelles

Elle sera également transmise, par voie électronique, à l'adresse suivante :
structures.secondaire.ordinaire@cfwb.be.

²²⁶ Ibidem, art. 22, §1^{er}, al.7 et suivants

²²⁷ Ibidem, art. 20, §3

²²⁸ Ibidem, art. 20, §1^{er}, al.1 et 2., tel que modifié par le décret du 12 décembre 2008 précité, art. 13

NB : L'article 20, §1^{er} alinéa 2 du décret du 29 juillet 1992 précité prévoit que « Le défaut de réponse du Gouvernement dans le délai fixé à 30 jours ouvrables prenant cours dès la date d'envoi de la demande est assimilé à une décision favorable du Gouvernement. Pour l'application de la présente disposition, il faut entendre par jour ouvrable, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés. »

c) Limites aux transferts de périodes vers l'enseignement de transition ²²⁹

Les transferts de périodes-professeurs attribuées à l'enseignement de qualification (TQ + AQ + P) vers l'enseignement de transition (G + TTR + ATR) ne peuvent dépasser 5 %. Cette limite ne s'applique cependant pas aux établissements qui n'organisent dans l'enseignement de transition que la forme technique; ces derniers peuvent donc transférer plus de 5 % de l'enseignement de qualification vers l'enseignement technique de transition.

d) Limites aux transferts de périodes en provenance de l'EPSC ²³⁰

Aucun transfert de périodes n'est autorisé en provenance du nombre intermédiaire de périodes-professeurs destinées à l'enseignement clinique.

e) Dérogations

En dehors du cas prévu au point **b)**, il n'existe pas de possibilité de déroger aux règles de transfert décrites ci-dessus.

I.1.H. Transferts de périodes-professeurs entre établissements²³¹

Les transferts de périodes-professeurs entre établissements appartenant au même réseau sont autorisés, y compris vers les Centres d'éducation et de formation en alternance (CEFA), dans le respect des limites de transfert entre degrés et années visées au point A.

Pour information, sous réserve de son approbation par le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, un avant projet de décret prévoit que

« les transferts de périodes-professeurs entre établissements de réseaux différents sont autorisés, y compris vers les Centres d'éducation et de formation en alternance (CEFA), dans le respect des limites de transfert entre degrés et années visées au point A. »

L'adoption de cette disposition sera confirmée prochainement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les transferts sont autorisés entre établissements de réseaux différents lorsque ces établissements sont associés à la tâche d'insertion des primo-arrivants conformément à l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'utilisation du nombre de périodes-professeurs transféré en application des deux alinéas précédents est soumise à l'avis préalable, *dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles*, du comité de concertation de base, *dans l'enseignement officiel subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles*, de la commission paritaire locale, et *dans l'enseignement libre subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles*, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

²²⁹ Ibidem, art. 20, §1^{er}, al.3, 4 et 5

²³⁰ Ibidem, art. 20, §6, al.2

²³¹ Ibidem, art. 20, §2

l.1.l. Utilisation du NTPP pour des activités autres que des cours²³²

- Des périodes-professeurs peuvent être utilisées pour un maximum de 3% du NTPP
 - 1° pour les activités des conseils et des directions de classe;
 - 2° pour la coordination pédagogique;
 - 3° pour l'organisation de la médiathèque ;
 - 4° pour la coordination école-société;
 - 5° pour la coordination des cours relevant de l'enseignement clinique.

NB : Pour l'organisation de la médiathèque, il y a lieu d'y inclure également le « Cybermédia ».

- La base de calcul des « 3% » est le NTPP généré par les élèves réguliers au 15 janvier précédent (ou au 1^{er} octobre de l'année en cours en cas de recomptage), après application de l'encadrement minimum de base, déduction fait du prélèvement zonal).
- Les périodes suivantes ne sont pas concernées par la limitation des 3% :²³³
 - les périodes utilisées pour les activités des conseils et des directions de classe concernant le 2^{ème} et le 3^{ème} degré;
 - les périodes utilisées pour assurer les missions définies par l'arrêté du 27 mars 1998 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au travail à concurrence du nombre de périodes maximum prévu dans le cadre du décret « conseiller en prévention ». Le nombre maximum de périodes « non à charge des « 3% » », utilisables dans ce cadre, est fixé à l'article 16bis du décret du 29 juillet 1992 précité.
 - les périodes attribuées au « référent PIA » pour assumer sa charge (art. 7bis, §6, alinéa 4 du décret du 30 juin 2006 tel que modifié) ;
 - Les périodes-professeur octroyées (Solidarité zonale, Encadrement différencié, Daspa,...) en vertu d'une disposition légale particulière. Ces autres périodes-professeur sont décrites plus explicitement aux points II, III et IV du présent chapitre.
- Exemple :

(1) NTPP après minima (100%) :	1250
(2) Prélèvement zonal (R Zone) :	12
(3) Périodes complémentaires D1 (Pc D1) :	9
(4) Périodes supplémentaires D1 (Ps D1) :	12
(5) Périodes reçues de la solidarité zonale (R Zone)	20
(6) Encadrement différencié (ED) :	47
(7) DASPA :	60

Base du calcul des 3% : $1250 - 12 = 1238$ périodes-professeur ((1) - (2)).

Calcul des « 3% » : $3\% \times 1238 = 37$ périodes-professeur.

Les autres périodes-professeur ((3), (4), (5), (6) et (7)) ne sont pas concernées par la limite des 3% et peuvent donc également être utilisées pour des activités « autres que des cours » dans le respect des dispositions légales propres à leur utilisation.

²³² Ibidem, art. 20, §4, tel que modifié par le décret du 12 décembre 2008, art. 14

²³³ Ibidem, art. 20, §4, al. 1 et 2

- L'utilisation de périodes-professeurs pour un maximum de 3% du NTPP est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.
- Moyennant l'accord du Gouvernement, un dépassement des 3% peut être autorisé sur base des normes régissant la taille des classes. Dans ce cas, une demande de dérogation, accompagnée de l'avis signé de l'organe de concertation local, sera introduite auprès de la **Direction générale de l'enseignement obligatoire, bureau 1F106, rue A. Lavallée 1 à 1080 BRUXELLES, à l'aide de l'annexe 6.2.**
- Etant donné que le décret du 29 juillet 1992 ne donne pas de définition légale de la notion de « Coordination pédagogique », et, dans l'attente de celle-ci, il semble de bonne administration, d'autoriser l'organisation d'activités « autres que des cours » reprises sous les intitulés suivants :

Nouveaux intitulés admis sous réserve d'une définition de la "coordination pédagogique"

Codes

9212	Coordination pédagogique: préfet/conseiller d'éducation
9213	Coordination pédagogique: accrochage scolaire
9214	Coordination pédagogique: maître de stages
9215	Coordination pédagogique: horaires
9216	Coordination pédagogique: école des devoirs
9217	Coordination pédagogique: étude dirigée
9218	Coordination pédagogique: FLE
9219	Coordination pédagogique: Tutorat jeunes professeurs
9220	Coordination pédagogique: CPU
9221	Coordination pédagogique: Coordination de la remédiation CPU
9222	Coordination pédagogique: Projet d'établissement
9223	Coordination pédagogique: PGAED
9224	Coordination pédagogique: Référent PIA
9225	Coordination pédagogique: PIA
9226	Coordination pédagogique: PAC
9227	Coordination pédagogique: Orientation
9228	Coordination pédagogique: élèves à besoins spécifiques
9229	Coordination pédagogique: médiation scolaire
9230	Coordination pédagogique: Conseil des élèves
9231	Coordination pédagogique: Activités culturelles et sportives
9232	Coordination pédagogique: Projet Comenius - EXPEDIS
9233	Coordination pédagogique: Gestion de locaux spécifiques (y compris laboratoires)
9234	Coordination pédagogique: Projets expérimentaux
9235	Coordination pédagogique: Mini-entreprise
9236	Coordination pédagogique: Dispositif de qualification
9237	Coordination pédagogique: Intégration des élèves issus de l'enseignement spécialisé
9238	Coordination pédagogique: Autres
9239	Coordination pédagogique: Activités liées à l'éducation morale ou religieuse

Codes

9250	Autres activités sur périodes ED
9251	Autres activités sur périodes DASPA
9252	Autres activités sur périodes de Solidarité zonale

Autres codes (déjà disponibles) :

9102	Conseil de classe au D1
9101	Conseil de classe
9103	Conseil de guidance
9507	Direction de classe au D1
9501	Direction de classe
9400	Médiathèque - Cybermédia
9205	Coordination école-société
9206	Coordination des cours relevant de l'enseignement clinique
9204	Coordination primaire/secondaire
8805	Conseiller en prévention locale

Ces intitulés seront intégrés dans les « documents 2 », pour l'enseignement subventionné, et dans les « livrets d'attribution » pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les intitulés « Coordination pédagogique : Autres », « Autres activités sur périodes ED » et « Autres activités sur périodes DASPA » et « Autres activités sur périodes de solidarité zonale » pourront faire l'objet d'une demande d'informations complémentaires de la part de l'administration. Ces informations seront transmises à l'aide de l'annexe 6.3.

- Pour toute activité « autres que des cours », un code spécifique à l'origine des périodes devra être indiqué. La liste des codes permettant ce lien est repris ci-après :

<i>Code "cadre"</i>	<i>Abréviations</i>	<i>Commentaires</i>
01	NTPP	NTPP après application des minimas et du prélèvement du % de solidarité (Nombre Total de Périodes-Professeurs calculé en application des articles 7 à 15 et 17 du décret du 29/07/1992, après prélèvement prévu à l'article 21, §1 ^{er} du même décret)
02	Pc D1	Périodes complémentaires au 1 ^{er} degré calculées en application de l'article 16 du décret du 29 juillet 1992 précité
03	Ps D1	Périodes supplémentaires calculées en application de l'article 21quater du décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II
04	ED	Périodes octroyées en application du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité
05	R Zone	Périodes reçues du « % » de solidarité (Périodes octroyées en application de l'article 21, §1 ^{er} du décret du 29 juillet 1992 précité)
06	R Et	Périodes octroyées par solidarité d'un autre établissement
07	INC F/R	Périodes octroyées suite à une fusion ou restructuration en application de l'article 5ter, §§7 à 9 du décret du 29 juillet 1992 précité
08	IPIEQ	Périodes octroyées en application du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial
09	DASPA	Périodes octroyées en application du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française
10	PTDC	Périodes octroyées pour la remédiation dans le cadre de la législation sur la taille des classes, en application de l'article 23bis, §5 du décret du 29 juillet 1992 précité
21	INT	Périodes octroyées en application de l'article 132, § 3 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé
22	AUTRES	Périodes octroyées dans le cadre d'un projet particulier (Ecoles Numériques, ...)
23	CPU	Périodes octroyées pour la remédiation immédiate en CPU et l'organisation de la C3D, en application de l'article 15/1 du décret du 29 juillet 1992 précité
25	FRS- LS	Périodes octroyées pour les classes bilingues Français-Langue des signes, en application de l'article 16ter du décret du 29 juillet 1992 précité

- Croisements possibles : les croisements possibles entre les activités et l'origine des périodes sont repris dans la liste ci-après :

Code	Intitulé	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	21	22	23	25
8805	Conseiller en prévention locale	v				v	v	v							
9101	Conseil de classe	v			v	v	v	v	v	v					
9102	Conseil de classe au D1	v	v	v											v
9103	Conseil de guidance	v	v	v	v	v	v	v			v				
9204	Coordination primaire/secondaire	v	v			v	v	v							
9205	Coordination école-société	v			v	v	v	v		v					
9206	Coordination des cours relevant de l'enseignement clinique	v				v	v	v							
9212	Coordination pédagogique: préfet/conseiller d'éducation	v	v		v	v	v	v		v	v	v			
9213	Coordination pédagogique: accrochage scolaire	v	v		v	v	v	v	v	v	v	v			
9214	Coordination pédagogique: maître de stages	v			v	v	v	v	v			v			
9215	Coordination pédagogique: horaires	v				v	v	v				v			
9216	Coordination pédagogique: école des devoirs	v	v	v	v	v	v	v	v	v	v	v			v
9217	Coordination pédagogique: étude dirigée	v	v	v	v	v	v	v	v	v	v	v			v
9218	Coordination pédagogique: FLE	v	v	v	v	v	v	v	v	v	v	v			
9219	Coordination pédagogique: Tutorat jeunes professeurs	v			v	v	v	v							
9220	Coordination pédagogique: CPU	v			v	v	v	v	v			v		v	v
9221	Coordination pédagogique : Coordination de la remédiation CPU	v			v	v	v	v	v		v	v		v	v
9222	Coordination pédagogique: Projet d'établissement	v	v		v	v	v	v		v		v			
9223	Coordination pédagogique: PGAED	v			v	v	v	v	v	v		v			
9224	Coordination pédagogique: Référent PIA	v	v		v	v	v	v			v				v
9225	Coordination pédagogique: PIA	v	v	v	v	v	v	v			v				v
9226	Coordination pédagogique: PAC	v	v		v	v	v	v			v				
9227	Coordination pédagogique: Orientation	v	v	v	v	v	v	v	v	v	v	v			v
9228	Coordination pédagogique: élèves à besoins spécifiques	v	v	v	v	v	v	v	v	v	v	v			v
9229	Coordination pédagogique: médiation scolaire	v			v	v	v	v		v		v			
9230	Coordination pédagogique: Conseil des élèves	v			v	v	v	v		v		v			
9231	Coordination pédagogique: Activités culturelles et sportives	v			v	v	v	v				v			
9232	Coordination pédagogique: Projet Comenius - EXPEDIS	v			v	v	v	v				v			
9233	Coordination pédagogique: Gestion de locaux spécifiques (y compris laboratoires)	v			v	v	v	v	v			v			
9234	Coordination pédagogique: Projets expérimentaux	v				v	v	v					v		
9235	Coordination pédagogique: Mini-entreprise	v			v	v	v	v	v			v			
9236	Coordination pédagogique: Dispositif de qualification	v			v	v	v	v	v			v			
9237	Coordination pédagogique: Intégration des élèves issus de l'enseignement spécialisé	v	v	v	v	v	v	v	v	v		v			
9238	Coordination pédagogique: Autres	v	v		v	v	v	v	v	v	v	v			
9239	Coordination pédagogique: Activités liées à l'éducation morale ou religieuse	v			v	v	v	v		v		v			
9240	Coordination pédagogique « discipline »	v			v	v	v	v		v		v			
9250	Autres activités sur périodes ED				v										
9251	Autres activités sur périodes DASPA									v					
9252	Autres activités sur périodes de Solidarité zonale					v									
9400	Médiathèque - Cybermédia	v			v	v	v	v					v		
9501	Direction de classe	v		v	v	v	v	v	v	v	v			v	
9507	Direction de classe au D1	v			v	v	v	v			v				

I.1.J. Encadrement supplémentaire en « surveillant-éducateur », « assistant social » ou « logopède » sur périodes-professeurs²³⁴

48 périodes-professeurs (NTPP) au maximum peuvent également être consacrées à un encadrement supplémentaire en personnel auxiliaire d'éducation, personnel social ou paramédical à raison de l'équivalent d'un emploi à prestations complètes de surveillant-éducateur, d'assistant social ou de logopède, par 24 périodes-professeurs, pour assurer un encadrement éducatif et social, à l'exclusion de toute tâche administrative.

L'utilisation de périodes-professeurs dans ce cadre doit toutefois être soumise à l'avis préalable dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

L'application de cette disposition est toutefois soumise aux règles suivantes :

- 1° Les emplois peuvent être attribués à temps plein, ½ temps ou ¾ temps. L'emploi de logopède peut être scindé par quart temps.
- 2° Le transfert de périodes-professeurs devient obligatoire pour l'établissement qui y a recouru pendant 3 années scolaires consécutives pour créer une fonction supplémentaire d'éducateur ou d'assistant social ou de logopède à temps plein. Cette mesure n'est cependant pas applicable à la fonction d'assistant social ou de logopède lorsque le membre du personnel concerné est mis à la retraite, démissionne ou bénéficie d'un changement d'affectation ou d'une mutation.

Les surveillants-éducateurs dont la fonction est créée ou subventionnée en vertu de l'alinéa précédent bénéficient de dispositions statutaires identiques aux surveillants-éducateurs dont la fonction se justifie par l'application des dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1977 tel que modifié (cf. VII ci-après).

- 3° Une nomination définitive ou engagement à titre définitif ne peut être accordé qu'à partir du moment où l'emploi est organisé définitivement et à condition qu'il s'agisse d'un emploi à prestations complètes. Aucune nomination ne peut être accordée à titre définitif dans un emploi à prestations incomplètes. Par contre, deux nominations à mi-temps peuvent intervenir dans une charge complète.
- 4° Pour la fonction d'assistant social, les titres, échelles et fractions de charge en vigueur dans l'enseignement spécialisé sont d'application.
- 5° Lorsque des périodes supplémentaires au NTPP (périodes « SAS ») sont consacrées à l'engagement à titre temporaire d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation conformément à *l'article 37, §2 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire*, l'emploi de ce membre du personnel peut être scindé par quart temps.

NB : les périodes supplémentaires reçues par les établissements dont au moins une implantation est bénéficiaire de l'encadrement différencié peuvent être affectées à un dépassement du nombre maximum de 48 périodes utilisables pour un encadrement supplémentaire en personnel auxiliaire d'éducation. Cette disposition est également applicable pour les périodes supplémentaires « SAS ».

²³⁴ Décret du 29 juillet 1992, art. 20, §5

Codifications :

9601 : Assistant social sur NTPP

9602 : Surveillant-éducateur sur NTPP

9606 : Surveillant-éducateur sur ED

Nouvelles codifications :

9608 : Surveillant-éducateur sur périodes SAS

9609 : Logopède sur NTPP

I.1.K. Emplois complémentaires de proviseur, sous-directeur²³⁵.

Dans les établissements dont au moins une implantation bénéficie de l'encadrement différencié, il peut être créé un seul emploi complémentaire de proviseur ou de sous-directeur. Cet emploi, à raison exclusivement de 28 périodes-professeurs pour un temps plein ou de 14 périodes pour un mi-temps, peut être imputé totalement ou partiellement sur le NTPP

Cet emploi peut donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif²³⁶.

²³⁵ Décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, article 10, décret du 12 décembre 2008 précité, article 24 et décret du 29 juillet 1992 précité, art. 21^{quater}, al.4

²³⁶ Décret du 30 avril 2009, art. 10, §1^{er}, alinéa 2, 4°

II. Périodes complémentaires au 1^{er} degré²³⁷

Indépendamment du nombre total de périodes-professeurs, il est attribué, par année scolaire, pour tous les établissements d'enseignement secondaire, des périodes complémentaires destinées à assurer :

- des conseils de classe,
- des conseils de guidance,
- des remédiations,
- des projets favorisant la liaison entre l'enseignement primaire et secondaire.

Conditions d'octroi : l'établissement d'enseignement secondaire doit organiser :

- soit un 1^{er} degré commun et un 1^{er} degré différencié ou la 1^{ère} année D ou la 2^{ème} année D et/ou la 3S-DO;
- soit un 1^{er} degré commun ou un 1^{er} degré différencié et/ou la 3S-DO.

PAR DEROGATION, UN MINIMUM DE 6 PERIODES-PROFESSEUR EST OCTROYE A CHAQUE ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE²³⁸.

Mode de calcul

Le calcul de ces périodes complémentaires s'effectuera sur la base des élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente sur la base des critères suivants :

Catégories	Nombre de périodes	Tranches complètes de x élèves
1C + 2C	0,5	12
1D	0,5	6
2D + 2DS	0,5	7
1S	0,5	6
2S	0,5	7
3S-DO	0,5	7

Lorsque le montant global retenu par chaque établissement suite à la répartition visée dans le tableau ci-dessus n'est pas un nombre entier, ce dernier est arrondi à l'unité supérieure.

Pour rappel, un minimum de 6 périodes-professeur est octroyé à chaque établissement secondaire.

Utilisation

Ces périodes-professeur complémentaires seront utilisées exclusivement au 1^{er} degré et/ou en 3S-DO dans les établissements qui les organisent.

Au cas où un chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ou un Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné n'organise plus le 1^{er} degré commun ou le 1^{er} degré différencié ou une année constitutive de l'un des deux degrés précités, la ou les périodes complémentaires octroyées doivent être utilisées dans l'une des années constitutives du 1^{er} degré (1C, 2C, 1S, 2S, 1D ou 2D) ou en 3S-DO. L'utilisation de ces périodes-professeurs complémentaires est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre

²³⁷ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 16

²³⁸ Décret du 30 avril 2009, art. 10, §1^{er}, alinéa 4

subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

III . Périodes supplémentaires au 1^{er} degré

L'article 35 du décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences ajoute au décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur dans l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II un article 21quater qui prévoit l'attribution de périodes-professeur supplémentaires, pour les établissements d'enseignement secondaire organisant un premier degré commun.

À partir de l'année scolaire 2009-2010, il est attribué 4500 périodes au premier degré chaque année scolaire. Celles-ci sont diminuées du nombre de périodes obtenues l'année scolaire précédente par l'ensemble des établissements scolaires qui ont bénéficié de l'encadrement minimum de base pour l'organisation de la 1D et de la 2D d'une part ainsi que de la 1D ou de la 2D d'autre part, et pour lesquels soit la 1D ou la 2D compte moins de six élèves, soit la 1D et la 2D comptent moins de douze élèves.

Le mode de répartition précis de ces périodes-professeur est déterminé par la Direction générale de l'enseignement obligatoire sur la base du nombre d'élèves inscrits au 15 janvier 2015 dans le 1^{er} degré commun et tient également compte des besoins des établissements scolaires en la matière.

Ces périodes sont affectées à l'organisation de la remédiation et des années complémentaires au sein du premier degré.

L'utilisation des périodes dévolues à chaque établissement scolaire est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

IV . Périodes-professeurs octroyées en application d'une réglementation particulière

Outre les périodes-professeurs octroyées sous les trois formes détaillées aux points précédents (NTPP, périodes complémentaires au 1^{er} degré, périodes supplémentaires au 1^{er} degré), il peut être octroyé des périodes-professeurs dans le cadre des décrets suivants :

- (1) Décret du 30 avril 2009 *organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité* articles 2, 7, §§1^{er} et 2, et 10 (ED)

Périodes encadrement différencié (ED) : art. 2, art. 7, §1^{er} et §2, et art. 10 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

Des périodes et des crédits supplémentaires sont octroyés aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié.

Dans aucun cas ces périodes et ces crédits supplémentaires ne peuvent bénéficier à des implantations non bénéficiaires de l'encadrement différencié ou à d'autres fins que celles visées par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des

établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité

Les périodes complémentaires visées à l'alinéa ci-dessus sont affectées à :

1° L'engagement ou la désignation d'enseignants

2° L'engagement ou la désignation de personnel auxiliaire d'éducation

3° L'engagement ou la désignation de proviseur ou de sous-directeur, à raison exclusivement de 28 périodes pour un temps plein ou de 14 périodes pour un mi-temps, lequel peut être imputé pour partie à charge des moyens humains sous forme de périodes-professeurs visés à l'article 7, § 2 et pour partie à charge du nombre total de périodes professeurs accordé en application du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

4° L'engagement ou la désignation, à titre temporaire et pour une durée déterminée, dans le centre psycho-médico-social compétent pour une ou plusieurs implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et avec mise à disposition spécifique pour cette ou ces implantations, d'un auxiliaire social, d'un auxiliaire paramédical, d'un auxiliaire psychopédagogique ou d'un conseiller psychopédagogique supplémentaire d'au moins un quart-temps, cet emploi étant converti en périodes professeurs, à raison de 22 périodes par charge complète

- (2) Décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, article 11 (DASPA)

Périodes « DASPA » : art. 11 et art 12 al.2 du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

L'établissement d'enseignement secondaire qui organise un DASPA bénéficie de périodes-professeurs pour l'accueil et la scolarisation des élèves primo-arrivants et des élèves qui remplissent les conditions de l'article 2, § 2, calculées conformément à l'article 7 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Lors de la première année scolaire de création du DASPA un encadrement forfaitaire de 30 périodes est octroyé quel que soit le nombre d'élèves primo-arrivants inscrits dans le DASPA. Chaque établissement d'enseignement utilise les périodes d'encadrement DASPA exclusivement au bénéfice des élèves inscrits dans le DASPA, y compris en cédant des périodes à d'autres établissements scolaires associés à sa tâche d'insertion des primo-arrivants. Dans ce cas, une convention de partenariat est conclue entre les établissements concernés selon les formes déterminées par le Gouvernement.

Pour la procédure à suivre veuillez vous référer à la Circulaire 5083 du 5 décembre 2014.

- (3) Décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, article 5, §§2 à 4 (IPIEQ)

Périodes « IPIEQ » (IPIEQ) : art. 5, §2, du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial.

Des incitants sont octroyés aux établissements d'enseignement secondaire ordinaire afin de maintenir l'organisation d'une option faiblement fréquentée eu égard aux minima de population (tels que définis à l'article 12 de l'Arrêté du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, lorsque cette option répond aux critères visés au § 2, de l'article 6, du présent décret).

Des incitants peuvent également être octroyés pour le soutien à la création d'options de base groupée ainsi qu'à la concentration d'options.

Ces incitants consistent en l'octroi de périodes complémentaires aux périodes-professeurs. Ces périodes complémentaires sont affectées à l'engagement de professeurs, d'éducateurs ou de coordonnateurs pédagogiques affectés exclusivement au projet visé. Les périodes complémentaires peuvent également être utilisées afin de combler le déficit de périodes générées par les options maintenues, en application du présent article.

- (4) Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, article 132, §3 (INT)

Périodes « élèves intégrés » (INT) : art. 132, §3 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Dans le 3^e degré de l'enseignement secondaire, il est également accordé 8 périodes hors nombre total de périodes-professeur à l'établissement d'enseignement ordinaire qui accueille l'élève intégré.

Voir chapitre 9.

- (5) Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, article 5ter, §7 (INC F/R)

NTPP incitant fusion (INC F/R) : art. 5ter, §7, du décret du 29 juillet précité.

En vue de favoriser les fusions d'établissements ou les restructurations visées à l'article 5quater, § 1^{er}, alinéas 3 à 5, des incitants sont octroyés à l'établissement issu de la fusion ou aux établissements issus d'une restructuration, en ce qui concerne le NTPP et certaines fonctions de membres du personnel non chargé de cours.

L'affectation de ces périodes-professeur obéit aux mêmes règles que le NTPP (art. 7 à 15 du décret du 29 juillet 1992).

- (6) Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, article 21, §1^{er}, al. 1^{er} et 2 (R Zone)

Périodes de solidarité zonale (R Zone) : art. 21, §1^{er}, al. 1^{er} et 2, du décret du 29 juillet 1992 précité

Chaque pouvoir organisateur ou chaque groupe de pouvoirs organisateurs a le droit de prélever un maximum de 1 p.c. du nombre total de périodes-professeurs dans les établissements qu'il organise à l'exception des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 1 et du complément de périodes-professeurs accordé aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 2, 3, 4 et 5 en vertu du décret du 30 avril 2009 précité. Cette disposition vise à permettre un meilleur fonctionnement de certains d'entre eux, en particulier l'affectation à des tâches utiles à plusieurs établissements de membres du personnel directeur et enseignant, non placés en disponibilité totale par défaut d'emploi et à qui n'ont pu être attribuées le nombre d'heures de cours pour lesquelles ils sont rétribués.

Dans l'enseignement libre subventionné, les dispositions de l'alinéa 1^{er} sont de la compétence du groupe de pouvoirs organisateurs par zone géographique.

- (7) Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, article 23bis, §5 (P TDC)

Périodes « Taille des classes » (TDC) : art. 23bis, §5 du décret du 29 juillet 1992.

Chaque année scolaire, entre les établissements d'enseignement secondaire qui en formulent la demande, sont réparties 1471 périodes afin de respecter les maximas prévus à l'art. 23bis, §5 du décret du 29 juillet 1992.

Les périodes visées à l'alinéa précédent sont affectées à :

1°la remédiation

2°la guidance ou le soutien aux apprentissages

Pour la procédure de demande de périodes complémentaires veuillez vous référer à la Circulaire 4976 du 03/09/2014 - Circulaire relative à l'octroi de périodes complémentaires pour permettre l'organisation de dispositifs pédagogiques identifiés ayant pour but la remédiation, la guidance ou le soutien pédagogique suite au respect des normes définissant la taille maximale des classes dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice.

- (8) Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, article 16ter (Classes FRS-LS)

Périodes complémentaires pour les établissements d'enseignement secondaire organisant des classes bilingues français-langue des signes : article 16ter décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Chaque année scolaire, il est attribué aux établissements scolaires d'enseignement secondaire organisant des classes bilingues français-langue des signes sur la base du nombre d'élèves réguliers sourds ou malentendants, au 1er octobre de l'année scolaire en cours :

8 périodes par élèves sourds ou malentendant fréquentant une classe bilingue français-langue des signes

2 périodes par classe bilingue français- langue des signes réservées au cours de langue des signes et de culture des sourds

A noter que les périodes visées ci-dessus entrent en considération pour l'engagement à titre définitif des membres du personnel.

- (9) Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, article 15/1 (CPU)

Périodes CPU : article 15/1 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Au troisième degré de la section de qualification, dans les options de base groupées organisées dans le régime de la CPU, un complément de périodes-professeurs est alloué aux établissements d'enseignement concernés. Ces périodes ne peuvent être utilisées, dans le respect des dispositions statutaires applicables, que pour organiser la remédiation visée à l'article 3, §§ 3 et 6 du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire [remédiation immédiate et organisation de la C3D].

Important : pour l'année scolaire 2015-2016, les élèves réguliers inscrits au 15 janvier 2015 en 5^{ème} et 6^{ème} année dans les options de base groupées organisées en CPU génèrent chacun 0,45 périodes-professeurs pour l'organisation de la remédiation immédiate.

(10) Décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, articles 36 à 39.

Les établissements scolaires qui accueillent un élève à l'issue de sa prise en charge par un SAS (Service d'Accrochage Scolaire) peuvent bénéficier de moyens supplémentaires pour faciliter son retour.

Les moyens humains supplémentaires permettent l'affectation à l'accompagnement de l'élève ou des élèves accueilli(s) :

- d'un membre du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation détaché à titre temporaire de tout ou partie de la fonction qu'il exerce à titre définitif dans l'établissement, lui-même étant remplacé à concurrence du nombre de périodes de détachement par un membre du personnel engagé à titre temporaire ;
- d'un membre du personnel enseignant ou la désignation ou l'engagement à titre temporaire d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation.

Voir circulaire 4877 du 13 juin 2014 « Dispositif favorisant un retour réussi à l'école des élèves ayant séjourné dans un service d'accrochage scolaire – demande de moyens humains supplémentaires. »

V. Périodes organisables pour les cours de Religion et de Morale non confessionnelle (RLMO)

Les dispositions relatives au calcul des périodes de cours organisables pour les cours de religion et de morale non-confessionnelle sont contenues dans le décret du 29 juillet 1992 précité et dans l'arrêté royal n°49 du 02/07/1982²³⁹.

La population scolaire à prendre en considération pour ce calcul est le nombre d'élèves réguliers le 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours²⁴⁰.

Pour chacun des cours de religion et pour le cours de morale non confessionnelle, le nombre de périodes organisables est calculé sur base des normes de dédoublement fixées par l'A.R. n°49 précité en fonction du nombre d'élèves comptés séparément dans :

- la 1^{ère} année C + l'année complémentaire organisée à l'issue de la 1^{ère} année C;
- la 1^{ère} année D + élèves inscrits en DASPA ;
- la 2^{ème} année commune + l'année complémentaire organisée à l'issue de la 2^{ème};
- la 2^{ème} année D + l'année complémentaire organisée à l'issue de la 2^{ème} D (2 DS);
- la 3^{ème} S-DO;
- à partir de la 3^{ème} année, chacune des années d'études de l'enseignement de transition (général + technique) de l'enseignement technique de qualification de l'enseignement professionnel.

Les normes de dédoublement sont fixées comme suit ²⁴¹:

Au 1^{er} degré commun : dédoublement à 26 élèves, puis à chaque tranche complète de 25.

En 1^{ère} D : dédoublement à 16 élèves, puis à chaque tranche complète de 15.

En 2^{ème} D/DS : dédoublement à 18 élèves, puis à chaque tranche complète de 17.

Aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés (y compris pour la 3S-DO) : dédoublement à 28 élèves, puis à chaque tranche complète de 27.

²³⁹ Arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II

²⁴⁰ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 22, §4

²⁴¹ Arrêté royal n°49 précité, art. 13, §§1 et 2

Les périodes de cours calculées de la sorte ne sont toutefois utilisables qu'à concurrence de 98 % du total²⁴².

Le transfert du NTPP vers ces cours est autorisé. L'inverse ne l'est pas.

Les dispositions suivantes concernent uniquement l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et l'enseignement officiel subventionné.

Pour l'année scolaire 2015-2016

Chaque établissement conserve le nombre de périodes RLMO attribuées en 2014-2015.

Toutefois, tout établissement qui connaîtrait une hausse ou une baisse globale du nombre d'élèves entre le 15 janvier 2015 et le 1^{er} octobre 2015 (plus de 10% à la hausse ou à la baisse) verra son nombre de périodes augmenter/diminuer du pourcentage de la variation. Le résultat des calculs sera arrondi à l'unité supérieure.

En outre, tout établissement amené à créer un nouveau cours de morale ou de religion, non organisé en 2014-2015, pourra introduire une demande de périodes supplémentaires à l'aide du formulaire repris en annexe 6.5, qu'il transmettra par courriel à l'adresse structures.secondaire.ordi@cfwb.be

L'utilisation des périodes-professeurs est laissée à l'initiative des Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement officiel subventionné et du Chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, en tenant compte du nombre d'élèves inscrits dans les différents cours et du nombre d'élèves dispensés. Cette grande autonomie de gestion ne doit cependant pas conduire à organiser davantage de cours de morale non confessionnelle ou de religion si les effectifs de ces différents cours ne le justifient pas ou à créer des regroupements qui ne tiennent pas compte des répartitions des élèves entre les différents cours concernés.

Les transferts des périodes-professeurs organisables pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que pour l'encadrement pédagogique alternatif et la prise en charge des élèves jusqu'à la date fixée à partir de laquelle l'EPA devient obligatoire, sont autorisés durant l'année scolaire 2015-2016 entre établissements d'un même Pouvoir organisateur.

NB: L'utilisation des périodes, ainsi que les transferts éventuels visés aux deux alinéas précédant, sont soumis à l'avis préalable du Comité de concertation de base, pour les établissements de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ou de la Commission paritaire locale pour les établissements de l'enseignement officiel subventionné.

NB: Pour les établissements ou implantations qui organisent, pour la première fois au 1^{er} septembre 2015, un enseignement secondaire, les élèves dispensés sont affectés fictivement, pour le calcul du RLMO, aux différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, proportionnellement au pourcentage du nombre d'élèves de l'établissement inscrits respectivement dans chacun de ces cours en septembre 2015.

En ce qui concerne l'attribution aux enseignants des périodes RLMO, si le nombre de groupes de morale et de religion à organiser diminuait, le Chef d'établissement ou le Pouvoir organisateur devra attribuer les périodes d'EPA aux professeurs de morale et de religion concernés par la perte d'heures ; à défaut, le Chef d'établissement ou le pouvoir organisateur pourra confier l'EPA à tout autre enseignant mis en disponibilité partielle ou totale ; à défaut, l'EPA pourra être confié à un surveillant-éducateur ; à défaut, l'EPA pourra être confié à toute personne désignée par le Chef d'établissement ou le Pouvoir organisateur.

²⁴² Décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, art. 7

VI . Coordination pédagogique hors-NTPP

Une période-professeur peut être consacrée à la coordination pédagogique pour les membres du personnel dont la fonction complète comporte au moins 60% de prestations (hors coordination pédagogique) en 1^{ère} année D, en 2^{ème} année D/DS, en 3^{ème} S-DO, et/ou dans l'enseignement professionnel de plein exercice ou en alternance²⁴³.

En aucun cas, cette disposition ne concerne les heures d'accompagnement (CEFA). Ceci implique que les accompagnateurs et les professeurs chargés d'heures d'accompagnement ne peuvent bénéficier de cette disposition.

Cette période permet, le cas échéant, d'atteindre le minimum exigé pour une charge complète.

Les périodes attribuées de la sorte ne sont pas imputées au NTPP.

VII . Cadre organique du personnel non chargé de cours

Personnel auxiliaire d'éducation et personnel administratif

L'arrêté royal du 15 avril 1977 fixe les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois organiques dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et administratif.

Le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection a apporté une modification importante à l'arrêté royal du 15 avril 1977 précité en matière de dévolution des emplois des membres du personnel relevant de ces deux catégories. L'on trouvera aux points B, C et D suivants, les anciennes normes (en B.1, C.1, D.1) et les nouvelles normes (en B.2, C.2, D.2) applicables aux établissements ou implantations concernés.

En plus de ces emplois créés automatiquement en fonction du nombre d'élèves, les établissements ont la possibilité de consacrer des périodes du NTPP à un encadrement supplémentaire en personnel auxiliaire d'éducation. Cette possibilité n'est pas traitée ici, mais dans la section consacrée au NTPP.

Les emplois visés dans la présente section peuvent être confiés à un seul membre du personnel ou, à l'exception de l'emploi d'éducateur-économiste, à deux membres du personnel qui sont chargés chacun d'une demi-charge²⁴⁴. Toutefois, lorsque le membre du personnel nommé à la fonction d'éducateur-économiste obtient une mise en disponibilité à temps partiel, un congé à prestations réduites ou une interruption de carrière partielle, un emploi partiel correspondant de surveillant-éducateur supplémentaire peut être créé ou subventionné²⁴⁵.

Les élèves inscrits dans un CEFA sont comptabilisés pour moitié dans l'établissement où ils suivent la majorité de leurs périodes de cours de pratique professionnelle²⁴⁶.

VII.1.A. Population scolaire de référence et date de comptage

Pour la fixation des emplois visés par l'arrêté du 15 avril 1977, seuls entrent en ligne de compte les élèves régulièrement inscrits le 15 janvier de l'année scolaire précédente²⁴⁷. La fixation de ces emplois ne sera en aucun cas revue au 1^{er} octobre.

²⁴³ Arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, art. 3 tel que modifié par le décret du 7 décembre 2007 précité

²⁴⁴ Arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, art.7

²⁴⁵ Ibidem, art.3, al.3

²⁴⁶ Décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, art.18, al.1^{er}

²⁴⁷ Arrêté royal du 15 avril 1977 précité, art.2, al.1

Soulignons que n'est plus considéré comme élève régulier au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement qui l'a exclu, l'élève qui fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive à un moment quelconque de cette année, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette décision.

En cas de fusion ou de restructuration entre établissements, conformément aux articles 5^{ter} et 5^{quater} du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les élèves des différents établissements fusionnés ou restructurés sont considérés comme inscrits dans l'établissement résultant de la fusion ou de la restructuration²⁴⁸.

²⁴⁸ Ibidem, art.2, al.2

VII.1.B. Calcul du nombre d'emplois : règle générale²⁴⁹

VII.1.B.1°. Ancienne dévolution.

Dans les établissements d'enseignement secondaire de plein exercice, les emplois énumérés ci-après peuvent être créés ou subventionnés conformément au nombre d'élèves cité à la première colonne :

Nombre d'élèves	Emplois - Ancienne dévolution - Règle générale
	(a) 1 comptable dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles (b) 1 éducateur-économiste dans l'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles
80	1 surveillant-éducateur
160	1 surveillant-éducateur
240	1 commis
320	1 surveillant-éducateur
400	1 secrétaire de direction ou 1 surveillant-éducateur
540	1 surveillant-éducateur ou 1 secrétaire-bibliothécaire
682	1 surveillant-éducateur
836	1 rédacteur
1.012	1 surveillant-éducateur
1.188	1 surveillant-éducateur
1.364	1 rédacteur ou 1 surveillant-éducateur
1.540	1 surveillant-éducateur
1.716	1 surveillant-éducateur
1.892	1 commis
2.068	1 surveillant-éducateur
2.244	1 surveillant-éducateur
2.420	1 surveillant-éducateur

et ainsi de suite par tranche complète de 176 élèves.

VII.1.B.2°. Nouvelle dévolution (applicable depuis le 1^{er} septembre 2009).

Cette nouvelle dévolution n'est applicable que lorsque l'emploi du membre du personnel exerçant, à titre définitif ou à titre temporaire le 31 août 2009, au sein d'un établissement, la fonction de commis devient définitivement vacant à l'issue des opérations statutaires. Elle est également applicable lorsque l'établissement atteint la norme de 240 élèves.

Par ailleurs, si à la date où l'emploi devient définitivement vacant, le commis qui y exerçait à titre temporaire compte au moins un an d'ancienneté dans cette fonction, il poursuit sa carrière dans l'emploi de commis et les anciennes normes resteront d'application.

Les établissements d'enseignement secondaire qui entrent dans les conditions requises pour l'application des nouvelles normes doivent prévenir la Direction générale de l'enseignement obligatoire en renvoyant le formulaire repris à l'annexe 6.4.

²⁴⁹ Arrêté royal du 15 avril 1977 précité, art. 3

Nombre d'élèves	Emplois - Nouvelle dévolution - Règle générale
	(a) 1 comptable dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles (b) 1 éducateur-économiste dans l'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles
80	1 surveillant-éducateur
160	1 surveillant-éducateur
<u>240</u>	<u>1 secrétaire de direction</u>
320	1 surveillant-éducateur
<u>400</u>	<u>1 surveillant-éducateur ou 1 rédacteur</u>
540	1 surveillant-éducateur ou 1 secrétaire-bibliothécaire
682	1 surveillant-éducateur
836	1 rédacteur
1.012	1 surveillant-éducateur
1.188	1 surveillant-éducateur
1.364	1 rédacteur ou 1 surveillant-éducateur
1.540	1 surveillant-éducateur
1.716	1 surveillant-éducateur
1.892	1 commis
2.068	1 surveillant-éducateur
2.244	1 surveillant-éducateur
2.420	1 surveillant-éducateur

VII.1.C. Dispositions applicables aux établissements ou implantations bénéficiant de l'encadrement différencié des classes 2 et 3²⁵⁰

VII.1.C.1°. Ancienne dévolution.

Le tableau ci-après reprend la dévolution des emplois dans les établissements ou implantations concernés par ces dispositions :

Nombre d'élèves	Emplois - Ancienne dévolution - ED classes 2 et 3
	(a) 1 comptable dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles (b) 1 éducateur-économiste dans l'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles
80	1 surveillant-éducateur
160	1 surveillant-éducateur
240	1 commis
320	1 surveillant-éducateur
400	1 secrétaire de direction ou 1 surveillant-éducateur
480	1 surveillant-éducateur ou 1 secrétaire-bibliothécaire
560	1 surveillant-éducateur
640	1 rédacteur
720	1 surveillant-éducateur
800	1 surveillant-éducateur
880	1 rédacteur ou 1 surveillant-éducateur
960	1 surveillant-éducateur
1.040	1 surveillant-éducateur
1.120	1 commis
1.200	1 surveillant-éducateur
1.280 et +	1 surveillant-éducateur par tranche de 80 élèves

²⁵⁰ Ibidem, art. 4.

VII.1.C.2°. Nouvelle dévolution (applicable depuis le 1^{er} septembre 2009).

Cette nouvelle dévolution n'est applicable que lorsque l'emploi du membre du personnel exerçant, à titre définitif ou à titre temporaire le 31 août 2009, au sein d'un établissement, la fonction de commis devient définitivement vacant à l'issue des opérations statutaires. Elle est également applicable lorsque l'établissement atteint la norme de 240 élèves.

Par ailleurs, si à la date où l'emploi devient définitivement vacant, le commis qui y exerçait à titre temporaire compte au moins un an d'ancienneté dans cette fonction, il poursuit sa carrière dans l'emploi de commis et les anciennes normes resteront d'application.

Les établissements ou implantations d'enseignement secondaire qui entrent dans les conditions requises pour l'application des nouvelles normes doivent prévenir la Direction générale de l'enseignement obligatoire en renvoyant le formulaire repris à l'annexe 6.4.

Nombre d'élèves	Emplois - Nouvelle dévolution - ED Classes 2 et 3
	(a) 1 comptable dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles (b) 1 éducateur-économe dans l'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles
80	1 surveillant-éducateur
160	1 surveillant-éducateur
<u>240</u>	<u>1 secrétaire de direction</u>
320	1 surveillant-éducateur
<u>400</u>	<u>1 surveillant-éducateur ou 1 rédacteur</u>
480	1 surveillant-éducateur ou 1 secrétaire-bibliothécaire
560	1 surveillant-éducateur
640	1 rédacteur
720	1 surveillant-éducateur
800	1 surveillant-éducateur
880	1 rédacteur ou 1 surveillant-éducateur
960	1 surveillant-éducateur
1.040	1 surveillant-éducateur
1.120	1 commis
1.200	1 surveillant-éducateur
1.280 et +	1 surveillant-éducateur par tranche de 80 élèves

VII.1.D. Dispositions applicables aux établissements ou implantations bénéficiant de l'encadrement différencié de classe ²⁵¹

VII.1.D.1°. Ancienne dévolution.

Le tableau ci-après reprend la dévolution des emplois dans les établissements ou implantations concernés par cette disposition :

Nombre d'élèves	Emplois - Ancienne dévolution - Classe 1
	(a) 1 comptable dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles (b) 1 éducateur-économe dans l'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles
70	1 surveillant-éducateur
140	1 surveillant-éducateur
210	1 commis
280	1 surveillant-éducateur
350	1 secrétaire de direction ou 1 surveillant-éducateur
420	1 surveillant-éducateur ou 1 secrétaire-bibliothécaire
490	1 surveillant-éducateur
560	1 rédacteur
630	1 surveillant-éducateur
700	1 surveillant-éducateur
770	1 rédacteur ou 1 surveillant-éducateur
840	1 surveillant-éducateur
910	1 surveillant-éducateur
980	1 commis
1.050	1 surveillant-éducateur
1.120	1 surveillant-éducateur
1.190	1 surveillant-éducateur
1.260	1 surveillant-éducateur
1.330	1 surveillant-éducateur
1.330 et +	1 surveillant-éducateur par tranche de 70 élèves

VII.1.D.2°. Nouvelle dévolution (applicable depuis le 1^{er} septembre 2009).

Cette nouvelle dévolution n'est applicable que lorsque l'emploi du membre du personnel exerçant, à titre définitif ou à titre temporaire le 31 août 2009, au sein d'un établissement, la fonction de commis devient définitivement vacant à l'issue des opérations statutaires. Elle est également applicable lorsque l'établissement ou implantation atteint la norme de 210 élèves.

Par ailleurs, si à la date où l'emploi devient définitivement vacant, le commis qui y exerçait à titre temporaire compte au moins un an d'ancienneté dans cette fonction, il poursuit sa carrière dans l'emploi de commis et les anciennes normes resteront d'application.

Les établissements ou implantations d'enseignement secondaire qui entrent dans les conditions requises pour l'application des nouvelles normes doivent prévenir la Direction générale de l'enseignement obligatoire en renvoyant le formulaire repris à l'annexe 6.4.

²⁵¹ Décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, art. 13, al. 2 et 3

Nombre d'élèves	Emplois - Nouvelle dévolution - classe 1
	(a) 1 comptable dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles (b) 1 éducateur-économe dans l'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles
70	1 surveillant-éducateur
140	1 surveillant-éducateur
<u>210</u>	<u>1 secrétaire de direction</u>
280	1 surveillant-éducateur
<u>350</u>	<u>1 surveillant-éducateur ou un rédacteur</u>
420	1 surveillant-éducateur ou 1 secrétaire-bibliothécaire
490	1 surveillant-éducateur
560	1 rédacteur
630	1 surveillant-éducateur
700	1 surveillant-éducateur
770	1 rédacteur ou 1 surveillant-éducateur
840	1 surveillant-éducateur
910	1 surveillant-éducateur
980	1 commis
1.050	1 surveillant-éducateur
1.120	1 surveillant-éducateur
1.190	1 surveillant-éducateur
1.260	1 surveillant-éducateur
1.330	1 surveillant-éducateur
1.330 et +	1 surveillant-éducateur par tranche de 70 élèves

N.B. : Lorsque l'établissement a le choix entre deux emplois, le choix effectué ne peut être modifié :

1. que lorsque l'emploi devient définitivement vacant
2. ou en début d'année scolaire
3. ou en cas d'absence du titulaire pour une durée initiale d'au moins 10 jours ouvrables

à condition que cette modification n'entraîne pas une mise en disponibilité par défaut d'emploi et que les obligations en matière de priorité statutaire ou de réaffectation ou de remise au travail soient respectées

De même, lorsque le choix existe, on ne peut organiser un ½ emploi de chaque.

VII.1.E. Dispositions concernant les établissements issus d'une fusion²⁵²

Dans un établissement résultant d'une fusion intervenue après le 30 juin 1994 et qui conserve une implantation distante de son siège administratif à plus de 2 km, à vol d'oiseau, de limite de propriété à limite de propriété, un emploi supplémentaire de surveillant-éducateur peut être créé ou subventionné lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- 1°) l'implantation est également située à plus de 2 km, à vol d'oiseau, de limite de propriété à limite de propriété, de tout établissement d'enseignement et de toute implantation d'établissement du caractère concerné;
- 2°) 200 élèves au moins suivent au moins 80% de leur horaire hebdomadaire sur le site de l'implantation; ce nombre est réduit à 150 si la densité de population de la commune où est située l'implantation est de moins de 250 habitants au km², à 100 si la densité de population de la commune où est située l'implantation est de moins de

²⁵² Arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, art. 5

125 habitants au km², à 75 si la densité de population de la commune où est située l'implantation est de moins de 75 habitants au km².

Par implantation, on entend un bâtiment ou un ensemble de bâtiments situés à une autre adresse que le siège administratif d'un établissement et où cet établissement organise des cours. L'ensemble des bâtiments dépendant, avant la fusion, de l'établissement qui n'est pas devenu le siège administratif de l'établissement résultant de la fusion, forme une seule implantation.

Emplois de proviseur et de sous-directeur

Le nombre d'élèves à prendre en considération pour la détermination de ces emplois est le nombre d'élèves réguliers le 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Soulignons que n'est plus considéré comme élève régulier au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement qui l'a exclu, l'élève qui fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive à un moment quelconque de cette année, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette décision, pour autant que les démarches administratives aient été remplies (circulaire n°2020 du 06/09/2007 relative à la prise en compte des élèves exclus pour la définition du montant des dotations ou subventions et de l'encadrement).

Les élèves inscrits dans un CEFA sont comptabilisés pour moitié dans l'établissement où ils suivent la majorité de leurs périodes de cours de pratique professionnelle.

En cas de fusion ou de restructuration entre établissements, le nombre d'élèves pris en compte pour la fixation de ces emplois est la somme des élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente des différents établissements fusionnés ou restructurés, considérés comme inscrits dans l'établissement résultant de la fusion ou de la restructuration²⁵³.

Les normes de création et de maintien sont fixées comme suit²⁵⁴ :

- Il est requis 600 élèves pour un premier emploi, 1.500 élèves pour un deuxième emploi, 2.400 élèves pour un troisième emploi de proviseur ou de sous-directeur.
- Ces emplois sont maintenus pour autant que le nombre d'élèves ne soit pas inférieur respectivement à 550, 1.400 et 2.250. Si ces minima ne sont pas atteints pendant deux années consécutives, les emplois sont supprimés au terme de la seconde année.

Exemple : au comptage du 15 janvier 2015, on compte 547 élèves dans l'établissement. Au 1^{er} septembre 2015, l'emploi de proviseur ou de sous-directeur est donc en situation de « maintien 1 ». Au comptage du 15 janvier 2016, il est toujours sous la norme de maintien, cet emploi est par conséquent en situation de « maintien 2 » au 1^{er} septembre 2016. Si au comptage du 15 janvier 2017, l'emploi n'a pas atteint la norme de création, il est supprimé au 1^{er} septembre 2017.

Les emplois de sous-directeur peuvent être confiés à deux membres du personnel qui sont chargés chacun d'une demi charge, après avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord²⁵⁵.

Voir également le point I.8.E, relatif à la possibilité de consacrer des périodes du NTPP à un emploi complémentaire de proviseur ou de sous-directeur.

²⁵³ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 22, §2

²⁵⁴ Ibidem, art. 21^{quater}, al.1 et 2

²⁵⁵ Ibidem, art. 21^{quater}, al.3, tel qu'inséré par l'art. 126, §1^{er}, 1°, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

Emplois de chef d'atelier et de chef de travaux d'atelier

La création et le maintien des emplois de chefs d'atelier et de chefs de travaux d'atelier sont établis sur base des nombre d'élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'enseignement technique, artistique ou professionnel, y compris l'EPSC et les CEFA.

Soulignons que n'est plus considéré comme élève régulier au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement qui l'a exclu, l'élève qui fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive à un moment quelconque de cette année, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette décision.

Pour fixer le nombre d'emplois, les élèves sont affectés d'un coefficient qui varie en fonction du secteur ou du groupe dont relève l'option de base groupée²⁵⁶ (cf. Chapitre 3, IV) :

Secteurs	Groupes	Technique de transition	Technique de qualification	Professionnel
1	tous	1	1	1,3
2	tous	1	1	1,5
3	tous	1	1	1,4
4	tous	-	1	1,4
5	tous	-	1	1,2
6	61,63	-	0,2	0,2
6	62	-	1	1
6	64	-	0,5	0,5
7	tous	-	0,2	0,2
8	81, 82, 84	-	0,5	0,5
8	83	-	0,5	1,2
9	tous	-	0,2	0,2
10	tous	0,5	0,5	-
7 ^{ème} professionnelle C		-	-	1
EPSC – Soins infirmiers		-	-	0,5
2 ^{ème} D/DS			1	
3S-DO			1	
Enseignement artistique			0.5	

Soulignons que les élèves inscrits en 3S-DO sont également comptabilisés pour fixer le nombre d'emplois de chef d'atelier et de chef de travaux d'atelier; ils sont affectés d'un coefficient égal à l'unité²⁵⁷.

Les élèves inscrits dans un CEFA sont comptabilisés dans l'établissement où ils suivent la majorité de leurs périodes de cours de pratique professionnelle. Le nombre d'élèves est affecté du même coefficient que celui prévu dans l'enseignement de plein exercice.

Le résultat du calcul est arrondi à l'unité supérieure²⁵⁸.

²⁵⁶ Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 21quinquies, §2, al.1^{er}

²⁵⁷ Ibidem, art. 21quinquies, §2, al.1^{er} tel que modifié par le décret du 7 décembre 2007 précité

²⁵⁸ Ibidem, art. 21quinquies, §2, al.2

Les emplois de chef d'atelier et de chefs de travaux d'atelier peuvent être soit créés, soit maintenus conformément au tableau suivant²⁵⁹.

Emplois	Norme de création	Norme de maintien
Chef d'atelier	180	150
Chef d'atelier	360	300
Chef de travaux d'atelier	540	450
Chef d'atelier	740	600
Chef d'atelier	940	750
Chef d'atelier	1.140	900
Chef d'atelier	1.340	1.080
Chef de travaux d'atelier	1.540	1.260
Chef d'atelier	1.740	1.440
Chef d'atelier	1.940	1.620
Au-delà, un chef d'atelier supplémentaire par tranche complète de :	200	180

Pour le maintien des emplois de chef d'atelier et de chef de travaux d'atelier, deux choses changent par rapport au maintien des emplois de proviseur et de sous-directeur: le critère consécutif n'est pas d'application et on ne parle pas ici de suppression d'emploi après deux années scolaires sous la norme de maintien, l'emploi n'est « pas maintenu » (ou suspendu), mais il peut être rouvert dès que la norme de maintien est de nouveau atteinte. Par ailleurs, si à un moment donné, la norme de création afférente à l'emploi est de nouveau atteinte, cela a pour conséquence que l'on remet les compteurs à zéro concernant le maintien de l'emploi, si cet emploi a déjà été en situation de maintien dans le passé²⁶⁰.

Dans chaque établissement, un emploi de chef d'atelier ainsi qu'un emploi de chef de travaux d'atelier peuvent être maintenus pendant 2 années scolaires lorsque la norme n'est plus atteinte, quel que soit le nombre de dérogations déjà obtenues à l'entrée en vigueur du nouveau décret par application de l'arrêté du 4 novembre 1991 fixant les conditions requises pour la création et le maintien des emplois de chefs d'atelier et de chefs d'atelier dans les établissements d'enseignement secondaire, tel que modifié par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 30 octobre 1995

Les emplois de chef d'atelier peuvent être confiés à deux membres du personnel qui sont chargés chacun d'une demi charge, après avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord²⁶¹.

Par ailleurs, en cas de fusion ou de restructuration, il est à noter qu'il faut prendre en compte les chiffres cumulés des établissements au 15 janvier de l'année scolaire précédant la fusion ou la restructuration pour déterminer la situation des emplois de chef d'atelier et de chef de travaux d'atelier, et se référer par conséquent à la norme de création des emplois concernés (voir chapitre V).

²⁵⁹ Ibidem, art. 21quinquies, §2, al.3

²⁶⁰ Ibidem, art. 21quinquies, §2, al.5

²⁶¹ Ibidem, art. 21quinquies, §5, tel qu'inséré par l'art. 126, §1^{er}, 2^o, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

Exemple 1 : au comptage du 15 janvier 2015, on constate que la norme de maintien (450) de l'emploi de chef de travaux d'atelier n'est pas atteinte. Au 1^{er} septembre 2015, cet emploi est donc en situation de « maintien 1 ». Au comptage du 15 janvier 2016, la norme de maintien n'est toujours pas atteinte, cet emploi est par conséquent en situation de « maintien 2 » au 1^{er} septembre 2016. Au comptage du 15 janvier 2017, la norme de création n'est pas atteinte, l'emploi est donc suspendu pour l'année scolaire 2017-2018. Il atteint de nouveau la norme de maintien au 15 janvier 2018 et redevient par conséquent organisable pour l'année 2018-2019. Au comptage du 15 janvier 2019, l'emploi est de nouveau sous la norme de maintien, et sera donc suspendu en 2019-2020. Le 15 janvier 2020, il retrouve la norme de création, on remet les compteurs à zéro à partir de l'année scolaire 2020-2021. Au comptage du 15 janvier 2021, la norme de maintien n'est de nouveau pas atteinte, l'emploi est en « maintien 1 » pour l'année scolaire 2021-2022.

Comptage 15 janvier précédent / norme	Année scolaire	Situation de l'emploi CTA
< 450	2015-2016	« maintien 1 »
< 450	2016-2017	« maintien 2 »
< 540 (norme de création)	2017-2018	suspendu
> 450	2018-2019	organisable
< 450	2019-2020	suspendu
> 540 (NC)	2020-2021	organisable
< 450	2021-2022	« maintien 1 »

Exemple 2 : au comptage du 15 janvier 2015, on constate que la norme de maintien (450) de l'emploi de chef de travaux d'atelier n'est pas atteinte. Au 1^{er} septembre 2015, l'emploi de chef de travaux d'atelier de cette école est donc en situation de « maintien 1 ». Au comptage du 15 janvier 2016, la norme de maintien est atteinte : l'emploi de chef de travaux d'atelier continue par conséquent d'exister pour l'année scolaire 2016-2017, et cela en dehors de toute situation de maintien. Cependant, au comptage du 15 janvier 2017, la norme de maintien n'est de nouveau plus atteinte. Au 1^{er} septembre 2017, l'emploi est donc en situation de « maintien 2 ». Si au comptage du 15 janvier 2018, la norme de création n'est pas atteinte, l'emploi est suspendu pour l'année scolaire 2018-2019.

Comptage 15 janvier précédent / norme	Année scolaire	Situation de l'emploi CTA
< 450	2015-2016	« maintien 1 »
> 450	2016-2017	organisable
< 450	2017-2018	« maintien 2 »
< 540 (Norme de création)	2018-2019	suspendu

Exemple 3 : au comptage du 15 janvier 2015, on compte 446 élèves dans l'école. Au 1^{er} septembre 2015, l'emploi de chef de travaux d'atelier de cette école est donc en situation de « maintien 1 ». Au comptage du 15 janvier 2016, la norme de création est atteinte : les compteurs sont remis à zéro, on oublie que l'emploi a été en situation de « maintien 1 » l'année scolaire précédente. Si, au comptage du 15 janvier 2017, la norme de maintien de l'emploi n'est pas atteinte, celui est en situation de « maintien 1 ».

Comptage 15 janvier précédent / norme	Année scolaire	Situation de l'emploi CTA
< 450	2015-2016	« maintien 1 »
> 540 (Norme de création)	2016-2017	organisable
< 450	2017-2018	« maintien 1 »

Emplois de professeur de pratique professionnelle sans élèves

Les établissements d'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Fédération Wallonie-Bruxelles qui dispensent un enseignement dans le secteur de l'agronomie peuvent disposer d'un ou plusieurs emplois de professeur de pratique professionnelle sans élèves.

4.1. Attributions.

Ces membres du personnel sont :

- responsables de l'exploitation et de l'entretien des cultures et des serres qui dépendent de l'établissement d'enseignement;
- tenus de faire, en présence des élèves et pendant les périodes réservées à la pratique professionnelle, les démonstrations requises pour l'illustration de certaines leçons;
- tenus d'élaborer, de mettre en place et d'assurer le suivi des plans de cultures annuels et pluriannuels afin de faire acquérir aux élèves, l'ensemble des compétences reprises aux programmes des études;
- tenus d'assurer une coordination étroite avec les professeurs de cours techniques afin de permettre une parfaite adéquation entre les programmes des cours techniques et de pratique professionnelle;
- tenus de mettre à la disposition des professeurs de pratique professionnelle le matériel, l'outillage, les machines et les surfaces de cultures nécessaires au bon suivi du programme des études;
- tenus d'assurer la gestion de la traçabilité des productions;
- tenus de gérer les espaces paysagers et de cultures qui dépendent de l'établissement scolaire;
- tenus d'assurer des contacts privilégiés avec les milieux professionnels afin de permettre le suivi permanent des évolutions technologiques;
- responsables de la mise en place, de l'entretien et de la conservation des collections végétales;
- responsables des propositions d'achats d'équipement, de matières premières, huiles et carburants et des produits d'entretien nécessaires au bon fonctionnement de l'exploitation;
- responsables de l'inventaire permanent des stocks de matières premières et productions;
- tenus de distribuer, d'animer et d'assurer le suivi du travail pour les différentes classes fréquentant l'exploitation et ce, en collaboration avec les professeurs titulaires des cours et dans le respect des programmes scolaires;
- responsables de la mise à disposition et de l'entretien du matériel, machines et petit outillage nécessaires à la bonne réalisation des travaux pratiques;
- tenus de coordonner les travaux de fin d'année des élèves nécessitant des expérimentations in situ;
- tenus de coordonner et de préparer les productions nécessaires à la participation de l'établissement à des expositions et/ou événements.

4.2. Calcul du nombre d'emplois.

Le nombre d'emplois pris en considération est fixé conformément aux normes suivantes :

Nombre d'élèves		Nombre d'emplois
de	à	
8	60	1
61	150	2
151	270	3
271	390	4
391	450	5
451	540	6
541	640	7

et ainsi de suite, par tranche complète de 100 élèves.

Une charge complète de professeur de pratique professionnelle sans élèves comporte 30 périodes. Ces 30 périodes ne pourront être fractionnées en deçà ou au-delà de 15 périodes dans la plupart des cas ou attribuées à plus de deux enseignants.

La dévolution de ces emplois est soumise à l'obligation préalable pour l'établissement de disposer au sein de son implantation d'une surface d'élevage destinée à l'exploitation agricole, sylvicole ou horticole (serres, terrains de culture).

Seuls, les élèves réguliers de l'enseignement secondaire de plein exercice inscrits à la date du 15 janvier de l'année scolaire précédente, dans les options reprises dans le tableau ci-dessous, entrent en ligne de compte pour la désignation d'un professeur de pratique professionnelle sans élèves.

Soulignons que n'est plus considéré comme élève régulier au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement qui l'a exclu, l'élève qui fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive à un moment quelconque de cette année, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette décision.

2 ^{ème} degré Technique de Qualification		3 ^{ème} degré Technique de Qualification	
1104	Agriculture	1109	Technicien / Technicienne en agriculture
1106	Agronomie	1111	Technicien / Technicienne en agro-équipement
1203	Horticulture	1209	Technicien / Technicienne en horticulture
		1306	Agent technique de la nature et des forêts
2 ^{ème} degré Professionnel de Qualification		3 ^{ème} degré Professionnel de Qualification	
1101	Agriculture et maintenance du matériel	1108	Ouvrier qualifié / Ouvrière qualifiée en agriculture
1202	Horticulture et maintenance de matériel	1207	Fleuriste
		1208	Ouvrier qualifié / Ouvrière qualifiée en horticulture
		1314	Ouvrier qualifié / Ouvrière qualifiée en sylviculture
		7 ^{ème} Professionnelle qualifiante	
		1214	Horticulteur spécialisé / Horticultrice spécialisée en aménagement des parcs et jardins

NB : Toute école détentrice, au sein de son implantation, d'un élevage équin bénéficiera d'un «professeur de pratique professionnelle sans élèves » supplémentaire et cumulable.

CHAPITRE 7: Normes régissant la taille des classes²⁶²

I. Introduction

Les normes régissant la taille des classes – ensemble d'élèves de l'enseignement secondaire d'un même groupe-classe ou du regroupement de deux ou plusieurs groupes-classe placés sous la direction d'un enseignant en conformité avec les grilles-horaires légales – ont été définies à l'article 5 du décret du 03/05/2012 relatif à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire ordinaires, notamment en matière de taille des classes.

Il fixe, sauf pour le 1^{er} degré où les anciens maxima sont maintenus, pour chaque degré et section, une moyenne doublée d'un maximum. La moyenne doit être absolument respectée et ne souffre d'aucune dérogation. Le maximum peut être dépassé dans certaines situations et à certaines conditions précisées ci-après.

Les moyennes sont calculées annuellement sur base des « groupes-classe » organisés. Elles s'obtiennent en divisant le nombre total d'élèves concernés par le nombre de « groupes-classe » organisés.

Un « groupe-classe » est un groupe d'élèves réunis pour suivre ensemble un cours ou un ensemble de cours avec un enseignant (dans le cas où 2 enseignants ou plus prennent en charge un groupe-classe, le nombre d'élèves dont il faut tenir compte est divisé par le nombre d'enseignants).

Les moyennes sont calculées par degré, forme et type de cours. Elles sont calculées séparément pour chaque cours figurant dans la grille-horaire, sauf pour les cours suivants qui sont regroupés:

- l'ensemble des options de base simples;
- l'ensemble des cours de laboratoire;
- l'ensemble des cours figurant à la grille-horaire de l'ensemble des options de base groupées, hormis les cours relevant des trois catégories suivantes :
 - l'ensemble des cours de pratique professionnelle de l'ensemble des options de base groupées ;
 - l'ensemble des cours de pratique professionnelle des options de base groupées relevant du comptage séparé;
 - l'ensemble des cours de pratique professionnelle des options de base groupées dans lesquels ceux-ci engendrent un risque tel que la sécurité exige qu'un enseignant ait un nombre limité d'élèves sous sa surveillance.

²⁶²

Décret du 29 juillet 1992 précité, art. 23 bis tel qu'inséré par le décret du 12 décembre 2008 précité

Pour l'année scolaire 2015-2016, il existe différentes procédures dérogatoires dont on trouve un aperçu dans le tableau ci-dessous.

DEROGATIONS PORTANT <u>UNIQUEMENT SUR LE DEPASSEMENT DU NOMBRE MAXIMAL D'ELEVES PAR CLASSE.</u>			
CLASSES	CONDITIONS	TYPES DE PROCEDURE DEROGATOIRE	POUR LES DETAILS, POINTS DU PRESENT CHAPITRE A CONSULTER
1C	DEPASSEMENT DU MAXIMUM AUTORISE D'UN SEUL ELEVE	INTERNE - PAS DE DEMANDE AU GOUVERNEMENT	IV.B)
1S, 1D, 2D ET 2DS		AUCUNE DEROGATION POSSIBLE	IV.A)
2C ET 2S	DEPASSEMENT DU MAXIMUM AUTORISE D'UN SEUL ELEVE	INTERNE - PAS DE DEMANDE AU GOUVERNEMENT	IV. C)
TOUTES LES AUTRES ANNEES	DEPASSEMENT DU NOMBRE MAXIMAL AUTORISE D'UN ELEVE LORSQUE LE MAXIMUM AUTORISE EST < 15 ELEVES DEPASSEMENT DU NOMBRE MAXIMAL AUTORISE DE DEUX ELEVES LORSQUE LE MAXIMUM AUTORISE EST ≥ 15 ELEVES	INTERNE - PAS DE DEMANDE AU GOUVERNEMENT INFORMATION AU COMITE DE CONCERTATION DE BASE / COMMISSION PARITAIRE LOCALE / CONSEIL D'ENTREPRISE / DELEGATION SYNDICALE	IV.D)
TOUTES LES AUTRES ANNEES	DEPASSEMENT DU NOMBRE MAXIMAL AUTORISE DE DEUX ELEVES LORSQUE LE MAXIMUM AUTORISE EST < 15 ELEVES DEPASSEMENT DU NOMBRE	EXTERNE - DEMANDE AU GOUVERNEMENT JOINDRE L'AVIS DU COMITE DE CONCERTATION DE BASE / COMMISSION PARITAIRE LOCALE / CONSEIL	IV.E)

	MAXIMAL DE TROIS ELEVES LORSQUE LE MAXIMUM AUTORISE EST ≥ 15 ELEVES	D'ENTREPRISE / DELEGATION SYNDICALE	
--	--	-------------------------------------	--

II . Normes applicables au 1^{er} degré

Degré	Années d'études	Cours	Nombre maximal d'élèves par classe
D1 C	1C-2C- 1S-2S	Tous	24
D1 D	1D	Tous	15
	2D/2DS	Tous	18

III . Normes applicables au 2^{ème} et au 3^{ème} degré

Années d'études	Cours	Moyenne à respecter sans possibilité de dérogation	Nombre maximal d'élèves dans chaque classe
3 G	Tous sauf laboratoires	26	29
4 G	Laboratoires	16	19
5 G	Tous sauf laboratoires	29	32
6 G	Laboratoires	16	19
7 G			
3 TT 4 TT 5 TT 6 TT	Tous sauf laboratoires	26 (y compris en cas de regroupement avec des élèves du troisième degré de l'enseignement général)	29 (y compris en cas de regroupement avec des élèves du troisième degré de l'enseignement général)
	Laboratoires	16	19
3 TQ 4 TQ 5 TQ 6 TQ 7 TQ	Tous sauf pratique professionnelle	25	28
	Pratique professionnelle	16	19
	Pratique professionnelle (comptage séparé - voir annexe 7.3)	12	15
	Lorsque la sécurité l'exige (voir annexe 7.4)	10	12
3 P 4 P	Tous sauf pratique professionnelle	19	22
	Pratique professionnelle	16	19
	Pratique professionnelle (comptage séparé - voir annexe 7.3)	12	15
	Lorsque la sécurité l'exige (voir annexe 7.4)	10	12
5 P 6 P 7 P	Tous sauf pratique professionnelle	22	25
	Pratique professionnelle	16	19
	Pratique professionnelle (comptage séparé - voir annexe 7.3)	12	15
	Lorsque la sécurité l'exige (voir annexe 7.4)	10	12

Remarques :

1. Les normes régissant la taille des classes ne s'appliquent pas au 4^{ème} degré de l'enseignement professionnel (EPSC).
2. Sans être d'application pour l'organisation des cours philosophiques, les normes définies dans la présente circulaire constituent néanmoins une référence.
3. Lorsqu'un cours est donné en commun à des élèves issus de deux formes différentes, la moyenne est calculée sur l'ensemble des cours communs du degré concerné.

Exemple : si le cours de français de 5^{ème} est commun, même partiellement (un groupe-classe au moins), aux élèves de G et de TT, la moyenne en français sera calculée sur l'ensemble des cours de français G et TT de 5^{ème} et de 6^{ème}.
4. La liste des options de base groupées relevant du comptage séparé est reprise à l'annexe 7.3.
5. La liste des options de base groupées dans lesquelles les cours de pratique professionnelle engendrent un risque tel que la sécurité exige qu'un enseignant ait un nombre limité d'élèves sous sa surveillance est reprise à l'annexe 7.4.

Exemples de calculs de la moyenne :

- Une école comptabilise une population de 205 élèves au 2^{ème} degré de l'enseignement secondaire général dont 130 en 3^{ème} et 75 en 4^{ème} année. La moyenne à ne pas dépasser pour les cours (sauf les laboratoires) est de 26 élèves par groupe-classe. Elle doit organiser au minimum 8 groupes-classes avec un maximum de 29 élèves par classe.
Les élèves peuvent être répartis comme suit pour tous les cours pris séparément, à l'exception des laboratoires :

Classe de 3^{ème} GA : 29
Classe de 3^{ème} GB : 26
Classe de 3^{ème} GC : 24
Classe de 3^{ème} GD : 26
Classe de 3^{ème} GE : 25
Classe de 4^{ème} GA : 26
Classe de 4^{ème} GB : 25
Classe de 4^{ème} GC : 24

Si les 55 élèves des classes réunies de 3^{ème} GA et 3^{ème} GB et 25 élèves des classes réunies de 4^{ème} GA et 4^{ème} GB suivent un cours de laboratoire à raison de 2 périodes hebdomadaires, cinq groupes devront être, éventuellement en regroupement vertical, créés afin de respecter la moyenne de 16 élèves. Les élèves pourraient par exemple être répartis comme suit :

Groupe 1 : 15
Groupe 2 : 16
Groupe 3 : 16
Groupe 4 : 15
Groupe 5 : 18

Il n'est donc pas autorisé de constituer seulement quatre groupes de laboratoire, car la moyenne du nombre d'élèves par groupe serait dans ce cas de 20 élèves.

- Un établissement organise des options de base en latin, sciences sociales, mathématiques 6 périodes, sciences 6 périodes en 5G et 6G. Une seule moyenne sera calculée sur l'ensemble des groupes-classes de 5G et de 6G organisés pour ces 4 options.
- Un établissement organise 4 options en 3P et 4P. La moyenne des cours généraux et des cours techniques sera calculée sur l'ensemble des cours de ces 4 options, sur le degré, à l'exception des cours de pratique professionnelle.

En ce qui concerne les cours de pratique professionnelle, ceux-ci sont répartis en 3 catégories :

- l'ensemble des cours de pratique professionnelle des options de base groupées relevant du comptage séparé;
- l'ensemble des cours de pratique professionnelle des options de base groupées dans lesquels ceux-ci engendrent un risque tel que la sécurité exige qu'un enseignant ait un nombre limité d'élèves sous sa surveillance ;
- l'ensemble des cours de pratique professionnelle des autres options de base groupées.

Exemple : un établissement organise, au 2^{ème} degré P, les options de base groupée suivantes :

- « Vente » (secteur 7)
- « Electricité » (secteur 2 – OBG « sécurité »)
- « Bois » (secteur 3 – OBG « sécurité »)
- « Hôtellerie » (secteur 4 – OBG à comptage séparé)

La moyenne sera donc calculée séparément pour les catégories de cours suivantes :

- l'ensemble des cours généraux et des cours techniques des 4 options de base groupées ;
- l'ensemble des cours de pratique professionnelle de l'option « Hôtellerie » ;
- l'ensemble des cours de pratique professionnelle des options « Electricité » et « Bois » ;
- l'ensemble des cours de pratique professionnelle de l'option « Vente ».

La moyenne à ne pas dépasser pour chacune des catégories qui précèdent est respectivement de 19, 12, 10 et 16.

IV. Dépassements des nombres maxima de « taille des classes »

A) En ce qui concerne les classes de 1S, 1D, 2D et 2DS : aucune dérogation aux nombres maximum d'élèves par classe n'est accordée par le Gouvernement.

B) Toutefois, en ce qui concerne les classes de 1C, dans le cadre de l'application des articles 79/5 et 79/23 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, une dérogation est accordée automatiquement, **sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande**, dans le cas où la taille de la classe dépasse le nombre maximum d'élèves d'une seule unité, et ce uniquement pour :

- 1) répondre à une injonction de la CIRI, en vue de résoudre des cas exceptionnels ou de force majeure imprévisibles au moment de la phase d'enregistrement des demandes d'inscription;
- 2) inscrire en 1^{ère} année commune un élève qui s'inscrit dans l'internat de l'école secondaire concernée ou dans un internat associé à l'école par une convention;
- 3) permettre l'inscription d'un membre supplémentaire de la fratrie lorsqu'un autre membre s'est vu attribuer une place disponible;
- 4) permettre l'inscription d'élèves classés ex-æquo dans l'ordre de classement des élèves, lorsqu'un des élèves classés ex-æquo s'est vu attribuer la dernière place disponible.

C) En ce qui concerne les classes de 2C et de 2S, une dérogation est accordée automatiquement, **sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande**, dans le cas où la taille de la classe dépasse le nombre maximum d'élèves d'une seule unité, et ce uniquement lorsque la dérogation prévue au point IV. B) conduit l'année scolaire suivante à l'organisation de classes de 2C ou 2S comptant 25 élèves. La dérogation n'est accordée que pour autant que le nombre de classes de 2C et de 2S soit égal au nombre de classes de 1C de l'année scolaire précédente.

En outre, une dérogation est accordée automatiquement, **sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande**, dans le cas où la taille de la classe dépasse le nombre maximum d'élèves d'une seule unité, et ce uniquement pour : permettre l'imposition d'un élève exclu, conformément à l'article 82 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en ce qui concerne les établissements organisés par la Fédération Wallonie-Bruxelles ou l'article 90, §2 de ce même décret, en ce qui concerne les établissements subventionnés.

D) En ce qui concerne les classes du 2^{ème} degré et du 3^{ème} degré, un dépassement du nombre maximal d'élèves, tel que défini dans le tableau du point III, est autorisé si (les deux conditions sont cumulatives) :

- les moyennes sont respectées

ET

- aucune option de base (simple ou groupée) du degré et de la forme concernée n'était sous la norme de maintien (tant M1 que M2) au 15 janvier de l'année précédente

A CONCURRENCE de

- un élève (1) lorsque le maximum fixé est inférieur à 15,

- deux élèves (2) lorsque le maximum fixé est supérieur ou égal à 15,

SANS qu'il soit nécessaire d'en faire la demande préalable

Une information concernant cette procédure de dérogation interne est à communiquer à l'Administration²⁶³ (voir circulaire 5097 du 19 décembre 2014).

Les dépassements ne valent que pour une classe par année d'étude et sont autorisés dans les situations suivantes :

1) en formation commune, dans un cours qui n'est organisé qu'en un ou deux groupes au niveau de l'année concernée. Sont assimilés aux cours de la formation commune, tous les cours qui ne font pas partie des options de base simples ou groupées ;

Exemple : le dépassement concerne un cours de français de 3TQ ; il faut vérifier 3 conditions :

- le dépassement est de maximum 2 élèves (30 au lieu de 28) ;
- aucune option de base groupée du 2^{ème} degré TQ n'était sous la norme au 15 janvier précédent ;
- le cours de français n'est organisé qu'en un ou deux groupes au niveau de la 3TQ.

2) dans un ou des cours d'une option de base simple ou groupée qui n'est organisée qu'en un seul groupe au niveau de l'année concernée ;

Exemple : le dépassement concerne un ou plusieurs cours techniques d'une option de base de 3P (il ne s'agit pas de cours de pratique professionnelle) ; il faut vérifier 3 conditions :

- le dépassement est de maximum 2 élèves (24 au lieu de 22),
- aucune option de base groupée du 2^{ème} degré P n'était sous la norme au 15 janvier précédent,
- le(s) cours pour le(s)quel(s) le dépassement est envisagé n'est (ne sont) organisé(s) qu'en un seul groupe au niveau de la 3 P.

²⁶³ Article 23bis, §7 du décret du 29 juillet 1992 précité

3) dans un ou des cours d'une option de base groupée lorsque l'établissement organise au 1^{er} octobre, dans le degré et la forme concernée, au moins, soit :

- une option du secteur Industrie (secteur 2)
- une option du secteur Bois-Construction (secteur 3)
- une option dont la création, le maintien ou le regroupement est soutenue sous forme d'octroi de périodes par l'instance sous-régionale de pilotage inter-réseaux (IPIEQ)

Exemple : le dépassement concerne un ou plusieurs cours techniques d'une option de base du secteur économie de 5TQ (l'exemple ne concerne pas des cours de pratique professionnelle) ; il faut vérifier 3 conditions :

- le dépassement est de maximum 2 élèves (30 au lieu de 28) ;
- aucune option de base groupée du 3^{ème} degré TQ n'était sous la norme au 15 janvier précédent ;
- l'établissement organise, au 3^{ème} degré TQ et au 1^{er} octobre, au moins
 - soit une option du secteur Industrie,
 - soit une option du secteur Bois-Construction,
 - soit une option qui a obtenu des périodes de l'IPIEQ pour l'année scolaire en cours.

POUR LE 15 OCTOBRE AU PLUS TARD, le chef d'établissement, dans le réseau organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ou le Pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, INFORME, selon le cas, le comité de concertation de base, la commission paritaire locale, le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale, des dépassements organisés, afin de leur permettre de valider la conformité des situations et conditions avec celles précisées dans le paragraphe précédent. En cas de contestation, l'instance susvisée concernée peut introduire un recours auprès du Gouvernement qui vérifiera que les situations et conditions précisées sont ou non rencontrées. Le recours n'est pas suspensif. Ce recours doit être introduit via l'Administration, à l'adresse DGEO, Bureau 1F106, rue Adolphe Lavallée 1 à 1080 Bruxelles.

POUR LE 30 OCTOBRE AU PLUS TARD, dans les cas de dépassements des normes prévus au point D l'établissement informera l'Administration, à l'aide du formulaire repris à l'annexe 7.1. ou par mail à l'adresse suivante : structures.secondaire.ordi@cfwb.be.

E) En ce qui concerne les classes du 2^{ème} degré et du 3^{ème} degré pour autant que les moyennes soient respectées et qu'au maximum une option de base simple ou groupée du degré et de la forme concernée était sous la norme de maintien (tant M1 que M2) au 15 janvier de l'année scolaire précédente (ces deux conditions sont cumulatives) peut être autorisé, **sur base d'une demande (voir annexe 7.2) introduite, via l'Administration, auprès du Gouvernement AU PLUS TARD LE 30 OCTOBRE**, un dépassement du nombre maximal d'élèves, tel que défini dans le tableau exposé au point III, à concurrence de

- 1) deux élèves lorsque le maximum fixé est inférieur à 15 ;
- 2) trois élèves lorsque le maximum fixé est supérieur ou égal à 15.

Les dépassements peuvent être autorisés dans chacune des situations suivantes :

- 1) La spécificité de l'offre de formation de l'établissement conduit à des déséquilibres tels, entre les populations des différentes options simples ou groupées à travers les différents degrés et formes, qu'ils ont des incidences sur un(des) cours de la formation non-optionnelle pour le(s)quel(s) le dépassement est demandé.

Exemple : un établissement connaît une baisse de population au 2^{ème} degré P tandis qu'il augmente fortement au 3^{ème} degré P. Ceci peut conduire à

organiser de plus grands groupes au 3^{ème} degré et à dépasser le maximum autorisé.

- 2) La spécificité de l'offre de formation de l'établissement conduit à des déséquilibres tels, entre les populations des différentes options simples ou groupées à travers les différents degrés et formes, qu'ils ont des incidences sur un(des) cours de la formation optionnelle pour le(s)quel(s) le dépassement est demandé.

Exemple : en 5G, les inscriptions dans les options de base présentent un déséquilibre important (latin : 35 élèves et grec : 6 élèves). Pour des raisons organisationnelles, il est impossible de dédoubler le cours de latin.

- 3) Les locaux, installations et équipements disponibles ne permettent pas une autre organisation, en ce compris pour les cours d'éducation physique.

Exemple : un établissement a accès à une salle des sports pour quelques périodes par semaine ; en vue d'optimiser l'utilisation de ces équipements, l'établissement souhaite organiser des groupes plus importants en 5 G.

- 4) Dans l'enseignement technique de qualification ou dans l'enseignement professionnel, l'organisation de la formation commune dans le respect des maxima obligerait à mettre ensemble des élèves provenant d'options appartenant à des secteurs différents.

Exemple : un établissement n'organise que deux options au 3^{ème} degré TQ : option X et option Y. En 5TQ, il y a 8 élèves dans l'option X et 31 élèves dans l'option Y. Pour des raisons organisationnelles ou pédagogiques, il n'est pas possible de grouper ces 39 élèves pour en faire deux groupes pour les cours de la formation commune. Le groupe de 31 élèves dépasse le maximum possible de 3 élèves (31 au lieu de 28).

La demande de dérogation inclut un relevé du nombre d'élèves par classe et l'avis, selon le cas, du comité de concertation de base, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles ou du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, dans l'enseignement libre subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. Le défaut de réponse du Gouvernement, dans le délai fixé à 20 jours ouvrables²⁶⁴ prenant cours dès la date d'envoi de la demande, est assimilé à une décision favorable.

La demande de dérogation sera adressée à la Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire, bureau 1F106, rue A. Lavallée 1, 1080 BRUXELLES.

²⁶⁴

C'est-à-dire les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés

V. Demande de périodes complémentaires suite au respect des normes de taille maximale des classes

L'octroi de périodes complémentaires est réservé aux implantations respectant le nombre maximal d'élèves repris dans les tableaux sous les points II et III. Ces périodes complémentaires seront utilisées pour permettre l'organisation de dispositifs pédagogiques identifiés ayant pour but la remédiation, la guidance ou le soutien aux apprentissages qui, sans ces périodes, ne pourraient être organisés parce que l'établissement a dû puiser dans son NTPP pour respecter les maxima.

1.471 périodes seront ainsi attribuées par zone et par réseau, en fonction des populations de l'enseignement secondaire ordinaire. Les périodes ne peuvent être distribuées que dans la zone et dans le réseau concernés. Le fait pour un établissement de bénéficier de l'encadrement différencié pourra faire partie des critères de sélection si la commission concernée le décide. Une circulaire précisant le nombre de périodes disponibles par zone et par réseau, ainsi que la procédure de demande, est publiée fin août sur le modèle de la circulaire n° 4976 du 03/09/2014, relative à l'octroi de périodes complémentaires pour permettre l'organisation de dispositifs pédagogiques identifiés ayant pour but la remédiation, la guidance ou le soutien pédagogique suite au respect des normes définissant la taille maximale des classes dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice.

CHAPITRE 8: Calendrier scolaire, suspension des cours, organisation des épreuves d'évaluation sommative

I. Calendrier scolaire 2015-2016

Sous réserve d'un arrêté de Gouvernement à paraître.

Rentrée scolaire	Le mardi 1er septembre 2015
Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles	Le dimanche 27 septembre 2015
Congé d'automne	du lundi 2 novembre 2015 au vendredi 6 novembre 2015
Commémoration du 11 novembre	Le mercredi 11 novembre 2015
Vacances d'hiver	du lundi 21 décembre 2015 au vendredi 1 ^{er} janvier 2016
Congé de détente (carnaval)	du lundi 8 au vendredi 12 février 2016
Vacances de printemps	du lundi 28 mars 2016 au vendredi 8 avril 2016
Lundi de Pâques	Pas d'application
Fête du 1 ^{er} mai	le dimanche 1er mai 2016
Fête de l'Ascension	Le jeudi 5 mai 2016
Le lundi de la Pentecôte	Le lundi 16 mai 2016
Les vacances d'été débutent le	Le vendredi 1 ^{er} juillet 2016

Des jours de congés pourraient être ajoutés ultérieurement.

II. Suspension des cours

1. Les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation sommative, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents pendant 18 jours au maximum sur l'année au premier degré, pendant 27 jours au maximum au second degré, pendant 27 jours au maximum au troisième degré et au quatrième degré²⁶⁵.
2. Au cours de l'année scolaire à l'exception des épreuves de juin et de septembre, les éventuelles épreuves d'évaluation sommative doivent être réparties sur un maximum de huit jours d'ouverture d'école au 1^{er} degré et sur un maximum de douze jours d'ouverture d'école pour les autres degrés²⁶⁶.
3. Au cours de l'année scolaire à l'exception des épreuves de juin et de septembre, les cours peuvent être suspendus, le cas échéant, durant un maximum de quatre journées au 1^{er} degré et de cinq journées aux autres degrés afin d'organiser des conseils de classe, dont une journée maximum peut être réservée à la remise des bulletins selon un horaire adapté. Cette journée ou ces demi-jours d'ouverture d'école sont comptabilisés dans les huit et douze jours d'ouverture d'école définis au point précédent²⁶⁷.
4. Au cours du mois de juin, les épreuves, dans tous les degrés, doivent se terminer au plus tôt le lundi 20 juin 2016. Pour les écoles qui organisent des épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification à la fin de la période réservée aux épreuves d'évaluation sommative, ces dernières peuvent se terminer, pour les classes concernées, au plus tôt le mercredi 15 juin 2016²⁶⁸.
5. Les examens de passage éventuels organisés en tout ou en partie en septembre ne peuvent s'étendre au-delà des trois premiers jours d'ouverture d'école²⁶⁹.
6. Outre les dispositions prévues aux points 2, 3, 4 et 5, les cours peuvent être suspendus pour organiser des conseils de classe durant un maximum de trois journées²⁷⁰.
7. Dans les écoles dont les locaux sont utilisés à l'occasion d'élections prévues par la loi, les cours peuvent être suspendus pendant un jour maximum. Cette suspension des cours a lieu soit le dernier jour de classe avant les élections, soit le lendemain de celles-ci²⁷¹.
8. Les cours sont suspendus pendant 6 demi-jours maximum afin de permettre aux membres du personnel²⁷².

1° de participer aux 2 demi-jours de formation obligatoire pour le niveau visé à l'article 5, 1° du décret du 11 juillet 2002.

2° de participer aux quatre demi-jours pour les niveaux visés à l'article 5, 2° et 3° du décret susvisé.

Le Gouvernement peut, sur la demande du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ou du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, accorder une dérogation afin de participer à plus de 6 demi-jours de formation volontaire pendant son horaire.

²⁶⁵ Loi du 19 juillet 1971 précitée, art. 9, al.1^{er}

²⁶⁶ Ibidem, art. 9bis, a)

²⁶⁷ Ibidem, art. 9bis, a)

²⁶⁸ Ibidem, art.9bis, b)

²⁶⁹ Ibidem, art 9bis, c)

²⁷⁰ Ibidem, art.9bis, d)

²⁷¹ Arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française, art. 8

²⁷² Loi du 19 juillet 1971 précitée, art. 10

9. Lorsqu'il n'existe pas de congé de réserve et qu'une festivité locale rend impossible la tenue des cours, le Pouvoir organisateur est tenu d'organiser deux des six demi-jours de formation obligatoire visés ci-dessus pendant un jour de congé des élèves. Il en informe par écrit la Direction générale de l'Enseignement obligatoire²⁷³.
10. Lorsqu'une école suspend les cours pour une **raison exceptionnelle**, les cours doivent obligatoirement être récupérés²⁷⁴. Cette suspension fera l'objet d'une demande dûment motivée adressée à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.
11. Durant les périodes visées au point 1, les élèves majeurs et les élèves mineurs dont les parents le souhaitent doivent être accueillis au sein de l'établissement et y bénéficier d'un encadrement éducatif ou pédagogique.

III. Organisation des épreuves d'évaluation sommative

La notion de suspension de cours en lien avec les épreuves d'évaluation sommative

Les cours peuvent être suspendus afin d'organiser les épreuves d'évaluation sommative, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents :

- pendant **18 jours d'ouverture d'école au maximum** au premier degré ;
- pendant **27 jours d'ouverture d'école au maximum** pour les autres degrés²⁷⁵.

Durant les périodes définies ci-dessus, les élèves majeurs et les élèves mineurs dont les parents qui le souhaitent doivent être accueillis au sein de l'établissement et y bénéficier **d'un encadrement éducatif et pédagogique**²⁷⁶.

Vu le caractère spécifique et les contraintes organisationnelles liées à la constitution des jurys de qualification, les épreuves de qualification ne doivent pas être comptabilisées dans les nombres de jours d'ouverture d'école définis ci-dessus²⁷⁷.

Sont comptabilisables dans les 18/27 jours d'ouverture d'école, pour autant que les cours y soient suspendus ou qu'aucune activité scolaire ou parascolaire ne soit organisée à l'attention de tous les élèves :

- o les journées consacrées aux épreuves d'évaluation organisées en juin et/ou à un autre moment de l'année scolaire ;
- o les journées consacrées aux examens de passage de septembre ;
- o les journées consacrées à des conseils de classe (les journées consacrées à l'organisation de conseils de classe qui se tiennent dans l'après-midi peuvent être comptabilisées en demi-journées) ;
- o les journées consacrées aux réunions de parents et à la remise du bulletin ;
- o les journées consacrées à la procédure interne des recours visées à l'article 96, alinéa 5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement

²⁷³ Ibidem, art. 10bis

²⁷⁴ Arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 précité, art. 9, §1^{er}, al.2

²⁷⁵ Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, telle que modifiée par le décret du 29 février 2008 relatif à l'organisation des épreuves d'évaluation sommative dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice, article 9, alinéa 1

²⁷⁶ Idem, article 9, alinéa 3

²⁷⁷ Idem, article 9, alinéa 1^{er}

fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

- les journées où la rentrée est différée par rapport au premier jour ouvrable du mois de septembre.

NB : lorsque, au cours d'une journée, dans leur horaire hebdomadaire, certaines classes sont « libérées » soit la matinée soit l'après-midi, et que, dans le cadre de la session des épreuves d'évaluation sommative, une épreuve y est organisée, cette journée est comptabilisée entièrement. Par exemple, si les élèves n'ont pas cours habituellement le mercredi après-midi, en cas d'examen un mercredi dans une session, cette journée est comptabilisée entièrement.

Durée des épreuves d'évaluation sommative

a) Au cours de l'année scolaire à l'exception des épreuves de juin et de septembre²⁷⁸

Les éventuelles épreuves d'évaluation sommative doivent être réparties sur un maximum de huit jours d'ouverture d'école au premier degré et sur un maximum de douze jours d'ouverture d'école pour les autres degrés.

Une fois les épreuves d'évaluation sommative terminées, les cours reprennent le lendemain selon l'horaire normal sauf si la fin de la session coïncide avec le début d'un congé scolaire ou d'un week-end auquel cas les cours reprennent dès le premier jour qui suit la fin du congé scolaire ou du week-end.

Toutefois, les cours peuvent être suspendus, le cas échéant, durant un maximum de quatre journées au premier degré et de cinq journées aux autres degrés afin d'organiser des conseils de classe, dont une journée au maximum peut être réservée à la remise des bulletins selon un horaire adapté. Cette ou ces journée(s) d'ouverture d'école est (sont) comptabilisée(s) dans les huit et douze jours d'ouverture d'école définis au premier alinéa ci-dessus.

Lorsqu'un Chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ou le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, n'utilise pas lesdites journées, en tout ou en partie, à l'issue des épreuves d'évaluation prévues par le présent alinéa, celles-ci peuvent être consacrées à l'organisation de conseils de classe durant l'année scolaire.

b) Les épreuves organisées au mois de juin²⁷⁹

Au mois de juin, pour le premier, le deuxième et le troisième degré, les épreuves d'évaluation se terminent au plus tôt le neuvième jour d'ouverture d'école inclus précédant les vacances scolaires.

Toutefois, lorsque des épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification sont organisées à la fin de la période réservée aux épreuves d'évaluation sommative, ces dernières peuvent se terminer, pour les classes concernées, au plus tôt le douzième jour d'ouverture d'école inclus précédant les vacances scolaires.

²⁷⁸ Ibidem, article 9bis, a)

²⁷⁹ Ibidem, article 9bis, b)

Concrètement, pour l'année scolaire 2015-2016 :

Degrés	Le dernier examen est organisé au plus tôt
1 ^{er} degré	le 20 juin 2016 inclus
2 ^{ème} et 3 ^{ème} degré	le 20 juin 2016 inclus
Classes concernées par les épreuves liées à la délivrance du certificat de qualification organisées à la fin de la session de juin	Le dernier examen peut être organisé au plus tôt le 15 juin 2016 inclus

Des examens pourront évidemment encore être proposés après ces dates.

c) Procédure de recours²⁸⁰

La procédure interne des recours visée à l'article 96, alinéa 5, du Décret du 24 juillet 1997 précité doit se dérouler au moins sur les deux derniers jours d'ouverture d'école précédant les vacances scolaires.

d) Les examens de passage organisés en septembre²⁸¹

Lorsque le pouvoir organisateur fait le choix d'organiser des examens de passage et qu'ils sont organisés en tout ou en partie en septembre, ils ne peuvent s'étendre au-delà des trois premiers jours d'ouverture d'école.

Réunion de parents et conseils de classe en cours d'année scolaire

Durant l'année scolaire, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur organise au moins une réunion de parents après chaque session d'épreuves d'évaluation sommative²⁸².

En outre, les cours peuvent être suspendus pour organiser des conseils de classe durant un **maximum de trois journées** au cours de l'année scolaire dans le respect des dispositions du point I²⁸³.

En outre, lorsqu'un chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ou le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, n'utilise pas, en tout ou en partie, les quatre ou cinq journées prévues au paragraphe 3 du point II a), celles-ci peuvent être cumulées aux trois journées prévues au paragraphe précédent du présent point²⁸⁴.

Modalités particulières liées à l'organisation des stages

Au cas où un pouvoir organisateur ou un chef d'établissement organise des stages en entreprise tel que défini à l'article 7 bis de la loi du 19 juillet 1971 précitée durant la période définie aux points II b) et II d), le Gouvernement peut octroyer une dérogation permettant d'organiser les épreuves d'évaluation sommative pour les classes concernées à un autre moment de l'année y compris durant les trois premiers jours d'ouverture d'école du mois de septembre, dans le respect des dispositions de l'article 9 de la loi du 19 juillet 1971 précitée²⁸⁵.

²⁸⁰ Ibidem, article 9bis, b) alinéa 2

²⁸¹ Ibidem, article 9bis, c)

²⁸² Ibidem, article 9bis, d), alinéa 3

²⁸³ Ibidem, article 9bis, d), alinéa 1

²⁸⁴ Ibidem, article 9bis, a)

²⁸⁵ Ibidem, article 9bis, b), alinéa 2

Cette demande sera introduite à l'aide du formulaire annexé à la présente circulaire (voir annexe 8.1).

Planification des épreuves d'évaluation sommative²⁸⁶

Chaque année, le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, décide, après avoir pris l'avis des enseignants, pour chaque année d'études, du choix des disciplines soumises aux épreuves d'évaluation sommative et des autres modalités d'organisation de celles-ci, dans le cadre, en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, des modalités définies, le cas échéant, par le Gouvernement.

En fonction du nombre d'épreuves déterminées par session, par année et par forme d'enseignement, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur les répartit sur l'ensemble de la période prévue pour le degré correspondant.

Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur établit une planification des sessions d'épreuves d'évaluation sommative comprenant notamment les dates d'examens, de conseils de classe et de réunions de parents.

La planification est soumise à l'avis préalable :

- dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles : du comité de concertation de base
- dans l'enseignement officiel subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles : de la commission paritaire locale
- dans l'enseignement libre subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles : du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale

avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

La planification est également soumise à l'avis du Conseil de participation.

Chaque année, **pour le 15 novembre au plus tard**, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur adresse à l'administration la planification accompagnée de l'avis rendu par les organes de concertation locaux en vue de vérifier la conformité de celle-ci avec les dispositions légales.

Celle-ci se fera à l'aide du formulaire annexé à la présente circulaire (voir annexe 8.2).

Le formulaire doit être envoyé, par voie postale, à l'adresse suivante : Direction générale de l'enseignement obligatoire, bureau 1F110, rue A. Lavallée, 1 à 1080 Bruxelles. Le formulaire peut également être communiqué par mail à l'adresse suivante : structures.secondaire.ordi@cfwb.be.

Enfin, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur communique aux parents la planification des sessions d'épreuves d'évaluation sommative.

Avertissement²⁸⁷

Les Services du Gouvernement sont chargés du contrôle du respect des dispositions visées aux articles 9 et 9bis de la loi du 19 juillet 1971 précitée et reprises dans cette circulaire.

En cas de non respect de ces dispositions, le Gouvernement prend les mesures visées à l'article 24 §2sexties de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

²⁸⁶ Ibidem, article 9bis, d), alinéas 2 à 5

²⁸⁷ Ibidem, article 9ter

CHAPITRE 9: Intégration d'élèves issus de l'enseignement spécialisé²⁸⁸

I. Remarques préalables

Les modalités de l'intégration des élèves à besoin spécifiques sont fixées par le décret organisant l'enseignement spécialisé:

- aux articles 131 à 145 pour l'**intégration permanente totale** ;
- aux articles 146 à 158 pour l'**intégration permanente partielle** et pour l'**intégration temporaire** (totale ou partielle).

TOUS les élèves à besoins spécifiques²⁸⁹, qu'ils fréquentent l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécialisé, sont susceptibles de pouvoir bénéficier de l'intégration. **Toutefois** certaines conditions particulières sont requises pour l'intégration permanente totale.

II. Définitions

Intégration permanente totale

L'élève suit tous les cours dans l'enseignement ordinaire, pendant toute l'année scolaire, tout en bénéficiant, en fonction de ses besoins, de la gratuité des transports entre son domicile et l'établissement ordinaire qu'il fréquente et d'un accompagnement assuré par l'enseignement spécialisé.

Intégration permanente partielle

L'élève suit certains cours dans l'enseignement ordinaire et les autres dans l'enseignement spécialisé pendant toute l'année scolaire. Il continue en outre à bénéficier de la gratuité des transports scolaires de son domicile à l'école d'enseignement spécialisé dans laquelle il est inscrit.

Intégration temporaire totale

L'élève suit la totalité des cours dans l'enseignement ordinaire pendant une ou des périodes déterminées d'une année scolaire. Il continue en outre à bénéficier de la gratuité des transports scolaires de son domicile à l'école d'enseignement spécialisé dans laquelle il est inscrit.²⁹⁰

Intégration temporaire partielle

L'élève suit une partie des cours dans l'enseignement ordinaire pendant une ou des périodes déterminées d'une année scolaire. Il continue en outre à bénéficier de la gratuité des transports scolaires de son domicile à l'école d'enseignement spécialisé dans laquelle il est inscrit.

III. Le protocole d'intégration

Après concertation de tous les intervenants (les responsables de l'élève, la direction de l'école d'enseignement spécialisé, la direction de l'enseignement ordinaire, leur centre PMS respectif et le PO pour l'enseignement subventionné), un protocole d'intégration doit être établi. Si la concertation débouche sur un avis défavorable, chaque partenaire ayant marqué son désaccord motivera par écrit sa position au chef d'établissement d'enseignement spécialisé dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ou au Pouvoir organisateur de l'école d'enseignement spécialisé subventionnée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

²⁸⁸ Le lecteur consultera utilement les articles 130 à 158bis du décret organisant l'enseignement spécialisé du 03 mars 2004

²⁸⁹ Seul un CPMS ou un centre agréé peut attester qu'un élève a des besoins spécifiques

²⁹⁰ Il n'est pas obligatoire de fréquenter physiquement l'enseignement spécialisé, mais bien d'y être inscrit administrativement selon les conditions fixées par l'article 12 du décret du 3 mars 2004 précité

Les consultations aboutissant à la signature du protocole par tous les intervenants sont initiées par le directeur de l'enseignement spécialisé qui conservera le protocole original au sein de son établissement. Une copie du protocole sera conservée dans l'école secondaire ordinaire. Tout renseignement complémentaire concernant le protocole d'intégration peut être obtenu à l'adresse suivante :

<p>Direction générale de l'enseignement obligatoire Service de l'enseignement spécialisé Madame Stéphanie PIRSOU Bureau 2F244 Rue Adolphe Lavallée, 1 1080 BRUXELLES ☎ : 02/690.84.07 - Fax : 02/690.85.90 - ✉ : stephanie.pirsoul@cfwb.be</p> <p>Madame Christine WILLEMS (réseau FWB) Bureau 2F242 ☎ : 02/690.84.11 - Fax : 02/690.85.90 ✉ : christine.willems@cfwb.be</p>

IV. Vérification de la population scolaire et élève intégré

L'élève ne peut être intégré que si son protocole d'intégration est complet. L'original de ce protocole reste dans l'établissement d'enseignement spécialisé et une copie se trouve dans l'établissement d'enseignement ordinaire. Le bilan de l'intégration et le tableau synoptique de l'intégration actualisés en fonction de l'évolution de l'élève, doivent être intégrés au protocole. La copie du dossier complet fera l'objet d'un contrôle du vérificateur de la population scolaire de l'enseignement secondaire ordinaire.

V. Récapitulatif des modalités de fonctionnement

Intégration d'un élève de l'enseignement spécialisé dans l'enseignement ordinaire
--

Intégrations permanentes totales (Articles 131 à 145)	Intégrations permanentes partielles Intégrations temporaires (Articles 146 à 158)
1. Dès que le protocole est signé, quand commence l'intégration ?	
Au 1 ^{er} septembre.	Les intégrations débutent à tout moment de l'année, selon la date prévue dans les protocoles d'intégration. Sauf pour les intégrations permanentes partielles qui débutent également au 1 ^{er} septembre.
2. Quels sont les élèves concernés ?	
<p>Les élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement spécialisé au plus tard le 15 janvier précédant le début de l'intégration permanente totale.</p> <p>Les élèves régulièrement inscrits dans une école d'enseignement ordinaire organisant l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes au 15 janvier précédant le début de l'intégration permanente totale. Dans ce cas l'accompagnement sera assuré par un membre du personnel de l'école d'enseignement spécialisé de type 7 chargé de l'immersion en langue des signes.</p>	<p>Tous les élèves à besoins spécifiques, qu'ils soient scolarisés dans l'enseignement ordinaire ou dans l'enseignement spécialisé.</p> <p>Toutefois, seuls les élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement spécialisé peuvent bénéficier de ces types d'intégration.</p> <p>Dans le cadre de l'intégration temporaire totale, la fréquentation physique d'une école d'enseignement spécialisé n'est pas obligatoire.</p>
3. Où l'élève est-il inscrit et comptabilisé ?	
Inscrit et comptabilisé au 1 ^{er} septembre dans l'école d'enseignement ordinaire.	Inscrit et comptabilisé dans l'école d'enseignement spécialisé.

Intégrations permanentes totales (Articles 131 à 145)	Intégrations permanentes partielles Intégrations temporaires (Articles 146 à 158)
4. Où se trouve physiquement l'élève ?	
Dans l'école d'enseignement ordinaire.	Dans l'école d'enseignement ordinaire (et spécialisé s'il s'agit d'une intégration partielle).
5. Qui assure l'accompagnement de l'élève ?	
<p>Un (ou des) membre(s) du personnel de l'école d'enseignement spécialisé tel(s) que prévu(s) par le protocole d'intégration (enseignant, psychologue, puéricultrice, assistant social, logopède,...) et en plus, pour les élèves intégrés dans le 3^{ème} degré, un (ou des) membre(s) du personnel de l'école d'enseignement secondaire ordinaire.</p> <p>Dans le cas d'un élève provenant d'une école d'enseignement ordinaire organisant l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes, l'accompagnement sera assuré par un membre du personnel de l'école d'enseignement spécialisé de type 7 chargé de l'immersion en langue des signes.</p>	<p>Un (ou des) membre(s) du personnel de l'école d'enseignement spécialisé tel(s) que prévu(s) par le protocole d'intégration (enseignant, psychologue, puéricultrice, assistant social, logopède,...).</p> <p>Pour rappel, pour les élèves en intégration temporaire totale, l'accompagnement est obligatoire.</p>
6. Comment accompagner l'élève ?	
<p>L'intégration étant par définition un projet personnalisé, il s'agit d'adapter l'accompagnement aux besoins de l'élève.</p> <p>Ce travail doit se réaliser en collaboration avec les partenaires concernés.</p> <p>Les modalités de l'accompagnement sont définies dans le protocole d'intégration de l'élève.</p> <p><i>Exemples</i> : travail de différenciation, remédiation disciplinaire en classe et hors classe, aide à la méthode de travail, accompagnement paramédical, participation aux conseils de classe, production d'outils pédagogiques adaptés, rencontres enseignants-parents, ...</p> <p>L'accompagnement des élèves en intégration peut comprendre un temps de coordination pour autant que ce dispositif soit précisé dans le protocole.</p>	
7. Quand l'accompagnement est-il organisé ?	
Pendant les heures d'ouverture de l'établissement scolaire de l'enseignement ordinaire.	
8. Qui est responsable du personnel d'accompagnement ?	
<p>Le personnel reste sous l'autorité administrative de la direction de l'école d'enseignement spécialisé. Par contre, la gestion de la vie scolaire est sous la responsabilité de la direction de l'école d'enseignement ordinaire selon les modalités définies dans le protocole d'intégration.</p> <p>Le personnel est désigné après consultation des organes de concertation sociale.</p>	
9. Qui est responsable de la certification de l'élève ?	
<p>L'école d'enseignement ordinaire.</p> <p>Les certificats et attestations sont délivrés selon la réglementation en vigueur afférente à l'enseignement ordinaire.</p>	<p>L'école d'enseignement spécialisé.</p> <p>Les certificats et attestations sont délivrés selon la réglementation en vigueur afférente à l'enseignement spécialisé.</p> <p>Sauf pour les élèves inscrits en intégration temporaire totale depuis au moins le 30 octobre de l'année scolaire en cours.</p>

Intégrations permanentes totales (Articles 131 à 145)	Intégrations permanentes partielles Intégrations temporaires (Articles 146 à 158)
10. Quel encadrement pour l'école d'enseignement spécialisé ?	
<p>Au niveau de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire (1^{er} et 2^{ème} degrés) : 4 périodes. Au 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire : 8 périodes. Pour les élèves en intégration permanente totale dans un CEFA sur base d'une formation prévue par l'article 45 du décret du 24 juillet 1997 : 4 périodes, quel que soit le degré dans lequel l'élève est inscrit. Les emplois créés sur base des ces périodes <u>peuvent</u> donner lieu à une nomination ou à un engagement à titre définitif.</p> <p>Au niveau de la charge d'enseignement des directeurs, les élèves intégrés en IPT sont ajoutés aux élèves régulièrement inscrits pour déterminer le nombre de périodes d'enseignement à prester par la direction.</p> <p>Une modification afférente à l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé pourrait entrer en vigueur ultérieurement. Cette modification a trait aux intégrations permanentes totales dans le 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire ordinaire.</p> <p>Cette mesure tend à uniformiser les périodes accordées dans le cadre de l'intégration permanente totale en accordant 4 périodes pour les intégrations organisées dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire ordinaire.</p> <p>En conséquence, dans le 3^{ème} degré, seuls les élèves relevant de l'enseignement secondaire spécialisé des types 4, 5, 6 et 7 pourront encore bénéficier de ces 16 périodes d'accompagnement.</p> <p>Par contre, les élèves relevant de l'enseignement secondaire spécialisé des types 1, 2 et 3 et intégrés au 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire ordinaire ne bénéficieront plus que de 4 périodes d'accompagnement.</p>	<p>Dans le cadre des intégrations partielles, la direction de l'école d'enseignement spécialisé peut prélever des périodes d'accompagnement selon les modalités prévues par le protocole sur le capital-périodes utilisable.</p> <p>Dans le cadre des intégrations temporaires totales, la direction de l'école d'enseignement spécialisé doit prélever des périodes d'accompagnement selon des modalités prévues par le protocole sur le capital-périodes utilisable, si des périodes dérogatoires n'ont pas été accordées dans le cadre de l'article 148.</p> <p>Seuls les emplois ainsi créés sur base du CPU peuvent donner lieu à une nomination ou à un engagement définitif.</p>
11. Un encadrement complémentaire est-il possible pour les grandes distances ? (Article 133 §3, article 148)	
<p>En fonction de la distance et du temps de déplacement des membres du personnel chargés de l'accompagnement, des périodes complémentaires peuvent être accordées sur base d'une demande de dérogation.</p> <p>Les emplois créés sur base des ces périodes <u>ne peuvent pas</u> donner lieu à une nomination ou à un engagement à titre définitif.</p>	<p>En fonction de la distance et du temps de déplacement des membres du personnel chargés de l'accompagnement, des périodes complémentaires peuvent être accordées sur base d'une demande de dérogation.</p> <p>Les emplois créés sur base des ces périodes <u>ne peuvent pas</u> donner lieu à une nomination ou à un engagement à titre définitif.</p>

Intégrations permanentes totales (Articles 131 à 145)	Intégrations permanentes partielles Intégrations temporaires (Articles 146 à 158)
12. Un encadrement complémentaire est-il possible pour les élèves qui n'ont pas pu être comptabilisés dans l'école d'enseignement spécialisé? (Article 148)	
Pas concernée par cette question.	<p>Des périodes complémentaires peuvent être accordées en fonction d'une demande dûment justifiée.</p> <p>Les emplois créés sur base des ces périodes <u>ne peuvent pas</u> donner lieu à une nomination ou à un engagement à titre définitif.</p> <p>Les périodes complémentaires octroyées par le Gouvernement dans le cadre de l'article 148 sont rétrocédées au Gouvernement en cas de recomptage à la hausse au 30 septembre (+ 5 %). La rétrocession est effective dès le 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours.</p>
13. Combien de périodes complémentaires peuvent être octroyées aux écoles ?	
Pas concernée par cette question.	Les périodes complémentaires sont déterminées en fonction des disponibilités budgétaires. A titre informatif, pour l'année scolaire 2014-2015, elles variaient de 1 à 3 périodes par élève.
14. Quel encadrement pour l'école d'enseignement ordinaire ?	
<ul style="list-style-type: none"> - Fondamental et secondaire 1^{er} et 2^{ème} degrés : l'élève compte pour 1 unité. - Au 3^{ème} degré secondaire : l'élève compte pour 1 unité ainsi que huit périodes hors NTPP. - Pour les élèves intégrés dans un CEFA : l'élève compte pour 1 unité, quel que soit le degré dans lequel l'élève est inscrit. <p>Les emplois créés sur base des 8 périodes au 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire ordinaire <u>ne peuvent pas</u> donner lieu à une nomination ou à un engagement à titre définitif.</p> <p>Une modification afférente à l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé pourrait entrer en vigueur ultérieurement. En cas d'adoption de cette modification, dans le 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire, le nombre de périodes attribuées aux établissements d'enseignement secondaire ordinaire passera de 8 à 0 pour l'intégration des élèves relevant des types 1,2 et 3.</p>	Rien en dehors de l'accompagnement organisé par l'école d'enseignement spécialisé.
15. A qui sont attribuées les dotations/subventions de fonctionnement ?	
- Pour les élèves intégrés au 3 ^{ème} degré de l'enseignement secondaire, l'école d'enseignement spécialisé reçoit les dotations/subventions et fournit à l'école d'enseignement ordinaire le matériel spécifique nécessaire à l'élève intégré dans les limites des moyens octroyés.	Les dotations/subventions sont versées à l'école d'enseignement spécialisé qui subvient aux besoins de l'élève intégré en fonction du protocole d'intégration.

Intégrations permanentes totales (Articles 131 à 145)	Intégrations permanentes partielles Intégrations temporaires (Articles 146 à 158)
- Pour les autres niveaux, les dotations/subventions sont versées à l'école d'enseignement ordinaire.	
16. Et le transport scolaire ?	
Il est gratuit entre le domicile de l'élève et l'école d'enseignement ordinaire.	Il est gratuit entre le domicile de l'élève et l'école d'enseignement spécialisé. Il n'est pas prévu entre le domicile de l'élève et l'école d'enseignement ordinaire, ni entre l'école d'enseignement spécialisé et l'école d'enseignement ordinaire.
<u>Attention</u> : l'AWIPH ou PHARE interviennent dans la gratuité des transports lorsque l'élève est accompagné par l'école d'enseignement spécialisé la plus proche de son domicile.	
17. Quelles sont les démarches administratives ?	
Pour le 15 septembre au plus tard, sauf dérogation accordée par le Gouvernement, l'annexe 4 bilan de l'intégration, ainsi que la première page des annexes 2 des élèves débutant une intégration pour l'année scolaire en cours sont envoyées à l'Administration par la direction de l'école d'enseignement spécialisé.	Pour le 15 septembre au plus tard, l'annexe 4 bilan de l'intégration, ainsi que la première page des annexes 2 des élèves débutant une intégration pour l'année scolaire en cours sont envoyées à l'Administration par la direction de l'école d'enseignement spécialisé. En cours d'année scolaire, pour tout nouvel élève intégré, une copie de la première page du protocole d'intégration (annexe 2) sera envoyée à l'Administration dès que l'intégration aura débuté et au plus tard 10 jours après le début de celle-ci.
18. Que faire en cas de prolongation du projet?	
Il faut compléter une annexe 4 et la faire signer par tous les partenaires. Ensuite, l'école d'enseignement spécialisé envoie une copie du document à l'Administration	
19. Que faire en cas de non prolongation du projet?	
Il faut compléter une annexe 4 et la faire signer par au moins un des partenaires. Ensuite, l'école d'enseignement spécialisé envoie une copie du document à l'Administration	
20. Quand doit-on établir un nouveau protocole ?	
Lors de tout changement de partenaire.	
21. Comment interrompre une intégration en cours d'année ?	
En cas de circonstances exceptionnelles, quand il s'agit de l'intérêt de l'élève, moyennant l'accord de l'ensemble des partenaires et après avis motivé du Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration, le Ministre ayant l'enseignement spécialisé dans ses attributions peut autoriser l'interruption de l'intégration, en cours de processus. Pendant toute la procédure et jusqu'à la notification de la décision à l'école, l'élève continue à fréquenter l'école d'enseignement ordinaire.	

Intégrations permanentes totales (Articles 131 à 145)	Intégrations permanentes partielles Intégrations temporaires (Articles 146 à 158)
22. Quand l'intégration est t'elle terminée ?	
<p>Au terme de chaque année scolaire (30 juin), chacune des parties ayant marqué son accord au protocole peut demander de mettre fin à l'intégration (et le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécialisé). L'école d'enseignement spécialisé informe l'Administration de l'arrêt de l'intégration.</p>	<p>Au terme de chaque période d'intégration. L'école d'enseignement spécialisé informe l'Administration de l'arrêt de l'intégration.</p>
23. Règles de présence et de registre	
<p>La réglementation applicable est celle de l'école où l'élève est régulièrement inscrit. Il est toutefois évident que les présences sont prises dans l'école où se trouve l'élève (en même temps que celles des autres élèves de la classe) avec un transfert d'information vers l'école d'enseignement spécialisé. Ces modalités seront prévues dans le protocole d'intégration, à la rubrique : « Règles de présence et registre ». Dans ce contexte il est important que l'école d'enseignement spécialisé s'assure que les données du registre de l'école partenaire correspondent à celles requises par le point 3 du chapitre 14 des directives et recommandations de l'enseignement spécialisé : « Rappel des conditions d'admission, de maintien et de passage dans l'enseignement spécialisé ».</p>	

VI . Sources complémentaires de renseignements

Un vade-mecum à l'intention de tous les acteurs de l'intégration est disponible sur le site <http://www.enseignement.be>

Il est possible de télécharger le vadémécum à l'adresse suivante : <http://www.enseignement.be/index.php?page=26101>

Pour information, voir la circulaire annuelle relative à l'organisation des établissements d'enseignement spécialisé- fondamental et secondaire- est téléchargeable sur le site www.adm.cfwb.be

Titre II : Partie propre à chaque réseau

Préambule

Les dispositions reprises dans le Titre II du Tome 1 concernent uniquement l'enseignement qualifiant.

Comme indiqué dans la première partie, le décret du 5 décembre 2013 *modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4 (1)* renforce la part de la formation générale qui est indispensable à l'élève tant pour acquérir des compétences et savoirs en matière de citoyenneté et de poursuite éventuelle des études supérieures que pour sa formation qualifiante.

Les nouvelles dispositions en matière de grilles-horaires, développées dans la 1^{ère} partie, étaient en vigueur, en 3^{ème} et 5^{ème} année de l'enseignement technique et artistique de qualification, au 1^{er} septembre 2014.

Toutefois, par dérogation, les Pouvoirs organisateurs peuvent encore maintenir les anciennes dispositions relatives aux grilles-horaires pendant l'année scolaire 2015-2016. Ces anciennes dispositions sont reprises dans cette 2^{ème} partie du présent Tome.

Pour rappel, les Pouvoirs organisateurs doivent informer l'administration de leur décision, le cas échéant via leur organe de représentation et de coordination, à l'adresse suivante : DGEO, Direction de l'organisation des établissements d'enseignement secondaire ordinaire – Bureau 1F106 – rue Adolphe Lavallée, 1 à 1080 Bruxelles.

Les dispositions de cette 2^{ème} partie ne concernent donc que les 4^{ème} et 6^{ème} années pour l'année scolaire 2015-2016, sauf pour les établissements qui, par le choix de leur Pouvoir organisateur, n'appliqueront ces dispositions qu'à partir de l'année scolaire 2016-2017. Dans ce cas, les dispositions de cette 2^{ème} partie sont applicables en 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} année.

CHAPITRE 10: Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles

I. Grilles-horaires

Grilles-horaires des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement technique de qualification

I.1.A. Deuxième degré technique de qualification

- **Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4^{quater}, §1^{er}.**

1. Formation commune :

	A	B	Commentaires (1)
Religion / Morale	2	2	
Français	4	4	
Formation. hist. et géo. : Histoire	1	1	(2)
Formation. hist. et géo. : Géographie	1	1	(2)
Formation scientifique : mathématique	3	3	
Formation socio-économique	1	0	
Formation scientifique et technologique	0	1	
Langue moderne I	2	0	(3)
Education physique	2	2	(4)
Total	16	14	

2. Formation au choix:

2.1. Formation optionnelle

		Commentaires
1 option de base groupée	16 minimum	(6)

2.2 Activités au choix

		Commentaires
Français	0 à 2	
Langue moderne I	0 à 2	(3)
Langue moderne orientée : Allemand	0 à 2	
Langue moderne orientée : Anglais	0 à 2	
Langue moderne orientée : Néerlandais	0 à 2	
Langue moderne orientée : Espagnol	0 à 2	
Langue moderne orientée : Italien	0 à 2	
Mathématique	0 à 2	
Activité de physique	0 à 2	(8)
Autres activités	0 à 3	(8)

3. Renforcements

	0 à 3	(9)
--	-------	-----

		Commentaires
Total	30 à 36²⁹¹	
Remédiation	2 au maximum	(7)

²⁹¹ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

I.1.B. Troisième degré technique de qualification

- **Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4^{quater}, §2.**

1. Formation commune :

	5 ^{ème} et 6 ^{ème} A	5 ^{ème} et 6 ^{ème} B	5 ^{ème} et 6 ^{ème} C	Commentaires (1)
Religion / Morale	2	2	2	
Français	3	3	3	
Formation hist. et géo. : Histoire	1	1	1	(2)
Formation hist. et géo. : Géographie	1	1	1	(2)
Formation socio-économique	1	0	0	
Formation scientifique et technologique	0	1	0	
Education physique	2	2	2	(4)
Total	10	10	9	

2. Formation au choix :

2.1. Formation optionnelle

		Commentaires
Option de base groupée	16 minimum	(6)

2.2. Activités au choix

		Commentaires
Français	0 à 2	
Mathématique	0 à 2	
Langue moderne I	0 à 2	(3) (5)
Langue moderne II	0 à 2	(5)
Langue moderne III	0 à 2	(5)
Langue moderne orientée : Allemand	0 à 2	
Langue moderne orientée : Anglais	0 à 2	
Langue moderne orientée : Néerlandais	0 à 2	
Langue moderne orientée : Espagnol	0 à 2	
Langue moderne orientée : Italien	0 à 2	
Informatique	0 à 2	
Autres activités	0 à 3	

3. Renforcements

0 à 3

		Commentaires
Total	32 à 36²⁹²	
Remédiation	2 au maximum	(7)

²⁹² Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

I.1.C. Commentaires

Aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement technique de qualification, l'orientation d'études est déterminée par l'option de base groupée faisant partie du répertoire.

(1) Au 2^{ème} degré

Formation commune A pour les secteurs 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9

Formation commune B pour le secteur 7

Au 3^{ème} degré :

Formation commune de type A :

Doivent suivre la formation socio-économique et sont dispensés de la formation scientifico-technique, les élèves qui ont choisi une des options groupées suivantes:

Secteur 1 : Technicien en environnement ;

Secteur 2 : Technicien en électronique, Technicien en informatique, Technicien en industries graphiques, Technicien en usinage, Electricien automatique, Mécanicien automatique, Technicien plasturgiste ;

Secteur 3 : Dessinateur en construction, Technicien en construction et travaux publics ;

Secteur 5 : Conducteur de machines de fabrication de produits textiles, Agent technique en mode et création ;

Secteur 8 : Agent en éducation, Aspirant en nursing, animateur ;

Secteur 9 : Assistant pharmaceutico-technique, Technicien chimiste, Technicien des industries agroalimentaires.

Formation commune de type B :

Doivent suivre la formation scientifico-technique et sont dispensés de la formation socio-économique, les élèves qui ont choisi une option groupée du secteur 7.

Formation commune de type C :

Sont dispensés de la formation socio-économique et de la formation technico-scientifique, les élèves qui ont choisi une option relevant des secteurs 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 9 autres que celles reprises dans le type A.

- (2) Le français, la formation historique et géographique rencontrent le volet formation humaine et sociale.
- (3) La langue moderne I est
- le néerlandais dans la région de Bruxelles-Capitale;
- le néerlandais, l'anglais ou l'allemand dans la région de langue française.
- (4) Les cours d'éducation physique sont organisés séparément pour les filles et les garçons.
- (5) En 5^{ème} année, ces cours sont organisables en plus de ceux déjà imposés dans l'option de base groupée sous réserve de ne pas dépasser 36 périodes.
- (6) *Pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, en ce qui concerne le contenu de l'option groupée, voir circulaire "Grilles-horaires de référence des options de base groupées organisables au cours de l'année scolaire 2015-2016 dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice de la Fédération Wallonie-Bruxelles", à paraître fin de l'année scolaire 2014-2015.*
- (7) Les activités de remédiation aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés :
- Les élèves ayant des lacunes à combler peuvent dépasser, de 2 périodes maximum, le nombre de périodes hebdomadaires autorisé;
- les notions de remédiation ne sont pas définies en extension. Elles peuvent donner lieu à des activités dans des disciplines estimées opportunes par le Conseil de classe suivant les besoins des élèves;
- La possibilité de suivre 2 périodes d'activités de remédiation doit être considérée comme une moyenne à ne pas dépasser sur la totalité de l'année scolaire. Un élève peut, suivant les circonstances, être amené à suivre temporairement lesdites activités pendant plus de 2 périodes hebdomadaires.

- (8) Les activités au choix seront principalement consacrées pour les élèves ayant choisi une option du secteur 2 à :
- l'étude d'une langue moderne orientée anglais ou allemand;
 - une activité de physique pour l'option « Industrie graphique » au 2^{ème} degré.
- (9) Les activités de renforcements seront principalement consacrées pour les élèves ayant choisi une option du secteur 2 au :
- renforcement du cours de mathématique;
 - renforcement d'un cours de l'option de base groupée.

I.1.D. 7^{ème} année technique

Voir TITRE I : Partie commune à tous les réseaux.

I.1.E. Epreuves de qualification

Pour le schéma de passation des épreuves de qualification, il convient de se référer à la circulaire n°3241 du 13 août 2010 prise en application du décret du 26 mars 2009 participant à la revalorisation de l'enseignement qualifiant par le renforcement du caractère obligatoire des épreuves de qualification en lien avec un profil de formation.

Grilles-horaires des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement professionnel

I.1.F. Deuxième degré professionnel

- **Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4quinquies, art. §1^{er}.**

1. Formation commune :

		Commentaires
Religion / Morale	2	
Formation humaine (langue maternelle, exploration des réalités sociale, civique et historique)	4	(1)
Formation hist. et géo. : Géographie	1	(1)
Formation scientifique : mathématique et techno-scientifique	2	(2)
Education physique	2	(3)
Total	11	

2. Formation au choix :

2.1. Formation optionnelle

Option de base groupée	18 minimum	(4)
------------------------	------------	-----

2.2. Activités au choix

Mathématique	0 à 2
Français	0 à 2
Langue moderne I	0 à 2
Activité au choix de l'établissement	0 à 4

		Commentaires
Total	28-36²⁹³	
Remédiation	2 maximum	(5)

I.1.G. Troisième degré professionnel

- **Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4quinquies, art. §2.**

1. Formation commune :

		Commentaires
Religion / Morale	2	
Français	3	
Formation hist. et géo. : Histoire	1	(1)
Formation hist. et géo. : Géographie	1	(1)
Formation scientifique : mathématique et techno-scientifique	2	(2)
Education physique	2	(3)
Total	11	

²⁹³ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

2. Formation au choix :

2.1. Formation optionnelle

Option de base groupée	18 minimum	(4)
------------------------	------------	-----

2.2. Activités au choix

Mathématique	0 à 2
Français	0 à 2
Langue moderne I	0 à 2
Activité liées au projet spécifique de l'établissement	0 à 4

		Commentaires
Total	28-36 ²⁹⁴	
Remédiation	2 maximum	(5)

I.1.H. Commentaires

Aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement professionnel, l'orientation d'études est déterminée par l'option de base groupée faisant partie du répertoire.

- (1) Le pôle de la formation humaine, sociale et économique est rencontré au 2^{ème} degré par les cours de
 - Formation humaine (langue maternelle, exploration des réalités sociale, civique et historique) à raison de 3 périodes de français et 1 période d'histoire;
 - Formation hist. et géo. : géographie à raison d'1 période.Le pôle de la formation humaine, sociale est rencontré au 3^{ème} degré par les cours de
 - Français à raison de 3 périodes;
 - Formation historique et géographique : histoire à raison d'1 période;
 - Formation historique et géographique : géographie à raison d'1 période.
- (2) Le pôle de la formation scientifique et technologique est rencontré par la Formation scientifique: Mathématique et/ou techno-scientifique à raison d'1 période de mathématique et d'1 période de sciences.
- (3) Les cours d'éducation physique sont organisés séparément pour les filles et les garçons.
- (4) **Options de base groupées 3^{ème} degré :**

Contenu des grilles-horaires :

Cfr. circulaire "Grilles-horaires de référence des options de base groupées organisables au cours de l'année scolaire 2015-2016 dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice de la Fédération Wallonie-Bruxelles", à paraître fin de l'année scolaire 2014-2015.

Connaissances de gestion

L'arrêté royal du 21 octobre 1998, portant exécution du chapitre 1^{er} du titre II de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 7 juin 2007, fixe les conditions de délivrance du certificat relatif aux connaissances de gestion de base.

Les exigences déterminées par l'article 6 de l'arrêté royal susvisé sont rencontrées par le programme du cours de « Connaissances de gestion », répertorié sous les références 375/2009/240.

Pour les modalités pratiques de délivrance du certificat relatif aux connaissances de gestion de base, il convient de se référer à la circulaire idoine n°2826 du 03 août 2009.

²⁹⁴ Ibidem

(5) Les activités de remédiation aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés :

- Les élèves ayant des lacunes à combler peuvent dépasser, de 2 périodes maximum, le nombre de périodes hebdomadaires autorisé;
- les notions de remédiation ne sont pas définies en extension. Elles peuvent donner lieu à des activités dans des disciplines estimées opportunes par le Conseil de classe suivant les besoins des élèves;
- La possibilité de suivre 2 périodes d'activités de remédiation doit être considérée comme une moyenne à ne pas dépasser sur la totalité de l'année scolaire. Un élève peut, suivant les circonstances, être amené à suivre temporairement lesdites activités pendant plus de 2 périodes hebdomadaires.

I.1.I. 7^{èmes} années professionnelles de type B et C

Voir TITRE I : Partie commune à tous les réseaux.

I.1.J. Epreuves de qualification

Pour le schéma de passation des épreuves de qualification, il convient de se référer à la circulaire n°3241 du 13 août 2010 prise en application du décret du 26 mars 2009 participant à la revalorisation de l'enseignement qualifiant par le renforcement du caractère obligatoire des épreuves de qualification en lien avec un profil de formation.

CHAPITRE 11: Enseignement subventionné

I. Grilles-horaires des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement technique et artistique de qualification

Deuxième degré technique et artistique de qualification

- Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4^{quater}, §1^{er}.

1. Formation commune :

		Commentaires
Religion / Morale	2	(1)
Français et formation historique et géographique - Français - Histoire - Géographie - Sciences humaines	6 minimum	(2) (3)
Mathématique	2 minimum	
Langue moderne	2 minimum	
Formation socio-économique et techno-scientifique - Sciences et technologies - Education scientifique et technologique - Formation scientifique - Education économique et sociale	2 minimum	(4)
Education physique	2 minimum	
Total	16 minimum	(5)

2. Formation au choix :

2.1. Formation optionnelle

Option de base groupée	16 minimum
------------------------	------------

2.2. Activités au choix

Activités au choix	0 à 4
--------------------	-------

3. Renforcements

	0 à 4
--	-------

Total	32 à 36²⁹⁵
Remédiation	2 maximum

²⁹⁵ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

Commentaires liés au deuxième degré

Au 2^{ème} degré de l'enseignement technique et artistique de qualification, l'orientation d'études est déterminée par l'option de base groupée faisant partie du répertoire.

(1) **Religion et morale**

(voir : Titre I – Chapitre 2)

(2) Pour aborder le contenu du volet « français et formation historique et géographique » :

L'enseignement libre confessionnel subventionné retient les intitulés « français » et « sciences humaines » ou « Formation historique et géographique. Les cours d'histoire et géographie peuvent être regroupés en un cours de Formation historique et géographique.

Les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés retiennent les intitulés « français » et « sciences humaines »

Le cours de « sciences humaines » peut être remplacé par les cours d'histoire et de géographie.

(3) Le cours de français est dispensé à raison de 4 périodes minimum.

(4) Pour aborder le contenu du volet « formation socio-économique et techno-scientifique » :

L'enseignement libre confessionnel subventionné retient l'intitulé « sciences et technologies » ou « formation scientifique ». La formation socio-économique est intégrée dans le cours de « sciences humaines »;

Les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés retiennent les intitulés « éducation scientifique et technologique » et « éducation économique et sociale ».

(5) « Ce total minimum peut ne pas être atteint dans le cas où l'établissement n'a pas inscrit, en tout ou en partie, à la grille-horaire des élèves concernés, la partie de la formation commune relative à la formation socio-économique et/ou à la formation mathématique lorsque celle-ci est incluse dans le programme d'études de l'option de base groupée concernée, conformément à l'article 4quater, §1er, alinéa 3 de la loi du 19 juillet 1971 précitée. »

Troisième degré technique et artistique de qualification

- **Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4^{quater}, §2.**

1. Formation commune :

		Commentaires
Religion / Morale	2	(1)
Français et formation historique et géographique - Français - Histoire - Géographie - Sciences humaines	4 minimum	(2)
Formation socio-économique et techno-scientifique - Sciences et technologies - Education scientifique et technologique - Formation scientifique - Education économique et sociale	2 minimum	(3)
Education physique	2 minimum	
Total	10 minimum	-6

2. Formation au choix :

2.1. Formation optionnelle

Option de base groupée	16 minimum
------------------------	------------

2.2. Formation en mathématique et en langue moderne

		Commentaires
Mathématique	2 minimum	(4)
Langue moderne	2 minimum	(5)

2.3. Activités au choix

Activités au choix	0 à 8
--------------------	-------

3. Renforcements

	0 à 4
--	-------

Total	28 à 36²⁹⁶
Remédiation	2 maximum

7^{ème} année technique

Voir TITRE I : Partie commune à tous les réseaux.

²⁹⁶ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

Commentaires liés au troisième degré

Au 3^{ème} degré de l'enseignement technique et artistique de qualification, l'orientation d'études est déterminée par l'option de base groupée faisant partie du répertoire.

- (1) **Religion et morale** (voir : Titre I - Chapitre 2)
- (2) Pour aborder le contenu du volet « français et formation historique et géographique » :
L'enseignement libre confessionnel subventionné retient les intitulés « français » et « sciences humaines » ou « Formation historique et géographique » (Les cours d'histoire et géographie peuvent être regroupés en un cours de Formation historique et géographique);

Les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés retiennent les intitulés « français » et « sciences humaines ».

Le cours de « sciences humaines » peut être remplacé par les cours d'histoire et de géographie.

- (3) Pour aborder le contenu du volet « formation socio-économique et techno-scientifique » :
L'enseignement libre confessionnel subventionné retient l'intitulé « sciences et technologie » ou « formation scientifique ». La formation socio-économique est intégrée dans le cours de « sciences humaines ».
Les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés retiennent les intitulés « éducation scientifique et technologique » et « éducation économique et sociale ».

- (4) Le cours de mathématique est obligatoire pour les options de base groupées reprises ci-dessous. Pour les autres options groupées, le cours de mathématique est facultatif mais lorsqu'il est organisé, il le sera à raison de 2 périodes minimum.

S 1 Agent/ Agente technique de la nature et des forêts
S 1 Technicien/Technicienne en agriculture
S 1 Technicien/Technicienne en environnement
S 1 Technicien/Technicienne en agroéquipement
S 2 Electricien automatique/ Electricienne automatique
S 2 Mécanicien automatique/ Mécanicienne automatique
S 2 Technicien/Technicienne de l'automobile
S 2 Technicien/Technicienne du froid
S 2 Technicien/Technicienne en électronique
S 2 Technicien/Technicienne en industries graphiques
S 2 Technicien/Technicienne en informatique
S 2 Technicien/Technicienne en microtechnique
S 2 Technicien/Technicienne en usinage
S 2 Technicien/Technicienne plasturgiste
S 2 Dessinateur/ Dessinatrice en construction
S 3 Technicien/Technicienne des industries du bois
S 3 Technicien/Technicienne en construction et travaux publics
S 3 Technicien/Technicienne en équipements thermiques
S 7 Technicien/Technicienne commercial
S 7 Technicien/Technicienne en comptabilité
S 9 Optique
S 9 Technicien/Technicienne des industries agroalimentaires
S 9 Technicien/Technicienne chimiste

- (5) Le cours de langue moderne est obligatoire pour les options de base groupée reprises ci-dessous. Pour les autres options groupées, le cours de langue moderne est facultatif mais lorsqu'il est organisé, il le sera à raison de 2 périodes minimum.

S 4 Hôtelier-restaurateur/ Hôtelière-restauratrice
S 7 Agent/ Agente en accueil et tourisme
S 7 Technicien/Technicienne commercial
S 7 Technicien/Technicienne de bureau

« Ce total minimum peut ne pas être atteint dans le cas où l'établissement n'a pas inscrit, en tout ou en partie, à la grille-horaire des élèves concernés, la partie de la formation commune relative à la formation en langue moderne et/ou à la formation mathématique lorsque celle-ci est incluse dans le programme d'études de l'option de base groupée concernée, conformément à l'article 4quater, §2, alinéa 3 de la loi du 19 juillet 1971 précitée. »

II . Grilles-horaires des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement professionnel

Deuxième degré professionnel

- Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4^{quinièmes}, art. §1^{er}.

1. Formation commune :

		Commentaires
Religion / Morale	2	(1)
Formation humaine et sociales - Français - Français et formation humaine - Histoire - Géographie - Sciences humaines	3 minimum	(2)
Formation scientifique et technologique - Education scientifique et technologique - Formation scientifique : mathématique - Mathématiques - Formation scientifique	2 minimum	(3)
Education physique	2	
Total	9 minimum	

2. Formation au choix :

2.1. Formation optionnelle

Option de base groupée	18 minimum
------------------------	------------

2.2. Activités au choix

Autres activités	0 à 9
------------------	-------

3. Renforcements

	0 à 4
--	-------

Total	28 à 36²⁹⁷
Remédiation	2 maximum

Commentaires

Au 2^{ème} degré de l'enseignement professionnel, l'orientation d'études est déterminée par l'option de base groupée faisant partie du répertoire.

- (1) **Religion et morale**
(voir : Titre I - Chapitre 2, IV)
- (2) Pour aborder le contenu du volet « formation humaine et sociale » :
L'enseignement libre confessionnel subventionné retient l'intitulé « français et formation humaine » ou « français » et « formation historique et géographique » (Les cours d'histoire et géographie peuvent être regroupés en un cours de Formation historique et géographique).

²⁹⁷ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4

Les enseignements officiels et libres non confessionnels subventionnés retiennent les intitulés « français », et « sciences humaines ».

Le cours de « sciences humaines » peut être remplacé par les cours d'« histoire » et de « géographie ».

(3) Pour aborder le contenu du volet « formation scientifique et technologique » :

L'enseignement libre confessionnel subventionné retient l'intitulé « Formation scientifique : mathématique » ou « Mathématiques » et « Formation scientifique »;

Les enseignements officiels et libres non confessionnels subventionnés retiennent les intitulés « éducation scientifique et technologique » ou « formation scientifique : mathématique ».

Troisième degré professionnel

➤ **Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, art. 4quinquies, art. §2.**

1. Formation commune :

		Commentaires
Religion / Morale	2	(1)
Français	2 minimum	
Formation humaine, sociales et économique - Histoire - Géographie - Education économique et sociales - Sciences humaines	2 minimum	(2)
Formation scientifique et technologique - Education scientifique et technologique - Sciences et technologies - Formation scientifique	2 minimum	(3)
Education physique	2	
Total	10 minimum	

2. Formation au choix :

2.1. Formation optionnelle

Option de base groupée	18 minimum
------------------------	------------

2.2. Activités au choix

Autres activités	0 à 8
------------------	-------

3. Renforcements

	0 à 4
Total	28 à 36²⁹⁸
Remédiation	2 maximum

Commentaires

Au 3^{ème} degré de l'enseignement professionnel, l'orientation d'études est déterminée par l'option de base groupée faisant partie du répertoire.

(1) **Religion et morale**
(voir : Titre I - Chapitre 2)

²⁹⁸ Arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, art. 2, §4.

- (2) Pour aborder le contenu du volet « formation humaine, sociale et économique » :
- *L'enseignement libre confessionnel subventionné* retient l'intitulé « sciences humaines »;
 - *Les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés* retiennent les intitulés « Sciences humaines » et « Education économique et sociales » ou « Sciences humaines ».Le cours de « sciences humaines » peut être remplacé par les cours d'« histoire » et « géographie ».
- (3) Pour aborder le contenu du volet « formation scientifique et technologique » :
- *L'enseignement libre confessionnel subventionné* retient l'intitulé « sciences et technologies » ou « Formation scientifique »;
 - *Les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés* retiennent l'intitulé « éducation scientifique et technologique ».

7^{èmes} années professionnelles de type B et C

Voir TITRE I : Partie commune à tous les réseaux.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des 10 bassins EFE et des communes qui les composent
--

Zone 01 / Bassin EFE de Bruxelles (19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale)

Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre.

Zone 02 / Bassin EFE du Brabant wallon

Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécinne, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies - Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Wavre.

Zone 03 / Bassin EFE de Huy - Waremme

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincé, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

Zone 04 / Bassin EFE de Liège

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

Zone 5 / Bassin EFE de Verviers

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Liemeux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

Zone 06 / Bassin EFE de Namur

Andenne, Anhéé, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Éghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

Zone 07 / Bassin EFE de Luxembourg

Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La-Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

Zone 08 / Bassin EFE de Wallonie picarde

Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, **Enghien**, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Peruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

Zone 09 / Bassin EFE de Hainaut Centre

Binche, Boussu, Braine-le-Comte, **Chapelle-lez-Herlaimont**, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, **Estinnes**, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, **Seneffe**, Soignies.

Zone 10 / Bassin EFE de Hainaut Sud

Aiseau-Présles, Anderlues, Beaumont, **Cerfontaine**, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, **Couvin**, Erquelines, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Froidchapelle, Gerpennes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-Le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, **Philippeville**, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, **Viroinval**, **Walcourt**.

ANNEXE 3.1 : Répertoire des options de base groupées en 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années de l'enseignement qualifiant

Secteur 1 : 2 ^{ème} degré		Secteur 1 : 3 ^{ème} degré		
D2TQ		D3TQ		
11	1104 AGRICULTURE	R	1109 TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN AGRICULTURE	R
11	1106 AGRONOMIE	R	1111 TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN AGROEQUIPEMENT	R
12	1203 HORTICULTURE	R	1209 TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN HORTICULTURE	R
			1306 AGENT / AGENTE TECHNIQUE DE LA NATURE ET DES FORETS	R ²
			1308 TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN ENVIRONNEMENT	R
D2P		D3P		
11	1101 AGRICULTURE ET MAINTENANCE DU MATERIEL	R	1108 OUVRIER QUALIFIE / OUVRIERE QUALIFIEE EN AGRICULTURE	R
12	1202 HORTICULTURE ET MAINTENANCE DU MATERIEL	R	1116 PISCICULTEUR AQUACULTEUR / PISCICULTRICE AQUACULTRICE PRODUCTIONS EN AQUACULTURE ANIMALE	R
14	1404 EQUITATION	R ²	1117 ASSISTANT / ASSISTANTE EN SOINS ANIMALIERS	R
			1207 FLEURISTE	R
			1208 OUVRIER QUALIFIE / OUVRIERE QUALIFIEE EN HORTICULTURE	R
			1314 OUVRIER QUALIFIE / OUVRIERE QUALIFIEE EN SYLVICULTURE	R
			1403 AGENT QUALIFIE / AGENTE QUALIFIEE DANS LES METIERS DU CHEVAL	R ²

Secteur 2 : 2 ^{ème} degré		Secteur 2 : 3 ^{ème} degré			
D2TQ		D3TQ			
		22	2213	TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN INFORMATIQUE	R ²
		22	2214	TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN ELECTRONIQUE	R
23	2301	R	2327	TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN INDUSTRIE GRAPHIQUE	R
23	2321	R	2328	TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN USINAGE	R
		24	2409	ELECTRICIEN AUTOMATICIEN / ELECTRICIENNE AUTOMATICIENNE	R
		24	2410	MECANICIEN AUTOMATICIEN / MECANICIENNE AUTOMATICIENNE	R
25	2505	R	2527	MECANICIEN POLYVALENT/MECANICIENNE POLYVALENTE AUTOMOBILE	R
26	2627	R ²	2628	TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN MICROTÉCHNIQUE	R ²
		27	2709	TECHNICIEN/ TECHNICIENNE PLASTURGISTE	R ²
		27	2804	TECHNICIEN/ TECHNICIENNE DU FROID	R
D2P		D3P			
21	2105	R	2112	ELECTRICIEN INSTALLATEUR/ELECTRICIENNE INSTALLATRICE EN RESIDENTIEL	R
		21	2113	ELECTRICIEN INSTALLATEUR INDUSTRIEL/ELECTRICIENNE INSTALLATRICE INDUSTRIELLE	R
		22	2218	ASSISTANT/ ASSISTANTE DE MAINTENANCE PC - RESEAUX	R ²
23	2315	R	2331	MECANICIEN / MECANICIENNE EN CYCLES	R
23	2318	R	2323	ELECTROMENAGER ET MATERIEL DE BUREAU (1)	NP
23	2323	NP	2325	MECANICIEN/ MECANICIENNE D'ENTRETIEN	R
		23	2332	MECANICIEN/MECANICIENNE D'ENTRETIEN AUTOMOBILE	R
		23	2326	OPERATEUR/OPERATRICE EN INDUSTRIE GRAPHIQUE	R
25	2507	R		MECANIQUE GARAGE	
26	2605	R ²	2619	CONDUCTEUR/ CONDUCTRICE POIDS LOURDS	R ²
26	2607	R ²	2621	ARMURIER/ ARMURIERE	R ²
26	2612	R ²	2623	BATELIER/ BATELIERE	R ²
		26	2624	HORLOGER/ HORLOGERE	R ²
		26	2625	METALLIER-SOUDEUR/METALLIERE-SOUDEUSE	R
		26	2634	CONDUCTEUR/ CONDUCTRICE D'AUTOBUS ET D'AUTOCAR	R ²
		26	2643	MECANICIEN / MECANICIENNE POUR MATERIEL DE PARCS, JARDINS ET	R

				ESPACES VERTS	
27	2707	CARROSSIER/ CARROSSIERE			R
Secteur 3 : 3^{ème} degré					
Secteur 3 : 2^{ème} degré					
D2TQ					
31	3106	INDUSTRIE DU BOIS	R		R ²
32	3209	CONSTRUCTION	R		R ²
32		TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN CONSTRUCTION ET TRAVAUX PUBLICS			R
34	3424	TECHNICIEN/ TECHNICIENNE EN EQUIPEMENTS THERMIQUES			R
D2P					
31	3102	BOIS	R		R ²
31	3117	EVENISTE			R ²
31	3118	MENUISIER/ MENUISIERE			R
31	3121	SCULPTEUR/SCULPTRICE SUR BOIS			R ²
32	3208	CONDUCTEUR/CONDUCTRICE D'ENGINS DE CHANTIER			R ²
32	3229	COUVREUR-ETANCHEUR/COUVREUSE-ETANCHEUSE			R
33	3301	TAILLEUR DE PIERRE - MARBRIER/TAILLEUSE DE PIERRE-MARBRIERE	R		R ²
33	3302	OUVRIER QUALIFIE / OUVRIERE QUALIFIEE EN CONSTRUCTION - GROS OEUVRE			R
34	3416	EQUIPEMENT DU BATIMENT	R		R
35	3501	PLAFONNEUR/PLAFONNEUSE			R
35	3507	CARRELEUR/ CARRELEUSE			R
35	3509	PEINTRE			R
35	3511	TAPISSIER - GARNISSEUR/TAPISSIERE-GARNISSEUSE			R
35	3517	VITRIER/ VITRIERE			R

Secteur 4 : 2 ^{ème} degré		Secteur 4 : 3 ^{ème} degré			
D2TQ		D3TQ			
41	4111 RESTAURATION	R ²	41	4118 HOTELIER-RESTAURATEUR/HOTELIERE-RESTAURATRICE	R ²
D2P		D3P			
41	4117 CUISINE ET SALLE	R ²	41	4116 RESTAURATEUR/RESTAURATRICE	R ²
42	4203 BOUCHERIE-CHARCUTERIE	R ²			
			41	4128 CUISINIER / CUISINIÈRE DE COLLECTIVITÉ	R
			42	4205 BOUCHER-CHARCUTIER / BOUCHÈRE - CHARCUTIÈRE	R ²
43	4301 BOULANGERIE-PÂTISSERIE	R ²	43	4310 BOULANGER-PÂTISSIER / BOULANGÈRE-PÂTISSIÈRE	R ²
Secteur 5 : 2 ^{ème} degré		Secteur 5 : 3 ^{ème} degré			
D2TQ		D3TQ			
			51	5102 CONDUCTEUR/ CONDUCTRICE DE MACHINES DE FABRICATION DE PRODUITS TEXTILES	R ²
52	5206 MODE ET HABILLEMENT	R	52	5207 AGENT/ AGENTE TECHNIQUE EN MODE ET CREATION	R
D2P		D3P			
52	5228 CONFECTION	R	52	5227 AGENT QUALIFIÉ/AGENTE QUALIFIÉE EN CONFECTION	R
			52	5231 VENDEUR-RETOUCHEUR/VENDEUSE-RETOUCHEUSE	R

83	8308	SOINS DE BEAUTE	NP	83	8314	COIFFEUR/ COIFFEUSE ³	R
Secteur 9 : 2^{ème} degré							
D2TQ							
91	9109	TECHNIQUES SCIENCES	R	91	9110	TECHNICIEN / TECHNICIENNE EN BANDAGES - ORTHESES - PROTHESES - CHAUSSURES ORTHOPEDIQUES	R
				92	9204	PROTHESE DENTAIRE (1)	R ²
				92	9208	OPTIQUE	R ²
				93	9308	ASSISTANT/ ASSISTANTE PHARMACEUTICO-TECHNIQUE	R
				93	9309	TECHNICIEN/ TECHNICIENNE CHIMISTE	R
				93	9310	TECHNICIEN/ TECHNICIENNE DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	R
D2P							
				93	9312	OPERATEUR/OPERATRICE DE PRODUCTION DES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES	R
D3P							

Tableau tiré de l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire.

(1)

Les élèves, inscrits dans ces options ne peuvent, à l'issue de la 6^{ème} année, obtenir le certificat de qualification dans les options nouvelles.

Le certificat de qualification est/ sera délivré à l'issue d'une 7^{ème} année⁴.

Le certificat de qualification de 6^{ème} année est toujours délivré, après réussite de l'épreuve de qualification, dans l'option ancienne suivante encore organisée : Soins de beauté.

³ Organisable en 2014-2015, en 5^{ème} et en 6^{ème} année sur la base du profil de formation SFMQ.

⁴ Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, art.26, §1^{er}.

OPTIONS DE BASE GROUPEES NON PROGRAMMABLES

SECTEUR	DEGRE - FORME	SS SECTEUR	CODE	INTITULE
2	D2P	23	2323	ELECTROMENAGER ET MATERIEL DE BUREAU
2	D3P	23	2323	ELECTROMENAGER ET MATERIEL DE BUREAU
6	D3TQ	61	6112	ARTS PLASTIQUES
6	D3TQ	61	6113	ART ET STRUCTURE DE L'HABITAT
8	D3TQ	81	8109	TECHNIQUES SOCIALES
8	D2P	83	8308	SOINS DE BEAUTE
8	D3P	83	8308	SOINS DE BEAUTE

ANNEXE 3.2 : Répertoire des 7^{èmes} années

A - 7^{ème} Année Technique qualifiante (7 TQ)

B - 7^{ème} Année Professionnelle qualifiante (7 PB)

C - 7^{ème} Année Technique complémentaire (7 TQ)

D - 7^{ème} Année Professionnelle complémentaire (7 PB)

A - 7^{ème} Année Technique de qualification : 5

	Secteur 1: Agronomie	
1307	7 ^{ème} TQ Gestionnaire des ressources naturelles et forestières O	R
	Secteur 2 : Industrie	
2215	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne en télécommunication S-O	R
2524	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne en maintenance et diagnostic automobile L	R
2525	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne motos L	R
2216	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne en climatisation et conditionnement d'air S-O	R
2413	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne en maintenance de systèmes automatisés industriels S-O	R
2644	7 ^{ème} TQ Dessinateur/Dessinatrice en DAO (mécanique-électricité) S-O	R
2711	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne en fonderie S-O	R
	Secteur 3 : Construction	
3202	7 ^{ème} TQ Technicien spécialisé/Technicienne spécialisée en métré et devis S-O	R
3224	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne des constructions en bois S-O	R
3228	7 ^{ème} TQ Dessinateur/Dessinatrice DAO en construction S-O	R
3304	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne en encadrement de chantier S-O	R
	Secteur 4 : Hôtellerie - alimentation	
4405	7 ^{ème} TQ Gestionnaire de cuisine de collectivités L	R
	Secteur 5 : Habillement - Textile	
5103	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne en textile technique S-O	R
	Secteur 6 : Arts appliqués	
6216	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne en multimédia S-O	R
6217	7 ^{ème} TQ Technicien/Technicienne en image de synthèse O	R
	Secteur 8 : Services aux personnes	
8301	7 ^{ème} TQ Gestionnaire d'un institut de beauté L	R
8323	7 ^{ème} TQ Esthéticien social / Esthéticienne sociale L	R
8407	7 ^{ème} TQ animateur socio-sportif / Animatrice socio-sportive S-O	R
8408	7 ^{ème} TQ Assistant / Assistante aux métiers de la prévention et de la sécurité O	R ²
	Secteur 9 : Sciences appliquées	
9210	7 ^{ème} TQ Prothésiste dentaire L	R ² /SN
9209	7 ^{ème} TQ Opticien/Opticienne L	R ² /SN

B - 7^{ème} Année Professionnelle qualifiante : 6

	Secteur 1 : Agronomie	
1214	7 ^{ème} PB Horticulteur spécialisé/Horticultrice spécialisée en aménagement de parcs et jardins S-O	R
1315	7 ^{ème} PB Arboriste : grimpeur - élagueur/ grimpeuse- élagueuse S-O	R
	Secteur 2 : Industrie	
2324	7 ^{ème} PB Installateur - réparateur/Installatrice - réparatrice d'appareils électroménagers S-O	R
2521	7 ^{ème} PB Mécanicien/Mécanicienne des moteurs diesels et engins hydrauliques S-O	R
2715	7 ^{ème} PB Carrossier spécialisé/Carrossière spécialisée L	R
2633	7 ^{ème} PB Armurier monteur/Armurière monteuse à bois S-O	R
	Secteur 3 : Construction	
3229	7 ^{ème} PB Couvreur-Etancheur/Couvreuse-Etancheuse S-O	R
3226	7 ^{ème} PB Charpentier/Charpentière S-O	R
3428	7 ^{ème} PB Installateur/Installatrice en chauffage central S-O	R
3425	7 ^{ème} PB Installateur/Installatrice en sanitaire L	R
3131	7 ^{ème} PB Restaurateur - garnisseur/Restauratrice - garnisseuse de meubles S-O	R
3132	7 ^{ème} PB Menuisier/Menuisière en PVC et ALU S-O	R
3133	7 ^{ème} PB Cuisiniste S-O	R
3309	7 ^{ème} PB Ouvrier/Ouvrière en rénovation, restauration et conservation du bâtiment S-O	R
3134	7 ^{ème} PB Parqueteur/Parqueteuse S-O	R
	Secteur 4 : Hôtellerie - alimentation	
4125	7 ^{ème} PB Traiteur-organisateur/Traiteur - organisatrice de banquets et de réceptions S-O	R
4126	7 ^{ème} PB Chef de cuisine de collectivité S-O	R
4127	7 ^{ème} PB Responsable d'équipe(s) en chaînes de restauration S-O	R
4120	7 ^{ème} PB Sommelier/Sommelière S-O	R
4207	7 ^{ème} PB Patron boucher - charcutier - traiteur/ Patronne bouchère - charcutière - traiteur L	R
4311	7 ^{ème} PB Chocolatier - Confiseur - Glacier/ Chocolatière - Confiseuse - Glacière S-O	R
4312	7 ^{ème} PB Patron boulanger - pâtissier - chocolatier/ Patronne boulangère - pâtissière - chocolatière L	R
	Secteur 5 : Habillement et textile	
5221	7 ^{ème} PB Tailleur/Tailleuse S-O	R
5239	7 ^{ème} PB Agent polyvalent/Agente polyvalente dans la confection des costumes de scène ou de spectacles S-O	R
	Secteur 6 : Arts appliqués	
6107	7 ^{ème} PB Etalagiste S-O	R

	Secteur 7 : Economie	
7130	7 ^{ème} PB Gestionnaire de très petites entreprises O	R
	Secteur 8 : Services aux personnes	
8212	7 ^{ème} PB Agent médico-social / Agente médico-sociale S-O	R
8216	7 ^{ème} PB Aide-soignant/Aide-soignante S-O	R
8213	7 ^{ème} PB Puériculteur/Puéricultrice S-O	R ² /SN
8316	7 ^{ème} PB Patron coiffeur/Patronne coiffeuse L	R

C - 7^{ème} Année Technique complémentaire : 7

	Secteur 1: Agronomie	
1313	7 ^{ème} T. Complément en diversification et aménagement d'espace rural S-O	R
	Secteur 2 : Industrie	
2414	7 ^{ème} T. Complément en productique L	R
2217	7 ^{ème} T. Complément en systèmes électroniques de l'automobile S-O	R
2635	7 ^{ème} T. Complément en microtechnique L	R
2641	7 ^{ème} T. Complément en maintenance aéronautique S-O	R
2642	7 ^{ème} T. Complément en soudage aéronautique S-O	R
2416	7 ^{ème} T. Complément en maintenance d'équipements biomédicaux S-O	R
2712	7 ^{ème} T. Complément en plasturgie S-O	R
	Secteur 3 : Construction	
3130	7 ^{ème} T. Complément en industrie du bois L	R
	Secteur 4 : Hôtellerie - alimentation	
4121	7 ^{ème} T. Complément en hôtellerie européenne L	R
4122	7 ^{ème} T. Complément en accueil et réception en milieu hôtelier S-O	R
	Secteur 6 : Arts appliqués	
6218	7 ^{ème} T. Complément en techniques d'infographie S-O	R
6313	7 ^{ème} T. Complément en arts visuels appliqués à la photographie L	R
	Secteur 7 : Economie	
7213	7 ^{ème} T. Complément en techniques spécialisées du tertiaire S-O	R
7407	7 ^{ème} T. Complément en techniques spécialisées de tourisme L	R
	Secteur 8 : Services aux personnes	
8121	7 ^{ème} T. Complément en animation socio-culturelle et éducative S-O	R
	Secteur 9 : Sciences appliquées	
9313	7 ^{ème} T. Complément en officine hospitalière L	R
9314	7 ^{ème} T. Complément en maintenance des procédés de fabrication S-O	R
9315	7 ^{ème} T. Complément en biochimie S-O	R

D - 7^{ème} Année Professionnelle complémentaire : 8

	Secteur 1: Agronomie	
1113	7 ^{ème} PB Complément en diversification des productions et transformation de produits S-O	R
1114	7 ^{ème} PB Complément en productions agricoles S-O	R
1211	7 ^{ème} PB Complément en productions horticoles et décoration florale S-O	R
1213	7 ^{ème} PB Complément en art floral S-O	R
1405	7 ^{ème} PB Complément en élevage et gestion de troupeaux S-O	R
1406	7 ^{ème} PB Complément en techniques d'enseignement de l'équitation L	R
1316	7 ^{ème} PB Complément en conduite d'engins forestiers S-O	R
1115	7 ^{ème} PB Complément en mécanique agricole et/ou horticole S-O	R
	Secteur 2 : Industrie	
2330	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées d'industrie graphique S-O	R
2415	7 ^{ème} PB Complément en maintenance d'équipements techniques S-O	R
2523	7 ^{ème} PB Complément en électricité de l'automobile S-O	R
2636	7 ^{ème} PB Complément en soudage sur tôles et sur tubes S-O	R
2637	7 ^{ème} PB Complément en conduite de poids lourds et manutention L	R
2638	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées d'armurerie L	R
2639	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées d'horlogerie L	R
2640	7 ^{ème} PB Complément en chaudronnerie S-O	R
2714	7 ^{ème} PB Complément en travaux sur carrosserie S-O	R
	Secteur 3 : Construction	
3125	7 ^{ème} PB Complément en création et restauration de meubles S-O	R
3126	7 ^{ème} PB Complément en marqueterie S-O	R
3128	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées de sculpture S-O	R
3305	7 ^{ème} PB Complément en pose de pierres naturelles S-O	R
3306	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées en construction - gros œuvre S-O	R
3307	7 ^{ème} PB Complément en marbrerie-gravure S-O	R
3426	7 ^{ème} PB Complément en agencement d'intérieur S-O	R
3227	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées de couverture L	R
3518	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées de vitrerie L	R
3514	7 ^{ème} PB Complément en plâtrage, cimentage et enduisage S-O	R
3515	7 ^{ème} PB Complément en techniques de tapisserie - garnissage S-O	R
3516	7 ^{ème} PB Complément en peinture industrielle L	R
3519	7 ^{ème} PB Complément en peinture-décoration S-O	R
	Secteur 4 : Hôtellerie - alimentation	
4123	7 ^{ème} PB Complément en cuisine internationale S-O	R
4124	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées de restauration S-O	R

	Secteur 5: Habillement - Textile	
5234	7 ^{ème} PB Complément en confection sur mesures et demi-mesures S-O	R
5238	7 ^{ème} PB Complément en stylisme S-O	R
5235	7 ^{ème} PB Complément en lingerie fine S-O	R
5236	7 ^{ème} PB Complément en vêtements de travail et de loisirs S-O	R
5303	7 ^{ème} PB Complément en textile et confection d'ameublement S-O	R
	Secteur 6 : Arts appliqués	
6219	7 ^{ème} PB Complément en techniques publicitaires S-O	R
6220	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées de décoration L	R
6408	7 ^{ème} PB Complément en joaillerie - sertissage L	R
6409	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées de gravure-ciselure S-O	R
6410	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées de bijouterie - horlogerie S-O	R
	Secteur 7 : Economie	
7131	7 ^{ème} PB Complément en techniques de vente S-O	R
7408	7 ^{ème} PB Complément en accueil S-O	R
	Secteur 8 : Services aux personnes	
8122	7 ^{ème} PB Complément en monitorat de collectivités d'enfants S-O	R
8215	7 ^{ème} PB Complément en gériatrie L	R
8324	7 ^{ème} PB Complément en vente en parfumerie S-O	R
8325	7 ^{ème} PB Complément en pédicurie - manucurie S-O	R
8214	7 ^{ème} PB Complément en éducation sanitaire S-O	R
8322	7 ^{ème} PB Complément d'esthétique : orientation artistique S-O	R
	Secteur 9 : Sciences appliquées	
9101	7 ^{ème} PB Complément en techniques spécialisées de production des entreprises agroalimentaires S-O	R

Annexe 4.1	Année scolaire 2016-2017	Date limite d'envoi : pour le 15 mars 2016 + 10 jours max. après une exclusion postérieure
Enseignement secondaire ordinaire Signalisation de DEROGATION consécutive à la fermeture d'une OBG dans un établissement qui participe au plan de redéploiement des IPIEQ		

Cette annexe doit être envoyée :
1- à la Direction générale de l'Enseignement
obligatoire
Bureau 1F106
Rue Adolphe Lavallée, 1
1080 Bruxelles

2- soit à l'organe de représentation et de coordination,
soit au Service général de l'Enseignement organisé
par la Fédération Wallonie-Bruxelles

3- Comité de concertation

Etablissement :	N° FASE : Matricule ECOS :
Siège administratif (rue, n°, code postal et localité) :	

signale aux services du Gouvernement, via le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, le bénéfice des mesures prévues à l'article 19 §2 du décret du 29 juillet 1992.

La dérogation concerne

- | | |
|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <i>une option de base OBG/OBS</i> |
| <input type="checkbox"/> | <i>plusieurs OBG/OBS (nombre :)</i> |
| <input type="checkbox"/> | <i>une année</i> |
| <input type="checkbox"/> | <i>un degré</i> |

Mettre une X dans la case correspondant au le nombre de dérogations

N.B. : Prière d'introduire un document pour chaque option, année ou degré.

Degré	Année d'études	Forme + section	Code de l'option	PE/ Alt. (art.49)⁹	Intitulé de l'option <i>(laisser en blanc si la demande concerne une année ou un degré)</i>

Les conditions pour bénéficier d'une telle dérogation sont explicitées ci-après:

- 1. Etre inscrit dans les plans de redéploiement des IPIEQ ;*
- 2. Avoir fermé une OBG ;*
- 3. Répondre à la condition de l'article 19 §2 du décret du 29 juillet 1992, c'est-à-dire avoir dans l'option pour laquelle la dérogation va être utilisée une moyenne de fréquentation comprise entre la moitié de la norme de maintien 2 et la norme.*

Date, nom, qualité et signature du demandeur

⁹ Entourer PE, plein exercice et / ou AL, alternance : les deux dérogations sont liées.

Annexe 4.2	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Lundi 12 octobre 2015
Enseignement secondaire ordinaire – <i>SUSPENSION OU SUPPRESSION de l'organisation d'une option de base groupées ou d'une option de base simple</i>		

Etablissement :	N° FASE : Matricule ECOS :
Siège administratif (rue, n°, code postal et localité) :	

En application de l'article 19, § 5 du décret du 29 juillet 1992, tel que modifié, portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, j'ai l'honneur de vous informer que le Pouvoir organisateur de l'établissement susmentionné :

■ *a décidé de suspendre, au cours de(des) l'année(s) scolaire(s) :*

2014 - 2015	2015 - 2016	2016 - 2017
-------------	-------------	-------------

l'organisation de l'option de base groupée ou de l'option de base simple suivante:

<i>Type</i>	<i>Degré</i>	<i>Année</i>	<i>Forme</i>	<i>Section</i>	<i>Code</i>	<i>Dénomination</i>

Je m'engage à signaler, en temps opportun, la réorganisation de ladite option de base.

■ *a décidé de fermer au 1^{er} septembre 2015 l'option de base groupée ou l'option de base simple suivante :*

<i>Type</i>	<i>Degré</i>	<i>Année</i>	<i>Forme</i>	<i>Section</i>	<i>Code</i>	<i>Dénomination</i>

Fait à _____ le _____

Pour le Pouvoir organisateur (Nom, prénom, qualité et signature)

Annexe 6.1	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Vendredi 30 octobre 2015
Enseignement secondaire ordinaire – Demande de transfert de NTPP du 1^{er} degré vers les autres degrés		

Cette annexe doit être envoyée à l'adresse suivante :

*Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Bureau 1F115
Rue Adolphe Lavallée, 1
1080 Bruxelles*

Etablissement :	N° FASE :
	Matricule ECOS :
Siège administratif (rue, n°, code postal et localité) :	

<u>NTPP utilisable au 1^{er} degré commun (1C, 2C et années complémentaires)</u>	
<u>NTPP utilisable pour organiser la 1^{ère} année différenciée</u>	
<u>NTPP utilisable pour organiser la 2^{ème} année différenciée</u>	
TOTAL DU NTPP UTILISABLE AU PREMIER DEGRE	
<u>NTPP utilisé pour organiser le 1^{er} degré commun</u>	
<u>NTPP utilisé pour organiser la 1^{ère} année différenciée</u>	
<u>NTPP utilisé pour organiser la 2^{ème} année différenciée (y compris la différenciée supplémentaire)</u>	
TOTAL DU NTPP UTILISE AU PREMIER DEGRE	
Nombre de périodes à transférer	
Soit en %	

Organisation du 1 ^{er} degré	Nombre de classes	Nombre total d'élèves inscrits	Nombre d'élèves par classe													
			a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	
1C																
1 ^{ère} complémentaire																
2C																
2 ^{ème} complémentaire																
1D																
2D																
2DS																

Un dépassement de la norme maximale de 24 élèves par classe en 1C a-t-il été imposé par la CIRI ?	OUI / NO N
---	------------

Annexe 6.1 (page 2)	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Vendredi 31 octobre 2014
--------------------------------	-------------------------------------	--

Nombre de périodes de remédiation en <u>1C et 2C</u>	

Nombre de périodes utilisées pour organiser la 1^{ère} année complémentaire (si applicable) et la 2^{ème} année complémentaire	

Je soussigné(e) , chef d'établissement, déclare sur l'honneur que le transfert du NTPP du 1^{er} degré permet d'assurer le respect de la taille des classes aux autres degrés, comme prescrit à l'article 4 du décret du 03/05/2012 portant diverses mesures relatives à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire ordinaires, notamment en matière de taille des classes. La liste des classes qui seront bénéficiaires du transfert, ainsi que l'avis signé de l'organe de concertation local, sont à joindre à la présente demande.

Date et signature du Chef d'établissement

Annexe 6.2	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Jeudi 1^{er} octobre 2015
Enseignement secondaire ordinaire – Demande de dérogation concernant une utilisation de plus de 3% du NTPP pour organiser des activités autres que des cours		

Cette annexe doit être envoyée à l'adresse suivante :

*Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Bureau 1F106
Rue Adolphe Lavallée, 1
1080 Bruxelles*

Etablissement :	N° FASE :
	Matricule ECOS :
Siège administratif (rue, n°, code postal et localité) :	

Attention : cette annexe doit OBLIGATOIREMENT être accompagnée de l'avis du Comité de concertation de base (enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles) / de la Commission paritaire locale (enseignement officiel subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles) / du Conseil d'entreprise (enseignement libre subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles) / ou à défaut de la délégation syndicale.

1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE NTPP OCTROYE A L'ETABLISSEMENT

CATEGORIES DE COMPTAGE DU NTPP	NTPP DEVOLU A L'ETABLISSEMENT ¹⁰
A. NTPP APRES APPLICATION DES MINIMA DE BASE	
B. PRELEVEMENT ZONAL	
C. BASE DE CALCUL : A - B	
D. CALCUL DES 3% : C X 3%	

¹⁰ A compléter par le chef d'établissement. L'administration se réserve le droit de contrôler la validité des informations communiquées.

Annexe 6.2 Page 2	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Jeudi 1^{er} octobre 2015
------------------------------------	---	---

2. NOMBRE DE PERIODES NTPP AFFECTEES A DES ACTIVITES AUTRES QUE DES COURS

E. NOMBRE DE PERIODES NTPP AFFECTEES A DES ACTIVITES AUTRES QUE DES COURS	
F. POURCENTAGE DU NTPP (APRES APPLICATION DES MINIMA DE BASE) AFFECTE A DES ACTIVITES AUTRES QUE DES COURS ((E/C) X 100))	%
SOIT UN DEPASSEMENT DE (F - 3)	%

3 NOMBRE DE PERIODES-PROFESSEUR UTILISEES POUR DES ACTIVITES AUTRES QUE DES COURS D'ORIGINE AUTRE QUE LE NTPP

--

Annexe 6.2 Page 3	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Jeudi 1^{er} octobre 2015
------------------------------------	---	---

4. UTILISATION DU NTPP AFFECTE A DES ACTIVITES AUTRES QUE DES COURS

LE TABLEAU CI-DESSOUS SERA COMPLETE EN RESPECTANT IMPERATIVEMENT LE LIBELLE DES ACTIVITES ET LES CODES REPRIS AU POINT I.8.C DU TOME 1 DE LA CIRCULAIRE GENERALE.

CODE	INTITULE DE L'ACTIVITE	DEGRE INFERIEUR (DI) DEGRE SUPERIEUR (DS)	NOMBRE DE PERIODES NTPP
	<u>NOMBRE TOTAL DE PERIODES NTPP AFFECTEES A DES ACTIVITES AUTRES QUE DES COURS</u>		

Annexe 6.2 Page 4	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Jeudi 1^{er} octobre 2015
------------------------------------	---	---

4. DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e), chef d'établissement/responsable du Pouvoir organisateur, déclare sur l'honneur que

1. mon établissement respecte les normes concernant la taille maximale des classes, telles que définies à l'article 23bis du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.
2. les informations contenues dans la présente dérogation sont complètes et exactes.

Cachet de l'établissement scolaire

Nom, prénom et signature du chef d'établissement ou du Pouvoir organisateur:

Date:

Annexe 6.3	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Vendredi 30 octobre 2015 Lundi 30 novembre 2015 pour les établissements en situation de recomptage au 1^{er} octobre 2015
Enseignement secondaire ordinaire – Informations complémentaires relatives aux « Activités autres que des cours »		

Cette annexe doit être envoyée à
l'adresse suivante :

*Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Bureau 1F106
Rue Adolphe Lavallée, 1
1080 Bruxelles*

Etablissement :	N° FASE :
Siège administratif (rue, n°, code postal et localité) :	

Activités « autres que des cours » :

<u>Intitulé de l'activité</u>	<u>Nombre de périodes organisées au 01/10/2015</u>	<u>Nature exacte de l'activité</u>
Coordination pédagogique : Autres		
Autres activités sur périodes ED		
Autres activités sur périodes DASPA		
Autres activités sur périodes de solidarité zonale		

Je déclare sur l'honneur que les informations reprises ci-dessus sont sincères et exactes.

Signature du Pouvoir organisateur (OS – LS) ou du Chef d'établissement (FWB)¹¹ :

Date :

Nom (en majuscules) et signature :

¹¹ Biffer la mention inutile.

Annexe 6.4	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : -
Enseignement secondaire ordinaire – Décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion		

Cette annexe doit être envoyée à l'adresse
suivante :

*Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Bureau 1F106
Rue Adolphe Lavallée, 1
1080 Bruxelles*

L'emploi de commis-dactylographe est déclaré définitivement vacant en date du
..... (à compléter)

Renseignements relatifs au membre du personnel qui a occupé l'emploi, en dernier lieu,
durant l'année scolaire en cours :

Nom :

Prénom :

Matricule : (à compléter)

Etablissement

Matricule ECOS :

Matricule FASE :

(Cachet lisible ou coordonnées):

Nom, prénom et signature du chef d'établissement, du responsable du pouvoir organisateur
ou de son délégué:

.....

Date:

A envoyer à:

Pour les établissements d'enseignement <u>organisé</u> par la Communauté française : Direction générale de l'enseignement obligatoire, <u>Bureau 1F115</u> Rue A. Lavallée 1 1080 Bruxelles	Pour les établissements d'enseignement <u>subventionné</u> par la Communauté française : Direction générale de l'enseignement obligatoire, <u>Bureau 1F116</u> Rue A. Lavallée 1 1080 Bruxelles
---	---

Annexe 6.5 Page 2	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi :</u>
------------------------------------	---	-------------------------------------

2. DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e)¹², Chef d'établissement (pour le réseau FWB) / représentant du Pouvoir organisateur (pour le réseau OS)¹³, déclare sur l'honneur que les informations contenues dans la présente annexe sont complètes et exactes.

Je tiens à la disposition de l'Administration tout document qui prouve l'exactitude des données contenues dans la présente demande.

Cachet de l'établissement scolaire

Nom, prénom et signature du chef d'établissement (pour le réseau FWB) ou du représentant du Pouvoir organisateur (pour le réseau OS):

Date:

¹² Indiquer le nom et le prénom

¹³ Biffer la mention inutile

Annexe 7.1	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Vendredi 30 octobre 2015
Enseignement secondaire ordinaire – Normes régissant la taille des classes Dépassements activés en application de l'article 23bis, §§2 et 3		

Cette annexe doit être envoyée à l'adresse suivante :

*Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Bureau 1F106
Rue Adolphe Lavallée, 1
1080 Bruxelles*

Etablissement :	N° FASE :
Siège administratif (rue, n°, code postal et localité) :	

Dépassements activés sur la base de l'article 23bis, §2 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire ordinaire.

O un dépassement du nombre maximal d'élèves au 2^{ème} degré de l'enseignement général – technique de transition – technique de qualification – professionnel¹⁴

O un dépassement du nombre maximal d'élèves au 3^{ème} degré de l'enseignement général – technique de transition – technique de qualification – professionnel¹⁵

années et formes concernées	cours concerné(s)	nombre d'élèves dans le/les groupe(s) classe(s) concerne(s)	description de la situation

Date de la communication de l'information à l'organe de concertation (COCOBA, COPALOC, CE ou DS) :

Signature du Pouvoir organisateur (OS – LS) ou du Chef d'établissement (FWB)¹⁶ :

Date :

Nom (en majuscules) et signature :

¹⁴ Biffer les mentions inutiles.

¹⁵ Biffer les mentions inutiles.

¹⁶ Biffer les mentions inutiles.

Annexe 7.1 Page 2	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi : Vendredi 30 octobre 2015</u>
------------------------------------	---	--

Dépassements activés sur la base de l'article 23bis, §3 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire ordinaire.

O un dépassement du nombre maximal d'élèves au 2^{ème} degré de l'enseignement général – technique de transition – technique de qualification – professionnel¹⁷

O un dépassement du nombre maximal d'élèves au 3^{ème} degré de l'enseignement général – technique de transition – technique de qualification – professionnel¹⁸

années et formes concernées	cours concerné(s)	nombre d'élèves dans le/les groupe(s) classe(s) concerne(s)	description de la situation

Date de l'introduction de la demande de dérogation :

Date de la réception de la notification de la dérogation :

Signature du Pouvoir organisateur (OS – LS) ou du Chef d'établissement (FWB)¹⁹ :

Date :

Nom (en majuscules) et signature :

¹⁷ Biffer les mentions inutiles.

¹⁸ Biffer les mentions inutiles.

¹⁹ Biffer les mentions inutiles.

Annexe 7.2	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Vendredi 30 octobre 2015
Enseignement secondaire ordinaire – Demande de dérogation aux normes régissant la taille des classes en application de l'article 23bis, §3		

Cette annexe doit être envoyée à l'adresse
suivante :

*Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Bureau 1F106
Rue Adolphe Lavallée, 1
1080 Bruxelles*

Etablissement :	N° FASE :
	N° ECOS :
Siège administratif (rue, n°, code postal et localité) :	

1. La demande de dérogation concerne²⁰

un dépassement du nombre maximal d'élèves au 2^{ème} degré de l'enseignement général – technique de transition – technique de qualification – professionnel²¹

un dépassement du nombre maximal d'élèves au 3^{ème} degré de l'enseignement général – technique de transition – technique de qualification – professionnel⁵

2. Type de dérogation (choisir la rubrique adéquate et compléter le tableau figurant sous celle-ci)

- La spécificité de l'offre de formation de l'établissement conduit à des déséquilibres importants entre les populations des différentes options simples ou groupées à travers les différents degrés et formes, ce qui a des incidences sur un(des) cours de la formation non-optionnelle pour le(s)quel(s) le dépassement est demandé.

ANNEES FORMES CONCERNEES	ET	COURS CONCERNE(S)	NOMBRE D'ELEVES DANS LE/LES GROUPE(S) CLASSE(S) CONCERNE(S)	DESCRIPTION DE LA SITUATION

²⁰ Cocher la rubrique adéquate.

²¹ Biffer les mentions inutiles.

Annexe 7.2 Page 2	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Vendredi 30 octobre 2015
------------------------------------	---	--

2. La spécificité de l'offre de formation de l'établissement conduit à des déséquilibres importants entre les populations des différentes options de base simples ou groupées à travers les différents degrés et formes, ce qui a des incidences sur un(des) cours de la formation optionnelle pour le(s)quel(s) le dépassement est demandé.

ANNEES ET FORMES CONCERNEES	COURS CONCERNE(S)	NOMBRE D'ELEVES DANS LE/LES GROUPE(S) CLASSE(S) CONCERNE(S)	DESCRIPTION DE LA SITUATION

3. Les locaux, installations et équipements disponibles ne permettent pas une autre organisation (en ce compris pour l'éducation physique).

ANNEES ET FORMES CONCERNEES	COURS CONCERNE(S)	NOMBRE D'ELEVES DANS LE/LES GROUPE(S) CLASSE(S) CONCERNE(S)	DESCRIPTION DE LA SITUATION

Annexe 7.2 Page 3	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Vendredi 30 octobre 2015
------------------------------------	---	--

4. Dans l'enseignement qualifiant, l'organisation de la formation commune dans le respect des maxima obligerait à mettre ensemble des élèves provenant d'options appartenant à des secteurs différents.

ANNEES ET FORMES CONCERNEES	COURS CONCERNE(S)	NOMBRE D'ELEVES DANS LE/LES GROUPE(S) CLASSE(S) CONCERNE(S)	DESCRIPTION DE LA SITUATION

3. Avis de l'organe de concertation (COCOBA, COPALOC, CE ou DS) (joindre en annexe un extrait du PV de la réunion signé par le Président et le Secrétaire)

Date de la réunion de concertation :

Cachet de l'établissement scolaire

Nom, prénom et signature du chef d'établissement ou du Pouvoir organisateur :

Date:

Au 2^{ème} degré technique ou artistique de qualification (3 TQ, 3 AQ, 4 TQ, 4 AQ, 4RTQ), sont admises au comptage séparé dans la section de qualification de l'enseignement technique de type I :

- les options des différents groupes des secteurs suivants :
 - 1 : Agronomie
 - 2 : Industrie
 - 3 : Construction
 - 4 : Hôtellerie-alimentation
 - 5 : Habillement
- les options du secteur 6 (arts appliqués) dans les groupes suivants :
 - 62 : arts graphiques
 - 63 : audiovisuel
- les options du secteur 8 (services aux personnes) dans les groupes suivants :
 - 81 : services sociaux et familiaux
 - 82 : services paramédicaux
- les options du secteur 9 (sciences appliquées) dans les groupes suivants :
 - 92 : optique, acoustique et prothèse dentaire
 - 93 : chimie
- l'option « arts plastiques » (9409) du groupe 102.

Au 3^{ème} degré technique ou artistique de qualification (5 TQ, 5 AQ, 6 TQ, 6 AQ), sont admises au comptage séparé dans la section de qualification de l'enseignement technique de type I :

- les options des différents groupes des secteurs suivants :
 - 1 : Agronomie
 - 2 : Industrie
 - 3 : Construction
 - 4 : Hôtellerie-alimentation
 - 5 : Habillement
- les options du secteur 6 (arts appliqués) dans les groupes suivants :
 - 62 : arts graphiques
 - 63 : audiovisuel
- les options du secteur 8 (services aux personnes) dans les groupes suivants :
 - 81 : services sociaux et familiaux
 - 82 : services paramédicaux
- les options du secteur 9 (sciences appliquées) dans les groupes suivants :
 - 92 : optique, acoustique et prothèse dentaire
 - 93 : chimie
- l'option « arts plastiques » (9409) du groupe 102.

Au 2^{ème} degré professionnel (3 P, 4 P),

Sont admises au comptage séparé dans l'enseignement professionnel, à raison de 8 périodes, les options des groupes suivants :

- 51 : industrie textile et 53 : ameublement (Secteur « habillement », sauf groupe confection) ;
- 81 : services sociaux et familiaux (Secteur « service aux personnes ») ;
- 44 : cuisine de collectivité (Secteur « hôtellerie »).

Sont admises au comptage séparé dans l'enseignement professionnel, à raison de 12 périodes, les options des groupes suivants :

- 11 : agriculture, 12 : horticulture, 13 : sylviculture (Secteur « agronomie », sauf groupe équitation) ;
- 62 : arts graphiques, 63 : audiovisuel, 64 : orfèvrerie (Secteur « arts appliqués ») ;
- 82 : services paramédicaux (Secteur « service aux personnes ») ;
- 92 : optique, acoustique et prothèse dentaire ;
- 52 : confection (Secteur « habillement »).

Sont admises au comptage séparé dans l'enseignement professionnel, à raison de 16 périodes, les options des secteurs suivants :

- 2 (Secteur « industrie »), 3 (Secteur « construction ») et 4 (Secteur « habillement ») sauf groupe 44 (cuisine de collectivité) ;
- 1 : groupe 14 uniquement (équitation).

Au 3^{ème} degré professionnel (5 P, 6 P),

sont admises au comptage séparé dans l'enseignement professionnel, à raison de 8 périodes, les options des groupes suivants :

- 51 : industrie textile et 53 : ameublement (Secteur « habillement », sauf groupe confection) ;
- 81 : services sociaux et familiaux (Secteur « service aux personnes ») ;
- 44 : cuisine de collectivité (Secteur « hôtellerie »).

sont admises au comptage séparé dans l'enseignement professionnel, à raison de 12 périodes, les options des groupes suivants :

- 11 : agriculture, 12 : horticulture, 13 : sylviculture (Secteur « agronomie », sauf groupe équitation) ;
- 62 : arts graphiques, 63 : audiovisuel, 64 : orfèvrerie (Secteur « arts appliqués ») ;
- 82 : services paramédicaux (Secteur « service aux personnes ») ;
- 92 : optique, acoustique et prothèse dentaire ;
- 52 : confection (Secteur « habillement »).

sont admises au comptage séparé dans l'enseignement professionnel, à raison de 16 périodes, les options des secteurs suivants :

- 2 (Secteur « industrie »), 3 (Secteur « construction ») et 4 (Secteur « habillement ») sauf groupe 44 (cuisine de collectivité) ;
- 1 : groupe 14 uniquement (équitation).

Est admise au comptage séparé dans l'enseignement professionnel, à raison de 20 périodes, l'option « conducteur/conductrice poids lourds » (2619) du secteur 2 (secteur industrie).

Secteur 1 Agronomie

D3P Ouvrier qualifié en sylviculture
7PB Arboriste grimpeur-élagueur

Secteur 2 Industrie

D2TQ Electromécanique
D2TQ Mécanique automobile
D2TQ Industrie graphique

D3TQ Mécanicien polyvalent automobile
D3TQ Technicien en usinage
D3TQ Technicien en industrie graphique
D3TQ Technicien plasturgiste

D2P Mécanique polyvalente
D2P Mécanique garage
D2P Imprimerie
D2P Electricité

D3P Métallier-soudeur
D3P Electricien installateur industriel
D3P Mécanicien d'entretien automobile
D3P Opérateur en industrie graphique
D3P Mécanicien d'entretien

Secteur 3 Construction

D2TQ Industrie du bois

D3TQ Technicien en équipements thermiques
D3TQ Technicien des industries du bois

7TQ Technicien des constructions en bois

D2P Equipement du bâtiment
D2P Bois

D3P Ouvrier qualifié en construction gros œuvre
D3P Tailleur de pierre-marbrier
D3P Carreleur
D3P Couvreur
D3P Plafonneur
D3P Monteur en sanitaire et en chauffage
D3P Sculpteur sur bois
D3P Menuisier

D3P Ebéniste

D3P Vitrier

D3P Conducteur d'engins de chantier

D3P Peintre

7PB Ouvrier en rénovation, restauration et conservation du bâtiment

7PB Etancheur

7PB Installateur en sanitaire

7PB Installateur en chauffage central

7PB Cuisiniste

7PB Parqueteur

7PB Menuisier PVC et alu

7PB Complément en techniques spécialisées de vitrerie

7PB Complément en peinture industrielle

7PB Complément en plâtrage, cimentage et enduisage

7PB Complément en techniques spécialisées de couverture

7PB Complément en pose de pierres naturelles

7PB Complément en marbrerie gravure

7PB Complément en techniques spécialisées de sculpture

7PB Complément en agencement d'intérieur

7PB Complément en marqueterie

7PB Complément en création et restauration de meubles

7PB Complément en techniques spécialisées en construction gros œuvre

7PB Complément en peinture-décoration

Secteur 4 Hôtellerie-Alimentation

D2P Boucherie-Charcuterie

D3P Boucher-Charcutier

Annexe 8.1	Année scolaire 2015-2016	<u>Date limite d'envoi</u> : Vendredi 14 octobre 2015
-------------------	-------------------------------------	--

Enseignement secondaire ordinaire

Demande de dérogation pour organiser les épreuves d'évaluation sommative de fin d'année à un autre moment que durant la période définie à l'article 9bis, b) alinéa 1 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Cette annexe doit être envoyée à l'adresse suivante :

*Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Bureau 1F110
Rue Adolphe Lavallée, 1
1080 Bruxelles*

Etablissement :	N° FASE :
	N° ECOS :
Siège administratif (rue, n°, code postal et localité) :	

Numéro FASE de l'établissement :

Degrés	Années d'étude	Classes	Option de base groupée	Dates des épreuves d'évaluation sommative			Dates des stages	
				du	au	CQ	du	au

Motivation de la demande :

Signature du Pouvoir organisateur (OS – LS) ou du Chef d'établissement (FWB)²² :

Date :

Nom (en majuscules) et signature :

²² Biffer la mention inutile.

Annexe 8.2 : Planification des épreuves d'évaluation sommative – année scolaire 20..-20..

NOM DE L'ETABLISSEMENT : N° FASE :

ADRESSE : CP : LOCALITE :

A. Premier degré :

NB : Les cours au 1^{er} degré peuvent être suspendus pendant **18 jours d'ouverture d'école au maximum**.

Au cours de l'année scolaire, à l'exception des épreuves de juin et de septembre : répartition sur un **maximum de huit jours** d'ouverture dont **maximum quatre jours pour les conseils de classe**²³ y compris un jour pour la remise des bulletins selon un horaire adapté.

Lorsque les réunions de parents et/ou les remises des bulletins et/ou les conseils de classe se déroulent en-dehors des heures d'ouverture d'école durant lesquelles sont organisés les cours (par exemple en fin d'après-midi), les dates correspondantes seront indiquées entre parenthèses et ne sont pas comptabilisées dans les 18 jours.

N°FASE :	A.1. Organisation des épreuves d'évaluation sommative au cours de l'année scolaire (hors juin et septembre)									
	Epreuves d'évaluation sommative			Dates des réunions de parents / remise des bulletins ²⁴	Dates des conseils de classe	Nombre de jours ²⁵				Total
du	au	du	au			E	RP	CC	Total	
D1- Années d'études ²⁶										

Dates des conseils de classe (éventuels) organisés, durant l'année scolaire, en dehors des périodes d'évaluation (maximum trois journées) :

²³

Les journées consacrées à l'organisation de conseils de classe peuvent être comptabilisées en demi-journées.

²⁴

Lorsqu'une réunion de parents ou la remise des bulletins est organisée après les cours, il n'y a pas lieu de comptabiliser celles-ci dans le total du nombre de jours.

²⁵

E : Epreuve d'évaluation sommative ; **RP** : Réunion de Parents/Remise des bulletins ; **CC** : Conseil de Classe.

²⁶

Les codes utilisés pour les années d'études seront conformes à la liste de l'annexe ci-après.

<u>Code</u>	<u>Libellé</u>
1 D1 1C	Type 1 premier degré première année commune
1 D1 1D	Type 1 premier degré première année différenciée
1 D1 1S	Type 1 premier degré première S (1ère année complémentaire)
1 D1 2C	Type 1 premier degré deuxième année commune
1 D1 2D	Type 1 premier degré deuxième année différenciée
1 D1 2DS	Type 1 premier degré deuxième année différenciée supplémentaire
1 D1 2S	Type 1 premier degré deuxième S (2ème année complémentaire)
1 D2 3 SDO	Type 1 deuxième degré troisième spécifique de différenciation et d'orientation
1 D2 3 AQ	Type 1 deuxième degré troisième artistique qualification
1 D2 3 AT	Type 1 deuxième degré troisième artistique transition
1 D2 3 G	Type 1 deuxième degré troisième général transition
1 D2 3 P	Type 1 deuxième degré troisième professionnel qualification
1 D2 3 TQ	Type 1 deuxième degré troisième technique qualification
1 D2 3 TT	Type 1 deuxième degré troisième technique transition
1 D2 4 AQ	Type 1 deuxième degré quatrième artistique qualification
1 D2 4 AT	Type 1 deuxième degré quatrième artistique technique
1 D2 4 G	Type 1 deuxième degré quatrième général transition
1 D2 4 P	Type 1 deuxième degré quatrième professionnel qualification
1 D2 4 TQ	Type 1 deuxième degré quatrième technique qualification
1 D2 4 TT	Type 1 deuxième degré quatrième technique transition
1 D2 4R TQ	Type 1 deuxième degré quatrième réorientation technique qualification
1 D2 4R TT	Type 1 deuxième degré quatrième réorientation technique transition
1 D3 5 AQ	Type 1 troisième degré cinquième artistique qualification
1 D3 5 AT	Type 1 troisième degré cinquième artistique transition
1 D3 5 G	Type 1 troisième degré cinquième général transition
1 D3 5 P	Type 1 troisième degré cinquième professionnel qualification
1 D3 5 TQ	Type 1 troisième degré cinquième technique qualification
1 D3 5 TT	Type 1 troisième degré cinquième technique transition

1 D3 6 AQ	Type 1 troisième degré sixième artistique qualification
1 D3 6 AT	Type 1 troisième degré sixième artistique transition
1 D3 6 G	Type 1 troisième degré sixième général transition
1 D3 6 P	Type 1 troisième degré sixième professionnel qualification
1 D3 6 TQ	Type 1 troisième degré sixième technique qualification
1 D3 6 TT	Type 1 troisième degré sixième technique transition
1 D3 7 TQ	Type 1 troisième degré septième technique qualification
1 D3 7A P	Type 1 troisième degré septième A professionnel qualification
1 D3 7B P	Type 1 troisième degré septième B professionnel qualification
1 D3 7C P	Type 1 troisième degré septième C professionnel qualification
1 D3 7L G	Type 1 troisième degré septième préparatoire à l'enseignement supérieur langues modernes
1 D3 7M G	Type 1 troisième degré septième préparatoire à l'enseignement supérieur mathématiques
1 D3 7S G	Type 1 troisième degré septième préparatoire à l'enseignement supérieur sciences
1 D4 7 P	Type 1 quatrième degré septième professionnel E.P.S.C. soins infirmiers
1 D4 7 TQ	Type 1 quatrième degré septième technique de qualification E.P.S.C. soins infirmiers
1 D4 1 P	Type 1 quatrième degré première professionnel qualification
1 D4 2 P	Type 1 quatrième degré deuxième professionnel qualification
1 D4 3 P	Type 1 quatrième degré troisième professionnel qualification
2 CI 3 G	Type 2 cycle inférieur troisième général transition
2 CS 4 G	Type 2 cycle supérieur quatrième général transition
2 CS 5 G	Type 2 cycle supérieur cinquième général transition
2 CS 6 G	Type 2 cycle supérieur sixième général transition
2 CS 6 Q	Type 2 cycle supérieur sixième technique qualification
2 CS 7 G	Type 2 cycle supérieur septième général transition
DASPA	Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants

Annexe 9 : Glossaire

CPU : Certification par unités

DASPA : Dispositif d'accueil et de scolarisation des primo-arrivants

ED : Encadrement différencié

FLE : Français langue étrangère

PAC : Plan d'actions collectives

PGAED : Projet général d'action d'Encadrement différencié

PIA : Plan individuel d'apprentissage

IPIEQ : Instance de Pilotage Inter-réseaux de l'Enseignement Qualifiant

EXPEDIS : Programme pédagogique qui entend offrir la possibilité aux élèves de la Fédération Wallonie-Bruxelles de fréquenter un établissement scolaire d'une autre communauté linguistique belge ou d'un autre pays durant une période variant de 1 mois à une année scolaire entière.

TOME 2

SANCTION DES ETUDES

ORGANISATION DE
L'ANNEE SCOLAIRE

|

|

INTRODUCTION

Madame, Monsieur,

Le présent tome a pour objet de vous présenter une vision globale de la réglementation concernant le thème de la sanction des études.

Vous y trouverez une schématisation de la structure des différents degrés de l'enseignement secondaire ainsi qu'une synthèse des passages de classe, vous y trouverez également une explication détaillée et agrémentée d'exemples des différentes dérogations possibles au cours d'une année scolaire pour les élèves de l'enseignement secondaire ordinaire. Vous trouverez aussi dans ce tome le formulaire unique à compléter lors de l'introduction d'une procédure de recours interne et, le cas échéant, lors de la procédure de recours externe.

J'attire votre attention sur le caractère obligatoire des formulaires « électroniques » en vue d'introduire différentes dérogations. Ces formulaires rencontrent un objectif de simplification administrative dès lors qu'ils permettent d'introduire les dérogations par la voie électronique, dispensant par conséquent le chef d'établissement d'utiliser la voie postale classique. En outre, certains de ces formulaires sont basés sur le principe de confiance. Cela signifie que pour ces formulaires, le chef d'établissement qui introduit la demande de dérogation est dispensé de fournir les justificatifs appuyant la demande. Il est cependant à noter que ceux-ci devront toutefois être impérativement versés au dossier de l'élève.

Par ailleurs, j'attire également votre attention sur les nouvelles procédures de transmission des CE, CQ et CESS. Ces nouvelles dispositions font l'objet d'édition de circulaires spécifiques.

En outre je vous informe que la base légale permettant de récupérer la qualité d'élève régulier, soit les articles 85 et 93 du décret « Missions », a été abrogée et est remplacée par l'article 26 du Décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire. L'ensemble des documents y faisant référence a dès lors été actualisé.

Je vous informe également qu'une partie des compétences exercées précédemment par la Direction générale de la Santé ont été transférées à la DGEO. Vous retrouverez aux Chapitres IV et V les implications pratiques de ce transfert.

Une partie spécifique aux aménagements prévus pour les Sportifs de haut niveau et les Jeunes talents musicaux a été insérée pour chaque degré concerné par ces dispositions.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez au présent tome.

La Directrice générale,



Lise-Anne HANSE

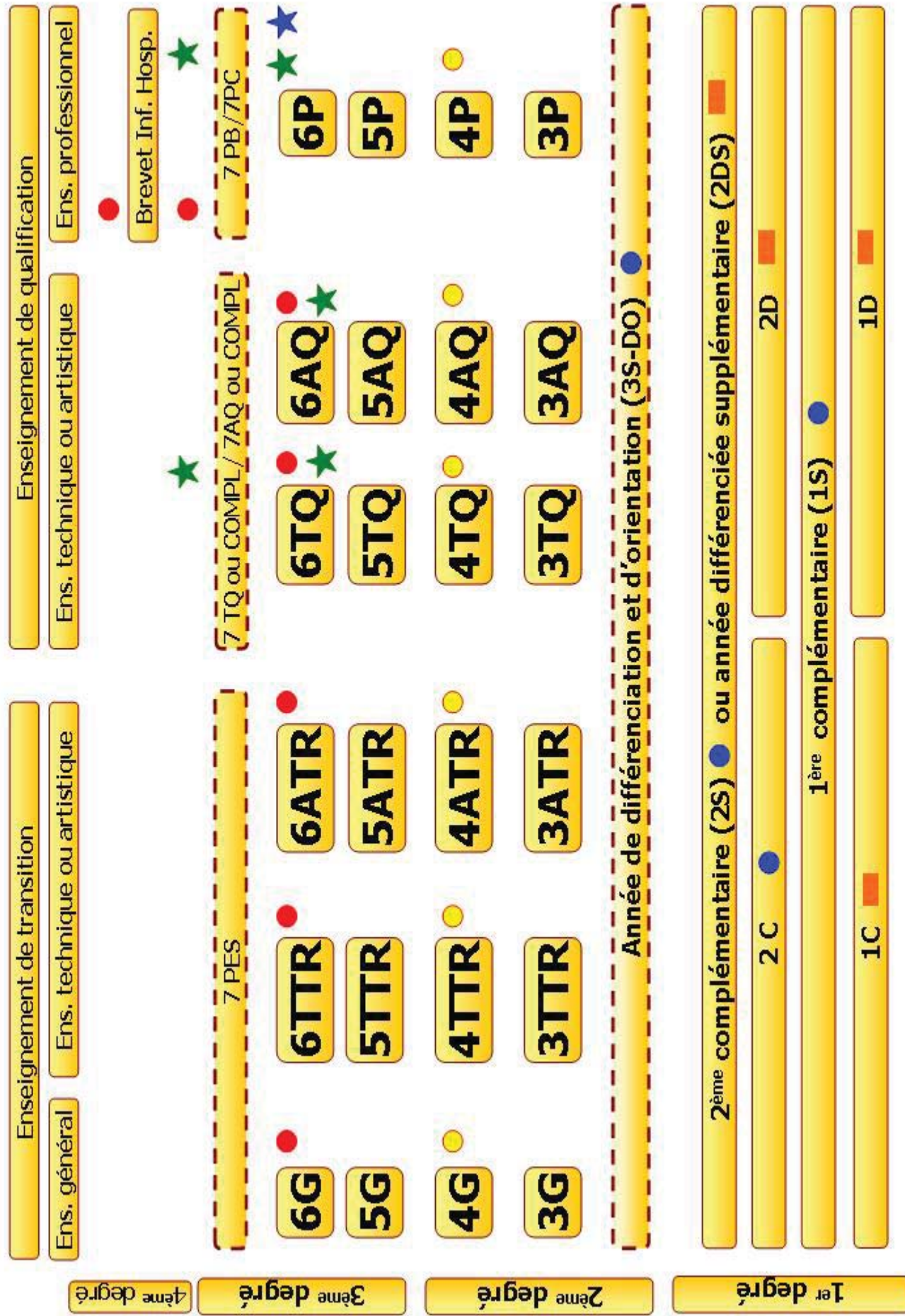
TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	2
STRUCTURE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	9
I. PREMIER DEGRE	11
A. CAS PARTICULIERS – DELIBERATION LORS D'UNE EXCLUSION DEFINITIVE APRES LE 15 JANVIER.	11
B. CAS PARTICULIERS - TRANSFERTS POSSIBLES EN COURS D'ANNEE	11
1. Passage d'une 1 ^{ère} différenciée vers une 1 ^{ère} commune	11
2. Passage d'une 1 ^{ère} complémentaire vers une 2 ^{ème} commune.....	11
3. Passage d'une 2 ^{ème} commune vers une 1 ^{ère} ou une 2 ^{ème} complémentaire.....	12
4. Passage d'une 2 ^{ème} complémentaire vers une 3 ^{ème} professionnelle.....	12
C. CHANGEMENT DE LANGUE MODERNE	12
D. CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE AU 1^{ER} DEGRE	13
1. Principe général.....	13
2. Procédure de changement d'établissement dans le 1 ^{er} degré de l'enseignement secondaire	14
3. Cas particuliers	20
E. SPORTIFS DE HAUT NIVEAU, ESPOIRS SPORTIFS ET PARTENAIRES D'ENTRAINEMENT	22
F. JEUNES TALENTS MUSICAUX	23
II. DEUXIEME DEGRE	24
A. CONDITIONS D'ADMISSION DANS LE 2^{ème} DEGRE	24
1. Conditions d'admission en 3 ^{ème} année d'enseignement secondaire général, technique ou artistique	24
2. Conditions d'admission en 3 ^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel....	24
3. Conditions d'admission en 4 ^{ème} année d'enseignement secondaire général, technique ou artistique.	25
4. Conditions d'admission en 4 ^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel	25
B. CHANGEMENTS DE FORME D'ENSEIGNEMENT OU D'ORIENTATION D'ETUDE A L'ENTREE DE LA 4EME ANNEE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	26
C. CHANGEMENT DE FORME, DE SECTION OU D'ORIENTATION D'ETUDES EN COURS D'ANNEE SCOLAIRE EN TROISIEME ET QUATRIEME ANNEES	27
D. DISPENSE DU COURS DE LANGUE MODERNE I	27
E. SANCTION DES ETUDES AU 2^{ème} DEGRE	28
1. Les attestations d'orientation :	28
2. Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (CE2D)	28
3. L'attestation de compétences intermédiaires	28
F. SPORTIFS DE HAUT NIVEAU, ESPOIRS SPORTIFS ET PARTENAIRES D'ENTRAINEMENT (ANNEXE 11)	29
G. JEUNES TALENTS MUSICAUX (ANNEXE 12)	30
III. TROISIEME DEGRE	32
A. CONDITIONS D'ADMISSION DANS LE 3^{ème} DEGRE	32
1. Conditions d'admission en 5 ^{ème} année d'enseignement secondaire général, technique ou artistique	32
2. Conditions d'admission en 5 ^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel....	32
B. SCHEMATISATION DES PASSAGES DE CLASSE	33
1. 6 ^{ème} année d'enseignement secondaire général, technique ou artistique	33
2. 6 ^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel	33

3. Changement d'orientation d'études à l'entrée de la 5 ^{ème} année d'enseignement secondaire	33
4. Changement d'orientation d'études au cours de la 5 ^{ème} année scolaire	34
5. Changement d'orientation d'études entre la 5 ^{ème} et la 6 ^{ème} année de l'enseignement secondaire	34
C. DISPENSE DU COURS DE LANGUE MODERNE I	35
D. SANCTION DES ETUDES AU 3^{ème} DEGRE	35
1. Les attestations d'orientation	35
2. Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS).....	38
3. Certificat de qualification (CQ).....	39
4. Certificat d'études	39
5. Le Certificat relatif aux connaissances de gestion de base.....	39
E. ACCES EN SEPTIEME TECHNIQUE OU PROFESSIONNELLE	40
Tableau 1 : application de la notion de correspondance entre les orientations d'études des 6 ^{ème} et des 7 ^{ème} années qualifiantes.....	40
Tableau 2 : application de la notion de correspondance entre les orientations d'études des 6 ^{ème} et des 7 ^{ème} années complémentaires	50
Tableau 3 : passages de classe autorisés d'une 7 ^{ème} année vers une autre 7 ^{ème} année .	59
F. LA CERTIFICATION PAR UNITE D'ACQUIS D'APPRENTISSAGE (CPU)	61
1. Notion d'élève régulier dans le régime de la CPU	61
2. Les missions spécifiques du Conseil de classe dans le régime de la CPU	61
3. Les missions spécifiques du Jury de qualification dans le régime de la CPU	61
4. Conditions d'admission	62
5. Sanction des études	63
G. SPORTIFS DE HAUT NIVEAU, ESPOIRS SPORTIFS ET PARTENAIRES D'ENTRAINEMENT (ANNEXE 11)	64
H. JEUNES TALENTS MUSICAUX (ANNEXE 12)	65
IV. QUATRIEME DEGRE	66
A. CONDITIONS D'ADMISSION	66
B. PASSAGES DE CLASSE.....	67
C. NOUVEAUTES DEPUIS L'ANNE SCOLAIRE 2013-2014	68
1. Définitions des stages et des lieux de leur exercice	68
2. Lieux de stage agréés	69
3. Contrôle médical	69
4. Sollicitation de dérogations	69
5. Perte de la qualité d'élève régulier	71
6. Sanction des études.....	71
7. Remarques.....	72
V. PUERICULTURE.....	74
1. Agrément des lieux de stages	75
2. Relevé individuel des stages accomplis	75
3. Sollicitation de dérogations	75
VI. ENSEIGNEMENT EN IMMERSION.....	77
VII. PASSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE DE PLEIN EXERCICE VERS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ORDINAIRE	78
VIII. DEROGATIONS	82

A. ARTICLE 56,1° : DEROGATION AUX LIMITES DE TEMPS FIXEES POUR LES CHANGEMENTS DE FORME D'ENSEIGNEMENT ET DE SUBDIVISION PAR LES ARTICLES 9, 20, §1ER, §2 ET §3, 33 ET 45, §1^{ER}	82
1. Objectif	82
2. Recevabilité	82
3. Exemple	83
B. ARTICLE 56,2° : DEROGATION A L'OBLIGATION D'AVOIR SUIVI EFFECTIVEMENT ET ASSIDUMENT LES COURS ET EXERCICES D'UNE ANNEE D'ETUDES DETERMINEE	83
1. Objectif	83
2. Recevabilité	83
3. Exemple	83
C. ARTICLE 56,4° : DEROGATION AUX CONDITIONS D'ADMISSION EN TROISIEME ANNEE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PROFESSIONNEL	84
1. Objectif	84
2. Recevabilité	84
3. Les élèves provenant de l'étranger	84
D. ARTICLE 56BIS : DEROGATION POUR L'ELEVE NE POUVANT PAS OBTENIR REGULIEREMENT OU N'AYANT PAS OBTENU LE CERTIFICAT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU 1^{ER} DEGRE ou du 2^E DEGRE (ARTICLE 56 BIS DE L'A.R. DU 29 JUIN 1984)	85
1. Objectif	85
2. Recevabilité	86
E. DOUBLEMENT D'UNE ANNEE D'ETUDES AU SEIN DU 1ER DEGRE	86
1. Objectif	86
2. Recevabilité	87
F. ARTICLE 58 §§ 1 , 2 et 3 : DISPENSES DE COURS	87
1. Objectif	87
2. Recevabilité	88
G. DEROGATION A L'OBLIGATION D'INSCRIPTION DANS UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE AVANT LE 30 SEPTEMBRE AU PLUS TARD (ART 79 DU DECRET « MISSIONS »).	88
1. Objectif	88
2. Recevabilité	88
3. Exemple	89
H. ARTICLE 26 : DEROGATION POUR RETROUVER LA QUALITE D'ELEVE REGULIER	89
1. Objectif	89
2. Recevabilité	89
3. Exemple	90
I. ARTICLE 58,§6 : CHANGEMENT D'ORIENTATION D'ETUDES ENTRE LA 5ème ET LA 6ème DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL	91
1. Objectif	91
2. Recevabilité	91
3. Remarque	91
J. REDOUBLEMENT EN CPU	92
K. DISPENSE DE COURS EN CPU	92
IX. PROCEDURE DE RECOURS	94
1) Procédure de conciliation interne.....	94
2) Procédure de recours externe	96
3. Notification des décisions des Conseils de recours	97
X. ACCES, CONSULTATION ET COPIE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	100

1. Documents susceptibles d'être demandés en consultation ou en copie	100
2. Procédure de demande des copies	100
3. Demande d'avis à la CADA.....	101
XI. REFUS DE REINSCRIPTION	102
XII. TRANSMISSION ET VALIDATION DES TITRES ET ATTESTATIONS DELIVRES DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ORDINAIRE	103
A. CERTIFICATS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SUPERIEUR (CESS)	103
B. CERTIFICATS DE QUALIFICATION	103
C. CERTIFICATS D'ETUDES, ATTESTATIONS DE COMPETENCES COMPLEMENTAIRES.....	103
D. BREVET D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SECONDAIRE COMPLEMENTAIRE	103
E. TRANSMISSION DES BREVETS POUR VALIDATION AUPRES DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE	103
Brevet d'enseignement professionnel secondaire complémentaire.....	103
F. EXPEDITION DES COLIS.....	104
XIII. FORMULAIRES ÉLECTRONIQUES RELATIFS A LA SANCTION DES ETUDES	106
A. QU'EST-CE QU'UN FORMULAIRE « ÉLECTRONIQUE » (FE) ?	106
B. DEROGATIONS POUVANT ETRE INTRODUITES VIA UN FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE.....	106
C. REMPLISSAGE D'UN FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE (FE).....	107
Annexe 1 A. Demande d'autorisation de changement d'établissement : FWB ->FWB – Formule I.	113
Annexe 1 B. Demande d'autorisation de changement d'établissement : FWB → FWB – Formule II	115
Annexe 1 C. Demande d'autorisation de changement d'établissement : FWB → FWB – Formule III	116
Annexe 1 D. Demande d'autorisation de changement d'établissement – Procès verbal d'audition	117
Annexe 2 : Contestation d'une décision du Conseil de classe / Formulaire à compléter en vue d'introduire un recours contre une décision du Conseil de classe auprès du Conseil de recours ...	119
Annexe 3 : Annexes concernant le procès verbal de délibération des CQ et brevets d'enseignement professionnel secondaire complémentaire (annexes B, C et D)	125
Annexe 11 : Remplacement de périodes de cours par des périodes d'entraînement sportif – 2ème et 3ème degré	129
Annexe 11 bis Rapport du chef d'établissement dans le cadre d'une demande de dérogation à l'interdiction de remplacer les périodes d'éducation physique comprises dans la formation commune par des périodes d'entraînement sportif - 1er degré.....	130
Annexe 12 : Remplacement de cours par des périodes d'enseignement musical – 2ème et 3ème degré	131
Annexe 14 : Relevé de stages pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice après l'option de base "puériculture"	132
Annexe 15 : Relevé de stages pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice après l'option de base "aspirante en nursing".....	133
Annexe 16 : Formulaire de demande de dérogation pour l'élève ou les élèves inscrits dans les options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du 3e degré de qualification de l'enseignement secondaire et de la 7e année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice"	134
Annexe 17 : Formulaire de demande de dérogation pour l'élève ou les élèves inscrits dans les sections d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie "	135



- Certificat d'enseignement secondaire supérieur
- ★ Certificat de qualification
- Certificat d'enseignement du second degré
- Certificat d'enseignement du premier degré
- Certificat d'études de base
- ★ Certificat d'études de 6^{ème} année professionnelle
Remarque : Suppression des 7PA (ne permettaient que l'obtention d'un CQ).

I. PREMIER DEGRE

Vous trouverez l'ensemble des informations relatives à la réforme du 1^{er} degré, en ce compris les schémas pour le régime dérogatoire et le nouveau régime, dans la circulaire spécifique qui lui est consacrée.

A. CAS PARTICULIERS – DELIBERATION LORS D'UNE EXCLUSION DEFINITIVE APRES LE 15 JANVIER.

Au sein du premier degré, lorsqu'un élève fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive après le 15 janvier selon la procédure prévue par le décret "missions" du 24 juillet 1997, le Conseil de classe doit délivrer, sur la base du rapport de compétences, une attestation d'orientation dans le respect des passages de classe autorisés pour l'année concernée. La délivrance de cette attestation par le Conseil de classe est **obligatoire**, celle-ci est jointe au dossier scolaire de l'élève et n'est pas susceptible de recours. Elle prend effet à partir du 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante sauf si l'élève bénéficie, après son exclusion définitive, d'une décision d'un conseil de classe dans un autre établissement scolaire.

Le Conseil de classe est donc tenu de délivrer une attestation d'orientation à tout élève exclu après le 15 janvier.

Le Conseil de classe ne peut délivrer le Certificat d'enseignement du premier degré ou le Certificat d'études de base.

B. CAS PARTICULIERS - TRANSFERTS POSSIBLES EN COURS D'ANNEE

1. Passage d'une 1^{ère} différenciée vers une 1^{ère} commune

Le passage vers une 1^{ère} année commune est autorisé **avant le 15 novembre** pour les élèves inscrits en 1^{ère} année différenciée, moyennant le respect des 4 conditions cumulatives suivantes :

- être âgé de 12 ans au moins au 31 décembre qui suit le début de l'année scolaire en cours ;
- avoir suivi une 6^{ème} année primaire ;
- avoir obtenu l'avis favorable du Conseil d'admission ;
- avoir l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale.

2. Passage d'une 1^{ère} complémentaire vers une 2^{ème} commune

Uniquement dans le régime dérogatoire

Le passage d'une 1^{ère} année complémentaire vers une 2^{ème} année commune est autorisé **avant le 15 janvier**, moyennant le respect des 2 conditions cumulatives suivantes :

- avoir reçu une proposition de passage de classe du Conseil de guidance ;

- avoir l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale.

3. Passage d'une 2^{ème} commune vers une 1^{ère} ou une 2^{ème} complémentaire

Uniquement dans le régime dérogatoire

Le passage d'une 2^{ème} année commune vers une 1^{ère} ou une 2^{ème} année complémentaire est autorisé **avant le 15 janvier**, moyennant le respect des 2 conditions cumulatives suivantes :

- avoir reçu une proposition de passage de classe du Conseil de guidance ;
- avoir l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale.

L'élève qui fréquente une 2^{ème} année commune et à l'égard duquel le Conseil de Guidance prend cette décision d'orientation, avant le 15 janvier et avec l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, pourra donc fréquenter soit la 1^{ère} année complémentaire soit la 2^{ème} année complémentaire, suivant la décision du Conseil de Guidance.

L'année d'études sera sanctionnée normalement sans que ce transfert interfère sur la décision finale.

4. Passage d'une 2^{ème} complémentaire vers une 3^{ème} professionnelle

Le passage d'une 2^{ème} année complémentaire vers une 3^{ème} année professionnelle est autorisé jusqu'au 15 janvier pour autant que l'élève n'ait pas déjà fait l'objet dans le courant de l'année scolaire d'un autre transfert autorisé en cours d'année au sein du 1^{er} degré.

En d'autres mots, si au cours de l'année scolaire l'élève est déjà passé de la 1^{ère} année complémentaire à la 2^{ème} année commune (passage autorisé avant le 15 janvier sur proposition du Conseil de guidance et moyennant l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale) ou s'il est déjà passé de la 2^{ème} année commune à une année complémentaire (passage également autorisé avant le 15 janvier sur proposition du Conseil de guidance et moyennant l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale), alors il ne pourra pas bénéficier de la possibilité de transfert de la 2^{ème} année complémentaire vers la 3^{ème} année professionnelle avant le 15 janvier au cours de cette même année scolaire.

C. CHANGEMENT DE LANGUE MODERNE

a) Choix du cours

ATTENTION : L'élève poursuit au 1^{er} degré l'apprentissage de la langue moderne I entamé dans l'enseignement primaire. Cependant, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent, après avoir pris l'avis du chef d'établissement lors de l'inscription en 1^{ère} année, choisir un cours de langue moderne I différent du cours suivi dans l'enseignement primaire.

La première année visée est la 1^{ère} année que l'élève suit dans le degré. Cela signifie qu'il pourra s'agir soit de la 1^{ère} année différenciée pour les élèves qui ne sont pas titulaires du CEB ; soit de la 1^{ère} année commune. En aucun cas il ne pourra s'agir de la 1^{ère} année complémentaire.

b) Dispense

Au premier degré de l'enseignement secondaire, sont dispensés de l'étude de la seconde langue les enfants de nationalité étrangère, dont le chef de famille fait partie d'une organisation de droit des gens, d'une ambassade, d'une légation ou d'un consulat ou lorsque celui-ci ne réside pas en Belgique. Les élèves dispensés sont tenus de remplacer les 4 périodes de langue moderne I par le même nombre de périodes qu'il s'agisse de périodes d'activités complémentaires ou de périodes de remédiation.

Aucune démarche n'est à effectuer auprès de l'administration pour bénéficier de cette dispense. Cependant les documents justificatifs doivent être conservés dans le dossier scolaire de l'élève.

D. CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE AU 1^{ER} DEGRE

1. Principe général

La règle décrétales pour le premier degré est que le changement d'établissement scolaire n'est pas autorisé¹:

"Dans l'enseignement secondaire ordinaire, le changement d'établissement est autorisé en cours d'année.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans l'enseignement secondaire ordinaire, il est interdit à tout établissement d'accepter au niveau de la troisième étape du continuum pédagogique visé à l'article 13 :

1° un élève qui, l'année scolaire précédente, était inscrit dans cette troisième étape dans un autre établissement d'enseignement secondaire ordinaire;

2° après le 30 septembre, un élève non visé au 1° qui, pour l'année scolaire en cours, est régulièrement inscrit dans cette troisième étape dans une autre école d'enseignement secondaire ordinaire."

Néanmoins, un changement d'établissement en cours d'année scolaire ou en cours de cycle au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire peut intervenir dans le respect des règles fixées par l'article 79 §§ 3 à 5 du décret « missions » du 24 juillet 1997.

Remarques préalables :

¹ Article 79, § 3 du décret « missions » du 24 juillet 1997

- 1) En début d'année scolaire, les autorités scolaires donnent aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale ou à l'élève majeur, toutes les informations utiles en matière de changement d'établissement scolaire en cours d'année ou en cours de cycle.
- 2) Les demandes doivent obligatoirement être établies à l'aide des formulaires se trouvant en annexe.
- 3) Dans tous les cas, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale ou l'élève majeur qui demande(nt) un changement d'établissement motive(nt) eux-mêmes leur demande.
- 4) Les dossiers de changement d'établissement doivent être conservés par l'établissement de départ et par l'établissement d'arrivée. Ils sont tenus à la disposition du Service général de l'Inspection et du Service de la Vérification.

2. Procédure de changement d'établissement dans le 1^{er} degré de l'enseignement secondaire

➤ Principes

L'élève qui s'inscrit pour la première fois dans le 1^{er} degré en 1^{ère} année commune ou en 1^{ère} année différenciée peut librement changer d'établissement scolaire jusqu'au 30 septembre. Au-delà du 30 septembre, il ne peut plus changer d'établissement sans en obtenir l'autorisation.

Lors des inscriptions suivantes au sein du 1^{er} degré, quelle que soit l'année d'études dans laquelle l'élève sera inscrit, il ne pourra plus changer librement d'établissement, même avant le 30 septembre. Il lui faudra **TOUJOURS** une autorisation.

Remarque : dans le cas d'une **première inscription en cours d'année scolaire** (exemples : arrivée en Belgique, retour de l'étranger, provenance d'une école privée non subventionnée, fin d'un enseignement à domicile, ...), il est admis que le délai de 30 jours calendrier précité prenne cours à partir du premier jour de présence à l'école. Ceci pourrait donc s'appliquer à un élève en provenance de l'étranger titulaire d'une équivalence lui permettant de s'inscrire en 2^{ème} année commune. Il ne pourra toutefois faire valoir ce droit qu'une seule fois, dans le délai indiqué. Ensuite, la règle générale s'appliquera.

➤ Motifs pouvant justifier un changement:

a) *Cas spécifiques pour lesquels le changement doit être autorisé*

Lorsqu'un changement d'établissement est demandé pour l'une des raisons énumérées ci-dessous, la procédure relève uniquement du Chef d'établissement qui, pour autant que les raisons invoquées soient établies, ne dispose d'aucun pouvoir d'appréciation sur l'opportunité du changement et doit donc accorder le changement sollicité.

- le changement de domicile
L'attestation par les services de l'état civil de la demande de domiciliation ou tout autre document attestant du changement de domicile est joint à la demande. La nouvelle adresse doit apparaître sur les formules de demande de changement d'établissement ;
- la séparation des parents entraînant un changement du lieu d'hébergement de l'élève ;
- le changement répondant à une mesure de placement prise par un magistrat ou par un organisme agréé en exécution de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ou répondant à une mesure d'aide prise dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide de la jeunesse
Une copie de la décision de l'autorité ou de l'organisme agréé est jointe à la demande de changement d'établissement ;
- le passage d'un élève d'un établissement à régime d'externat vers un internat et vice versa ;
- la suppression du restaurant ou de la cantine scolaire, d'un service de transport gratuit ou non, ou des garderies du matin et/ou du soir, si l'élève bénéficiait de l'un de ces services et si le nouvel établissement lui offre ledit service ;
- l'accueil de l'élève, à l'initiative des parents, dans une autre famille ou dans un centre, pour raison de maladie, de voyage ou de séparation des parents ;
- l'impossibilité pour la personne qui assurait effectivement et seule l'hébergement de l'élève de le maintenir dans l'établissement choisi au départ, en raison de l'acceptation ou de la perte d'un emploi.
Une attestation de l'employeur doit être jointe à la demande de changement d'établissement;
- l'exclusion définitive de l'élève.

Remarque: lorsqu'une de ces circonstances autorise le changement d'établissement pour un élève, l'autorisation peut aussi valoir pour ses frères et sœurs ou pour tout autre mineur vivant sous le même toit.

b) Cas spécifiques pour lesquels le changement doit être autorisé

Il est possible d'accorder le changement d'établissement lorsque celui-ci est demandé pour des raisons liées à la force majeure ou à l'absolue nécessité et dans l'intérêt de l'élève. On relèvera que le décret précise qu' « on entend **notamment** par nécessité absolue [...] les cas où l'élève se trouve dans une situation de difficultés psychologique ou pédagogique telle qu'un changement d'établissement s'avère nécessaire ».

En cas d'avis favorable

Si, après audition des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur, l'avis du Chef d'établissement est favorable, le changement d'établissement est autorisé.

L'audition des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur est obligatoire et doit être retranscrite dans un procès-verbal signé par les différentes parties (**Annexe 1D**).

Dans ce cas, le dossier doit être tenu à la disposition du Service général de l'Inspection et du Service de la Vérification.

En cas d'avis défavorable

Si l'avis du Chef d'établissement est défavorable, il le transmet dans les **3 jours ouvrables** qui suivent la réception de la demande à l'Inspection de l'enseignement secondaire de plein exercice, City Center I, Boulevard du Jardin Botanique 20-22, 1000 BRUXELLES. Celle-ci devra alors entendre les parents ou la personne investie de l'autorité parentale ou l'élève majeur et émettre un avis motivé dans les **10 jours ouvrables** de la réception de la demande.

Si l'avis de l'Inspection n'est pas rendu dans ce délai, il est considéré comme favorable.

La demande accompagnée des avis motivés du Chef d'établissement et de l'Inspection, est ensuite transmise à la Direction générale de l'enseignement obligatoire qui dispose pour statuer d'un délai de **10 jours ouvrables** à dater de la réception de la demande transmise par l'Inspection. A défaut de décision dans ce délai, le changement d'établissement est autorisé.

➤ Procédure détaillée

La demande de changement d'établissement est introduite par les parents de l'élève ou la personne investie de l'autorité parentale, ou par l'élève lui-même s'il est majeur, auprès de la direction de l'établissement dans lequel il est inscrit (l'établissement de départ) à l'aide de la formule I (Annexe 1A), en un exemplaire, accompagnée des documents justificatifs nécessaires ou de tout autre document jugé utile.

Remarque : Le Chef de l'établissement de départ doit, le jour de la demande, mettre à la disposition des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur sollicitant un changement d'établissement, les formulaires servant à introduire la demande, même s'il ne juge pas ce changement opportun. La formule I (annexe 1A) peut également être téléchargée sur le site www.enseignement.be

1) Traitement initial du dossier par la direction de l'établissement de départ

Le Chef d'établissement note la date de réception de la demande au cadre A de la formule I (Annexe 1A (2)).

Trois cas peuvent se présenter :

- le motif invoqué est l'une des raisons valables définies au point 2.a);
- le motif invoqué relève d'un cas de force majeure ou de nécessité absolue (point 2.a))
- le motif invoqué ne peut justifier un changement d'établissement.

Premier cas : Le motif invoqué est l'une des raisons valables définies au point 2.b)

Dans ce cas, la direction de l'établissement de départ:

- accorde le changement d'établissement ou d'implantation en biffant, au cadre A de la formule I (Annexe 1A (2)), la mention « avis défavorable », en conservant la mention « changement d'établissement autorisé » ;
- complète le cadre B de la Formule I (dernier jour de classe dans l'établissement de départ) ;
- ventile la formule I et une copie comme suit, dans les 3 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande:
 - l'original est remis aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale ou à l'élève majeur afin qu'ils puissent procéder à l'inscription de l'élève dans le nouvel établissement;
 - garde une copie dans ses propres archives et la tient à disposition du Service de l'Inspection et du Service de la Vérification.

Deuxième cas : Le motif invoqué ne relève pas des raisons valables définies au point 2.a) mais du cas de force majeure ou de la nécessité absolue décrit au point 2.b).

Dans ce cas, si plusieurs enfants d'une même famille sont concernés, une demande spécifique est établie pour chacun d'eux.

Si la direction de l'établissement de départ estime, après audition des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur, que la demande est fondée sur un cas de force majeure ou de nécessité absolue et qu'elle correspond à l'intérêt de l'élève, elle autorise le changement d'établissement dans les 3 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur.

La direction de l'établissement de départ :

- accorde le changement d'établissement en biffant, au cadre **A** de la **formule I** (Annexe 1A (2)), la mention « avis défavorable »;

- complète le cadre **B** de la **formule I** (Annexe 1A (2)) (dernier jour de classe dans l'établissement de départ) ;
- complète la **formule II** (Annexe 1B) en justifiant son avis de manière circonstanciée ;
- ventile sans délai la **FORMULE I** comme suit :
 - l'original est remis aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale ou à l'élève majeur afin qu'ils puissent procéder à l'inscription de l'élève dans le nouvel établissement;
 - garde une copie dans ses propres archives et la tient à disposition du Service de l'Inspection et du Service de la Vérification.

Troisième cas : les motifs invoqués ne peuvent justifier un changement d'établissement

L'audition des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur est obligatoire et doit être retranscrite dans un procès-verbal signé par les différentes parties (Annexe 1D).

Si après audition des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur, l'avis de la direction de l'établissement est défavorable, elle :

- remet son avis en biffant au cadre **A** de la **FORMULE I** (Annexe 1A (2)) la mention «changement d'établissement autorisé»
- complète la **FORMULE II** (Annexe 1B) en justifiant son avis de manière circonstanciée
- **transmet à l'Inspection²** la **FORMULE I** originale, la **FORMULE II** originale, le procès verbal d'audition (Annexe 1D) ainsi que les éventuels documents annexes dans les 3 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande.

2) Traitement du dossier par l'Inspection et par la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

L'Inspection et la Direction générale de l'enseignement obligatoire traiteront le dossier dans le respect des dispositions décrétales. L'Inspection remet un avis à la Direction de l'enseignement obligatoire qui statue.

Elles disposent chacune d'un délai de traitement de dix jours ouvrables à compter de la réception, au terme duquel, l'absence de réponse est considérée respectivement comme un avis favorable et comme un accord.

Dans tous les cas, la Direction générale de l'enseignement obligatoire avertira le Chef d'établissement de la décision intervenue dans le dossier.

² Inspection de l'enseignement secondaire de plein exercice
City Center I, Boulevard du Jardin Botanique, 20-22
1000 Bruxelles

3) Traitement final du dossier par la direction de l'établissement de départ (après décision)

Le chef de l'établissement de départ, **en cas de changement autorisé** et après retour du dossier :

- complète le cadre B de la formule I (Annexe 1A (2));
- ventile la formule I et la décision de la D.G.E.O. :
 - la décision est remise aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale ou à l'élève majeur afin qu'ils puissent procéder à l'inscription de l'élève dans le nouvel établissement;
 - le Chef d'établissement garde une copie dans ses propres archives et la tient à disposition du Service de l'Inspection et du Service de la Vérification.

4) Intervention de la direction de l'établissement d'arrivée

Le chef de l'établissement d'arrivée ne peut accepter l'élève que lorsqu'il est en possession de la formule autorisant le changement d'établissement.

Le chef de l'établissement d'arrivée :

- complète le cadre **C** de la **FORMULE I** (Annexe 1A (2)) ;
- porte les indications requises au registre matricule et au registre de fréquentation ;
- **communique immédiatement par écrit la date d'arrivée effective de l'élève à la direction de l'établissement de départ.**

Précision: l'autorisation de changement d'établissement n'implique pas, pour le chef de l'établissement dans lequel l'inscription est sollicitée, l'obligation d'inscrire l'élève, mais en cas de refus, il doit remettre à l'élève l'attestation de demande d'inscription.

! Inscription au 1er degré d'un élève sans document autorisant le changement d'établissement !

Tout élève de l'enseignement secondaire, inscrit de façon contradictoire à l'article 79 §3 du décret du 24 juillet 1997 ne pourra être considéré comme « élève régulièrement inscrit » et ne pourra dès lors être comptabilisé aux différentes dates de comptage.

Il faut également préciser que si un pouvoir organisateur ne se conforme pas aux prescrits de l'article 79 §2, 3 et 4 du décret « missions » du 24 juillet 1997 en matière de changement d'école, le Gouvernement de la Communauté française peut appliquer à son encontre les sanctions prévues à l'article 24 §2 quinquies de la loi du 29 mai 1959 et procéder à la retenue de 5% des subventions accordées³.

³ Pour obtenir les subventions, un établissement se doit de respecter la législation en vigueur comme le stipule le §2 de l'article 24 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement :

« Article 24. (...)

3. Cas particuliers

a) Passage d'un établissement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles à un établissement de la Communauté flamande ou germanophone

La décision d'inscription dans le nouvel établissement appartient à la Communauté flamande ou germanophone. Les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur doivent donc se rendre auprès de l'établissement concerné afin d'obtenir les renseignements utiles à l'inscription.

L'Administration de la Communauté germanophone avertira l'établissement de départ si le changement d'établissement est autorisé.

b) Passage d'un établissement de la Communauté flamande ou germanophone à un établissement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le décret « Missions » du 24 juillet 1997, tel que modifié par le décret du 8 mars 2007, ne s'applique qu'aux établissements de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Cette situation ne doit donc pas s'analyser comme un changement d'établissement au sens du décret « Missions », mais comme une première inscription.

Une copie du formulaire d'inscription doit être adressée :

- à l'établissement de départ (pour la Communauté flamande) ;
- au Ministère de la Communauté germanophone, service de l'Inspection pédagogique, rue Gospert 1 à 4700 EUPEN pour la Communauté germanophone.

c) Passage d'un établissement d'enseignement ordinaire à un établissement de l'enseignement spécialisé

Cette situation ne constitue pas un changement d'établissement au sens de la présente circulaire. Il n'y a donc pas lieu de remplir de formulaires.

§ 2. Une école ou section d'établissement d'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique ou artistique est subventionnée lorsqu'elle se conforme aux dispositions légales et réglementaires concernant l'organisation des études, les statuts administratifs des membres du personnel et l'application des lois linguistiques. (...)

§ 2ter. Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas aux dispositions du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure, à se conformer aux dispositions précitées et à rétablir la légalité. Le Gouvernement peut déléguer cette compétence à la ministre ou au ministre fonctionnellement compétent(e).

Si, à l'échéance du délai de trente jours calendrier visés à l'alinéa 1er, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité, il perd, pour une durée déterminée ci-après, le bénéfice de 5 % des subventions accordées conformément au § 2.

La période visée à l'alinéa précédent débute à l'échéance du délai de trente jours calendrier et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité.

(...)

§ 2quinquies. Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas aux articles 79, §§ 2, 3 et 4 et 88, § 4, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre tel que modifié par le décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire, la procédure prévue au § 2ter est entamée.»

L'élève doit cependant être couvert par une attestation d'orientation lui permettant de se faire inscrire dans un établissement d'enseignement spécialisé. Cette attestation est fournie par le C.P.M.S. ou tout organisme habilité (Voir à ce sujet la Circulaire n°3596 du 06 juin 2011 relative à l'organisation des établissements d'enseignement spécialisé – Directives et recommandations pour l'année scolaire 2011-2012- Enseignement fondamental spécialisé et secondaire spécialisé).

d) Passage d'un établissement d'enseignement spécialisé vers un établissement de l'enseignement ordinaire

Cette situation ne constitue pas un changement d'établissement au sens de la présente circulaire. Il n'y a donc pas lieu de remplir de formulaires. Dans le cas du transfert en cours d'année scolaire d'un élève de l'enseignement spécialisé vers l'enseignement ordinaire, les démarches incombent à la direction de l'établissement d'enseignement spécialisé.

Il appartient néanmoins à la direction de l'établissement d'enseignement ordinaire de s'assurer que le dossier de l'élève qu'elle accueille est en ordre. Un avis motivé de réorientation, non contraignant, du C.P.M.S. de l'enseignement spécialisé est obligatoire. (Voir à ce sujet l'Annexe XXI à la page 90 de la Circulaire n° 2513 du 23 octobre 2008 ayant pour objet : « Obligation scolaire, inscription des élèves, fréquentation scolaire, sanctions disciplinaires et gratuité »).

e) Passage d'un établissement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles vers un établissement scolaire situé à l'étranger

La direction de l'établissement de départ n'a aucun formulaire à remplir.

f) Autorité parentale

Les articles 373 et 374 du Code civil précisent que les père et mère, qu'ils vivent ou non ensemble, exercent en principe conjointement leur autorité parentale sur la personne de l'enfant mineur d'âge. Ce principe implique que les décisions relatives à l'élève, comme un changement d'établissement, doivent être prises avec l'accord des deux parents.

Toutefois, à l'égard des tiers de bonne foi, chacun d'eux est censé agir avec l'accord de l'autre. En d'autres termes, lorsqu'un parent demande le changement d'établissement d'un élève, il est censé agir avec l'accord de l'autre aux yeux du Chef d'établissement, tiers présumé de bonne foi. Lorsqu'aucune décision judiciaire n'est connue du Chef d'établissement, celui-ci agira en fonction des principes de droit commun, qui sont les suivants: toute décision relative à l'enfant doit être prise de commun accord par les parents, mais chaque parent est présumé, lorsqu'il agit seul vis-à-vis d'un tiers comme un Chef d'établissement scolaire, avoir reçu un mandat de l'autre pour prendre les décisions relatives à l'enfant ; cette présomption cesse lorsque le tiers n'est plus de bonne foi, c'est-à-dire lorsqu'il sait ou doit savoir que l'autre parent s'oppose à la décision prise ; le simple fait que les parents vivent séparés n'implique pas, en soi, qu'ils ne s'entendent pas au sujet de l'éducation de leur enfant, et la simple connaissance de la séparation par le Chef

d'établissement ne renverse pas la présomption de bonne foi dans son chef, ni d'évidence le fait qu'un seul des parents se présente pour prendre la décision.

Le Chef d'établissement appréciera, compte tenu de toutes les circonstances dont il a connaissance, s'il peut raisonnablement croire que le parent qui désire prendre une décision qui concerne un élève ou un futur élève de son établissement, a obtenu le consentement de l'autre parent ou qu'à tout le moins ce dernier ne s'y est pas opposé.

En cas de garde alternée, conformément au droit commun, les parents doivent choisir un établissement scolaire de commun accord. L'élève ne peut donc être inscrit et fréquenter deux établissements à la fois.

Même en cas de placement, les parents, en tant que titulaires de l'autorité parentale en vertu des règles de droit civil (sauf décision judiciaire contraire), sont les seuls habilités à remplir et signer les formulaires de demande de changement d'établissement.

Voir également la Circulaire du 19 mars 2002 relative à l'exercice de l'autorité parentale en matière scolaire pour les cas particuliers.

E. SPORTIFS DE HAUT NIVEAU, ESPOIRS SPORTIFS ET PARTENAIRES D'ENTRAÎNEMENT

Les élèves qui ont le statut de sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement reconnus comme tels par le Ministre des Sports peuvent remplacer tout ou partie des périodes consacrées aux activités complémentaires (c'est-à-dire 4 périodes/semaine au plus) par des périodes d'entraînement sportif.

Par contre, ces élèves ne peuvent pas remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par des périodes d'entraînement sportif, sauf dérogation (annexe 11bis).

Les aménagements dont peuvent bénéficier les élèves qui ont le statut sont acquis pour une année scolaire, même en cas de blessure, et sont reconductibles d'année en année, aussi longtemps que ces élèves conservent leur statut.

La grille-horaire de chaque élève qui a le statut, quel que soit le degré dans lequel il se trouve, est fixée en début d'année scolaire.

Il choisit ses activités complémentaires, qu'il peut remplacer à tout moment de l'année par des périodes d'entraînement sportif, ceci en concertation avec le chef d'établissement, et selon les modalités décrites plus haut. Ceci vaut également pour le remplacement des périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par des périodes d'entraînement sportif.

Voir également la Circulaire n°4951 du 18/08/2014 intitulée Sport et études dans l'enseignement secondaire ordinaire.



F. JEUNES TALENTS MUSICAUX

Les élèves qui ont réussi une épreuve d'admission dans une école supérieure des arts peuvent remplacer tout ou partie des périodes consacrées aux activités complémentaires (c'est-à-dire 4 périodes/semaine au plus) par des périodes d'enseignement musical.

Les aménagements dont peuvent bénéficier ces élèves sont acquis pour une année scolaire, par la réussite de l'épreuve d'admission à une Ecole supérieure des arts et par l'établissement d'une convention spécifique entre l'Ecole supérieure des arts et l'établissement d'enseignement obligatoire où le jeune talent est inscrit.

La grille-horaire de chaque élève qui a le statut, quel que soit le degré dans lequel il se trouve, est fixée en début d'année scolaire.

Il choisit ses activités complémentaires, qu'il peut remplacer à tout moment de l'année par des périodes d'enseignement musical ceci en concertation avec le chef d'établissement, et selon les modalités décrites plus haut.

II. DEUXIEME DEGRE

A. CONDITIONS D'ADMISSION DANS LE 2^{EME} DEGRE

1. Conditions d'admission en 3^{ème} année d'enseignement secondaire général, technique ou artistique

Peuvent être admis comme élèves réguliers en 3^{ème} année de l'enseignement secondaire **général, technique ou artistique** :

- les élèves réguliers qui ont obtenu le CE1D ;
- les élèves qui sont orientés par le Conseil de classe vers une 3^{ème} année de l'enseignement secondaire dans les formes et sections définies par celui-ci ;
- les élèves qui ont terminé avec fruit la 3^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice et qui font l'objet d'un avis favorable du Conseil d'admission ;
- les élèves qui ont terminé avec fruit la 3^{ème} année de l'enseignement secondaire en alternance (art. 49) et qui font l'objet d'un avis favorable du Conseil d'admission ;

2. Conditions d'admission en 3^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel

Peuvent être admis comme élèves réguliers en 3^{ème} année de l'enseignement secondaire **professionnel** :

- les élèves réguliers qui ont obtenu le CE1D ;
- les élèves réguliers qui sont orientés par le conseil de classe vers une 3^{ème} année de l'enseignement secondaire dans les formes et sections définies par celui-ci, dont la forme professionnelle ;
- les élèves âgés de seize ans au 31 décembre qui suit le début de l'année scolaire qui ne satisfont pas aux dispositions de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers et qui font l'objet d'un avis favorable du conseil d'admission. Cette inscription ne peut donc être autorisée que sur base d'une décision d'équivalence permettant l'application de l'article 11 de l'AR du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

3. Conditions d'admission en 4^{ème} année d'enseignement secondaire général, technique ou artistique.

Peuvent être admis comme élèves réguliers en 4^{ème} année de l'enseignement secondaire **général, technique ou artistique**, y compris dans l'année de réorientation :

- les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit une troisième année d'études dans une de ces trois formes d'enseignement ;
- les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la 4^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou en alternance ("article 49") ;
- les titulaires d'un CESI délivré par un jury organisé par une des trois Communautés ;
- les titulaires du CE2D, enseignement général, technique, artistique délivré par le Jury de la Communauté française pour autant qu'ils changent d'orientation d'études ;
- les titulaires du CE2D, enseignement professionnel, délivré par le Jury de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- les titulaires du certificat correspondant au CESI pour les élèves ayant suivi l'enseignement de promotion sociale de régime I.

4. Conditions d'admission en 4^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel

Peuvent être admis comme élèves réguliers en 4^{ème} année ainsi que dans l'année de réorientation de l'enseignement secondaire **professionnel** :

- les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la troisième année de l'enseignement secondaire de plein exercice;
- les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel en alternance (article 49) ;
- les titulaires du CESI délivré par un Jury organisé par une des trois Communautés.
- les titulaires d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire de plein exercice délivrée par un centre d'éducation et de formation en alternance après la fréquentation d'une année scolaire au moins de l'enseignement secondaire en alternance (formation "article 45" ou

formation « en urgence »), et les jugeant aptes à poursuivre normalement leurs études en quatrième année de l'enseignement secondaire professionnel;

- les titulaires du CE2D, enseignement professionnel, délivré par le Jury de la Communauté française pour autant qu'ils changent d'orientation d'études ;
- les titulaires du certificat correspondant au CESI délivré par l'enseignement secondaire de promotion sociale;
- les élèves qui ont terminé, dans la même forme d'enseignement et dans la même orientation d'étude, une 3^{ème} année au sein d'un établissement d'enseignement secondaire autorisé par le Ministre à ne pas délivrer d'attestation au terme de la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel. Toutefois, en cas de changement d'établissement au cours de cette 3^{ème} année, l'admission en 4^{ème} année dans un autre établissement est soumise à l'avis favorable du conseil d'admission
Si un élève désire changer de forme ou d'orientation d'études ou être admis en 4^{ème} année de réorientation à l'issue de cette 3^{ème} année, le conseil de classe délivre l'attestation prévue à l'article 23 ;
- les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit une 4^{ème} année d'enseignement secondaire dans une autre forme d'enseignement ou dans une autre orientation d'études peuvent être admis en 4^{ème} année de réorientation de l'enseignement secondaire professionnel.

B. CHANGEMENTS DE FORME D'ENSEIGNEMENT OU D'ORIENTATION D'ETUDE A L'ENTREE DE LA 4^{EME} ANNEE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

A l'entrée en 4^{ème} année y compris dans l'année de réorientation, sont soumis à l'avis favorable du Conseil d'admission :

- les changements de forme d'enseignement ;
- les passages d'une orientation d'études de l'enseignement technique, artistique ou professionnel vers une autre orientation de la même forme d'enseignement appartenant à un autre secteur;
- les passages d'une section de l'enseignement secondaire de type II vers une orientation de l'enseignement secondaire de type I ;
- le choix de l'orientation d'études en 4^{ème} année de l'enseignement secondaire pour le titulaire d'un CESI délivré par un jury organisé par une des trois Communautés.

- le choix de l'orientation d'études en 4^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel pour le titulaire d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement de plein exercice délivré par un centre d'éducation et de formation en alternance après la fréquentation d'une année scolaire au moins dans une formation dite « article 45 » ou « formation en urgence » de l'enseignement secondaire en alternance.
- le passage de toute forme d'enseignement ou orientation d'études, vers une orientation d'études musicale organisée dans un établissement d'enseignement artistique.

C. CHANGEMENT DE FORME, DE SECTION OU D'ORIENTATION D'ETUDES EN COURS D'ANNEE SCOLAIRE EN TROISIEME ET QUATRIEME ANNEES

Au deuxième degré général, l'orientation d'études est déterminée par chacune des options de base simples à minimum 4 périodes hebdomadaires. Au deuxième degré technique et artistique de transition et dans la section de qualification, elle est déterminée par l'option de base groupée.

Au deuxième degré, le changement de forme, de section ou d'orientation d'études est autorisé en cours d'année scolaire jusqu'au 15 janvier.

Après le 15 janvier, ces changements peuvent être autorisés moyennant une demande de dérogation ministérielle.

D. DISPENSE DU COURS DE LANGUE MODERNE I

A la demande du chef de famille, les élèves de nationalité étrangère sont dispensés de l'étude de la langue moderne I, lorsque le chef de famille fait partie d'une organisation de droit des gens, d'une ambassade, d'une légation ou d'un consulat ou lorsque le chef de famille ne réside pas en Belgique. Cette dispense ne vaut que pour le cours de langue moderne I et non pour le cours de langue moderne II. L'élève exempté du cours de langue moderne I doit suivre un cours de langue moderne II à 4 périodes en remplacement de celle-ci et, s'il ne suit pas le cours de sciences à 5 périodes, une autre option de base simple à 4 périodes.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, les élèves inscrits au 2^{ème} degré de l'enseignement secondaire général ou technique de transition, peuvent, sur avis favorable du Conseil de classe et après approbation par le Comité de concertation du caractère dont relève leur établissement, être dispensés du cours de langue moderne I. Ils sont dès lors tenus de suivre en remplacement le cours de langue moderne II à 4 périodes et, s'ils ne suivent pas le cours de sciences à 5 périodes, une autre option de base simple à 4 périodes. Il ne peut exister de grille sans un cours de langue moderne I prévu dans l'éventail proposé par l'établissement.

Sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale, le cours de langue moderne I est obligatoirement le Néerlandais, il peut être suivi à raison de 2 périodes hebdomadaires dès le second degré, sous réserve de suivre un cours de langue moderne II à 4 périodes.

Aucune démarche n'est à effectuer auprès de l'administration pour bénéficier de cette dispense. Cependant les documents justificatifs doivent être conservés dans le dossier scolaire de l'élève.

E. SANCTION DES ETUDES AU 2^{EME} DEGRE

1. Les attestations d'orientation :

Les troisième et quatrième années sont sanctionnées par des attestations d'orientation.

Les attestations d'orientation sont :

1° l'attestation d'orientation A, sur laquelle est stipulé que l'élève a terminé l'année ou le degré avec fruit;

2° l'attestation d'orientation B sur laquelle est stipulé que l'élève a terminé l'année ou le degré avec fruit mais ne peut être admis dans l'année supérieure qu'avec restriction portant sur telle(s) forme(s) d'enseignement, telle(s) section(s) et/ou telle(s) orientation(s) d'étude(s);

3° l'attestation d'orientation C, sur laquelle est stipulé que l'élève n'a pas terminé l'année ou le degré avec fruit.

2. Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (CE2D)

Le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré est délivré, par le Conseil de Classe, aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la 4^{ème} année d'études de l'enseignement secondaire général, technique, artistique ou professionnel.

3. L'attestation de compétences intermédiaires

L'élève ayant au moins terminé une quatrième année d'études de l'enseignement professionnel ou technique reçoit une attestation de compétences intermédiaires au moment où il quitte l'établissement. Cette attestation est délivrée par le Conseil de Classe. Elle précise, pour chaque élève, les compétences acquises. L'attestation de compétences intermédiaires est rédigée en fonction des profils de formation lorsque ceux-ci ont été définis.

F. SPORTIFS DE HAUT NIVEAU, ESPOIRS SPORTIFS ET PARTENAIRES D'ENTRAÎNEMENT (ANNEXE 11)

Les élèves qui ont le statut de sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement reconnus comme tels par le Ministre des Sports peuvent remplacer une ou plusieurs options de base simples ou une option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif.

Ces élèves peuvent également remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif. Aucune démarche n'est à effectuer auprès de l'administration, cependant les documents justificatifs doivent être conservés dans le dossier scolaire de l'élève.

Dans tous les cas, le remplacement d'un autre cours de la formation commune, de la formation obligatoire en langues modernes et des cours de la formation optionnelle obligatoire (mathématiques et sciences) est interdit.

Il y a lieu d'être particulièrement attentif aux options de base simples ou groupées qui dispensent l'élève de suivre certains cours de la formation commune. Dans ces cas particuliers, l'élève est tenu de suivre le cours équivalent de la formation commune.

Les aménagements dont peuvent bénéficier les élèves qui ont le statut sont acquis pour une année scolaire, même en cas de blessure, et sont reconductibles d'année en année, aussi longtemps que ces élèves conservent leur statut.

Les élèves du 2^{ème} degré de l'enseignement technique de qualification ou professionnel qui ont le statut peuvent remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif. Aucune démarche n'est à effectuer auprès de l'administration, cependant les documents justificatifs doivent être conservés dans le dossier scolaire de l'élève.

La grille-horaire de chaque élève qui a le statut, quel que soit le degré dans lequel il se trouve, est fixée en début d'année scolaire.

Il choisit ses options de base simple ou son option de base groupée, qu'il peut remplacer à tout moment de l'année par des périodes d'entraînement sportif, ceci en concertation avec le chef d'établissement, et selon les modalités décrites plus haut. Toutefois, il est recommandé que cette possibilité ne soit plus activée au-delà des vacances de printemps. Ceci vaut également pour le remplacement des périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par des périodes d'entraînement sportif.

Voir également la Circulaire n° 4951 du 18/08/2014- Sport et études dans l'enseignement secondaire ordinaire.

G. JEUNES TALENTS MUSICAUX (ANNEXE 12)

Les élèves de l'enseignement général ou technique de transition qui ont réussi une épreuve d'admission dans une école supérieure des arts peuvent être autorisés par le Ministre ou son délégué à remplacer une ou plusieurs options de base simples ou leur option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'enseignement musical.

Il y a lieu d'être particulièrement attentif aux options de base simples ou groupées qui dispensent l'élève de suivre certains cours de la formation commune. Dans ces cas particuliers, l'élève est tenu de suivre le cours équivalent de la formation commune.

Dans tous les cas, le remplacement d'un cours de la formation commune, de la formation obligatoire en langues modernes et des cours de la formation optionnelle obligatoire (mathématiques et sciences) est interdit.

Les aménagements dont peuvent bénéficier ces élèves sont acquis pour une année scolaire, par la réussite de l'épreuve d'admission à une Ecole supérieure des arts et par l'établissement d'une convention spécifique entre l'Ecole supérieure des arts et l'établissement d'enseignement obligatoire où le jeune talent est inscrit.

La grille-horaire de l'élève est fixée en début d'année scolaire. Ensuite, il choisit les options de base simple ou son option de base groupée, qu'il peut remplacer à tout moment de l'année par des périodes d'enseignement musical, ceci en concertation avec le chef d'établissement, et selon les modalités décrites plus haut.

Toutefois, il est recommandé que cette possibilité ne soit plus activée au-delà des vacances de printemps.

|

|

III. TROISIEME DEGRE

A. CONDITIONS D'ADMISSION DANS LE 3^{EME} DEGRE

1. Conditions d'admission en 5^{ème} année d'enseignement secondaire général, technique ou artistique

Peuvent être admis comme élèves réguliers en 5^{ème} année organisée au 3^{ème} degré de l'enseignement **général, technique ou artistique** :

- les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la 4^{ème} année de l'enseignement secondaire dans une de ces formes d'enseignement ;
- les titulaires du CE2D, enseignement général, technique ou artistique, délivré par le Jury de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- les titulaires du CE2D – orientation générale - délivré par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime I ;
- les élèves qui ont terminé avec fruit la 6^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou en alternance (formation "article 49").

2. Conditions d'admission en 5^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel

Peuvent être admis comme élève réguliers en 5^{ème} année organisée au 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire **professionnel** :

- les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la 4^{ème} année de l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance (formation « article 49) ;
- les titulaires du C.E.S.I., enseignement professionnel, délivré par un Jury organisé par une des trois Communautés.
- les élèves qui ont terminé avec fruit le 2^{ème} degré de l'enseignement secondaire professionnel ;
- les titulaires d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire de plein exercice délivrée par un centre d'éducation et de formation en alternance après la fréquentation d'une année scolaire au

moins de l'enseignement secondaire en alternance (formation "article 45" ou « formation en urgence ») ;

- les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du 2^{ème} degré, enseignement général, technique, artistique ou professionnel, délivré par le Jury de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

B. SCHEMATISATION DES PASSAGES DE CLASSE

1. 6^{ème} année d'enseignement secondaire général, technique ou artistique

Peuvent être admis comme élèves réguliers en 6^{ème} année de l'enseignement secondaire **général**, les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la 5^{ème} année de l'enseignement secondaire général dans la même orientation d'études.

Peuvent être admis comme élèves réguliers en 6^{ème} année de l'enseignement secondaire **technique**, les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit dans la même section et dans la même orientation d'études la 5^{ème} année de l'enseignement secondaire technique, de plein exercice ou en alternance (« article 49 »).

Peuvent être admis comme élèves réguliers en 6^{ème} année de l'enseignement secondaire **artistique**, les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la 5^{ème} année de l'enseignement secondaire artistique, dans la même section et dans la même orientation d'études.

2. 6^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel

Peuvent être admis comme élèves réguliers en 6^{ème} année de l'enseignement secondaire **professionnel** :

- les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la 5^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel, de plein exercice ou en alternance (formation « article 49 »), dans la même orientation d'études ou dans une orientation d'études correspondante ;
- les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit dans une orientation d'études correspondante la 5^{ème} année de l'enseignement secondaire technique de qualification de plein exercice ou en alternance (« formation article 49 ») ;

3. Changement d'orientation d'études à l'entrée de la 5^{ème} année d'enseignement secondaire

A l'entrée en cinquième année, sont soumis à l'avis favorable du Conseil d'admission :

- les passages de l'enseignement général vers la section de qualification ;
- les passages de l'enseignement technique ou artistique de qualification vers l'enseignement général ;
- les passages d'une orientation d'études de l'enseignement technique, artistique ou professionnel vers une orientation d'études appartenant à un autre secteur ;
- les passages d'une section du cycle supérieur de l'enseignement secondaire de type II vers une orientation d'études de l'enseignement secondaire de type I ;
- le choix de l'orientation d'études en 5^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel pour les titulaires du C.E.S.I., enseignement professionnel, délivré par un Jury organisé par une des trois Communautés ;
- le choix de l'orientation d'études en 5^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel pour le titulaire d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement de plein exercice délivrée par un centre d'éducation et de formation en alternance après la fréquentation d'une année scolaire au moins dans une formation dite « article 45 » de l'enseignement secondaire en alternance.
- le passage de toute forme d'enseignement ou orientation d'études, vers une orientation d'études musicale organisée dans un établissement d'enseignement artistique.

4. Changement d'orientation d'études au cours de la 5^{ème} année scolaire

Au troisième degré général, l'orientation d'études est déterminée par chacune des options de base simples à minimum 4 périodes hebdomadaires. Dans ce cadre, le cours de mathématique à quatre périodes doit être considéré comme une option de base simple. Au troisième degré technique et artistique de transition et de la section de qualification, elle est déterminée par l'option de base groupée.

Sans déroger aux conditions d'admission dans l'année considérée, les changements de forme d'enseignement et d'orientation d'études, en cours d'année scolaire, sont autorisés jusqu'au 15 novembre au niveau de la 5^{ème} année organisée au 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire général, technique, artistique ou professionnel, sauf dérogation ministérielle.

5. Changement d'orientation d'études entre la 5^{ème} et la 6^{ème} année de l'enseignement secondaire

La 5^{ème} et la 6^{ème} année de l'enseignement secondaire doivent, en principe, se faire dans la même forme et dans la même orientation d'études. Cela ne signifie pas que les grilles horaires de la 5^{ème} année et de la 6^{ème} année doivent être exactement identiques.

Dans l'enseignement secondaire général, l'orientation est déterminée par chacune des options de base. Des modifications de grille horaire dans la formation commune n'impliquent donc généralement pas un changement dans l'orientation d'études.

Dans l'enseignement technique ou professionnel, l'orientation d'études est déterminée par l'intitulé de l'option de base groupée. En outre, certaines orientations d'études de la 5^{ème} année technique de qualification trouvent une correspondance en 6^{ème} année de l'enseignement professionnel (voir Tableau du point C).

L'élève qui souhaite changer d'orientation d'études entre la 5^{ème} année et la 6^{ème} année mais qui ne trouve pas d'orientation d'études correspondante avec celle qu'il a suivie en 5^{ème} année, devra recommencer une 5^{ème} année dans l'orientation d'études souhaitée.

C. DISPENSE DU COURS DE LANGUE MODERNE I

A la demande du chef de famille, les élèves de nationalité étrangère sont dispensés de l'étude de la langue moderne I, lorsque le chef de famille fait partie d'une organisation de droit des gens, d'une ambassade, d'une légation ou d'un consulat ou lorsque le chef de famille ne réside pas en Belgique. Cette dispense ne vaut toutefois que pour le cours de langue moderne I et non pour les cours de langue moderne II et III. L'élève dispensé du cours de langue moderne I doit suivre un cours de langue moderne II ou de langue moderne III à raison de 4 périodes hebdomadaire.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, sur avis favorable du Conseil de classe les élèves inscrit au 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire général ou technique de transition peuvent être dispensés du cours de langue moderne I, et ce, uniquement s'ils suivent un autre cours de langue moderne de 4 périodes hebdomadaires.

Sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale, le cours de langue moderne I est obligatoirement le Néerlandais, il peut être suivi à raison de 2 périodes hebdomadaires dès le second degré, sous réserve de suivre un cours de langue moderne II à 4 périodes.

Aucune démarche n'est à effectuer auprès de l'administration pour bénéficier de cette dispense. Cependant les documents justificatifs doivent être conservés dans le dossier scolaire de l'élève.

D. SANCTION DES ETUDES AU 3^{EME} DEGRE

1. Les attestations d'orientation

La 5^{ème} année d'études de l'enseignement secondaire est sanctionnée par une attestation d'orientation. Les attestations d'orientation peuvent être :

- attestation d'orientation A, sur laquelle est stipulé que l'élève a terminé l'année avec fruit ;
- l'attestation d'orientation C, sur laquelle est stipulé que l'élève n'a pas terminé l'année ou le degré avec fruit.

Il n'est pas délivré d'attestation d'orientation B à la fin de la cinquième année organisée au 3^{ème} degré de la section de transition. Dans la section de qualification, une attestation d'orientation B peut être délivrée, dès lors qu'elle oriente l'élève dans une 6^{ème} année à orientation d'études correspondante.

Tableau des correspondances entre les 5^{ème} années techniques et professionnelles et les 6^{ème} années professionnelles

Secteur 1 : Agronomie

6 ^{ème} Année	5 ^{ème} Année
6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en horticulture	5 TQ Technicien/Technicienne en horticulture
6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en agriculture	5 TQ Technicien/Technicienne en agriculture
6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en sylviculture	5 TQ Agent/Agente technique de la nature et des forêts R ²

Secteur 2 : Industrie

6 ^{ème} Année	5 ^{ème} Année
6 P Electricien installateur/ Electricienne installatrice en résidentiel	5 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique
6 P Electricien installateur industriel/ Electricienne installatrice industrielle	5 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique
6 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien	5 TQ Technicien/Technicienne en usinage
	5 TQ Mécanicien automatique/Mécanicienne automatique
6 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien automobile	5 TQ Mécanicien polyvalent/Mécanicienne polyvalente automobile
6 P Opérateur/Opératrice en industrie graphique	5 TQ Technicien/Technicienne en industrie graphique

Secteur 3 : Construction

6 ^{ème} Année	5 ^{ème} Année
6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en construction – gros œuvre	5 TQ Technicien/Technicienne en construction et travaux publics
6 P Menuisier/menuisière	5 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois
6 P Monteur/Monteuse en sanitaire et en chauffage	5 TQ Technicien/Technicienne en équipements thermiques

Secteur 4 : Hôtellerie - alimentation

6 ^{ème} Année	5 ^{ème} Année
6 P Restaurateur/Restauratrice R ²	5 TQ Hôtelier – restaurateur/Hôtelière – restauratrice R ²
6 P Cuisinier/Cuisinière de collectivité	5 TQ Hôtelier – restaurateur/Hôtelière – restauratrice R ²
	5 P Restaurateur/Restauratrice R ²

Secteur 5 : Habillement et textile

6 ^{ème} Année	5 ^{ème} Année
6 P Agent qualifié/Agente qualifiée en confection	5 TQ Agent/Agente technique en mode et création
	5 P Vendeur-retoucheur/Vendeuse-retoucheuse
6 P Vendeur-retoucheur/Vendeuse-retoucheuse	5 TQ Agent/Agente technique en mode et création
	5 P Agent qualifié/Agente qualifiée en confection

Secteur 6 : Arts appliqués

6 ^{ème} Année	5 ^{ème} Année
6 P Assistant/Assistante aux métiers de la publicité R ²	5 TQ Technicien/Technicienne en infographie
	5 TQ Technicien/Technicienne en photographie

	5 TQ Arts plastiques
6 P Assistant/Assistante en décoration	5 TQ Arts plastiques
	5 TQ Art et structure de l'habitat NP

Secteur 7 : Economie

6 ^{ème} Année	5 ^{ème} Année
6 P Auxiliaire administratif/Auxiliaire administrative et d'accueil	5 TQ Technicien/Technicienne de bureau
	5 TQ Agent/Agente en accueil et tourisme
	5 TQ Technicien/Technicienne en comptabilité
6 P Vendeur/Vendeuse	5 TQ Technicien commercial/Technicienne commerciale

Secteur 8 : Services aux personnes

6 ^{ème} Année	5 ^{ème} Année
6 P Aide familial/Aide familiale	5 TQ Aspirant/Aspirante en nursing
	5 P Puériculture
6 P Puériculture	5 TQ Aspirant/Aspirante en nursing
6 P Soins de beauté	5 TQ Esthéticien/Esthéticienne

Secteur 9 : Sciences appliquées

6 ^{ème} Année	5 ^{ème} Année
6 P Opérateur/Opératrice de production des entreprises agroalimentaires	5 TQ Technicien/Technicienne des industries agroalimentaires

2. Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS)

Le certificat d'enseignement secondaire supérieur est délivré, par le Conseil de Classe, aux élèves réguliers :

- qui ont terminé avec fruit les deux dernières années d'études dans l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, dans la même forme d'enseignement, dans la même section et dans la même orientation d'études ;

- qui ont terminé avec fruit la 7^{ème} année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ou la 7^{ème} année professionnelle de l'enseignement en alternance (article 49) ;
- qui, ont terminé avec fruit la première année du quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section «soins infirmiers», après avoir terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ou la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance.

3. Certificat de qualification (CQ)

Le certificat de qualification de 6^{ème} année de l'enseignement secondaire est délivré, par un jury de qualification, aux élèves réguliers qui ont fréquenté la 6^{ème} année dans une section de qualification et qui ont subi avec succès les épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification.

Le Certificat de qualification de 7^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel, technique et artistique est délivré aux élèves réguliers qui ont fréquenté ladite année au 3^{ème} degré et qui ont subi avec succès les épreuves liées à l'obtention du Certificat de qualification.

Les 7^{ème} années techniques ou professionnelles au terme desquelles il n'est pas délivré de Certificat de qualification sont sanctionnées par une attestation de compétences complémentaires au Certificat de qualification qui a permis l'accès à cette 7^{ème} année.

4. Certificat d'études

Un Certificat d'études de 6^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel est délivré, par le Conseil de classe, aux élèves réguliers qui ont terminé ladite année avec fruit.

Un Certificat de 7^{ème} année technique est délivré aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit l'année considérée.

5. Le Certificat relatif aux connaissances de gestion de base

Le Certificat relatif aux connaissances de gestion de base est délivré aux élèves qui ont satisfait aux exigences du programme prévu par l'arrêté royal du 21 octobre 1998 portant exécution du Chapitre Ier et du Titre II de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante.

E. ACCES EN SEPTIEME TECHNIQUE OU PROFESSIONNELLE

L'admission comme élève régulier en 7^{ème} année de l'enseignement technique ou professionnel est subordonnée à la réussite d'une sixième année d'études.

L'admission est également subordonnée, sauf exceptions, à la possession d'un CQ 6 dans le respect des correspondances fixées par le Ministre.

Les tableaux suivants, numérotés 1 et 2, déterminent ces correspondances. Le 3^{ème} tableau détermine les cas de passages autorisés d'une 7^{ème} vers une autre 7^{ème}.

Aucune disposition réglementaire, ne permet à l'Administration de déroger aux correspondances telles que définies dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 18 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Tableau 1 : application de la notion de correspondance entre les orientations d'études des 6^{ème} et des 7^{ème} années qualifiantes

Remarque : Le passage d'une 6^{ème} qualifiante vers une 7^{ème} qualifiante semi-ouverte (SO) ou limitée (L) nécessite la possession d'un CQ 6, à l'exception des passages provenant des 6^{ème} marquées d'un astérisque.

L'admission dans une septième année dite "ouverte" (O) ne nécessite pas la détention d'un certificat de qualification.

Secteur 1 : Agronomie

7 ^{ème} Qualifiantes	3 ^{ème} Degré	
7 TQ Gestionnaire des ressources naturelles et forestières O	Toutes options, toutes formes/sections (G, T, A)	*
7 PB Horticulteur spécialisé/Horticultrice spécialisée en aménagement de parcs et jardins S-O	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en horticulture	
	6 TQ Technicien/Technicienne en horticulture	
	6 TQ Agent/Agente technique de la nature et des forêts R ²	
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en sylviculture	
	6 TQ Technicien/Technicienne en environnement	
7 PB Arboriste : grimpeur-élagueur/grimpeuse-	6 TQ Technicien/Technicienne en horticulture	

élagueuse S-O	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en horticulture
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en sylviculture
	6 TQ Agent/Agente technique de la nature et des forêts R ²
	6TQ Technicien/Technicienne en agriculture
	6P Ouvrier/Ouvrière en agriculture

Secteur 2 : Industrie

7 ^{ème} Qualifiantes	3 ^{ème} Degré
7 TQ Technicien/Technicienne en maintenance de systèmes automatisés industriels S-O	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique
	6 TTR Scientifique industrielle :*
	6 TQ Mécanicien automatique/Mécanicienne automatique
	6 TQ Technicien/Technicienne en électronique
7 TQ Dessinateur/Dessinatrice en DAO (mécanique – électricité) S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en usinage
	6 TQ Technicien/Technicienne en électronique
	6 TQ Mécanicien automatique/Mécanicienne automatique
	6 TQ Technicien/Technicienne plasturgiste R ²
	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique
	6 TTR Scientifique industrielle :*
	6 TQ Technicien/Technicienne en équipements thermiques
	6 TQ Technicien/Technicienne du froid
6 TQ Technicien/Technicienne en microtechnique R ²	

	6 TQ Technicien/Technicienne en industrie graphique	
7 TQ Technicien/Technicienne en télécommunication S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en électronique	
	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique	
	6 TQ Technicien/Technicienne en microtechnique R ²	
7 TQ Technicien/Technicienne en fonderie S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en usinage	
	6 TTR Scientifique industrielle :*	électromécanique
	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique	
	6 TQ Mécanicien automatique/Mécanicienne automatique	
	6 TQ Technicien/Technicienne plasturgiste R ²	
7 TQ Technicien/Technicienne en climatisation et conditionnement d'air S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en équipements thermiques	
	6 TQ Technicien/Technicienne en électronique	
	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique	
	6 TTR Scientifique industrielle :*	électromécanique
	6 TQ Technicien/Technicienne du froid	
7 TQ Technicien/Technicienne motos L	6 TQ Technicien/Technicienne de l'automobile	
7 TQ Technicien/Technicienne en maintenance et diagnostic automobile L	6 TQ Technicien/Technicienne de l'automobile	
7 PB Armurier monteur/Armurière monteuse à bois S-O	6 P Armurier/Armurière R ²	
	6 P Ebéniste R ²	
	6 P Menuisier/Menuisière	
	6 P Sculpteur/Sculptrice sur bois R ²	

7 PB Installateur-réparateur/Installatrice-réparatrice d'appareils électroménagers S-O	6 P Electricien installateur/Electricienne installatrice en résidentiel	
	6 P Electricien installateur industriel/Electricienne installatrice industrielle	
	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique	
	6 P Electroménager et matériel de bureau NP	*
	6 TQ Technicien/Technicienne en électronique	
7 PB Mécanicien/Mécanicienne des moteurs diesels et engins hydrauliques S-O	6 TQ Technicien/Technicienne de l'automobile	
	6 P Conducteur/Conductrice d'engins de chantier R ²	
	6 P Mécanicien/Mécanicienne automobile	
	6 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien	
7 PB Carrossier spécialisé/Carrossière spécialisée L	6 P Carrossier/Carrossière	

Secteur 3 : Construction

7 ^{ème} Qualifiantes	3 ^{ème} Degré	
7 TQ Technicien/Technicienne en encadrement de chantier S-O	6 TQ Dessinateur/Dessinatrice en construction R ²	
	6 TTR Scientifique industrielle : construction et travaux publics	*
	6 TQ Technicien/Technicienne en construction et travaux publics	
	6 TQ Technicien/Technicienne en équipements thermiques	
	6 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois R ²	
7 TQ Technicien spécialisé/Technicienne spécialisée en métré et devis S-O	6 TQ Dessinateur/Dessinatrice en construction R ²	
	6 TQ Technicien/Technicienne en construction et travaux publics	
	6 TTR Scientifique industrielle : construction et travaux publics	*

7 TQ Technicien/Technicienne des constructions en bois S-O	6 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois R ²	
	6 TQ Dessinateur/Dessinatrice en construction R ²	
	6 TQ Technicien/Technicienne en construction et travaux publics	
7 TQ Dessinateur/Dessinatrice DAO en construction S-O	6 TQ Dessinateur/Dessinatrice en construction R ²	
	6 TQ Technicien/Technicienne en construction et travaux publics	
	6 TTR Scientifique industrielle : construction et travaux publics	*
	6 TQ Technicien/Technicienne en équipements thermiques	
	6 TQ Art et structure de l'habitat NP	*
	6 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois R ²	
	6 TQ Technicien/Technicienne du froid	
7 PB Etancheur/Etancheuse S-O	6 P Couvreur/Couvreuse	
	6 P Menuisier/Menuisière	
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en construction-gros œuvre	
7 PB Charpentier/Charpentière S-O	6 P Menuisier/Menuisière	
	6 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois R ²	
	6 P Couvreur/Couvreuse	
	6 P Ebéniste R ²	
7 PB Restaurateur-garnisseur/Restauratrice-garnisseuse de sièges S-O	6 P Ebéniste R ²	
	6 P Sculpteur/Sculptrice sur bois R ²	
	6 P Menuisier/Menuisière	
	6 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois R ²	
	6 P Tapissier-garnisseur/Tapissière-garnisseuse	

7 PB Installateur/Installatrice en chauffage central S-O	6 P Monteur/Monteuse en sanitaire et en chauffage
	6 TQ Technicien/Technicienne en équipements thermiques
7 PB Installateur/Installatrice en sanitaire L	6 P Monteur/Monteuse en sanitaire et en chauffage
7 PB Cuisiniste S-O	6 P Menuisier/Menuisière
	6 P Sculpteur/sculptrice sur bois R ²
	6 P Ebéniste R ²
	6 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois R ²
7 PB Ouvrier/Ouvrière en rénovation, restauration et conservation du bâtiment S-O	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en construction-gros œuvre
	6 P Tailleur de pierre-marbrier/Tailleuse de pierre-marbrière R ²
	6 P Menuisier/Menuisière
	6 P Carreleur/Carreleuse
	6 P Plafonneur/Plafonneuse
	6 TQ Technicien/Technicienne en construction et travaux publics
7 PB Parqueteur/Parqueteuse S-O	6 P Menuisier/Menuisière
	6 P Sculpteur/sculptrice sur bois R ²
	6 P Ebéniste R ²
	6 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois R ²
7 PB Menuisière/Menuisière en PVC et ALU S-O	6 P Menuisier/Menuisière
	6 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois R ²

Secteur 4 : Hôtellerie - alimentation

7 ^{ème} Qualifiantes	3 ^{ème} Degré
7 TQ Gestionnaire de cuisine de collectivités L	6 TQ Hôtelier-restaurateur/Hôtelière-

	restaauratrice R ²
7 PB Chocolatier-Confiseur-Glacier/Chocolatière-Confiseuse-Glacière S-O	6 P Boulanger-pâtissier/Boulangère-pâtissière R ²
	6 TQ Hôtelier-restaurateur/Hôtelière-restauratrice R ²
	6 P Restaurateur/Restauratrice R ²
7 PB Traiteur-organisateur/Traiteur-organisatrice de banquets et de réceptions S-O	6 P Restaurateur/Restauratrice R ²
	6 TQ Hôtelier-restaurateur/Hôtelière-restauratrice R ²
	6 P Cuisinier/Cuisinière de collectivité
	6 P Boucher-charcutier/Bouchère-charcutière R ²
	6 P Boulanger-pâtissier/Boulangère-pâtissière R ²
7 PB Chef de cuisine de collectivité S-O	6 P Cuisinier/Cuisinière de collectivité
	6 P Restaurateur/Restauratrice R ²
	6 TQ Hôtelier-restaurateur/Hôtelière-restauratrice R ²
7 PB Patron boulanger-pâtissier-chocolatier/Patronne boulangère-pâtissière-chocolatière L	6 P Boulanger-pâtissier/Boulangère-pâtissière R ²
7 PB Patron boucher-charcutier-traiteur/Patronne bouchère-charcutière-traiteur L	6 P Boucher-charcutier/Bouchère-charcutière R ²
7 PB Sommelier/Sommelière S-O	6 TQ Hôtelier-restaurateur/Hôtelière-restauratrice R ²
	6 P Restaurateur/Restauratrice R ²
7 PB Responsable d'équipe(s) en chaînes de restauration S-O	6 P Restaurateur/Restauratrice R ²
	6 TQ Hôtelier-restaurateur/Hôtelière-restauratrice R ²
	6 P Cuisinier/Cuisinière de collectivité

Secteur 5 : Habillement et textile

7 ^{ème} Qualifiantes	3 ^{ème} Degré
-------------------------------	------------------------

7 ^{ème} Qualifiantes	3 ^{ème} Degré
7 TQ Technicien/Technicienne en textile technique S-O	6 TQ Conducteur/Conductrice de machines de fabrication de produits textiles R ²
	6 TQ Agent/Agente technique en mode et création
7 PB Tailleur/Tailleuse S-O	6 P Agent qualifié/Agente qualifiée en confection
	6 TQ Agent/Agente technique en mode et création
7 PB Agent polyvalent/Agente polyvalente dans la confection des costumes de scène ou de spectacles S-O	6 TQ Agent/Agente technique en mode et création
	6 P Agent qualifié/Agente qualifiée en confection
	6 P Assistant/Assistante en décoration

Secteur 6 : Arts appliqués

7 ^{ème} Qualifiantes	3 ^{ème} Degré	
7 TQ Technicien/Technicienne en multimédia S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en infographie	
	6 TQ Arts plastiques	*
	6 TQ Technicien/Technicienne en photographie	
	6 TQ Technicien/Technicienne en industrie graphique	
	6 TTR Arts	*
	6 TTR Arts graphiques R	*
	6 TTR Audiovisuel	*
7 TQ Technicien/Technicienne en image de synthèse O	Toutes options, toutes formes/sections (G, T, A)	*
7 PB Etalagiste S-O	6 P Assistant/Assistante en décoration	
	6 P Assistant/Assistante aux métiers de la publicité R ²	
	6 P Vendeur/Vendeuse	
	6TQ Arts plastiques	

Secteur 7 : Economie

7 ^{ème} Qualifiantes	3 ^{ème} Degré
7 PB Gestionnaire de très petites entreprises O	Toutes options, toutes formes/sections (G, T, A, P) *

Secteur 8 : Service aux personnes

7 ^{ème} Qualifiantes	3 ^{ème} Degré
7 TQ Assistant aux métiers de la prévention et de la sécurité	Toutes options, toutes formes/sections (G,T,A, ou CESS de 7P) *
7 TQ Gestionnaire d'un institut de beauté L	6 TQ Esthéticien/Esthéticienne
7 TQ Esthéticien social/Esthéticienne sociale L	6 TQ Esthéticien/Esthéticienne
7 TQ animateur socio-sportif/Animatrice socio-sportive S-O	6 TQ animateur/Animatrice
	6 TTR Sport-Etudes R *
	6 TTR Education physique *
	6 TQ Agent/Agente d'éducation
7 PB Agent médico-social/Agente médico-sociale S-O	6 TQ Agent/Agente en accueil et tourisme
	6 P Vendeur/Vendeuse
	6 P Auxiliaire administratif/Auxiliaire administrative et d'accueil
	6 TQ Technicien/Technicienne de bureau
	6 TQ Techniques sociales *
	6 P Puériculture *
	6 TQ Aspirant/Aspirante en nursing *
	6 P Aide familial/Aide familiale
6TQ Technicien commercial/Technicienne commerciale	
7 PB Puériculteur/Puéricultrice S-O	6 P Puériculture *
	6 TQ Aspirant/Aspirante en nursing *
7 PB Patron coiffeur/Patronne coiffeuse L	6 P Coiffeur/Coiffeuse
7 PB Aide-soignant/Aide-soignante S-O	6 P Aide familial/Aide familiale
	6 TQ Aspirant/Aspirante en nursing *

Secteur 9 : Sciences appliquées

7 ^{ème} Qualifiantes	3 ^{ème} Degré	
7 TQ Prothésiste dentaire L	6 TQ Prothèse dentaire R ²	
7 TQ Opticien/Opticienne L	6 TQ Optique R ²	

Tableau 2 : application de la notion de correspondance entre les orientations d'études des 6^{ème} et des 7^{ème} années complémentaires

Remarque : Le passage d'une 6^{ème} année vers une 7^{ème} complémentaire nécessite la possession d'un CQ6. En effet, la 6^{ème} année visée ne peut être que qualifiante.

Secteur 1 : Agronomie

7 ^{ème} Complémentaires	3 ^{ème} Degré
7 T Complément en diversification et aménagement d'espace rural S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en environnement
	6 TQ Agent/Agente technique de la nature et des forêts R ²
	6 TQ Technicien/Technicienne en agriculture
	6 TQ Technicien/Technicienne en horticulture
	6 TQ Technicien/Technicienne en agroéquipement
7 PB Complément en diversification des productions et transformation de produits S-O	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en agriculture
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en horticulture
	6 TQ Technicien/Technicienne en agriculture
	6 TQ Technicien/Technicienne en horticulture
	6 P Pisciculteur aquaculteur/Piscicultrice aquacultrice productions en aquaculture animale
7 PB Complément en élevage et gestion de troupeaux S-O	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en agriculture
	6 TQ Technicien/Technicienne en agriculture
	6 P Assistant/Assistante en soins animaliers
7 PB Complément en productions agricoles S-O	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en agriculture
	6 TQ Technicien/Technicienne en agriculture
	6 TQ Technicien/Technicienne en agroéquipement
7 PB Complément en techniques d'enseignement de l'équitation L	6 P Agent qualifié/Agente qualifiée dans les métiers du cheval R ²
7 PB Complément en art floral S-O	6 P Fleuriste
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en horticulture
	6 TQ Technicien/Technicienne en horticulture
7 PB Complément en productions horticoles	6 TQ Technicien/Technicienne en horticulture

et décoration florale S-O	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en horticulture
	6 TQ Agent/Agente technique de la nature et des forêts R ²
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en sylviculture
7 PB Complément en conduite d'engins forestiers S-O	6 TQ Agent/Agente technique de la nature et des forêts R ²
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en sylviculture
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en horticulture
	6 TQ Technicien/Technicienne en horticulture
	6 P Mécanicien/Mécanicienne pour matériel de parcs, jardins et espaces verts
7 PB Complément en mécanique agricole et/ou horticole S-O	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en agriculture
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en horticulture
	6 TQ Technicien/Technicienne en agriculture
	6 TQ Technicien/Technicienne en horticulture
	6 TQ Technicien/Technicienne de l'automobile
	6 P Mécanicien/Mécanicienne automobile
	6 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien
	6 TQ Technicien/Technicienne en agroéquipement
6 P Mécanicien/Mécanicienne pour matériel de parcs, jardins et espaces verts	

Secteur 2 : Industrie

7 ^{ème} Complémentaires	3 ^{ème} Degré
7 T Complément en systèmes électroniques de l'automobile S-O	6 TQ Technicien/Technicienne de l'automobile
	6 TQ Technicien/Technicienne en électronique
	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique
7 T Complément en productique L	6 TQ Technicien/Technicienne en usinage
7 T Complément en plasturgie S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en usinage
	6 TQ Technicien/Technicienne plasturgiste R ²
7 T Complément en microtechnique L	6 TQ Technicien/Technicienne en microtechnique R ²

7 T Complément en maintenance d'équipements biomédicaux S-O	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique
	6 TQ Mécanicien automatique/Mécanicienne automatique
	6 TQ Technicien/Technicienne en électronique
7 PB Complément en soudage sur tôles et sur tubes S-O	6 P Métallier-soudeur/Métalliè-re-soudeuse
	6 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien
7 PB Complément en travaux sur carrosserie S-O	6 TQ Technicien/Technicienne de l'automobile
	6 P Mécanicien/Mécanicienne automobile
	6 P Mécanicien/Mécanicienne pour matériel de parcs, jardins et espaces verts
7 PB Complément en électricité de l'automobile S-O	6 P Mécanicien/Mécanicienne automobile
	6 TQ Technicien/Technicienne de l'automobile
	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique
	6 TQ Technicien/Technicienne en électronique
7 PB Complément en conduite de poids lourds et manutention L	6 P Conducteur/Conductrice poids lourds R ²
7 PB Complément en maintenance d'équipements techniques S-O	6 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien
	6 P Electricien installateur/Electricienne installatrice en résidentiel
	6 P Electricien installateur industriel/Electricienne installatrice industrielle
	6 TQ Technicien/Technicienne du froid
	6 TQ Technicien/Technicienne en équipements thermiques
	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique
	6 TQ Mécanicien automatique/Mécanicienne automatique
6 TQ Technicien/Technicienne en électronique	

7 PB Complément en techniques spécialisées d'armurerie L	6 P Armurier/Armurière R ²
7 PB Complément en techniques spécialisées d'horlogerie L	6 P Horloger/Horlogère R ²
7 PB Complément en techniques spécialisées d'industrie graphique S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en industrie graphique
	6 P Opérateur/Opératrice en industrie graphique
7 PB Complément en chaudronnerie S-O	6 P Métallier-soudeur/Métallièrè-soudeuse
	6 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien
	6 P Carrossier/Carrossière
7 T Complément en maintenance aéronautique S-O	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique
	6 TQ Mécanicien automatique/Mécanicienne automatique
	6 TQ Technicien/Technicienne en électronique
	6 TQ Technicien/Technicienne en usinage
	6TQ Technicien/Technicienne en microtechnique R ²
7 T Complément en soudage aéronautique S-O	6 TQ Electricien automatique/Electricienne automatique
	6 TQ Mécanicien automatique/Mécanicienne automatique
	6 TQ Technicien/Technicienne plasturgiste R ²
	6 TQ Technicien/Technicienne en usinage
	6 TQ Technicien/Technicienne en microtechnique R ²
	6 TQ Technicien/Technicienne du froid
	6 TQ Technicien/Technicienne en électronique
	6 TQ Technicien/Technicienne en informatique R ²
	6 TQ Technicien/Technicienne de l'automobile
	6 TQ Technicien/Technicienne en industrie graphique

Secteur 3 : Construction

7 ^{ème} Complémentaires	3 ^{ème} Degré
7 T Complément en industrie du bois L	6 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois R ²
7 PB Complément en pose de pierres naturelles S-O	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en construction-gros œuvre
	6 P Tailleur de pierre-marbrier/Tailleuse de pierre-marbrière R ²
	6 P Carreleur/Carreleuse
7 PB Complément en création et restauration de meubles S-O	6 P Menuisier/Menuisière
	6 P Sculpteur/Sculptrice sur bois R ²
	6 P Ebéniste R ²
7 PB Complément en techniques spécialisées en construction-gros œuvre S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en construction et travaux publics
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en construction-gros œuvre
7 PB Complément en marqueterie S-O	6 P Sculpteur/Sculptrice sur bois R ²
	6 P Menuisier/Menuisière
	6 P Ebéniste R ²
7 PB Complément en agencement d'intérieur S-O	6 P Menuisier/Menuisière
	6 P Ebéniste R ²
	6 P Sculpteur/Sculptrice sur bois R ²
	6 TQ Technicien/Technicienne des industries du bois R ²
7 PB Complément en plâtrage, cimentage et enduisage S-O	6 P Plafonneur/Plafonneuse
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en construction-gros œuvre
	6 P Carreleur/Carreleuse

7 PB Complément en marbrerie-gravure S-O	6 P Tailleur de pierre-marbrier/Tailleuse de pierre-marbrière R ²
	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en construction-gros œuvre
7 PB Complément en techniques spécialisées de sculpture S-O	6 P Sculpteur/Sculptrice sur bois R ²
	6 P Ebéniste R ²
7 PB Complément en techniques de tapisserie-garnissage S-O	6 P Assistant/Assistante en décoration
	6 P Peintre
	6 P Tapissier-garnisseur/Tapissière-garnisseuse R ²
7 PB Complément en peinture industrielle L	6 P Peintre
7 PB Complément en techniques spécialisées de couverture L	6 P Couvreur/Couvreuse
7 PB Complément en techniques spécialisées de vitrerie L	6 P Vitrier/Vitrière
7 PB Complément en peinture-décoration S-O	6 P Peintre
	6 P Assistant/Assistante en décoration
	6 TQ Technicien/Technicienne en infographie
	6 P Assistant/Assistante aux métiers de la publicité R ²

Secteur 4 : Hôtellerie - alimentation

7 ^{ème} Complémentaires	3 ^{ème} Degré
7 T Complément en hôtellerie européenne L	6 TQ Hôtelier-restaurateur/Hôtelière-restauratrice R ²
7 T Complément en accueil et réception en milieu hôtelier S-O	6 TQ Hôtelier-restaurateur/Hôtelière-restauratrice R ²
	6 TQ Agent/Agente en accueil et tourisme
7 PB Complément en cuisine internationale S-O	6 TQ Hôtelier-restaurateur/Hôtelière-restauratrice R ²
	6 P Restaurateur/Restauratrice R ²
7 PB Complément en techniques spécialisées de restauration S-O	6 P Restaurateur/Restauratrice R ²
	6 TQ Hôtelier-restaurateur/Hôtelière-restauratrice R ²
	6 P Cuisinier/Cuisinière de collectivité
	6 P Boucher-charcutier/Bouchère-charcutière R ²
	6 P Boulanger-pâtissier/Boulangère-pâtissière R ²

Secteur 5 : Habillement et textile

7 ^{ème} Complémentaires	3 ^{ème} Degré
7 PB Complément en confection sur mesures et demi-mesures S-O	6 TQ Agent/Agente technique en mode et création
	6 P Vendeur-retoucheur/Vendeuse-retoucheuse
	6 P Agent qualifié/Agente qualifiée en confection
7 PB Complément en stylisme S-O	6 TQ Agent/Agente technique en mode et création
	6 P Vendeur-retoucheur/Vendeuse-retoucheuse
	6 P Agent qualifié/Agente qualifiée en confection
	6 P Assistant/Assistante en décoration
7 PB Complément en lingerie fine S-O	6 TQ Agent/Agente technique en mode et création
	6 P Vendeur-retoucheur/Vendeuse-retoucheuse
	6 P Agent qualifié/Agente qualifiée en confection
7 PB Complément en textile et confection d'ameublement S-O	6 TQ Agent/Agente technique en mode et création
	6 P Vendeur-retoucheur/Vendeuse-retoucheuse
	6 P Assistant/Assistante en décoration
	6 P Agent qualifié/Agente qualifiée en confection
7 PB Complément en vêtements de travail et de loisirs S-O	6 TQ Agent/Agente technique en mode et création
	6 P Vendeur-retoucheur/Vendeuse-retoucheuse
	6 P Agent qualifié/Agente qualifiée en confection

Secteur 6 : Arts appliqués

7 ^{ème} Complémentaires	3 ^{ème} Degré
7 T Complément en arts visuels appliqués à la photographie L	6 TQ Technicien/Technicienne en photographie
7 T Complément en techniques d'infographie S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en photographie
	6 TQ Technicien/Technicienne en infographie
	6 TQ Technicien/Technicienne en industrie graphique
7 PB Complément en joaillerie-sertissage L	6 P Bijoutier-joaillier/Bijoutière-joaillière R ²
7 PB Complément en techniques spécialisées de gravure-ciselure S-O	6 P Bijoutier-joaillier/Bijoutière-joaillière R ²
	6 P Graveur-ciseleur/Graveuse-ciseleuse R ²

7 PB Complément en techniques publicitaires S-O	6 TQ Technicien/Technicienne en photographie
	6 P Assistant/Assistante aux métiers de la publicité R ²
	6 TQ Technicien/Technicienne en industrie graphique
	6 P Assistant/Assistante en décoration
	6 TQ Technicien/Technicienne en infographie
7 PB Complément en techniques spécialisées de décoration S-O	6 P Assistant/Assistante en décoration
	6 P Tapissier-garnisseur/Tapissière-garnisseuse
	6 P Peintre
7 PB Complément en techniques spécialisées de bijouterie-horlogerie S-O	6 P Horloger/Horlogère R ²
	6 P Bijoutier-joaillier/Bijoutière-joaillière R ²
	6 TQ Technicien/Technicienne en microtechnique

Secteur 7 : Economie

7 ^{ème} Complémentaires	3 ^{ème} Degré
7 T Complément en techniques spécialisées du tertiaire S-O	6 TQ Technicien/Technicienne de bureau
	6 TQ Technicien/Technicienne en comptabilité
	6 TQ Technicien commercial/Technicienne commerciale
7 T Complément en techniques spécialisées de tourisme L	6 TQ Agent/Agente en accueil et tourisme
7 PB Complément en techniques de vente S-O	6 TQ Technicien commercial/Technicienne commerciale
	6 P Vendeur/Vendeuse
	6 P Vendeur-retoucheur/Vendeuse-retoucheuse
7 PB Complément en accueil S-O	6 P Auxiliaire administratif/Auxiliaire administrative et d'accueil
	6 P Vendeur/Vendeuse
	6 TQ Agent/Agente en accueil et tourisme
	6 P Aide familial/Aide familiale
	6 TQ Technicien/Technicienne de bureau
	6 P Assistant/Assistante en soins animaliers

7 ^{ème} Complémentaires	3 ^{ème} Degré
	6 TQ Technicien commercial/Technicienne commerciale
	6 P Vendeur-retoucheur/Vendeuse-retoucheuse

Secteur 8 : Services aux personnes

7 ^{ème} Complémentaires	3 ^{ème} Degré
7 T Complément en animation socio-culturelle et éducative S-O	6 TQ Animateur/Animatrice
	6 TQ Agent/Agente d'éducation
7 PB Complément d'esthétique : orientation artistique S-O	6 TQ Esthéticien/Esthéticienne
	6 P Coiffeur/Coiffeuse
7 PB Complément en éducation sanitaire S-O	6 P Aide familial/Aide familiale
	6 TQ Animateur/Animatrice
	6 TQ Agent/Agente d'éducation
7 PB Complément en monitorat de collectivités d'enfants S-O	6 TQ Agent/Agente d'éducation
	6 P Aide familial/Aide familiale
	6 TQ Animateur/Animatrice
7 PB Complément en vente en parfumerie S-O	6 TQ Esthéticien/Esthéticienne
	6 P Coiffeur/Coiffeuse
	6 P Vendeur/Vendeuse
7 PB Complément en gériatrie L	6 P Aide familial/Aide familiale
7 PB Complément en pédicurie-manucurie S-O	6 TQ Esthéticien/Esthéticienne
	6 P Coiffeur/Coiffeuse

Secteur 9 : Sciences appliquées

7 ^{ème} Complémentaires	3 ^{ème} Degré
7 T Complément en officine hospitalière L	6 TQ Assistant/Assistante pharmaceutico-technique
7 T Complément en maintenance des procédés de fabrication S-O	6 TQ Technicien/Technicienne chimiste
	6 TQ Technicien/Technicienne des industries agroalimentaires
7 T Complément en biochimie S-O	6 TQ Technicien/Technicienne chimiste

	6 TQ Technicien/Technicienne des industries agroalimentaires
	6 TQ Assistant/Assistante pharmaceutico-technique
	6 TQ Technicien/Technicienne en environnement
7 PB Complément en techniques spécialisées de production des entreprises agroalimentaires S-O	6 TQ Technicien/Technicienne des industries agroalimentaires
	6 P Opérateur/Opératrice de production des entreprises agroalimentaires

Tableau 3 : passages de classe autorisés d'une 7^{ème} année vers une autre 7^{ème} année

Le passage d'une 7^{ème} année vers une autre 7^{ème} année est autorisé d'office si la notion de correspondance entre la 6^{ème} année d'études et la seconde 7^{ème} année envisagée peut être établie via le tableau des correspondances entre 6^{ème} et 7^{ème} année. Dans ce cas, aucune demande ne doit être adressée auprès de l'Administration.

Pour les élèves qui souhaitent s'inscrire dans une des 7^{ème} reprises dans la colonne de gauche du tableau ci-dessous, et dont le parcours est repris dans les colonnes centrales et de droite (l'élève doit avoir réussi ces années d'études et posséder également le titre repris entre parenthèses), il n'est pas nécessaire d'introduire une demande de dérogation auprès de l'administration.

7 ^{ème}	7 ^{ème}	6 ^{ème}
7 TQ Technicien/Technicienne en maintenance de systèmes automatisés industriels	7 P Complément en maintenance d'équipements techniques	6 P Electricien-installateur /Electricienne-installatrice en résidentiel (CQ6)
		6 P Electricien-installateur /Electricienne-installatrice industriel (CQ6)
		6 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien (CQ6)
7 TQ Technicien/Technicienne en climatisation et conditionnement d'air	7 PB Installateur/Installatrice en chauffage central (+ CQ7)	6 P Monteur/Monteuse en sanitaire et en chauffage (CQ6)
7 TQ Technicien/Technicienne en climatisation et conditionnement d'air	7 P Complément en maintenance d'équipements techniques	6 P Electricien-installateur /Electricienne-installatrice en résidentiel (CQ6)
		6 P Electricien-installateur /Electricienne-installatrice industriel (CQ6)

7 TQ Complément en systèmes électroniques de l'automobile	7 PB Mécanicien/Mécanicienne des moteurs diesel et engins hydrauliques (+ CQ7)	6 P Mécanicien/Mécanicienne automobile (CQ6)
7 TQ Technicien/Technicienne motos	7 PB Mécanicien/Mécanicienne des moteurs diesel et engins hydrauliques (+ CQ7)	6 P Mécanicien/Mécanicienne automobile (CQ6)
7 TQ Technicien/Technicienne en climatisation et conditionnement d'air	7 P Installateur-réparateur/Installatrice-réparatrice d'appareils électroménagers (+ CQ7)	6 P Electricien installateur/Electricienne-installatrice en résidentiel (CQ6)
		6 P Electricien-installateur /Electricienne-installatrice industriel (CQ6)
7 TQ Technicien/Technicienne des constructions en bois	7 PB Complément en agencement d'intérieur	6 P Menuisier/Menuisière (CQ6)
7 TQ Technicien/Technicienne en multimédia	7 PB Complément en techniques publicitaires	6 P Assistant/Assistante aux métiers de la publicité
7 TQ Technicien/technicienne en encadrement de chantier	7 PB Complément en techniques spécialisées en construction gros-œuvre	6 P Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en construction gros-œuvre
7 TQ Technicien/Technicienne en maintenance et diagnostic automobile	7 P Mécanicien/Mécanicienne des moteurs diesels et engins hydrauliques	6 P Mécanicien/Mécanicienne automobile
7 TQ Technicien/Technicienne des constructions en bois	7 PB Menuisier/Menuisière en PVC et ALU	6 P Menuisier/Menuisière
7 TQ Technicien/Technicienne des constructions en bois	7 PB Cuisiniste	6 P Menuisier/Menuisière
7 PB Aide soignant/Aide soignante	7 P Puériculteur/Puéricultrice	6 P Puériculture
7 PB Complément en travaux sur carrosserie	7 PB Mécanicien/Mécanicienne des moteurs diesels et engins hydrauliques	6 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien

Toute fois, tout passage d'une 7^{ème} vers une autre 7^{ème} année non repris ci-dessus doit faire l'objet d'une demande dûment motivée, introduite par le Chef d'établissement, **dès l'inscription de l'élève et au plus tard le 15 octobre de l'année scolaire en cours**, à l'adresse suivante:

Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Service de la Sanction des études
Bureau 1F122
Rue A. Lavallée, 1
1080 BRUXELLES

Les dossiers devront notamment reprendre le parcours scolaire des élèves en 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} années ainsi que les grilles-horaires suivies.

Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses compétences, ou son délégué, rend sa décision pour le 15 novembre au plus tard.

En cas de refus, l'élève qui poursuit néanmoins ses études dans l'année d'études concernée ne pourra le faire qu'en tant qu'élève libre.

F. LA CERTIFICATION PAR UNITE D'ACQUIS D'APPRENTISSAGE (CPU)

1. Notion d'élève régulier dans le régime de la CPU

Dans le régime de la CPU, l'expression «élève régulier» désigne l'élève qui, répondant aux conditions d'admission, est inscrit dans une orientation d'études déterminée et en suit effectivement et assidûment les cours et activités dans le but d'obtenir la validation des unités d'acquis d'apprentissage et la certification prévue au terme du degré.

2. Les missions spécifiques du Conseil de classe dans le régime de la CPU

Complémentairement à ses autres missions, le Conseil de classe doit :

- Veiller à la mise à jour régulière du dossier d'apprentissage CPU ;
- Délivrer le rapport de compétences CPU.
- Etablir le programme d'apprentissages complémentaires CPU pour les élèves inscrits en C3D

3. Les missions spécifiques du Jury de qualification dans le régime de la CPU

Outre la délivrance du certificat de qualification, le jury de qualification CPU est chargé de valider les unités d'acquis d'apprentissage après chacune des épreuves de qualification.

S'il ne peut être au complet, le Jury de qualification peut déléguer la validation des Unités d'acquis d'apprentissage aux membres du personnel enseignant qui ont assuré spécifiquement les apprentissages de l'Unité d'acquis d'apprentissage concernée et quand cela est possible, à un ou plusieurs membres extérieurs à l'établissement.

En vue de la délivrance du Certificat de qualification, le Jury de qualification fonde ses appréciations sur les éléments contenus dans le dossier d'apprentissage CPU,

complémentaire aux résultats des épreuves de qualification et des observations collectées lors des stages.

4. Conditions d'admission

1) Conditions d'admission en 6^{ème} année

Dans le régime de la CPU, peuvent être admis comme élèves réguliers en sixième année dans l'enseignement secondaire technique : les élèves réguliers qui ont suivi, dans la même section et dans la même orientation d'études, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique en alternance.

Dans le régime de la CPU, peuvent être admis comme élèves réguliers en sixième année dans l'enseignement secondaire professionnel :

- les élèves réguliers qui ont suivi, dans la même orientation d'études ou dans une orientation d'études correspondante, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire professionnel en alternance (Formation article 49) ;
- les élèves réguliers qui ont suivi, dans une orientation d'études correspondante, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique de qualification de plein exercice, soit la cinquième année de l'enseignement secondaire technique de qualification en alternance (Formation article 49).

Un élève déclaré élève libre en 5^{ème} année et qui n'aurait pas recouvré la qualité d'élève régulier avant la fin de l'année scolaire ne peut être admis en 6^{ème} année. L'année d'études ne comptera pas dans son parcours scolaire. Il ne pourra être admis qu'en 5^{ème} année.

2) Conditions d'admission en C3D

Dans le régime de la CPU, sont admis dans l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification, en abrégé C3D :

- les élèves réguliers qui, au terme de la sixième année de l'enseignement technique de qualification, n'ont pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'enseignement secondaire supérieur;
- les élèves réguliers qui, au terme de la sixième année de l'enseignement professionnel, n'ont pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel;
- les élèves réguliers qui, au terme de la septième année de l'enseignement technique de qualification, n'ont pas obtenu le certificat de qualification;
- les élèves réguliers qui, au terme de la septième année de l'enseignement professionnel, n'ont pas obtenu le certificat de qualification et/ou le certificat d'enseignement secondaire supérieur;
- les élèves qui, au cours d'une année scolaire précédente, pendant la sixième ou la septième année de l'enseignement technique de qualification ou de l'enseignement professionnel, ont validé une ou plusieurs unités d'acquis

d'apprentissage d'une de ces années d'études et ont perdu la qualité d'élève régulier sans l'avoir recouvrée avant fin de l'année scolaire.

5. Sanction des études

Les années d'études organisées dans le régime de la CPU ne sont sanctionnées par aucune attestation d'orientation. Cela a pour conséquences qu'il n'y a pas de redoublement dans le régime de CPU.

La cinquième année d'études CPU de l'enseignement secondaire est sanctionnée par le rapport de compétences CPU.

La sixième année d'étude CPU de l'enseignement secondaire est sanctionnée soit par le CQ et/ou le CESS, soit par le CQ et/ou le CE6P ou par le rapport de compétences CPU, accompagné d'une attestation d'orientation vers l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D).

L'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D) est sanctionnée soit par le CQ et/ou le CESS, soit par le CQ et/ou le CE6P.

1) Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS)

Dans le régime de la CPU, le certificat d'enseignement secondaire supérieur est délivré, par le Conseil de classe, aux élèves réguliers ont suivi la cinquième et la sixième année de l'enseignement secondaire technique de qualification dans la même orientation d'études et ont satisfait à l'ensemble de la formation des cinquième et sixième années.

Remarque pour les élèves inscrits en C3D :

Dans le régime de la CPU, le certificat d'enseignement secondaire supérieur est délivré, **quel que soit le moment de l'année scolaire**, aux élèves réguliers qui ont suivi, en tout ou en partie, l'année complémentaire organisée au troisième degré de la section de qualification et qui ont satisfait à l'ensemble de la formation de l'année considérée.

2) Certificat d'étude

Dans le régime de la CPU, le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (CE6P) est délivré, par le Conseil de classe, aux élèves réguliers qui, ayant suivi une sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, ont satisfait à l'ensemble de la formation des cinquième et sixième années.

Remarque pour les élèves inscrits en C3D:

Dans le régime de la CPU, le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel est délivré, **quel que soit le moment de l'année scolaire**, aux élèves réguliers qui ont suivi, en tout ou en partie, l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D).

3) Certificat de qualification

Chaque épreuve de validation d'une unité d'acquis d'apprentissage est assimilée à une épreuve de qualification.

Après chacune des épreuves de qualification destinées à valider les acquis d'apprentissage par le Jury de qualification ou s'il échec par sa délégation, chaque élève doit recevoir son attestation de validation de l'unité concernée.

Chaque attestation de validation d'une unité d'acquis d'apprentissage est collectionnée graduellement dans le « Passeport CPU-EUROPASS », intégré dans le dossier scolaire de chaque élève.

Le certificat de qualification est délivré aux élèves qui maîtrisent les acquis d'apprentissage fixés par un des profils de certification.

Remarque pour les élèves inscrits en C3D:

Le certificat de qualification de sixième est délivré, **quel que soit le moment de l'année scolaire**, aux élèves réguliers qui ont fréquenté l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D) et qui ont subi avec succès les épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification, dénommées ci-après les épreuves de qualification.

G. SPORTIFS DE HAUT NIVEAU, ESPOIRS SPORTIFS ET PARTENAIRES D'ENTRAÎNEMENT (ANNEXE 11)

Un élève bénéficiant de ce statut peut demander à remplacer **une ou plusieurs options de base simples ou une option de base groupée** par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif. C'est la proposition de grille-horaire présentée qui permettra d'apprécier qu'une formation générale de qualité est malgré tout garantie à l'élève et d'octroyer ou non la dérogation demandée. Ceci permet de garantir à l'élève ayant le statut le droit à la sanction des études à l'issue du degré.

Ces élèves peuvent également remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif. Aucune démarche particulière n'est à accomplir par le chef d'établissement, celui-ci doit seulement consigner le choix de l'élève sur un document qu'il joint au dossier de l'élève

Dans tous les cas, le remplacement d'un autre cours de la formation commune, de la formation obligatoire en langues modernes et des cours de la formation optionnelle obligatoire (mathématiques et sciences) est interdit.

Il y a lieu d'être particulièrement attentif aux options de base simples ou groupées qui dispensent l'élève de suivre certains cours de la formation commune. Dans ces cas

particuliers, l'élève est tenu de suivre le cours équivalent de la formation commune ou de la formation optionnelle obligatoire.

La grille-horaire de l'élève est fixée en début d'année scolaire. En suite, il choisit ses options de base simple ou son option de base groupée qu'il peut remplacer à tout moment de l'année par des périodes d'entraînement sportif, ceci en concertation avec le chef d'établissement, et selon les modalités décrites plus haut.

Toutefois, il est recommandé que cette possibilité ne soit plus activée au-delà des vacances de printemps. Ceci vaut également pour le remplacement des périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par des périodes d'entraînement sportif.

Voir également la Circulaire n° 4951 du 18/08/2014 - Sport et études dans l'enseignement secondaire ordinaire.

H. JEUNES TALENTS MUSICAUX (ANNEXE 12)

Les élèves de l'enseignement général ou technique de transition qui ont réussi une épreuve d'admission dans une école supérieure des arts peuvent être autorisés par le Ministre ou son délégué à remplacer une ou plusieurs options de base simples ou leur option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'enseignement musical.

Il y a lieu d'être particulièrement attentif aux options de base simples ou groupées qui dispensent l'élève de suivre certains cours de la formation commune. Dans ces cas particuliers, l'élève est tenu de suivre le cours équivalent de la formation commune.

Dans tous les cas, le remplacement d'un cours de la formation commune, de la formation obligatoire en langues modernes et des cours de la formation optionnelle obligatoire (mathématiques et sciences) est interdit.

Les aménagements dont peuvent bénéficier ces élèves sont acquis pour une année scolaire, par la réussite de l'épreuve d'admission à une Ecole supérieure des arts et par l'établissement d'une convention spécifique entre l'Ecole supérieure des arts et l'établissement d'enseignement obligatoire où le jeune talent est inscrit.

La grille-horaire de l'élève est fixée en début d'année scolaire. Ensuite, il choisit les options de base simple ou son option de base groupée, qu'il peut remplacer à tout moment de l'année par des périodes d'enseignement musical, ceci en concertation avec le chef d'établissement, et selon les modalités décrites plus haut.

Toutefois, il est recommandé que cette possibilité ne soit plus activée au-delà des vacances de printemps.

IV. QUATRIEME DEGRE

L'enseignement secondaire professionnel comporte un quatrième degré organisé de manière spécifique pour les études en section soins infirmiers. Il permet d'obtenir en trois ans un brevet d'infirmier hospitalier.

A. CONDITIONS D'ADMISSION

Pour être régulièrement inscrit à la **1^{ère} année d'études dans une école**, le candidat doit fournir les documents suivants :

- un certificat d'aptitude physique délivré soit par le médecin de l'établissement fréquenté, soit par un médecin du service de santé administratif ;
- un extrait de casier judiciaire modèle 2, ou un modèle équivalent émanant d'une autorité étrangère datant de moins de 3 mois.
- un des titres suivants :
 - a) un certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur ou en alternance;
 - b) un certificat d'études de 6^{ème} année d'enseignement professionnel de plein exercice ou en alternance;
 - c) une décision d'équivalence à l'un des titres visés aux points a) et b) ;
 - d) à titre conservatoire, le brevet de puéricultrice obtenu avant le 30 juin 1987 ou l'attestation de réussite de 6^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice obtenu avant le 30 juin 1985 ;
 - e) un certificat correspondant au certificat d'études de 6^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel (secteur du service aux personnes) de plein exercice (délivré par l'enseignement de promotion sociale) ;
 - f) un certificat de qualification d'aide-soignant de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale correspondant au certificat de qualification « aide-soignant » délivré à l'issue d'une 7^{ème} professionnelle « aide-soignant », subdivision services aux personnes, par l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice et certificat de formation générale complémentaire à un certificat de qualification du secteur du service aux personnes ;
 - g) un certificat de qualification d'aide familial de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale correspondant au certificat de qualification « aide familial » délivré à l'issue d'une 6^{ème} professionnelle « aide familial », subdivision services aux personnes, par l'enseignement secondaire supérieur et certificat de formation générale complémentaire à un certificat de qualification du secteur du service aux personnes.
 - h) un certificat attestant la réussite de l'examen d'admission aux études menant au brevets d'infirmier(e) hospitalier(e) et d'infirmier(e) hospitalier(e) - orientation santé mentale et psychiatrie présenté devant le jury de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

- i) le certificat attestant de la réussite de l'épreuve du jury préparatoire aux études conduisant à l'obtention d'un des diplômes suivant : diplômes d'accoucheuse, d'infirmier-gradué hospitalier, ou d'infirmière-gradué hospitalière, d'infirmier-gradué psychiatrique ou d'infirmière-gradué psychiatrique, d'infirmier-gradué de pédiatrie ou d'infirmière-gradué de pédiatrie, d'infirmier-gradué social ou d'infirmière-gradué sociale, présenté devant le jury de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Remarque : Si l'élève n'est pas en mesure de produire un de ces titres, alors, il s'inscrit à l'année préparatoire. Pour être admis à l'épreuve préparatoire, les candidats doivent être âgés de 18 ans au moins au 31 décembre de l'année de l'organisation de l'épreuve. Il doit en outre s'acquitter d'une participation aux frais d'inscription d'un montant de 50 euros.

B. PASSAGES DE CLASSE

Pour être régulièrement inscrit à l'examen de la **2^{ème} année d'études dans une école**, le candidat doit produire un des titres suivants :

- l'attestation de réussite de la 1^{ère} année d'études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) ou du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e), orientation santé mentale et psychiatrie, ou l'attestation de réussite de la 1^{ère} année d'études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) ou du Bachelier en soins infirmiers ou du bachelier sage-femme ou l'attestation de réussite de la première année d'études menant à l'obtention du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers, spécialité psychiatrique.
- Le certificat d'admission à la 2^{ème} année d'études de Bachelier en Soins Infirmiers sans crédit résiduel dans les cours de 1^{ère} année du Brevet tels que repris en annexe II de l'AGCF du 6 mars 1995, ou le certificat d'admission à la 2^{ème} année d'études de Bachelier en Sage-femme sans crédit résiduel dans les cours de 1^{ère} année du Brevet tels que repris en annexe II de l'AGCF du 6 mars 1995.

Ou la décision d'équivalence à l'un de ces titres ;

- une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation « Infirmier hospitalier : Sciences infirmières I et II », « Infirmier hospitalier : Sciences fondamentales I et II », « Infirmier hospitalier : Sciences sociales I et II ». L'élève doit en outre avoir obtenu au moins 60% des points aux unités de formation « Stages : Infirmier hospitalier – enseignement clinique d'acquisition Ia et Ib, IIa et IIb ».
- Une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation : "Bachelier en soins infirmiers : Sciences infirmières - Principes et exercices didactiques I et II", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences

biomédicales I et II", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences humaines et sociales I et II" et "Bachelier en soins infirmiers : Stage d'observation et d'initiation"

Pour être régulièrement inscrit à la 3^{ème} année d'études dans une école, le candidat doit produire :

- l'attestation de réussite de la 2^{ème} année d'études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) ou du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e), orientation santé mentale et psychiatrie, ou l'attestation de réussite de la 2^{ème} année des études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) ou du Bachelier en soins infirmiers ou du Bachelier sage-femme, ou du certificat d'admission à la 3^{ème} année d'études de Bachelier en Soins Infirmiers sans crédit résiduel dans les cours de 1^{ère} et de 2^{ème} années du Brevet tels que repris en annexe II de l'AGCF du 6 mars 1995, ou le certificat d'admission à la 3^{ème} année d'études de Bachelier en Sage-femme sans crédit résiduel dans les cours de 1^{ère} et de 2^{ème} années du Brevet tels que repris en annexe II de l'AGCF du 6 mars 1995, ou un brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou le brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers spécialité psychiatrique,

Ou la décision d'équivalence à l'un de ces titres

- l'attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation « Infirmier hospitalier : Sciences infirmières III et IV », « Infirmier hospitalier : Sciences fondamentales III et IV », « Infirmier hospitalier : Sciences sociales III et IV », précisant qu'il a obtenu au moins 60% des points aux unités de formation « Stages : infirmier hospitalier – enseignement clinique d'acquisition III et IV ».
- L'attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation : "Bachelier en soins infirmiers : Sciences infirmières - Principes et exercices didactiques III et IV", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences biomédicales III et IV", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences humaines et sociales III et IV" et "Bachelier en soins infirmiers : Stages d'acquisition I et II" .

C. NOUVEAUTES DEPUIS L'ANNEE SCOLAIRE 2013-2014

Les compétences suivantes ont été transférées à la Direction générales de l'enseignement obligatoire :

1) Définition des stages et des lieux de leur exercice

❖ Stages, également appelé « enseignement clinique » :

Les stages également appelé « enseignement clinique » dans la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles sont définis comme le volet de la formation par lequel l'élève apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers globaux requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'élève apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger

une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité.

❖ **Lieux d'exercice des stages, également appelé « enseignement clinique » :**

« L'enseignement clinique » est dispensé dans des services tant hospitaliers qu'extrahospitaliers situés en Belgique **ou dans un pays autre que la Belgique** et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des élèves sous la direction d'enseignants infirmiers / sages-femmes et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement. D'autres personnels qualifiés peuvent être intégrés dans le processus d'enseignement.

Remarques :

1°) Les établissements scolaires **NE DOIVENT PLUS** communiquer chaque année la liste des institutions et services au sein desquels « l'enseignement clinique » sera organisé.

2°) Les établissements scolaires **CONTINUENT** pour chaque élève à remplir un tableau récapitulatif de stages, **qui fait partie de leur dossier scolaire et qui est tenu à la disposition des vérificateurs et de l'Inspection de l'enseignement secondaire.**

Ce document **NE DOIT PAS** être soumis à l'Administration pour visa.

2) **Lieux de stages agréés**

Ne sont admis comme lieu de stage que les lieux agréés par les pouvoirs publics. Chaque établissement scolaire tient la liste de ses lieux de stage, complétée de la copie de leur agrément (Par exemple : dans le cas d'une crèche, que celle-ci soit bien agréée par l'ONE), à la disposition des vérificateurs et de l'Inspection de l'enseignement secondaire.

REMARQUE :

La reconnaissance de nouveaux lieux de stage, agréés par leur instance compétente, ne doit pas être sollicitée auprès de l'administration !

3) **Contrôle médical**

Les élèves sont soumis chaque année au même contrôle médical que celui prévu pour les infirmier(e)s.

Ce contrôle s'effectuera auprès de la médecine du travail.

Le formulaire d'évaluation de santé figure dans le dossier scolaire de chaque élève et est tenu à la disposition des vérificateurs et de l'inspection.

4) **Sollicitation de dérogations**

a. **Objets des dossiers de demande de dérogation :**

Pour les sections considérées, l'établissement scolaire peut introduire des dossiers de demande de dérogation :

1. pour le **report de stages durant les vacances scolaires ;**

2. aux conditions de fonctionnement et d'organisation de « l'enseignement clinique » pour le choix du service ou de l'unité d'enseignement clinique, en particulier lorsqu'il s'agit d'expériences nouvelles en matière de soins de santé.

b. Constitution des dossiers de demande de dérogation :

L'établissement scolaire constitue son ou ses dossier(s) de demande de dérogation en complétant le formulaire ad hoc auquel il joint les documents officiels requis au type de demande, listés ci-après.

Liste des informations et documents officiels à joindre aux demandes introduites par le formulaire de l'annexe 17 de la présente circulaire.

1. Demande de dérogation pour le report de stages durant les vacances scolaires :

- Identité de l'élève ou des élèves concerné(e)(s) avec sa/leur date de naissance ;
- Enonciation du cas de force majeure ;
- Copie du/des documents officiel(s) attestant du cas de force majeure - Justicatif(s) : copie du/des certificat(s) médical(aux),... ;
- Période(s) de vacances scolaires consacré(es) à des périodes de stages ;
- Modalités de récupération et d'encadrement des stages qui seront réservées au(x) stagiaire(s) pendant ses/leurs vacances scolaires (permanence de l'école, suivi du/des stagiaire(s), nombre d'heures à récupérer, répartition des heures à récupérer et processus d'évaluation de ces stages réalisés pendant les vacances scolaires).

2. Demande de dérogation aux conditions de fonctionnement et d'organisation de l'enseignement clinique pour le choix du service ou de l'unité d'enseignement clinique, en particulier lorsqu'il s'agit d'expériences nouvelles en matière de soins de santé :

- Dénomination et coordonnées du service ou de l'unité d'enseignement clinique choisi dans le cadre d'un apport d'expériences nouvelles en matière de soins de santé ;
- Description des expériences nouvelles visées en matière de soins de santé ;
- Copie de la liste des institutions et services au sein desquels l'enseignement clinique est traditionnellement organisé.

C. Introduction des dossiers de demandes de dérogation :

Chaque dossier de demandes de dérogation est introduit par l'établissement scolaire auprès du service « Stage, Conventions Sectorielles, CEFA, Site Mon Ecole Mon Métier », à l'adresse suivante :

**Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Service général de l'enseignement secondaire et des CPMS
Direction Relations Ecoles-Monde du Travail
Service « Stage, Conventions Sectorielles, CEFA, Site Mon Ecole
Mon Métier »**

**Bureau 1F125
Rue A. Lavallée, 1
1080 - Bruxelles**

5) Perte de la qualité d'élève régulier

Désormais les élèves **perdent la qualité d'élève régulier après 20 demi-jours d'absence**. Cela signifie que les élèves qui s'absentent plus de 20 demi-jours de manière injustifiée perdent la qualité d'élève régulier et n'ont plus droit à la sanction de leurs études.

Pour que ces élèves récupèrent leur qualité d'élève régulier, une demande de **dérogation devra être introduite auprès du Service de la Sanction des études** qui examinera l'opportunité de la leur rendre en fonction des circonstances exceptionnelles qui les ont amenés à s'absenter de manière injustifiée pendant plus de 20 demi-journées.

La demande de dérogation peut être introduite soit par les responsables légaux de l'élève (ou l'élève lui-même s'il est majeur) soit par le chef d'établissement lorsque l'élève lui a manifesté son intention de suivre à nouveau les cours de manière régulière et assidue. La demande de dérogation peut être introduite soit via le formulaire prévu à cet effet, soit sur papier libre. (Voir Chapitre VII. DEROGATIONS)

6) Sanction des études

La condition initialement prévue d'obtenir la cote de 60% à l'évaluation continue de l'enseignement clinique pour pouvoir accéder aux examens de fin d'année a été supprimée.

Ainsi, un élève qui obtient une cote inférieure à 60 % à cette évaluation a de plein droit accès aux examens de fin d'année. Néanmoins, il ne pourra être déclaré lauréat de l'examen final que s'il a obtenu au moins 60 % à cet enseignement.

Concrètement, cela signifie :

- que les élèves concernés ne peuvent se voir refuser l'accès à la session de juin en raison d'une cote inférieure à 60 % à l'enseignement clinique ;

- que ceux-ci entrent donc dans les conditions pour pouvoir entamer les procédures prévues aux articles 95 et suivants du Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (procédure de conciliation interne et procédure de recours externe).

7) Remarques

- 1) Un élève qui n'aurait pas suivi un nombre suffisant d'heures de stage de façon injustifiée perdrait automatiquement la qualité d'élève régulier au bout de 20 ½ jours d'absence. S'il est majeur, il pourrait être exclu sur cette seule base par son établissement scolaire.

- 2) Toute demande de dérogation permettant de récupérer la qualité d'élève régulier sera analysée avec une grande rigueur par l'Administration. Il sera notamment tenu compte de la possibilité de récupérer les heures de stages non prestées. L'avis de l'établissement scolaire quant à l'opportunité ou non de bénéficier de cette dérogation aura une place prépondérante dans l'analyse qui sera menée.
- 3) Toute demande de dérogation afin d'effectuer des stages pendant les vacances scolaires sera analysée avec une grande rigueur par l'Administration. Il sera notamment tenu compte de la possibilité de récupérer les heures de stages non prestées. L'avis de l'établissement scolaire quant à l'opportunité ou non de bénéficier de cette dérogation aura une place prépondérante dans l'analyse qui sera menée.

- 4) Lors de la passation des épreuves au sein de l'établissement, il se peut qu'un professeur estime qu'un élève qui n'a pas suivi le nombre minimum d'heures de stage n'est pas capable de poser un acte sans que celui-ci ne représente un danger pour le patient ou pour lui-même. Dans ce cas, il revient au professeur d'empêcher l'élève de poser cet acte. Il est évident que si l'élève venait à introduire un recours externe, le Conseil de recours tiendrait compte du déficit en heures de stage pour apprécier de la décision que le professeur aura prise à ce moment.

- 5) En tout état de cause, l'élève qui n'a pas suivi le nombre d'heures de stage prescrit par la réglementation – même pour des raisons justifiées – ne peut satisfaire à l'ensemble de la formation de l'année.

|

|

V. PUERICULTURE

Les études de puériculteur/puéricultrice sont organisées en trois ans. Elles comportent soit l'option de base groupée "puériculture" du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel suivie de la 7^{ème} année professionnelle "puériculteur/puéricultrice", soit l'option de base groupée "aspirant/aspirante en nursing" suivie de la même 7^{ème} année professionnelle. La présence simultanée des deux filières est possible dans le même établissement.

L'admission aux études est subordonnée à l'avis favorable du conseil d'admission qui peut solliciter l'avis du centre psycho-médico-social pour ce qui concerne l'aptitude de l'élève à exercer la partie pratique de la formation. Le procès-verbal du conseil d'admission est contresigné par un infirmier/une infirmière ou une sage-femme, membre dudit conseil.

L'inscription en 5^{ème} année est subordonnée à la production d'un certificat d'aptitude par lequel un médecin, agréé par le Chef d'établissement pour l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné, atteste n'avoir décelé chez l'élève aucune pathologie durable susceptible de compromettre l'accomplissement normal des stages, de s'aggraver à cette occasion ou de mettre en danger la sécurité des personnes qu'il sera amené à fréquenter sur les lieux de leur déroulement. Le modèle du certificat se trouve en annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice.

Le certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice" est délivré à l'issue de la 7^{ème} année professionnelle aux élèves réguliers qui ont subi avec fruit une épreuve de qualification portant sur la vérification de la maîtrise et de l'intégration dans la pratique des compétences énumérées à l'annexe 8 du décret du 8 mars 1999 visé à l'article 2, § 1^{er} et qui sont titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Le jury chargé de délivrer ce certificat comprend au moins un infirmier/une infirmière membre du personnel enseignant et un membre du personnel enseignant chargé de la formation en psycho-pédagogie. Le membre du personnel chargé de la coordination du stage fait d'office partie de ce jury.

Le Ministre qui a l'Enseignement secondaire et dans ses attributions, ou son délégué, vise les certificats de qualification de "puériculteur/puéricultrice".

Nouveautés depuis l'année scolaire 2013-2014

1) **Agrément des lieux de stages**

Tous les lieux de stage doivent être agréés par leur autorité compétente, comme par exemple par l'ONE (Office de la Naissance et de l'Enfance) pour tous les milieux d'accueil des enfants âgés de 0 à 12 ans et + en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Chaque établissement scolaire tient la liste de ses lieux de stage, complétée de la copie de leur agrément, à la disposition des vérificateurs et de l'inspection.

REMARQUE :

La reconnaissance de nouveaux lieux de stage, agréés par leur autorité compétente, ne doit pas être sollicitée auprès de l'administration !

2) **Relevé individuel des stages accomplis**

Le relevé individuel des stages accomplis figure dans le dossier scolaire de chaque élève et est tenu à la disposition des vérificateurs et de l'inspection.

↳ Le modèle de relevé de stage pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice **après l'option de base "puériculture"** est repris en **annexe 14 de la présente circulaire.**

↳ Le modèle de relevé de stage pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice **après l'option de base "aspirante en nursing"** est repris en **annexe 15 de la présente circulaire.**

3) **Sollicitation de dérogations**

a. Objets des dossiers de demande de dérogation :

Pour les options considérées, l'établissement scolaire peut introduire des dossiers de **demande de dérogation** pour :

- 1. le report de stages durant les vacances scolaires ;**
- 2. l'organisation de stages à l'étranger.**

b. Constitution des dossiers de demande de dérogation :

Pour les options considérées, l'établissement scolaire constitue son ou ses dossier(s) de demande de dérogation en complétant le formulaire auquel il joint les documents officiels requis au type de demande, listés ci-après.

**Liste des informations et documents officiels à joindre aux demandes introduites
par le formulaire de l'annexe 16**

1. Demande de dérogation pour le report de stages durant les vacances scolaires :

- Identité de l'élève ou des élèves concerné(e)(s) avec sa/leur date de naissance ;
- Circonstance(s) de la demande de dérogation ;
- Motivation de la demande de dérogation par des éléments indépendants de la volonté de l'élève ou des élèves concerné(e)(s)
Justificatif(s) : copie du/des certificat(s) médical(aux),... ;
- Période(s) de vacances scolaires consacré(es) à des périodes de stages ;
- Modalités de récupération et d'encadrement des stages qui seront réservées au(x) stagiaire(s) pendant ses/leurs vacances scolaires (permanence de l'école, suivi du/des stagiaire(s), nombre d'heures à récupérer, répartition des heures à récupérer et processus d'évaluation de ces stages réalisés pendant les vacances scolaires).

2. Demande de dérogation pour l'organisation de stages à l'étranger :

- Description du lieu de stages / Objectifs du stage organisé à l'étranger
(Pour rappel, les stages organisés dans des institutions situées en Belgique ou à l'étranger doivent offrir les ressources cliniques, sociales, éthiques et psychopédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des élèves.) ;
- Programme du stage ;
- Répartition des heures en crèches, en maisons communales d'accueil de l'enfance, en préguardiennats et pouponnières, en écoles maternelles... ;
- Liste des élèves et des accompagnateurs (Voir l'annexe 1 de la circulaire n°3269).

c. Introduction des dossiers de demande de dérogation :

Chaque dossier de demande de dérogation est introduit par l'établissement scolaire auprès du service « Stage, Conventions Sectorielles, CEFA, Site Mon Ecole Mon Métier », à l'adresse suivante :

**Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Service général de l'enseignement secondaire et des CPMS
Direction Relations Ecoles-Monde du Travail
Service « Stage, Conventions Sectorielles, CEFA, Site Mon Ecole Mon Métier »**

Bureau 1F125

**Rue A. Lavallée, 1
1080 - Bruxelles**

VI. ENSEIGNEMENT EN IMMERSION

Dans l'enseignement secondaire, l'élève aborde l'apprentissage par immersion soit en première soit en troisième année. Lorsqu'il s'inscrit en 3^{ème} année en immersion, l'élève peut poursuivre l'apprentissage par immersion entamé au sein du premier degré ou entamer celui-ci dans la langue choisie pour le cours de langue moderne I ou II.

Toutefois, par dérogation, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné peut inscrire en immersion au cours d'une autre année d'études :

- un élève dont au moins l'un des parents a pour langue maternelle la langue d'immersion;
- un élève issu d'une école internationale dont la langue de l'enseignement est la même que la langue de l'immersion;
- un élève issu d'une école européenne dont la langue de l'enseignement est la même que la langue de l'immersion;

VII. PASSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE DE PLEIN EXERCICE VERS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ORDINAIRE

1. Conditions de passage de l'enseignement primaire spécialisé et de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 vers l'enseignement ordinaire des élèves PORTEURS DU CEB

Remarque générale : Le passage de l'enseignement spécialisé vers l'enseignement secondaire ordinaire nécessite le respect de 3 conditions cumulatives :

- la demande écrite des parents, de la personne exerçant l'autorité parentale ou de l'élève, s'il est majeur;
- l'avis motivé de l'organisme chargé de la guidance des élèves de l'établissement spécialisé concerné;
- l'avis favorable du conseil d'admission de l'école d'accueil

Situation scolaire de l'élève	Année d'étude de l'enseignement secondaire ordinaire (plein exercice) ou de l'enseignement spécialisé de Forme 4 où l'élève peut être inscrit(e)	Année d'étude de l'enseignement secondaire ordinaire (alternance art.49) où l'élève peut être inscrit(e)	Niveau de l'enseignement secondaire en alternance (art.45, formations en urgence, MFI) où l'élève peut être inscrit(e) (4)
Elève inscrit(e) en 1 ^{ère} phase	1C (1)	Accès refusé	Accès refusé
Elève inscrit(e) en 1 ^{ère} phase ayant fréquenté 2 années scolaires complètes + 15 ans accomplis	2C- 2S	Accès refusé	2 ^{ème} degré (3)
A réussi la 1 ^{ère} phase	2C- 2S	Accès refusé	Accès refusé
A réussi la 1 ^{ère} phase en ayant fréquenté 2 années scolaires complètes + 15 ans accomplis	2C- 2S 3P	3P	2 ^{ème} degré (3)
Elève inscrit(e) en 2 ^{ème} phase ayant fréquenté 1 année scolaire complète	3P - 3S-DO	3P	2 ^{ème} degré (3)

en 2^{ème} phase + 15 ans accomplis			
A réussi la 2^{ème} phase	4P - 3S-DO	4P	2 ^{ème} degré (3)
A réussi la 3^{ème} phase (CQ)	5P	5P	3 ^{ème} degré (2)

(1) Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation du 1er degré

(2) Article 7 du décret du 3 juillet 1991 « les jeunes ne peuvent être inscrits dans des formations qui conduisent à la délivrance de titres identiques ou équivalents à ceux dont ils sont déjà porteurs dans les mêmes orientations d'études ».

(3) Les élèves qui souhaitent suivre une formation dite « article 45 » y ont accès soit lorsqu'ils atteignent l'âge de 16 ans, soit lorsqu'ils ont suivi les deux premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice et qu'ils ont 15 ans. Dans tous les cas, l'âge doit être atteint avant le 31 décembre de l'année scolaire en cours

Remarques :

a) toutes situations auxquelles l'élève répond, même moins avancées dans son cursus, peuvent lui être appliquées.

Exemple : Si un élève a réussi la 2^{ème} phase, il a automatiquement réussi la 1^{ère} phase. Les orientations possibles en 3P et 3SDO après la réussite de la 2^{ème} phase peuvent être complétées par les orientations prévues par la réussite de la phase 1 : il peut donc éventuellement être orienté en 2C et 2S.

b) la réglementation relative au nombre d'années fréquentées au 1er degré ne s'applique pas aux élèves de forme 3

2. Conditions de passage de l'enseignement primaire spécialisé et de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 vers l'enseignement ordinaire des élèves qui ne sont PAS PORTEURS CEB

Remarque générale : Le passage de l'enseignement spécialisé vers l'enseignement secondaire ordinaire nécessite le respect de 3 conditions cumulatives :

- la demande écrite des parents, de la personne exerçant l'autorité parentale ou de l'élève, s'il est majeur;
- l'avis motivé de l'organisme chargé de la guidance des élèves de l'établissement spécialisé concerné;
- l'avis favorable du conseil d'admission de l'école d'accueil

Situation scolaire de l'élève	Année d'étude de l'enseignement secondaire ordinaire (plein exercice) ou de l'enseignement spécialisé de Forme 4 où l'élève peut être inscrit(e)	Année d'étude de l'enseignement secondaire ordinaire (alternance art.49) où l'élève peut être inscrit(e)	Niveau de l'enseignement secondaire en alternance (art.45, formations en urgence, MFI) où l'élève peut être inscrit(e)
Elève inscrit(e) en 1 ^{ère} phase	1 ^{ère} Différenciée (1)	Accès refusé	Accès refusé
Elève inscrit(e) en 1 ^{ère} phase ayant fréquenté 2 années scolaires complètes + 15 ans accomplis	2 ^{ème} Différenciée	Accès refusé	2 ^{ème} degré (3)
Elève inscrit(e) en 1 ^{ère} phase + 16 ans accomplis	2 ^{ème} Différenciée	Accès refusé	2 ^{ème} degré (3)
A réussi la 1 ^{ère} phase	2 ^{ème} Différenciée	Accès refusé	Accès refusé
A réussi la 1 ^{ère} phase ayant fréquenté 2 années scolaires complètes + 15 ans accomplis	2 ^{ème} Différenciée	Accès refusé	2 ^{ème} degré (3)
Elève inscrit(e) en 2 ^{ème} phase ayant fréquenté 1 année scolaire complète	3P	Accès refusé	2 ^{ème} degré (3)

en 2^{ème} phase + 15 ans accomplis			
A réussi la 2^{ème} phase	4P	4P	2 ^{ème} degré (3)
A réussi la 3^{ème} phase (CQ)	5P	5P	3 ^{ème} degré (2)

(1) Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation du 1^{er} degré

(2) Article 7 du décret du 3 juillet 1991 « les jeunes ne peuvent être inscrits dans des formations qui conduisent à la délivrance de titres identiques ou équivalents à ceux dont ils sont déjà porteurs dans les mêmes orientations d'études ».

(3) Les élèves qui souhaitent suivre une formation dite « article 45 » y ont accès soit lorsqu'ils atteignent l'âge de 16 ans, soit lorsqu'ils ont suivi les deux premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice et qu'ils ont 15 ans. Dans tous les cas, l'âge doit être atteint avant le 31 décembre de l'année scolaire en cours

Remarques :

a) toutes situations auxquelles l'élève répond, même moins avancées dans son cursus, peuvent lui être appliquées.

Exemple : Si un élève a réussi la 2^{ème} phase, il a automatiquement réussi la 1^{ère} phase. L'orientation possible en 3P après la réussite de la 2^{ème} phase peut être complétée par les orientations prévues par la réussite de la phase 1 : il peut donc éventuellement être orienté en 2^{ème} différenciée.

<p>La réglementation relative au nombre d'années fréquentées au 1^{er} degré ne s'applique pas aux élèves de forme 3.</p>
--

VIII. DEROGATIONS

Les demandes de dérogations citées ci-après peuvent être introduites à l'adresse postale suivante :

D.G.E.O,
Direction des affaires générales, de la Sanction des études et des CPMS,
Bureau 1F140,
Rue A. Lavallée, 1
1080 Bruxelles



Les dérogations prévues aux articles 26, 56.1, 56.2, 56.4, 58, 58.6, 79 doivent être introduites via les formulaires électroniques. Voir infra (point XII).

A. ARTICLE 56,1° : DEROGATION AUX LIMITES DE TEMPS FIXEES POUR LES CHANGEMENTS DE FORME D'ENSEIGNEMENT ET DE SUBDIVISION PAR LES ARTICLES 9, 20, §1ER, §2 ET §3, 33 ET 45, §1^{ER}

1. Objectif

L'objectif de la dérogation prévue par l'article 56,1° de l'arrêté royal relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire est de permettre à un élève de changer d'option et/ou de forme d'enseignement en dehors des délais prévus.

Quels sont ces délais ? En cours d'année scolaire, il est permis de changer de forme d'enseignement et de subdivision jusqu'au :

- 15 janvier en troisième et quatrième ;
- 15 janvier pour passer de l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année du premier degré de l'enseignement secondaire à la troisième année de l'enseignement secondaire ;
- 15 novembre en cinquième année de l'enseignement secondaire ;
- 15 novembre en 7^{ème} année de l'enseignement secondaire.

2. Recevabilité

Pour être recevable, la demande de dérogation doit être introduite, APRES les dates susmentionnées, en raison de circonstances particulières et exceptionnelles.

Elle doit concerner soit un élève du 2^{ème} degré, soit un élève du 3^{ème} degré se trouvant en 5^{ème} année ou en 7^{ème} année de l'enseignement secondaire.

Elle doit être introduite via le formulaire adéquat et, le cas échéant, être accompagnée de la preuve que l'élève remplit les conditions d'admission à la forme d'enseignement ou à l'option dans laquelle il souhaite s'inscrire.

3. Exemple

Un élève inscrit en 3^{ème} année de l'enseignement secondaire technique de transition en «sciences économiques appliquées» peut demander le 21 mars, via cette dérogation, à passer en 3^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel « construction gros œuvre ».

Un élève inscrit comme élève régulier en 3^{ème} année de l'enseignement secondaire technique de qualification en restauration peut demander, le 07 février, à passer en 3^{ème} année de l'enseignement secondaire technique de qualification en horticulture.

B. ARTICLE 56,2° : DEROGATION A L'OBLIGATION D'AVOIR SUIVI EFFECTIVEMENT ET ASSIDUMENT LES COURS ET EXERCICES D'UNE ANNEE D'ETUDES DETERMINEE

1. Objectif

L'objectif de la dérogation prévue par l'article 56,2° de l'arrêté royal relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire est de permettre à un élève de déroger à l'obligation d'avoir suivi effectivement et assidûment les cours et exercices d'une année d'études déterminée en raison de circonstances particulières et exceptionnelles.

2. Recevabilité

Pour être recevable, la dérogation doit être introduite dès le retour de l'élève dans l'établissement scolaire, le formulaire adéquat doit être dûment complété et les justificatifs de l'absence doivent y être annexés.

3. Exemple

Un élève est pris en charge par les pouvoirs publics pour la période allant du 15 février au 03 avril. Il n'a donc pas suivi les cours durant cette période. Le 04 avril, le Chef d'établissement introduit la demande de dérogation et y joint l'attestation de prise en charge par les pouvoirs publics couvrant la période du 15 février au 03 avril.

Un élève est inscrit en 4^{ème} année de l'enseignement secondaire technique de transition alors que le Conseil de Classe de 3^{ème} lui avait délivré une AOB l'orientant vers une 4^{ème} année de l'enseignement technique de qualification. Il se rend compte au mois de mars qu'il est indûment inscrit en 4^{ème} TT et donc décide d'aller en 4^{ème} TQ, là où il aurait dû se trouver depuis la rentrée scolaire. Comme de septembre à mars il n'était pas en 4^{ème} TQ, il faut couvrir cette période d'absence. Le Chef d'établissement introduit donc une demande de dérogation 56,2° et y annexe la preuve que l'élève a suivi les cours de 4^{ème} TT pendant cette période.

C. ARTICLE 56,4° : DEROGATION AUX CONDITIONS D'ADMISSION EN TROISIEME ANNEE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PROFESSIONNEL

1. Objectif

L'objectif de la dérogation prévue par l'article 56,4° de l'arrêté royal relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire est de permettre, en raison de circonstances particulières et exceptionnelles, et pour des cas individuels, l'accès à la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel à des élèves qui ne peuvent pas y être inscrits régulièrement sur base des conditions d'admission en troisième année de l'enseignement secondaire professionnel.

2. Recevabilité

Cette disposition ne concerne que les élèves suivants :

- L'élève qui a 16 ans ou qui les aura atteints au 31 décembre de l'année scolaire en cours ;
- L'élève qui a 15 ans ou qui les aura atteints au 31 décembre de l'année scolaire en cours et qui a suivi au moins deux années d'études au sein du 1er degré de l'enseignement secondaire : 1C et 2C ou 1C et 1S ou 1D et 1C ou 1D et 1S ou 1D et 2D.

3. Les élèves provenant de l'étranger

L'élève vient d'arriver sur le territoire :

Il doit impérativement introduire une demande d'équivalence des études effectuées à l'étranger.

Si le service des équivalences est amené à émettre une décision qui oriente l'élève au 1er degré et qu'il souhaite néanmoins s'inscrire en 3P :

- Oui s'il a 16 ans accomplis
- Oui s'il a 15 ans accomplis **et** que la décision d'équivalence laisse clairement apparaître la fréquentation de deux années au 1er degré.

Si l'élève ne satisfait pas aux dispositions de l'équivalence (ex : il ne peut fournir de documents attestant de sa scolarité effectuée à l'étranger) et qu'il est âgé de 16 ans, le Service des équivalences peut émettre une décision orientant l'élève en 3P.

L'élève a fréquenté un DASPA (Dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants) :

Si l'élève est dans les conditions pour bénéficier d'un Conseil d'intégration, il faut que celui-ci se réunisse et délibère :

Si le Conseil d'intégration est amené à émettre une décision qui oriente l'élève au 1er degré et que celui-ci souhaite néanmoins s'inscrire en 3P :

- Oui s'il a 16 ans accomplis
- Non s'il a 15 ans accomplis parce qu'il ne peut prouver la fréquentation de deux années au 1er degré.

Si l'élève n'est pas dans les conditions pour bénéficier d'un Conseil d'intégration, il doit impérativement introduire une demande d'équivalence de ses études effectuées à l'étranger.

Si le service des équivalences est amené à émettre une décision qui oriente l'élève au 1er degré et qu'il souhaite néanmoins s'inscrire en 3P :

- Oui s'il a 16 ans accomplis
- Oui s'il a 15 ans accomplis **et** que la décision d'équivalence laisse clairement apparaître la fréquentation de deux années au 1er degré.

Si l'élève ne satisfait pas aux dispositions de l'équivalence (ex : il ne peut fournir de documents attestant de sa scolarité effectuée à l'étranger) et qu'il est âgé de 16 ans, le Service des équivalences peut émettre une décision orientant l'élève en 3P.

D. ARTICLE 56BIS : DEROGATION POUR L'ELEVE NE POUVANT PAS OBTENIR REGULIEREMENT OU N'AYANT PAS OBTENU LE CERTIFICAT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU 1^{ER} DEGRE OU DU 2^E DEGRE (ARTICLE 56 BIS DE L'A.R. DU 29 JUIN 1984)

1. Objectif

L'article 56bis §1er précise que l'élève dont il est constaté qu'il fréquente irrégulièrement la 3^{ème} année de l'enseignement secondaire général, technique, artistique ou professionnel et est élève libre, devra, pour recouvrer la qualité d'élève régulier, obtenir le certificat d'enseignement secondaire du 1^{er} degré devant le Jury de la Communauté française avant la fin de cette troisième année. Si ce certificat est obtenu dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue à l'intéressé pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, pour les années scolaires antérieures.

La dérogation 56bis §2 a pour objet de permettre à ces élèves d'obtenir le certificat d'enseignement secondaire du 1^{er} degré devant le Jury de la Fédération Wallonie-Bruxelles

non pas avant la fin de la 3^{ème} année mais avant la fin de la 4^{ème} année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel.

Les élèves concernés par cette dérogation conservent la qualité d'élève libre jusqu'à la régularisation éventuelle de leur situation. Une fois obtenu le certificat d'enseignement secondaire du 1^{er} degré dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue aux intéressés pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, pour les années scolaires antérieures.

L'article 56bis §3 précise que l'élève dont il est constaté qu'il fréquente irrégulièrement la 5^{ème} année de l'enseignement secondaire général, technique, artistique ou professionnel et est élève libre, devra, pour recouvrer la qualité d'élève régulier, obtenir le certificat d'enseignement secondaire du 2^{ème} degré devant le Jury de la Communauté française avant la fin de cette cinquième année. Si ce certificat est obtenu dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue à l'intéressé pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, pour les années scolaires antérieures.

La dérogation 56bis §4 a pour objet de permettre à ces élèves d'obtenir le certificat d'enseignement secondaire du 2^{ème} degré devant le Jury de la Fédération Wallonie-Bruxelles non pas avant la fin de la 5^{ème} année mais avant la fin de la 6^{ème} année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel.

Les élèves concernés par cette dérogation conservent la qualité d'élève libre jusqu'à la régularisation éventuelle de leur situation. Une fois obtenu le certificat d'enseignement secondaire du 2^{ème} degré dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue aux intéressés pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, pour les années scolaires antérieures.

2. Recevabilité

Pour être recevable, la dérogation doit être introduite par courrier dès que le caractère irrégulier de l'élève a été constaté.

E. DOUBLEMENT D'UNE ANNEE D'ETUDES AU SEIN DU 1ER DEGRE

1. Objectif

En application de l'article 6ter du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire, aucune année constitutive du premier degré commun ou du premier degré différencié ne peut faire l'objet d'un doublement sauf dérogation accordée par le Gouvernement en cas d'absence motivée de longue durée.

Trois conditions doivent être réunies :

- l'élève a été absent pendant une très longue période au cours de l'année scolaire précédente ;
- les absences sont motivées et appuyées par des pièces justificatives ;

- l'élève, en recommençant son année, ne contrevient pas à l'interdiction de fréquenter le premier degré pendant plus de trois années scolaires.

2. Recevabilité

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, pour autant que soient réunies les trois conditions rappelées ci-dessus, les chefs d'établissement introduiront leurs demandes auprès du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les dossiers seront introduits pour le 15 septembre au plus tard et comporteront les éléments suivants :

- la demande du Chef d'établissement qui reçoit l'élève ;
- l'accord des parents (ou de la personne exerçant l'autorité parentale) ;
- les pièces justificatives des absences, classées chronologiquement ;
- la liste récapitulative des absences.

F. ARTICLE 58 §§ 1 , 2 ET 3 : DISPENSES DE COURS

1. Objectif

En vue de l'obtention d'un Certificat de qualification :

- le Ministre ou son délégué peut dispenser les porteurs du CESS ou d'un titre reconnu comme équivalent des conditions d'admission en cinquième année d'études organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire technique, artistique ou professionnel ainsi que de certains cours enseignés ;
- le Ministre ou son délégué peut également dispenser les porteurs du certificat d'études et du certificat de qualification de la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ou d'un titre reconnu comme équivalent des conditions d'admission en cinquième année d'études organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel ainsi que de certains cours enseignés ;
- en 7^{ème} année d'enseignement professionnel sanctionnée par le CQ ou par le CESS et le CQ, le Ministre ou son délégué peut dispenser de certains cours enseignés les porteurs du CESS, obtenu dans une orientation d'études ou dans une section correspondante de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel. Pour les porteurs du CESS, obtenu dans l'enseignement professionnel, la correspondance peut être établie par rapport à l'orientation d'études ou à la section suivie en 6^{ème} année.

La titularité du seul certificat de gestion de base ou du seul certificat de qualification n'ouvre droit à aucune dispense de cours.

Si des dispenses de certains cours sont octroyées, la durée des études peut être limitée à une seule année scolaire : l'intéressé est considéré comme élève régulier de la sixième année d'études. La limitation de la durée des études ne peut pas avoir comme conséquence que l'élève suive moins de 28 périodes hebdomadaires.

2. Recevabilité

La demande doit être adressée à l'Administration.

G. DEROGATION A L'OBLIGATION D'INSCRIPTION DANS UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE AVANT LE 30 SEPTEMBRE AU PLUS TARD (ART 79 DU DECRET « MISSIONS »).

1. Objectif

En matière d'inscription, la règle de principe est que l'inscription se prend au plus tard le premier jour ouvrable du mois de septembre, sauf pour les élèves faisant l'objet d'une délibération en septembre pour lesquels l'inscription se prend au plus tard le 15 septembre.

Pour des raisons exceptionnelles et motivées, appréciées par le Chef d'établissement, l'inscription peut être prise jusqu'au 30 septembre.

Après le 30 septembre, l'inscription est irrégulière et il faut introduire une dérogation afin de la régulariser.

2. Recevabilité

L'élève, en ce qu'il s'inscrit tardivement, est considéré comme élève libre et ne peut pas prétendre à la sanction des études, jusqu'à ce que sa dérogation soit acceptée. Le Chef d'établissement doit avertir les parents (ou la personne titulaire de l'autorité parentale) ou l'élève majeur de cette situation, par un écrit, qui lui sera rendu après qu'ils aient apposé leur signature.

Après le 30 septembre, une demande de dérogation doit donc être introduite soit par l'élève s'il est majeur soit par la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur.

La demande peut également être introduite directement par le Chef d'établissement. Dans ce cas, elle doit l'être dans les cinq jours d'ouverture de l'école qui suivent l'inscription provisoire de l'élève par le Chef d'établissement.

Tant que la dérogation n'a pas été acceptée, l'élève garde le statut d'élève libre.

En outre, une demande de dérogation à l'obligation d'avoir suivi effectivement et assidûment les cours doit également être introduite (demande de dérogations 56, 2°). Ces deux demandes de dérogation se font par le même envoi.

Remarque : Cette dérogation à la limite de temps d'inscription n'est pas applicable aux élèves suivant un enseignement en alternance. En effet, leur inscription est reçue toute l'année.

3. Exemple

Un élève de 16 ans s'inscrit à l'IFAPME. Le 01 novembre, il décide de réintégrer l'enseignement secondaire ordinaire. Puisqu'il ne s'est pas inscrit avant le 30 septembre, il faut introduire une demande de dérogation « article 79 » pour pouvoir s'inscrire régulièrement. Comme il n'a pas suivi effectivement et assidûment les cours entre le 30 septembre et le 01 novembre, il faut en plus introduire une demande de dérogation « article 56,2° ». L'élève devra donc fournir la preuve de son inscription à l'IFAPME pour la période à couvrir. A défaut, son inscription tardive pourrait être régularisée mais il pourrait se voir refuser la dérogation 56, 2°. Il ne récupérera le statut d'élève régulier qu'après avoir prouvé son assiduité pendant une période de probation fixée par l'Administration.

H. ARTICLE 26 : DEROGATION POUR RETROUVER LA QUALITE D'ELEVE REGULIER (DECRET DU 21/11/2013 ORGANISANT DIVERS DISPOSITIFS SCOLAIRES FAVORISANT LE BIEN-ETRE DES JEUNES A L'ECOLE, L'ACCROCHAGE SCOLAIRE, LA PREVENTION DE LA VIOLENCE A L'ECOLE ET L'ACCOMPAGNEMENT DES DEMARCHES D'ORIENTATION SCOLAIRE).

1. Objectif

A partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire, l'élève qui compte, au cours d'une même année scolaire **plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée** perd la qualité d'élève régulier et n'a donc plus droit à la sanction des études pour l'année en cours.

La dérogation « article 26 » a donc pour objectif de faire en sorte qu'un élève en passe de perdre la qualité d'élève régulier puisse la conserver pour raisons exceptionnelles.

Toutefois, vu les difficultés de mise en œuvre qu'une telle application de la loi engendrerait, il est admis qu'un élève ayant perdu la qualité d'élève régulier puisse demander au Ministre de la recouvrer par le biais de cette dérogation.

2. Recevabilité

La dérogation ne peut être obtenue que pour circonstances exceptionnelles.

Lorsqu'un élève a accumulé plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée, le Chef d'établissement peut, s'il estime que l'élève se montrera assidu pour le reste de l'année, introduire une dérogation afin que cet élève conserve la qualité d'élève régulier malgré le

fait qu'il ait dépassé les 20 demi-jours d'absence injustifiée autorisée. Dans ce cas, l'élève ne sera pas soumis à la période de probation décrite dans l'alinéa suivant mais devra, pour le reste de l'année, se montrer assidu et régulier aux cours de manière à ne plus accumuler de demi-jours d'absence injustifiée.

Pour autant que la dérogation n'ait pas été introduite avant qu'il ait perdu la qualité d'élève régulier, le Chef d'établissement ou l'élève s'il est majeur ou encore la personne investie de l'autorité parentale de l'élève s'il est mineur, devrait introduire une demande de recouvrement de la qualité d'élève régulier soit sur base du formulaire prévu à cet effet soit sur papier libre, dès que l'élève a manifesté son intention de suivre à nouveau les cours de manière régulière et assidue. Dans ce cas, afin de pouvoir vérifier la volonté réelle de l'élève de suivre assidûment et régulièrement les cours, la Direction générale de l'enseignement obligatoire peut demander un relevé d'absence pour une période qu'elle estime significative.

Remarque : l'introduction tardive de la demande de dérogation a pour effet de réduire la période de probation de l'élève ce qui rend plus difficile l'appréciation de son assiduité aux cours.

Dans tous les cas, nous conseillons d'introduire les demandes avant le 10 juin afin qu'elles puissent être analysées avant la fin de l'année scolaire. C'est également dans un souci d'efficacité que la Direction générale de l'enseignement obligatoire conseille aux chefs d'établissement qui introduisent eux-mêmes la dérogation d'y joindre directement un relevé d'absence significatif, lorsque celui-ci permet de constater que l'élève suit à nouveau assidûment et régulièrement les cours.

3. Exemple

1° Cas où un élève a atteint plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée:

Il s'agit par exemple du Chef d'établissement qui constate qu'un élève, qui connaît d'importantes difficultés familiales, a atteint plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée mais que parmi ces 21 demi-jours, 6 sont dû à des retards de plus d'une période de cours, et une période est équivalente à la matinée. Dans ce cas, le Chef d'établissement peut se dire que l'élève n'est manifestement pas en décrochage scolaire, qu'il suit régulièrement et assidûment les cours et qu'il a atteint plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée suite à un concours de circonstances. Dès lors, il peut décider d'introduire la demande de dérogation pour conserver le statut d'élève régulier avant même de déclarer l'élève libre.

2° Cas où un élève a perdu la qualité d'élève régulier et décide de suivre à nouveau assidûment et régulièrement les cours :

Il s'agit par exemple du cas d'un élève qui décide de ne plus assister aux cours du vendredi après-midi ni à ceux du lundi matin. Après quelques semaines, il a atteint le nombre de 20 demi-jours d'absence injustifiée et continue à ne pas venir à l'école pendant deux demi-journées par semaine. L'élève devient donc élève libre. En janvier, il décide de revenir de manière assidue et régulière aux cours. A ce moment, il peut introduire une demande de

dérogation pour retrouver la qualité d'élève régulier. Avant d'accepter sa demande, l'administration le soumettra à deux mois de période probation.

3° Cas où un élève a perdu la qualité d'élève régulier, a recommencé à suivre assidûment et régulièrement les cours sans qu'une demande de dérogation n'ait été introduite directement après la manifestation de la volonté de redevenir élève régulier :

Il s'agit par exemple du cas de l'élève qui a perdu sa qualité d'élève régulier en novembre. Le 05 janvier, il décide de suivre à nouveau assidûment et régulièrement les cours. Aucune dérogation n'est introduite à ce moment là. Le 10 juin au plus tard, le Chef d'établissement décide de régulariser la situation. Il introduit alors une demande de dérogation qu'il accompagne d'un relevé de fréquentation couvrant 2 mois à partir du moment où l'élève a réintégré l'établissement scolaire (dans ce cas-ci du 05 janvier au 05 mars).

I. ARTICLE 58,§6 : CHANGEMENT D'ORIENTATION D'ETUDES ENTRE LA 5EME ET LA 6EME DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

1. Objectif

L'objectif de cette dérogation est de permettre à un élève de 5^{ème} année de l'enseignement secondaire général, de changer une option de base simple lors de son passage en 6^{ème} année de l'enseignement secondaire général.

2. Recevabilité

La demande de dérogation est recevable dès lors qu'elle est introduite par le chef d'établissement et que le changement est sollicité pour des raisons de circonstances particulières et exceptionnelles. En outre, le changement sollicité ne pourra concerner qu'une seule option de base simple et le volume horaire de la 6^{ème} année ne devra pas être inférieur à celui de la 5^{ème} année.

3. Remarque

Attention, cette dérogation ne concerne pas les cas suivants :

- Le passage du cours de mathématique à 6 périodes vers le cours de mathématique à 4 périodes ou inversement. En effet, ce changement n'entraîne pas la modification de l'orientation d'études et est donc réglementairement admis ;
- Les modifications ou la suppression d'activités complémentaires ;
- La modification du volume horaire de la formation commune suite à un changement d'établissement au cours du 3ème degré. Ceci constitue une demande inutile et aucune demande ne doit être envoyée à l'Administration.

Dans ces cas, aucune demande n'est à adresser auprès de l'Administration.

J. REDOUBLEMENT EN CPU

Doublement d'une année d'études (article 58 § 4 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relative à l'organisation de l'enseignement secondaire)

En 5^{ème} année

Dans le cas où le conseil de classe - au vu des éléments repris dans le dossier d'apprentissage CPU et dans le rapport de compétences CPU - estime que l'élève régulier qui a suivi une cinquième année est dans l'incapacité de combler ses lacunes pour obtenir la validation des unités d'acquis d'apprentissage prévues en sixième année - notamment dans le cas de décrochage scolaire, de longues absences ou de lacunes trop importantes - , le ministre ou son délégué peut, à la demande du chef d'établissement, autoriser cet élève - le cas échéant après avoir pris un avis pédagogique du service général de l'inspection - à recommencer la cinquième année.

En 6^{ème} année – Uniquement pour les formations organisées sur 3 années d'études (5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} année)

De même, dans l'éventualité où le conseil de classe - au vu des éléments repris dans le dossier d'apprentissage CPU et dans le rapport de compétences CPU - estime que l'élève régulier qui a suivi une sixième année est dans l'incapacité de combler ses lacunes pour obtenir la validation des unités d'acquis d'apprentissage prévues en septième année - notamment dans le cas de décrochage scolaire, de longues absences ou de lacunes trop importantes - , le ministre ou son délégué peut, à la demande du chef d'établissement et sur base d'un avis rendu par le conseil de classe autoriser cet élève - le cas échéant après avoir pris un avis pédagogique du service général de l'inspection - à recommencer la sixième année.

Pour introduire ces demandes, le Chef d'établissement devra préalablement s'assurer de recevoir l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur quant à cette démarche. Le chef d'établissement veillera à joindre à la demande circonstanciée le rapport de compétences CPU ainsi que l'accord de l'élève majeur ou de la personne investie de l'autorité parentale.

Les élèves relevant de ces mesures seront considérés comme réguliers dans les années susmentionnées.

K. DISPENSE DE COURS EN CPU

Dérogation relative à l'octroi de dispenses de cours (article 58 § 5 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relative à l'organisation de l'enseignement secondaire)

Uniquement dans le cas d'un redoublement, à la demande du chef d'établissement, le ministre ou son délégué peut dispenser les porteurs d'attestations de validation d'unités d'acquis d'apprentissage de certains cours et activités.

Seuls les cours de l'option de base groupée peuvent être soumis à une dispense de cours, les cours relevant de la formation commune ou des activités complémentaires ne peuvent faire l'objet d'une telle dispense.

IX. PROCEDURE DE RECOURS

Les décisions relatives au passage de classe, de cycle ou de phase et à la délivrance des diplômes, certificats et attestations de réussite au sein d'un établissement d'enseignement sont de la compétence du Conseil de classe. La décision d'octroi du certificat de qualification est de la compétence du Jury de qualification.

Le Conseil de classe est présidé par le Chef d'établissement ou son délégué et comprend tous les membres du personnel enseignant en charge de l'élève. Un membre du centre psycho médico-social ainsi que les éducateurs concernés peuvent y assister avec voix consultative.

Le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre a instauré la possibilité d'introduire un recours contre certaines décisions des Conseils de classe et, depuis l'année scolaire 2012-2013, des Jurys de qualification dans l'enseignement secondaire ordinaire⁴.

Le présent chapitre reprend les principales recommandations et instructions usuelles de fin d'année et précise les modalités obligatoires à respecter. La circulaire n°4466 du 24 juin 2013 relative aux recours contre les décisions des Conseil de classe et des Jurys de qualification dans l'enseignement secondaire ordinaire 2012-2013 complète le présent chapitre.

L'introduction d'une procédure de recours comporte 2 phases⁵.

1) Procédure de conciliation interne

Chaque pouvoir organisateur prévoit une procédure interne destinée à instruire les contestations pouvant survenir à propos des décisions des conseils de classe et des décisions des jurys de qualification et à favoriser la conciliation des points de vue. La procédure interne de conciliation a pour but d'essayer de trouver une solution interne à l'établissement, il importe donc qu'elle soit conduite dans un souci de réel dialogue.

Pour les décisions du Conseil de classe, l'introduction d'une demande de conciliation interne conditionne la recevabilité du recours externe. Les décisions du Jury de qualification ne font pas l'objet d'un recours externe.

La procédure de conciliation interne est mise en œuvre lorsque les parents (ou responsables légaux) des élèves mineurs ou les élèves majeurs souhaitent qu'une décision du Conseil de classe ou du Jury de qualification soit réexaminée. Cette procédure de conciliation interne

⁴ Article 96 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, *M.B.*, 23 septembre 1997 ; ci-après le décret Missions.

⁵ Circulaire relative aux recours contre les décisions des Conseils de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire

est propre à chaque établissement qui doit communiquer, aux parents (ou responsables légaux) des élèves mineurs, et aux élèves majeurs, la façon dont il organise cette conciliation. Cette procédure ne doit pas être excessivement formalisée, mais, en cas de contestation de sa tenue effective, le chef d'établissement doit pouvoir attester du fait qu'elle a réellement eu lieu en conservant une copie du document remis à l'élève ou aux parents.

L'élève majeur ou les parents (ou responsables légaux) de l'élève mineur peuvent introduire une demande de conciliation interne via la procédure qui leur a été communiquée par l'établissement scolaire ou via le formulaire proposé par l'Administration et annexé à la présente circulaire (volet 1 de l'annexe 2).

L'article 96, alinéa 7 du Décret du 24 juillet 1997 susvisé précise que « **Le délai minimum d'introduction de la procédure de conciliation interne relative aux décisions du Conseil de classe et aux décisions du Jury de qualification doit être prévu par le pouvoir organisateur mais ne peut être inférieur à deux jours ouvrables après la communication de la décision.** »

Selon cette disposition, les élèves ou les parents devront donc disposer d'au moins **2 jours ouvrables** après la communication des résultats pour informer le chef d'établissement de leur volonté de contester la décision du Conseil de classe ou du Jury de qualification.

Dans tous les cas, cette procédure interne est clôturée :

- le 25 juin pour les Jurys de qualification de juin;
- le 30 juin pour les Conseils de classe de juin;
- dans les 5 jours qui suivent la délibération pour les Jurys de qualification de septembre
- dans les 5 jours qui suivent la délibération pour les Conseils de classe de septembre.

Remarque : La procédure de conciliation interne relative à un refus d'octroi du certificat de qualification doit être clôturée **avant** que le Conseil de classe se réunisse pour délibérer quant à la réussite de l'année.

Le Chef d'établissement reçoit la demande de l'élève ou de ses parents et, en fonction des éléments contenus dans celle-ci, peut prendre seul la décision de réunir à nouveau le Conseil de classe ou le Jury de qualification.

Il n'est donc pas nécessaire de prévoir, dans la procédure de conciliation interne, la réunion de ces deux instances pour chaque demande qui serait introduite. Il est à noter que dans ce cas, il doit être considéré qu'une conciliation interne est bien intervenue. La décision de ne pas réunir l'une des deux instances devra donc être communiquée à l'élève ou ses parents.

Le chef d'établissement notifie la décision du recours interne et sa motivation par voie postale, de préférence par un recommandé ou remet cette décision et sa motivation en main propre au requérant contre signature d'un accusé de réception. Ce document devra mentionner la possibilité d'introduction d'un recours externe (uniquement pour les

décisions relatives à des décisions du Conseil de classe). Si le refus de suivre la demande de recours interne se base sur le manque d'éléments nouveaux, il faudra s'assurer que la motivation permet aux parents et à l'élève de bien comprendre la décision du Conseil de classe ou du Jury de qualification.

2) Procédure de recours externe

L'élève, s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, peuvent introduire un recours contre une décision d'échec ou de réussite avec restriction, pour autant qu'ils aient épuisé la procédure interne, **dans les dix jours (calendrier)** qui suivent la notification de la décision ou sa confirmation, par recommandé, à l'adresse suivante :

Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Conseil de recours contre les décisions des conseils de classe de l'enseignement
secondaire – Enseignement de caractère soit confessionnel, soit non confessionnel (à
préciser)
Bureau 1F140
Rue Adolphe Lavallée, 1
1080 BRUXELLES

Le recours est adressé par lettre recommandée à l'Administration qui la transmet immédiatement au Président du Conseil de recours. Copie du recours est adressée par les requérants, le même jour, également par lettre recommandée, au Chef d'établissement concerné.

En vue d'accélérer le traitement des dossiers, le recours externe peut également être introduit en faisant parvenir à l'Administration, par recommandé, le formulaire annexé à la présente circulaire (volet 2 de l'annexe 2). Le Chef d'établissement est libre de proposer aux élèves majeurs ou aux parents (ou responsables légaux) des élèves mineurs d'introduire leur recours externe via le formulaire proposé à l'annexe 2 de la présente circulaire (volet 2). Il est à noter que l'introduction du recours par ce formulaire présente l'avantage d'indiquer aux requérants les informations indispensables au traitement des recours par le Conseil de recours, ce qui limitera les demandes d'information complémentaires et accélérera le traitement des demandes.

La procédure de recours externe n'est prévue **QUE** pour contester les attestations de réussite partielle (restrictive) ou d'échec.

Intenter un recours externe ne sert donc pas à obtenir des examens de repêchage ni à contester la décision d'un jury de qualification.

En effet, le conseil de classe, au mois de juin, est libre de délivrer directement la sanction des études ou de laisser une deuxième chance au mois de septembre. En conséquence, si le conseil de classe de juin impose des examens de repêchage à un élève, aucune attestation n'a encore été délivrée. Et un recours ne peut donc pas être introduit.

La lettre recommandée comprendra la motivation précise de la contestation, ainsi que toute pièce relative au seul élève concerné et de nature à éclairer le Conseil de recours que le requérant juge de nature à éclairer le Conseil de recours. La copie des pièces délivrées par l'école au cours et à l'issue de la procédure interne devra être jointe au recours externe.

Le recours ne peut comprendre des pièces relatives aux décisions du Conseil de classe relatives à d'autres élèves.

Le Chef d'établissement peut adresser à l'Administration tout document de nature à éclairer le Conseil de recours. Il peut aussi transmettre au Conseil de recours un avis motivé sur le bien-fondé du recours. L'Administration transmet immédiatement ce document au Président du Conseil de recours.

Il est créé, par caractère d'enseignement, un Conseil de recours pour les décisions des Conseils de classe. Les Conseils de recours prennent leurs décisions à la majorité des deux tiers. Si cette majorité n'est pas atteinte, le recours est rejeté.

Le Conseil de recours enjoint l'établissement de produire à son intention tout document qu'il juge utile à sa prise de décision. Il peut entendre toute personne qu'il juge utile. Il peut se faire assister par des experts qu'il choisit.

Le Conseil de recours peut entendre les personnes de son choix mais n'étant pas une juridiction civile, **il n'a toutefois aucune obligation d'accéder à une demande d'audience**, excepté dans le cas précis où cette demande émane d'un Conseil de classe qui souhaite que son Président soit entendu.

Le Conseil de recours peut remplacer la décision du Conseil de classe par une décision de réussite avec ou sans restriction.

Le Conseil de recours ne peut pas demander à un établissement scolaire d'accorder à un élève des examens de repêchage, ni d'examiner une décision d'un jury de qualification.

3. Notification des décisions des Conseils de recours

Les Conseils de recours siègent au plus tard entre le 16 et le 30 août pour les décisions des conseils de classe relatives aux délibérations de juin et entre le 16 septembre et le 10 octobre pour les décisions des conseils de classe relatives aux délibérations de septembre.

Le Conseil de recours vérifie préalablement la recevabilité du recours introduit, au regard des conditions prévues à l'article 98 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Les décisions des Conseils de recours sont notifiées le jour même, en 2 exemplaires, par le Président ou son délégué, au Directeur général de l'enseignement obligatoire qui en transmet immédiatement un exemplaire au Chef d'établissement et en informe simultanément l'élève s'il est majeur ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, par pli recommandé.

La décision du Conseil de recours réformant la décision d'un Conseil de classe remplace celle-ci. La notification de cette décision est jointe au procès-verbal du Conseil de classe.

Elle entraîne de facto l'établissement d'un **nouveau certificat ou le changement d'attestation d'orientation** qui sera délivré à l'élève par le Chef d'établissement **et portera la date de décision du Conseil de recours.**

Si un certificat d'enseignement secondaire supérieur est délivré en application d'une décision d'un Conseil de recours, il sera transmis à l'Administration pour **la 1^{ère} quinzaine de novembre.**

Pour les élèves du premier degré différencié, lorsque le Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du Certificat d'Etudes de base (CEB) accorde le CEB, le Conseil de classe se trouve dans l'**obligation** de:

- délivrer le CEB;
- se réunir à nouveau pour décider de l'orientation de l'élève sur base du fait qu'il possède le CEB.

Cette nouvelle décision est à nouveau susceptible de faire l'objet d'une nouvelle procédure de recours.

|

|

X. ACCES, CONSULTATION ET COPIE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

1. Documents susceptibles d'être demandés en consultation ou en copie

Le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre prévoit que le chef d'établissement ou son délégué est tenu de fournir par écrit si la demande expresse lui est formulée par l'élève majeur ou les parents ou la personne responsable d'un élève mineur, la motivation précise d'une décision d'échec ou de réussite avec restriction prise par le Conseil de classe ou d'un refus d'octroi du certificat de qualification pris par le Jury de qualification.

Par ailleurs, l'élève majeur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'élève mineur peuvent consulter, autant que faire se peut en présence du professeur responsable de l'évaluation, toute épreuve constituant le fondement ou une partie du fondement de la décision du Conseil de classe. Les parents peuvent se faire accompagner d'un membre de la famille.

Enfin, l'élève majeur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'élève mineur peuvent aussi, sur demande écrite adressée au chef d'établissement, obtenir, à prix coûtant, copie de toute épreuve constituant le fondement ou une partie du fondement de la décision du Conseil de classe, dans le respect des dispositions du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration. Le coût des copies est fixé à maximum 0,25€ la page A4.

Ni l'élève majeur, ni les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'élève mineur ne peuvent consulter les épreuves d'un autre élève *ni en obtenir une copie.*

Exemples de document pouvant être demandés en consultation et en copie :

- un bulletin ;
- un rapport de stage sur tel élève ;
- une évaluation, appréciation, observation, remarque sous quelle que forme (comme les notes manuscrites) que ce soit d'un élève pour une de ses prestations (**exposé écrit, oral, artistique, informatique, comportement, examen oral, etc.**) ;
- ...

2. Procédure de demande des copies

La demande doit :

1. être adressée par écrit au Chef d'établissement ;
2. mentionner clairement les documents concernés.

3. Demande d'avis à la CADA

Devant un refus qui leur serait opposé, les parents (ou responsables légaux) de l'élève mineur ou l'élève majeur, peuvent saisir la Commission d'accès aux documents administratifs. Celle-ci rend des avis sur les demandes formulées par toute personne qui rencontre des difficultés pour consulter un document administratif ou en obtenir copie ou correction.

Concrètement, la Commission examine la demande à la lumière du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration et rend un avis qu'elle communique au demandeur et à l'autorité administrative. Si, à l'issue de la procédure, le demandeur n'obtient toujours pas satisfaction, il lui est loisible d'introduire un recours au Conseil d'Etat.

La CADA est valablement saisie par l'envoi d'un recommandé à La Poste, à l'adresse suivante :

Commission d'accès aux documents administratifs
Bld. Léopold II, 44
1080 Bruxelles

Aux termes de l'article 1er du décret du 30 mars 2007 modifiant le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration, la Commission rend son avis dans les deux mois de la réception de la demande. Ce délai ne court pas pendant les mois de juillet et août.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

Cet avis est adressé au demandeur ainsi qu'à l'autorité administrative concernée qui dispose, à partir de la réception de l'avis, d'un délai de quinze jours pour communiquer sa décision finale au demandeur.

L'absence de communication dans ce délai équivaut à un rejet.

La Commission n'a qu'un pouvoir d'avis.

La décision définitive prise à ce stade est susceptible de recours devant le Conseil d'Etat.

Le cas échéant, l'avis de la Commission est joint au dossier.

Pour l'enseignement officiel subventionné, il y a lieu de contacter la CADA fédérale (<http://www.ibz.rrn.fgov.be/index.php?id=2403>). La demande est adressée par écrit. "Par écrit" signifie par courrier, par fax ou par e-mail à la :

CADA fédérale
Rue des Colonies, 11
1000 Bruxelles
Tél. : 02/518-20-73
E-mail : Ctb-Cada@rrn.fgov.be

XI. REFUS DE REINSCRIPTION

Dans tout établissement d'enseignement, le refus de réinscription⁶ d'un élève majeur ou mineur pour l'année scolaire suivante est traité selon la même procédure qu'une exclusion définitive. Le refus de réinscription ne peut prendre effet qu'à partir du 1^{er} juillet et est notifié au plus tard le 5 septembre, selon les mêmes modalités qu'une exclusion définitive en cours d'année scolaire.

Quand les motifs qui justifieraient le refus de réinscription sont connus à la fin du mois de juin, ce qui est la situation la plus fréquente, rien ne s'oppose à ce que l'audition de l'élève majeur ou mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale ait lieu avant le 5 juillet ou après le 15 août. Le conseil de classe de seconde session organisé durant les premiers jours de septembre peut alors émettre l'avis requis avant la décision du Chef d'établissement.

L'existence d'un droit de recours et ses modalités doivent figurer dans la lettre de notification.

Pour toute information, vous pouvez contacter Madame Arlette RUSURA à l'adresse suivante :

**Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Direction du Contrôle de l'Obligation scolaire et de l'Assistance aux Etablissements
Service des Inscriptions et de l'Assistance aux Etablissements scolaires**

Madame Arlette Rusura – Bureau 3F334

Rue A. Lavallée, 1

1080 Bruxelles

Tél.02/690-88-93

E-mail : arlette.rusura@cfwb.be

Par ailleurs, lorsqu'un refus de réinscription est notifié aux parents (ou responsables légaux) de l'élève mineur ou à l'élève majeur, l'établissement scolaire est tenu d'en informer son Pouvoir organisateur qui transmettra l'information à la Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire à l'adresse suivante :

Monsieur Pascal GERMY – Bureau 3F315

Rue A. Lavallée, 1


1080 BRUXELLES

⁶ Voir la circulaire 4945 concernant l'enseignement secondaire organisé et la circulaire 4946 concernant l'enseignement secondaire subventionné.

XII. TRANSMISSION ET VALIDATION DES TITRES ET ATTESTATIONS DELIVRES DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ORDINAIRE

A. CERTIFICATS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SUPERIEUR (CESS)

Pour rappel, une nouvelle procédure d'édition des CESS est d'application depuis juin 2014 (circulaire 4844 du 22/05/2014). Il n'y a donc plus lieu de transmettre les CESS ni les annexes A comme auparavant.

 Une nouvelle procédure d'édition des CQ, CE et attestations de compétences complémentaires sera d'application à partir de juin 2015 (voir circulaire spécifique) la procédure de transmission des brevets reste inchangée, voir ci-dessous au point D et E.

B. CERTIFICATS DE QUALIFICATION

Pour rappel : les procès-verbaux, dont un modèle figure à l'annexe 3, **B** du présent tome II, seront établis en DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX.

Pour la procédure : voir circulaire spécifique.

C. CERTIFICATS D'ETUDES, ATTESTATIONS DE COMPETENCES COMPLEMENTAIRES

Pour la procédure : voir circulaire spécifique.

D. BREVET D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SECONDAIRE COMPLEMENTAIRE

Les procès-verbaux doivent accompagner les brevets d'enseignement professionnel complémentaire (soins infirmiers et soins infirmiers, orientation : santé mentale et psychiatrie) soumis à la signature du Directeur Général de l'enseignement obligatoire. Les procès-verbaux seront établis en DOUBLE EXEMPLAIRE. Chaque procès-verbal est signé par le Président et deux membres du conseil de classe (voir annexe D pour le modèle de procès-verbal).

E. TRANSMISSION DES BREVETS POUR VALIDATION AUPRES DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE

Brevet d'enseignement professionnel secondaire complémentaire

LES BREVETS DES 1ERE ET 2EME SESSIONS SERONT TRANSMIS EN UN SEUL ENVOI.

Il conviendra de regrouper ces brevets par farde ou chemise : chaque farde ou chemise comportera un procès-verbal en double exemplaire et les brevets qui s'y rapportent. Le procès-verbal fera donc office de liste récapitulative.

Sur l'enveloppe ou le colis, les indications **BREVETS** et numéro **FASE** de l'école seront indiquées dans le coin supérieur gauche.

F. EXPEDITION DES COLIS

Les colis contenant les brevets des **1^{ère} et 2^{ème} sessions** devront parvenir à la Direction générale de l'enseignement obligatoire **pendant la première quinzaine du mois d'octobre 2015.**

Tous les colis seront consolidés de manière à éviter la détérioration des titres qu'ils contiennent.

1 Les colis seront expédiés **par la poste et par recommandé** à l'adresse suivante:

**Direction générale de l'enseignement obligatoire,
Service général de l'enseignement secondaire,
Direction des affaires générales, de la sanction des études et des CPMS,
A l'attention de M. Collard - Bureau **1F122**
Rue Lavallée, 1
1080 Bruxelles**

2 ou déposés à la même adresse entre 10h et 12h et 14h et 16h par les Chefs d'établissement ou leur délégué. **ATTENTION !** Les colis devront obligatoirement être déposés **au bureau 1F122 contre accusé de réception** et non déposés à l'accueil.

|

|

XIII. FORMULAIRES ÉLECTRONIQUES RELATIFS A LA SANCTION DES ETUDES

A. QU'EST-CE QU'UN FORMULAIRE « ELECTRONIQUE » (FE) ?

Nous vous offrons la possibilité de simplifier la procédure d'introduction de certaines dérogations en passant par la voie électronique, grâce à un formulaire électronique (FE).

Un FEI est un formulaire électronique disponible sur un site web, à compléter sur ordinateur.

Pour y accéder, vous devez impérativement vous connecter à l'adresse Internet suivante :

[https://www.enseignement.cfwb.be/DEROGATION WEB/sanctions etudes](https://www.enseignement.cfwb.be/DEROGATION_WEB/sanctions_etudes)

B. DEROGATIONS DEVANT ETRE INTRODUITES VIA UN FORMULAIRE ELECTRONIQUE

- ▶ Demande de dérogation pour répondre à l'obligation de suivre effectivement et assidûment les cours d'une année d'étude dans un établissement scolaire d'enseignement secondaire – Art.56.2 de l'arrêté royal du 29.06.1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.
- ▶ Demande de dérogation pour inscription tardive, à partir du 1er octobre, dans un établissement scolaire de l'enseignement secondaire prévu à l'article 79 du décret-missions du 24.07.1997.
- ▶ Demande de dérogation pour inscription en 3^{ème} année de l'enseignement professionnel dans un établissement organisé ou subventionné par la FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES (article 56.4° de l'Arrêté royal du 29.06.1984)
- ▶ Demande de dérogation visant à bénéficier des dispositions de l'art. 58 § 6° de l'Arrêté Royal du 29.06.1984 (changement de grille horaire en 6ème année de l'enseignement général)
- ▶ Demande de dérogation visant à bénéficier des dispositions de l'art. 56.1 de l'arrêté royal du 29.06.1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire (changement de forme et de subdivision en cours d'année scolaire).
- ▶ Demande de dispense de cours prévue à l'article 58 § 1er de l'arrêté royal du 29.06.1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.
- ▶ Demande de recouvrement de la qualité d'élève régulier prévu aux articles 26 du Décret du 21.11.2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

C. REMPLISSAGE D'UN FORMULAIRE ELECTRONIQUE (FE)

1ère étape : Accès

Rendez vous à l'adresse internet ci-dessous afin de vous connecter au moyen de vos identifiants « Cerbère » :

https://www.enseignement.cfwb.be/DEROGATION_WEB/sanctions_etudes

Pour remplir le formulaire, cliquez sur le lien *remplir le formulaire* (en haut à gauche) ou sur le lien renseigné en dessous de la liste des formulaires.

2ème étape : Identification de votre établissement

Introduisez le n° FASE de votre établissement. Les éléments suivants seront automatiquement pré remplis.

Vérifiez cependant que ces informations sont exactes avant de cliquer sur l'onglet : « Validation de l'étape ».

3ème étape : Conseils de remplissage

Une page vous rappelant les conseils d'utilisation est disponible. En voici le contenu :

Première étape

Vous devez à présent compléter le formulaire. Répondez aux questions qui vous sont posées soit en vous positionnant dans les cases vides soit en cliquant sur les cases qui proposent des choix multiples.

Attention ! Les questions comportant un astérisque bleu* sont obligatoires !

Lorsque les questions de la page sont complétées, passez à la suite du formulaire en cliquant sur le bouton « étape suivante » en bas de chaque page. Répétez l'opération pour tous les écrans.

Deuxième étape

Pendant le remplissage, vous pouvez à tout moment :

- Imprimer votre formulaire en format PDF en cliquant sur « imprimer »
- Sauver votre formulaire en format .ds pour un remplissage ultérieur en cliquant sur « sauver votre formulaire » fortement conseillé dès le 2ème écran !
- Revenir en arrière pour modifier vos données soit en cliquant sur « étape précédente » soit en voyageant dans le menu de gauche.
- Validez bien sûr la page dans laquelle vous avez effectué des modifications via « étape suivante ».

Dernière étape

Pour cette étape, nous vous conseillons de respecter la procédure suivante :

1. Sauvez le formulaire
2. Imprimez le formulaire
3. PUIS seulement validez le formulaire pour un envoi définitif

Un message vous confirmera le bon envoi de votre formulaire.

Points d'attention

- Une déconnexion s'effectue lorsque le temps d'inactivité est trop long. Par mesure de sécurité, sauvez régulièrement votre formulaire en cours de remplissage ! Sinon toutes les données seront perdues !
- La dernière étape de validation est souvent oubliée ! Elle a pour conséquence que le formulaire n'est pas envoyé au service compétent.

Après avoir pris connaissance de ce document, cliquez à nouveau sur « Validation de l'étape ».

4ème étape : Identification de l'élève et choix de la dérogation

Complétez les données personnelles de l'élève :

NOM

PRENOM

DATE DE NAISSANCE (jj/mm/aaaa).

Cliquez ensuite sur le type de dérogation que vous souhaitez introduire pour cet élève. Vous devez introduire manuellement la date de votre demande.

APRES AVOIR VERIFIE L'EXACTITUDE DE CES INFORMATIONS, CLIQUEZ SUR L'ONGLET «VALIDATION DE L'ETAPE ».

5ème étape : Remplissage du formulaire

A partir de cette étape, vous êtes accompagné au fur et à mesure du remplissage.

Chaque fois que vous cochez un encart ou que vous remplissez un champ, une partie du formulaire s'ouvre afin de continuer l'encodage.

Chaque champ suivi d'un astérisque bleu doit être obligatoirement rempli.

Lorsque vous avez rempli les champs nécessaires, vous pouvez cliquer sur l'onglet «Validation de l'étape ».

Cas particuliers :

- Article 56.1° : tout en bas de la page apparaît la phrase suivante :

Je déclare que ces documents sont en ma possession et qu'ils seront mis à la disposition de l'Administration à tout moment.

Vous devez impérativement cocher la case positionnée à côté de cette phrase pour valider l'étape.

Cela signifie également que vous n'êtes pas tenu de faire parvenir à l'Administration les documents justifiant la demande de dérogation (principe de confiance). Cependant, ces documents doivent impérativement être versés au dossier de l'élève en vue, notamment, du passage du vérificateur.

- Article 58 : tout en bas de la page apparaissent les phrases suivantes :

En tant que chef d'établissement,

je confirme avoir vérifié les conditions d'admission et les notions de correspondance.

je déclare, sur l'honneur, être en possession des pièces suivantes concernant le dit-élève et qu'elles seront mises à la disposition de l'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles à tout moment :

- le certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre reconnu équivalent
- le certificat d'enseignement secondaire supérieur obtenu dans une option/subdivision présentant un caractère de correspondance par rapport à la subdivision où il est actuellement inscrit ou un titre reconnu équivalent
- le certificat de qualification et du certificat d'études de la 6ème P ou d'un titre reconnu équivalent
- le certificat d'études et le certificat de qualification de 6P obtenus dans une option/subdivision présentant un caractère de correspondance ou un titre reconnu équivalent

VOUS DEVEZ IMPERATIVEMENT COCHER LA CASE POSITIONNEE A COTE DE CES PHRASES POUR VALIDER L'ETAPE.

Cela signifie également que vous n'êtes pas tenu de faire parvenir à l'Administration les documents justifiant la demande de dérogation (principe de confiance). Cependant, ces documents doivent impérativement être versés au dossier de l'élève en vue, notamment, du passage du vérificateur.

Vérifiez donc scrupuleusement que les informations que vous avez encodées sont exactes avant de cliquer sur l'onglet : « Validation de l'étape ».

- Article 26 : Lorsque vous validez cette partie du formulaire, vous êtes redirigé vers l'étape précédente. L'encart ci-dessous apparaît alors en bas de page :

La période de probation se terminera le : jj/mm/aaaa

Vous pourrez nous transmettre - accompagné de la présente demande - le relevé des absences et présences de l'élève durant cette période de probation dès la fin de celle-ci.

En attendant, nous vous invitons à enregistrer votre demande, en utilisant la fonction "Sauvegarder"

Ainsi, au terme de la période de probation communiquée dans l'encart et calculée automatiquement, vous rechargerez le formulaire comme expliqué ci-après, afin de nous transmettre le relevé complet des absences injustifiées de l'élève. Vous pourrez valider et envoyer votre demande à l'Administration.

6^{ème} étape : Annexes

Vous pouvez à présent joindre tous les justificatifs nécessaires (sauf dans le cas du "principe de confiance", évidemment) à la demande que vous souhaitez introduire en attachant le ou les documents

via la fonction de téléchargement prévue ou en l'adressant à l'Administration par courrier après avoir imprimé votre demande et pris connaissance du numéro d'identification attribué.

L'onglet « joindre un document » vous permet de donner un titre et de joindre à votre demande un fichier déjà présent sur votre ordinateur (ex : un document scanné).

Vous devez répéter cette étape pour tout document que vous souhaitez adresser à l'Administration, à l'adresse suivante :

Direction générale de l'Enseignement Obligatoire
Service de la Sanction des études, des Jurys et de la Règlementation
Bureau 1F140
Rue Lavallée, 1
1080 Bruxelles

Si vous le souhaitez, vous pouvez écrire un commentaire dans le cadre prévu à cet effet au dessus des différentes pièces jointes.

7^{ème} étape : Validation du formulaire

Trois onglets sont disponibles :

« SAUVEGARDER LE FORMULAIRE » : vous permet d'enregistrer une copie de votre demande directement sur votre ordinateur.

ATTENTION, cliquer sur cet onglet n'envoie pas votre demande à l'Administration !

« AFFICHER LE PDF » : vous permet d'obtenir un aperçu du formulaire complété.

ATTENTION, cliquer sur cet onglet n'envoie pas votre demande à l'Administration !

VALIDER ET ENVOYER LE FORMULAIRE » : vous permet de transférer votre demande à l'Administration en vue de son traitement.

Cette étape complétée, le formulaire a été envoyé dans nos services.

Remarque : Votre demande peut cependant être sauvegardée à tout moment sur votre ordinateur, même en cours de remplissage, soit en format de travail .ds, soit en format PDF avant le transfert à l'administration.

Seul le fichier au format .ds pourra être récupéré ultérieurement, afin d'être complété ou réutilisé, en se connectant à nouveau sur le l'adresse internet. Cela signifie que vous pouvez arrêter l'encodage d'une demande et le reprendre à un autre moment, pour autant qu'il ait été sauvegardé au format de travail .ds.

DANS LES QUELQUES INSTANTS QUI SUIVENT LA VALIDATION FINALE DU FORMULAIRE, VOUS RECEVREZ SUR LA BOITE ELECTRONIQUE QUE VOUS AVEZ RENSEIGNEE EN DEBUT DE REMPLISSAGE, UN ACCUSE DE RECEPTION PROVENANT DE L'ADRESSE SUIVANTE : FORMULAIRE@CFWB.BE AVEC POUR TITRE : SANCTION DES ETUDES. IL CONTIENDRA UNE COPIE AU FORMAT .DS ET AU FORMAT .PDF DE VOTRE DEMANDE.

ANNEXES

ANNEXE 1 A. DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT : FWB - >FWB – FORMULE I

DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT
(article 79 §3 du décret du 24 juillet 1997, tel que modifié par le décret du 8 mars 2007)

Fédération Wallonie-Bruxelles → Fédération Wallonie-Bruxelles

FORMULE I

Une demande par élève – () biffer les mentions inutiles*

Le(s) soussigné(s) : (nom en imprimé, prénom)
domicilié(s) à : (rue, n°, code postal, commune)
.....**tél. :** **Email :**
Si la demande est la conséquence d'un changement de domicile, indiquer aussi la nouvelle adresse :
.....

**agissant en qualité de personne(s) investie(s) de l'autorité parentale,
demande(nt) à pouvoir changer l'élève mentionné ci-après :**

Nom : (en imprimé)
Prénom :
Date de naissance : **Année d'études suivie :**
Domicile (s'il diffère de celui du soussigné) :
.....

Ecole/implantation de départ

Nouvelle école/implantation d'arrivée

Adresse (commune, code postal, rue, n°) :
.....
.....

Adresse (commune, code postal, rue, n°) :
.....
.....

Pour le(s) motif(s) suivant(s) :

Pour les changements introduits au 30 juin et après, mentionner vos disponibilités pendant la période des vacances d'été.

En annexe, Documents justificatifs joints :

DATE :

SIGNATURE de la (des) personne(s) investie(s) de l'autorité parentale

Annexe 1A. (2)

CADRE A – Intervention du chef de l'établissement de départ

Date de réception de la demande :

Date de transmis du dossier à l'inspection secondaire :

Changement d'établissement* : Autorisé - Avis défavorable *

Nom et prénom :

Signature :

N° de téléphone :

CADRE B – Intervention du chef de l'établissement de départ

DERNIER JOUR DE CLASSE DANS L'ETABLISSEMENT
(à ne remplir qu'après autorisation du changement)

...../...../.....

Signature :

Si aucune information concernant l'inscription de l'élève dans la nouvelle école ne vous parvient dans les 10 jours ou si l'établissement d'arrivée vous précise que les parents n'ont pas procédé à l'inscription de l'élève dans son établissement, prendre contact avec le service de l'obligation scolaire.

CADRE C – Intervention du chef de l'établissement d'arrivée

PREMIER JOUR DE CLASSE DANS LE NOUVEL ETABLISSEMENT
(à remplir après la présence de l'élève)

...../...../.....

Signature :

Si l'élève n'est pas arrivé dans un délai de 10 jours, avvertir la direction de l'établissement de départ.

CADRE D - Intervention de l'inspection secondaire - Avis

Date de réception du dossier transmis par le chef de l'établissement de départ

Date de transmis du dossier à la D.G.de l'Enseignement obligatoire :

Changement d'établissement* : Autorisé – Avis défavorable *

Nom et prénom :

Signature :

N° de téléphone :

CADRE E - Intervention de la D.G.E.O. - Décision

Date de réception du dossier transmis par l'inspection secondaire :

Date de prise de décision et de transmis auprès de tous les intervenants :

Service général de l'Enseignement secondaire et des CPMS

Rue A. Lavallée, 1 – 1080 BRUXELLES

Tél . : 02/690.85.04

Changement d'établissement* : Autorisé – Avis défavorable *

Le Ministre, par délégation,

Motivation dans un courrier annexe.

*biffer la mention inutile

ANNEXE 1 B. DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT : FWB → FWB – FORMULE II

DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT
Fédération Wallonie-Bruxelles → Fédération Wallonie-Bruxelles

FORMULE II

à remplir en 1 exemplaire

dans un cas de force majeure ou d'absolue nécessité

Lorsqu'un changement d'établissement est demandé pour un motif autre que ceux énumérés par le décret « Missions » (article 79, §4) et pour lequel la direction de l'école accorde le changement ou émet un avis défavorable

Intervention de l'établissement de départ

Renseignements concernant l'élève

Nom et prénom : (en
imprimé),

Date de naissance :

Justification de la décision rendue ou de l'avis exprimé au cadre A de la formule I

Nom et Prénom :

Date et signature :

**ANNEXE 1 C. DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT : FWB →
FWB – FORMULE III**

**DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT
Fédération Wallonie-Bruxelles → Fédération Wallonie-Bruxelles**

FORMULE III
à remplir en 1 exemplaire

**Cadre A. INTERVENTION DE L'INSPECTION SECONDAIRE
Justifications de l'avis exprimé au cadre D de la formule I**

Nom et Prénom

Date et signature :

**ANNEXE 1 D. DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT – PROCES
VERBAL D'AUDITION**

Enseignement secondaire ordinaire

CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT

Article 79 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié par le décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'école dans l'enseignement obligatoire.

Procès verbal d'audition

Date de l'audition

Heure de l'audition

Entre :

ECOLE

Dénomination et adresse de l'établissement N°Fase Direction
scolaire

Et :

PARENTS

Nom et coordonnées de la/des personne(s)
investie(s) de l'autorité parentale

ELEVE(S)

Nom du ou des élève(s) concerné(s) par la
demande de changement d'école

Contenu de l'entretien :

Date et signature du Chef d'établissement

Date et signature de la/des personne(s)
investie(s) de l'autorité parentale

Remarques éventuelles :

ANNEXE 2 : CONTESTATION D'UNE DECISION DU CONSEIL DE CLASSE / FORMULAIRE A COMPLETER EN VUE D'INTRODUIRE UN RECOURS CONTRE UNE DECISION DU CONSEIL DE CLASSE AUPRES DU CONSEIL DE RECOURS

Procédure de conciliation interne

La procédure de conciliation interne est mise en œuvre lorsque les parents (ou responsables légaux) des élèves mineurs ou les élèves majeurs souhaitent qu'une décision du Conseil de classe soit réexaminée par celui-ci. Cette procédure de conciliation interne est propre à chaque établissement qui doit communiquer, aux parents (ou responsables légaux) des élèves mineurs, et aux élèves majeurs, la façon dont il organise cette conciliation.

L'introduction d'une demande de conciliation interne conditionne la recevabilité du recours externe.

L'élève majeur ou les parents (ou responsables légaux) de l'élève mineur peuvent introduire une demande de conciliation interne via la procédure qui leur a été communiquée par l'établissement scolaire ou bien, via le formulaire ci-dessous (volet 1).

Procédure de recours externe

La procédure de recours externe n'est prévue QUE pour contester les attestations de réussite partielle (restrictive) ou d'échec.

Intenter un recours externe ne sert donc pas à obtenir des examens de repêchage ni à contester la décision d'un jury de qualification.

En effet, le conseil de classe, au mois de juin, est libre de délivrer directement la sanction des études ou de laisser une deuxième chance au mois de septembre. En conséquence, si le conseil de classe de juin impose des examens de repêchage à un élève, aucune attestation n'a encore été délivrée. Et un recours ne peut donc pas être introduit.

Vous pouvez introduire une demande de recours externe via le formulaire ci-dessous (volet 2).

1. PROCEDURE DE CONCILIATION INTERNE

Je soussigné(e)

Père, mère ou représentants légaux d'un élève mineur

Elève majeur

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

ADRESSE (Rue, n°, code postal, localité) :

TELEPHONE :

ADRESSE MAIL :

Souhaite que le Conseil de classe réexamine sa décision à propos de l'élève (à compléter uniquement pour l'élève mineur) :

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

ADRESSE (Rue, n°, code postal, localité) :

TELEPHONE :

ADRESSE MAIL :

ANNEE D'ETUDE DE L'ELEVE :

ENSEIGNEMENT

GENERAL

TECHNIQUE DE TRANSITION

ARTISTIQUE DE TRANSITION

TECHNIQUE DE QUALIFICATION

ARTISTIQUE DE QUALIFICATION

PROFESSIONNEL

Option

Décision du Conseil de classe

Attestation d'orientation C

Attestation d'orientation B n'admettant qu'à

Autre :

Raisons pour lesquelles vous souhaitez que la décision du Conseil de classe soit réexaminée :

.....

2. PROCEDURE DE RECOURS EXTERNE AUPRES DU CONSEIL DE RECOURS CONTRE LES DECISIONS DU CONSEIL DE CLASSE

Je soussigné(e)

- Père, mère ou représentants légaux d'un élève mineur
 Elève majeur

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

ADRESSE (Rue, n°, code postal, localité) :

TELEPHONE :

ADRESSE MAIL :

Souhaite introduire par la présente un recours contre la décision d'un conseil de classe prise à l'égard de l'élève mineur (rubrique à compléter uniquement si élève mineur):

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

ADRESSE (Rue, n°, code postal, localité) :

TELEPHONE :

ADRESSE MAIL :

ETABLISSEMENT SCOLAIRE

NOM ETABLISSEMENT SCOLAIRE :

ADRESSE ETABLISSEMENT SCOLAIRE (Rue, n°, code postal, localité) :

TELEPHONE :

ADRESSE MAIL :

RESEAU D'ENSEIGNEMENT :

NON-CONFESSIONNEL				CONFESSIONNEL			
<input type="checkbox"/>	RESEAU DE LA FEDERATION WALLONIE- BRUXELLES	<input type="checkbox"/>	RESEAU OFFICIEL SUBVENTIONNE	<input type="checkbox"/>	RESEAU LIBRE SUBVENTIONNE NON- CONFESSIONNEL	<input type="checkbox"/>	RESEAU LIBRE SUBVENTIONNE CONFESSIONNEL

ENSEIGNEMENT

GENERAL

TECHNIQUE DE QUALIFICATION

.....
.....

Date : Lieu

Signature de l'élève majeur ou des parents (représentants légaux) de l'élève mineur

N.B.: Le Conseil de recours ne peut accorder d'examen de repêchage en septembre, et n'est pas compétent pour l'examen des décisions des jurys de qualification.

Composition du Jury de qualification

Dénomination de l'établissement :
.....

Adresse de l'établissement :
.....

N° FASE de l'établissement :

Le jury de qualification chargé de procéder aux épreuves de qualification, établi conformément aux dispositions de l'article 28 de l'A.R. du 29 juin 1984, est composé comme suit pour l'année scolaire 2014/ 2015 :

Enseignement : (technique ou professionnel)

Option de base groupée :

Année d'études : (6^e ou 7^e sp./perf.)

Président : (le Chef d'établissement ou son délégué, ou le délégué du P.O.)

Membres du corps professoral :

Nom et prénom	Cours enseignés ayant un rapport direct avec la qualification à sanctionner.
---------------	--

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.
- 6.
- ...

Membres étrangers :

Nom et prénom	Qualité (Indiquer, par ex., la profession, l'employeur, ... etc.)
---------------	---

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.
- 6.
- ...

Fait à le

Le Président

Les membres,

Le Président,

(noms dactylographiés et signatures)

(x) biffer les mentions inutiles.

ANNEXE 11: REMPLACEMENT DE PERIODES DE COURS PAR DES PÉRIODES D'ENTRAÎNEMENT SPORTIF- 2^{ème} et 3^{ème} DEGRÉ

Dénomination et adresse de l'établissement souhaité :

Je soussigné(e)

- Élève majeur Responsable légal de l'élève mineur
 Chef d'établissement

Sollicite pour l'élève :

NOM : **Prénom :**

Date de naissance : ... / ... / ...

Adresse postale complète :

Élève inscrit en :

- 1) Année d'études :
2) Forme : général technique artistique professionnel
3) Section : transition qualification
4) Option :

Souhaite remplacer, dans le cadre de l'article 58,§7, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire :

- De la ou des option(s) de base simples suivante(s) :
 De l'option de base groupée suivante :

Par des périodes d'entraînement sportif, telles que prévues à l'article 1^{er},§3, 2° de l'Arrêté royal du 29 juin 1984 précité.

Date du remplacement : ... / ... /

! Veuillez joindre un document émanant des parents ou représentants légaux de l'élève, ou de l'élève lui-même s'il est majeur, exprimant expressément cette volonté, ainsi qu'une copie de la décision ministérielle accordant à l'élève le statut de sportif de haut niveau, espoir sportif ou partenaire d'entraînement !

Date : ... / ... / **Signature de l'élève majeur ou de son responsable légal :**

Cadre réservé à l'établissement scolaire :

Avis du chef d'établissement :	
<input type="checkbox"/> FAVORABLE	<input type="checkbox"/> DEFAVORABLE
.....	
.	
.....	
Date : ... / ... /	
Nom et Prénom du Chef d'établissement	Signature du chef d'établissement

Cette demande doit parvenir à l'adresse suivante :

DGEO
Direction des affaires générales de la sanction des études et des CPMS,
Service de la Sanction des études
Bureau 1F140,
rue A. Lavallée, 1
1080 Bruxelles

Ou par mail à l'adresse suivante : sanctiondesetudes@cfwb.be

ANNEXE 11 bis: RAPPORT DU CHEF D'ÉTABLISSEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION À L'INTERDICTION DE REMPLACER LES PÉRIODES D'ÉDUCATION PHYSIQUE COMPRISES DANS LA FORMATION COMMUNE PAR DES PÉRIODES D'ENTRAÎNEMENT SPORTIF - 1er DEGRÉ

Dénomination et adresse de l'établissement:.....
.....

Je soussigné(e), Chef d'établissement, atteste que l'élève :

NOM :..... **Prénom:**.....

Date de naissance : ... / ... / ...

Année d'études :

Adresse postale complète :

Souhaite activer la dérogation prévue à l'article 10/1 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire afin de pouvoir remplacer les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune par des périodes d'entraînement sportif, telles que prévues à l'article 1^{er}, §3, 2^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

! Veuillez joindre un document émanant des parents ou représentants légaux de l'élève, ou de l'élève lui-même s'il est majeur, exprimant expressément cette volonté, ainsi qu'une copie de la décision ministérielle accordant à l'élève le statut de sportif de haut niveau, espoir sportif ou partenaire d'entraînement !

Avis du chef d'établissement :

FAVORABLE DEFAVORABLE

Motivation (obligatoire):

.....
.....

Date : ... / ... /

Signature du chef d'établissement

Cette demande doit parvenir à l'adresse suivante :

DGEO
Direction des affaires générales de la sanction des études et des CPMS,
Service de la Sanction des études
Bureau 1F140,
rue A. Lavallée, 1
1080 Bruxelles

Ou par mail à l'adresse suivante : sanctiondesetudes@cfwb.be

**ANNEXE : 12 REMPLACEMENT DE COURS PAR DES PÉRIODES D'ENSEIGNEMENT MUSICAL -
2^{ème} ET 3^{ème} DEGRES**

Dénomination et adresse de l'établissement souhaité :

Je soussigné(e)

- Élève majeur Responsable légal de l'élève mineur
 Chef d'établissement

Sollicite pour l'élève :

NOM : **Prénom :**

Date de naissance : ... / ... /

Adresse postale complète :

Élève inscrit en :

- 1) Année d'études :
2) Forme : général technique
3) Section de transition
4) Option :

Le(s) remplacement(s) :

- De ou des option(s) de base simples suivante(s) :
 De l'option de base groupée suivante :

par des périodes d'enseignement musical, tel que prévu par l'article 58, § 8 de l'Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Date du remplacement : ... / ... /

! Veuillez joindre un document émanant des parents ou représentants légaux de cet élève, ou de l'élève lui-même s'il est majeur, exprimant expressément cette volonté, ainsi que :
- une preuve de la réussite de l'examen d'admission dans une école supérieure des arts ;
- et une copie de la convention spécifique signée avec l'école supérieure des arts. !

Date : ... / ... / **Signature de l'élève majeur ou de son responsable légal :**

Cadre réservé à l'établissement scolaire :

Avis du chef d'établissement :

FAVORABLE DEFAVORABLE

Date : ... / ... /

Nom et Prénom du Chef d'établissement

Signature du chef d'établissement

Cette demande doit parvenir à l'adresse suivante :

**DGEO
Direction des affaires générales de la sanction des études et des CPMS,
Service de la Sanction des études
Bureau 1F140,
rue A. Lavallée, 1
1080 Bruxelles**

Ou par mail à l'adresse suivante : sanctiondesetudes@cfwb.be

ANNEXE 14

Relevé de stages pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice après l'option de base "puériculture"



FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES

ETABLISSEMENT :

NOM :

PRENOM :

Relevé de stages pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice après l'option de base "puériculture".

Année scolaire STRUCTURES	20.../20... 5 ^e Min. 250 P.	20.../20... 6 ^e Min. 350 P.	20.../20... 7 ^e Min. 400 P.	Min. 1000 P.	Effectué
- Crèche				Min. 500 P.	
- M.C.A.E.					
- Prégardiennat					
- Pouponnière					
- Ecole maternelle				Min. 150 P.	
- Classes d'accueil					
- Besoins spécifiques *				Min. 100 p.	
- Stage au choix *				Max. 100 p.	
- Séminaires				Max. 100 p.	
- Visites d'études					
TOTAL				1000 P.	

* Préciser le type d'établissement.

REMARQUES :

.....

Date et signature de la Direction
ou du responsable.

ANNEXE 15

Relevé de stages pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice après l'option de base "aspirante en nursing".



FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES

ETABLISSEMENT :

NOM :

PRENOM :

Relevé de stages pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice après l'option de base "aspirante en nursing".

Année scolaire STRUCTURES	20.../20... 5 ^e Min. 280 P.	20.../20... 6 ^e Min. 280 P.	Min. 560 P.	20.../20... 7 ^e Min. 500 P.	Min. 1000 P.	Effectué
- Crèche			Min. 300 P.		Min. 500 P.	
- M.C.A.E.						
- Prégardiennat						
- Pouponnière						
- Ecole maternelle			Min. 150 P.		Min. 150 P.	
- Classes d'accueil						
- Besoins spécifiques *					Min. 100 p.	
- Stage au choix *					Max. 100 p.	
- Séminaires			Max. 50 P.		Max. 100 p.	
- Visites d'études						
TOTAL			560 P.		1000 P.	

* Préciser le type d'établissement.

REMARQUES :


.....

Date et signature de la Direction
ou du responsable.

Date et visa de l'Inspection


ANNEXE 16

Formulaire de demande de dérogation pour l'élève ou les élèves inscrits dans les options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du 3^e degré de qualification de l'enseignement secondaire et de la 7^e année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice"

	Options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing"
FORMULAIRE DE DEMANDE DE DEROGATION	
<input type="checkbox"/> Pour le report de stages durant les vacances scolaires	
<input type="checkbox"/> Pour l'organisation de stages à l'étranger*	
<small>*Hors ceux organisés dans le cadre d'échanges financés ou cofinancés par la Commission européenne ou une autorité publique belge !</small>	
N° FASE, dénomination et adresse de l'établissement :	
La demande de dérogation concerne l'élève ou les élèves :	
Nom(s) et prénom(s) + Date(s) de naissance
Inscrit(e)(s) en :	
année	Intitulé de l'option de base groupée
.....
Circonstance(s) de la demande de dérogation
Motivation de la demande de dérogation
Période(s) de vacances scolaires consacré(es) à des périodes de stages
Modalités de récupération et d'encadrement des stages qui seront réservées à la stagiaire ou aux stagiaires pendant ses/leurs vacances scolaires	
.....	
Joindre à ce formulaire la copie du ou des document(s) officiel(s) requis et/ou toute information complémentaire utile !	

ANNEXE 17

Formulaire de demande de dérogation pour l'élève ou les élèves inscrits dans les sections d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie "

 FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	Infirmier(ère) hospitalier(ère)
	Infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie »
FORMULAIRE DE DEMANDE DE DEROGATION	
▪ Pour le report de stages durant les vacances scolaires	
▪ Aux conditions de fonctionnement et d'organisation de « l'enseignement clinique » pour le choix du service ou de l'unité d'enseignement clinique, en particulier lorsqu'il s'agit d'expériences nouvelles en matière de soins de santé.	
N° FASE, dénomination et adresse de l'établissement :	
La demande de dérogation concerne l'élève ou les élèves :	
Nom(s) et prénom(s) +
Date(s) de naissance
Inscrit(e)(s) en :	
année	Intitulé de la section
.....
Enonciation du cas de force majeure
Motivation de la demande de dérogation
Période(s) de vacances scolaires consacré(es) à des périodes de stages
Modalités de récupération et d'encadrement des stages qui seront réservées à la stagiaire ou aux stagiaires pendant ses/leurs vacances scolaires	
Joindre à ce formulaire la copie du ou des document(s) officiel(s) requis et/ou toute information complémentaire utile !	

